

INSTITUT EUROPÉEN DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION EURYOPA

VOL. 55-2008

**L'ordre et l'autorité dans le discours des candidats
à l'élection présidentielle française de 2007 :
une étude de contenu**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du
Diplôme d'études approfondies en études européennes
Par Mathieu Aeschmann

Rédigé sous la direction du Professeur Antoine Maurice
Jurés : Professeur Nicolas Levrat et
Marc Roissard de Bellet
Genève, août 2008

Table des matières

Introduction	4
PREMIÈRE PARTIE	
1. Trois candidats, trois stratégies de campagne	9
1.1 Éléments méthodologiques	9
1.2 Quelques données statistiques	11
2. Nicolas Sarkozy : l'ordre en mouvement	13
2.1 Réhabiliter l'autorité et « liquider l'héritage de mai 68 »	13
2.2 « Remettre de la morale dans le politique »	18
3. Ségolène Royal, « réinventer la politique ensemble »	20
3.1 Crise morale – crise de la fraternité	20
3.2 « Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous ! »	25
4. François Bayrou – la stratégie de l'évitement	27
4.1 L'ordre de l'école plutôt que l'ordre de la rue	28
4.2 Crise politique : la représentativité séquestrée	31
5. Alignements, convergences et oppositions : une synthèse	33
5.1 Autorité ; la contrainte ou le consensus ?	33
5.2 Ordre moral ou ordre républicain ?	33
5.3 Mai 68 ; un héritage symbolique	34
5.4 Crise du politique ; un constat - trois formes de légitimité en réponse	35
DEUXIÈME PARTIE	
1. Le rappel à l'ordre, un discours réactionnaire ?	37
1.1 Une droite décomplexée : vers une autre révolution conservatrice ?	37
1.2 Que reste-t-il de la gauche libertaire ?	42
2. Réhabilitation du politique, du discours à la méthode	46
2.1 Nicolas Sarkozy : bonapartiste compassionnel	47
2.2 Ségolène Royal : participation et distance	50
2.3 Entre démocratie participative et démocratie d'opinion	53

3. Ordre et autorité : usure démocratique et tentation populiste	56
3.1 Nicolas Sarkozy : la synthèse autoritaire	57
3.2 Conquérir le pouvoir : vers une normalisation du style populiste	60
3.3 Nicolas Sarkozy à l'épreuve de la comparaison européenne	64
3.4 Populisme et gouvernance, couple de la démocratie vide	71
Conclusion	76
Bibliographie	80
Annexes	86

*Tiens tiens les pensionnats, les chanteurs à croix de bois
Les taloches les coups de trique la troisième république*

*Tiens tiens les belles images, les enfants du marécage
Le vrai goût des vrais fruits dans une vraie épicerie*

*Tiens ça repart en arrière, noir et blanc sur poster
Maréchal nous voilà du sépia plein les doigts*

*A quoi elle pense en s'endormant
Cette jolie France confiture bonne maman
Elle pense pareil, pareil qu'hier
Avant Simone Veil, avant Badinter*

Vincent Delerm¹

Introduction

Le dimanche 29 avril 2007, Nicolas Sarkozy clôt au Palais omnisport de Paris Bercy une campagne menée au pas de charge. Devant une foule électrique, il prévient de l'enjeu que revêt, à ses yeux, le second tour du scrutin présidentiel : « Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes »².

Si la violence de la formule choque, c'est bien sa signification qui interpelle. Cette attaque contre l'héritage d'un épisode considéré comme symbolique de l'émancipation des sociétés occidentales n'est pourtant pas un acte isolé. Elle s'inscrit comme l'ultime et vindicatif écho d'une campagne présidentielle sur laquelle a flotté un enivrant parfum de nostalgie. De « la réhabilitation de l'autorité » appelée par Nicolas Sarkozy jusqu'à « l'ordre juste » de Ségolène Royal, l'ensemble des prétendants à l'Élysée a célébré le triomphe d'un discours de valeurs, riche d'une abstraction aux saveurs d'autrefois. Ordre, autorité, mais aussi travail, famille, nation, valeurs ou morale, ces vocables ont eu la part belle dans les discours des candidats. Ils ont marqué la résurrection d'un champ lexical du pérenne que certains croyaient enterré à jamais. Intrigante coïncidence, cet élan a servi de théâtre au retour fracassant du politique dans l'espace public. Comme si la tentation réactionnaire représentait un antidote intemporel aux fracas de la modernité et son pendant populiste et autoritaire un remède conjoncturel à « la crise de la représentation » qui gangrène les démocraties libérales.

Quel sens accorder à ce glissement sémantique qui a fait du rappel à l'ordre et de la réhabilitation de l'autorité une des rares constantes de cette campagne électorale ? Afin de proposer une analyse aussi complète que possible du phénomène, la présente étude nous semble devoir rechercher la signification de ce discours en suivant deux axes de recherche bien distincts. Il conviendra, dans un premier temps, de questionner le projet de société porté par cet élan autoritaire, le socle idéologique sur lequel il repose et les choix politiques qu'il implique. Dans un second temps, ce discours d'ordre et d'autorité devra être observé sous le prisme de son influence sur l'évolution des pratiques politiques et de la représentation du pouvoir qu'il suggère. En un mot, il s'agira d'éprouver l'enracinement de ce discours tant dans les contenus que dans le contenant politique. Enfin seulement, les deux volets de l'analyse seront réunis afin de proposer

¹ Vincent Delerm, « Sépia plein les doigts », *Les piqures d'araignées*, tôt Ou tard musiques, 2006.

² Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

une synthèse globale de cette tentation autoritaire ; laquelle pourra être ensuite questionnée en miroir à la vague de populismes qui déferle sur l'Europe depuis une quinzaine d'années.

De toute évidence, le discours aux accents autoritaires a plu durant la campagne. La plupart des candidats y ont eu recours et son adepte le plus fidèle, Nicolas Sarkozy, a remporté une victoire relativement aisée³. Comment expliquer le succès rencontré auprès de l'opinion publique par cette forme de réaction ? Doit-elle être considérée comme l'expression d'une droitisation des esprits et d'un renversement des fronts politiques qui voit la gauche perdre son statut de principale force de proposition⁴ ? Dans le sillage des accusations contre un Mai 68 en forme de boîte de pandore du monde moderne, le «rappel à l'ordre» articule une critique farouche de l'individualisme roi et de la dynamique libérationniste de nos sociétés. Reprise par l'ensemble de l'échiquier politique, celle-ci a trouvé un écho favorable auprès d'une opinion publique qui associe volontiers modernité et permissivité. Le succès de ce discours teinté d'ordre moral et d'autorité retrouvée incarne-t-il, chez les politiques, une redistribution des cartes idéologiques que le monde intellectuel vit depuis une décennie ? Doit-on y déceler la force d'une «pensée réactionnaire»⁵ qui s'empare d'un voile progressiste et malmène l'héritage libertaire ? Ou cet élan représente-t-il l'expression d'un malaise plus profond qui se traduit par le constat d'une élite en «panne des pensées de la modernisation»⁶ ? Ces questions structurelles traversent et secouent actuellement l'ensemble de l'échiquier politique français. Durant la campagne, elles ont influencé les positions des différents partis selon des nuances qui respectent leurs sensibilités traditionnelles. Il s'agira par conséquent d'illustrer de quelle manière ce discours de l'autorité et de l'ordre a été intégré dans les orientations défendues par les principaux candidats. De son importance stratégique chez Ségolène Royal à sa dimension idéologique dans les élans «révolutionnaires conservateurs» de Nicolas Sarkozy, le rappel à l'ordre sociétal⁷ entretient notamment une relation de dépendance paradoxale avec le libéralisme économique. Il conviendra de disséquer les ressorts de cette dépendance à la lumière de son influence sur le lien social.

Dans le domaine des représentations du pouvoir politique, le glissement vers un discours autoritaire peut permettre de réaffirmer avec vigueur la capacité du politique à résoudre les problèmes de la société. Porté par un style volontariste, presque héroïque, il évoque des époques où le pouvoir politique possédait des prérogatives que l'économie globalisée lui a dérobées. Mais répond-t-il, pour autant, aux attentes de citoyens lassés de sentir le fossé entre gouvernants et gouvernés se creuser sans cesse davantage ? Cette évocation d'un retour presque miraculeux du politique se traduit-elle vraiment par une meilleure intégration du corps social dans le processus de délibération politique ? Adopté par tous les candidats dans leur énoncé d'un contenu politique, le cadre idéologique de l'autorité s'est vu contesté comme représentation du pouvoir politique par le projet de démocratie participative défendue par Ségolène Royal. Résolument moderne, cette proposition s'est opposée à l'incarnation du pouvoir hiérarchique de type traditionnel, porté par Nicolas Sarkozy. A travers cette opposition, encore renforcée par le style très différent des deux candidats finalistes, il conviendra de souligner les tensions inhérentes à l'expression du politique au sein de l'espace public moderne. Entre capacité et proximité, opinion et participation, l'analyse de ces tensions tentera de souligner l'évolution paradoxale des démocraties libérales et d'en éclairer les penchants autoritaires. Elle se refermera en questionnant ces penchants à l'aune du phénomène populiste. Largement utilisé par les candidats durant la campagne, le style populiste semble se banaliser au sein de l'espace démocratique traditionnel. « Le retour du politique » évoqué tant par Nicolas Sarkozy que par Ségolène Royal n'est-il pas le ressac français de l'irrésistible vague populiste qui déferle, depuis presque deux décennies, sur les démocraties représentatives occidentales, les ébranlant jusque dans leurs fondations ?

³ Nicolas Sarkozy l'emporte avec 53,06 % des suffrages selon les résultats officiels du Ministère de l'Intérieur.

http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/resultats-elections/PR2007/FE.html

⁴ Eric DUPIN, *A droite toute*, Paris, Fayard, 2006.

⁵ Daniel LINDENBERG, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil – La République des idées, 2002.

⁶ Jean BIRNBAUM, « Il faut refaire le bagage d'idées de la démocratie française » - Entretien avec Pierre ROSANVALLON, *Le Monde*, 21 novembre 2002.

⁷ Le néologisme «sociétal» sera volontairement préféré durant l'ensemble de l'étude au terme «social». Il nous paraît mieux embrasser le caractère global à l'ensemble de la société d'une redéfinition de l'ordre et de l'autorité comme des cadres qui régissent les rapports qu'entretient un individu avec autrui et avec le pouvoir.

Devant l'étendue de cette problématique, il est apparu comme une évidence de faire reposer notre démarche sur un socle solide mais volontairement restreint : les discours de campagne des différents candidats. Plus réfléchi qu'une intervention radiotélévisée mais moins figé qu'un livre programme, le corpus de discours allie densité idéologique et, sur la durée, interaction avec l'opinion publique. Par son essence évolutive sans être superficielle, il représente un support en parfaite adéquation avec notre objet d'étude et les interrogations qu'il suscite. C'est donc à partir d'une analyse de ce corpus de textes qu'il conviendra d'esquisser le paysage idéologique que suggèrent les mots et les formules des prétendants. Pour réaliser cette reconstruction, notre étude va comporter deux parties. La première proposera une analyse de contenu des discours respectifs des trois principaux candidats (Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou). Et la seconde tentera de confronter les enseignements recueillis aux cadres théoriques existants et aux hypothèses retenues.

De manière à servir au mieux la densité des discours des trois candidats, la première partie a été souhaitée comme une analyse de contenu au plus proche des textes. Elle entend se déployer sous la forme d'une analyse impressionniste uniquement guidée par quatre balises lexicales chargées de l'orienter vers les hypothèses choisies et de garantir l'objectivité de la démarche. Quelques données chiffrées ont été voulues afin de livrer un instantané du nombre d'occurrences des mots «ordre» et «autorité» dans les discours de chaque candidat. Mais la dimension statistique apparaît comme secondaire dans le cadre d'une étude qui tend davantage à expliquer les racines d'un discours qu'à en quantifier la portée. Ainsi, l'analyse de contenu aura rempli sa fonction si elle parvient, d'une part, à mesurer dans quelle proportion chacun des prétendants à l'Elysée opère ce glissement sémantique autoritaire et, d'autre part, à définir dans quel cadre idéologique chaque candidat en inscrit son usage.

Avec sa seconde partie, la présente étude entrera dans sa phase d'analyse proprement dite. Afin qu'elle se nourrisse du rythme de la campagne et de la spontanéité des réactions que cette quête du pouvoir suscite, notre réflexion s'appuiera principalement sur des articles et commentaires de la presse quotidienne ou hebdomadaire. Toutefois, notre démarche prendra soin d'accorder une place privilégiée au regard plus distancié que constituent les nombreuses tribunes accordées par les médias aux intellectuels. Elle sera enfin enrichie par le recours à un choix d'études critiques et d'essais, capables de densifier ou d'élargir le champ d'interprétation de notre recherche. Imaginée comme une entreprise théorique, cette seconde partie relèguera parfois au second plan les personnages et les programmes au profit des sensibilités et concepts politiques. Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy résistent toutefois à cette évolution et leurs positionnements respectifs seront appelés à illustrer bon nombre des cadres théoriques approchés. Par opposition, les positions de François Bayrou disparaissent de notre grille d'analyse. Un choix qui se justifie par le fait que les deux finalistes représentent des pôles traditionnels de l'espace politique français et en incarnent des sensibilités clairement définies, ce qui n'est pas le cas du candidat centriste. Par un dialogue permanent entre littérature secondaire et réalité politique, entre concept et paroles de campagne, cette partie analytique tentera de révéler les racines et les ramifications de ce discours aux accents autoritaires. Pour y parvenir, la démarche suivra le découpage retenu par la problématique. Un premier chapitre disséquera les choix de sociétés et les orientations politiques que ce discours suggère. Ce qu'il révèle sur la représentation de l'exercice du pouvoir politique et le style de chacun des deux finalistes sera mesuré dans un second chapitre. Enfin, notre analyse se refermera en proposant une synthèse des élans autoritaires répertoriés tant dans les contenus que dans le contenant politique. Elle soulignera les forces profondes d'une tendance qui renvoie les démocraties libérales et médiatiques devant leurs contradictions. Parmi celles-ci, la banalisation du style populiste et sa diffusion à l'ensemble du spectre politique des pays européens constituent une tendance lourde. Afin de mesurer la dimension populiste contenue dans la tentation autoritaire à laquelle ont succombé les candidats français, un ultime chapitre confrontera leur style et les artifices qu'ils ont utilisés aux grandes tendances du populisme moderne. En prenant un peu de recul avec l'espace français, il soulignera les dangers que cette tentation autoritaire revêt pour l'équilibre de la démocratie représentative.

Pensée et réalisée comme une entreprise de décryptage, cette étude aura atteint son objectif si elle parvenait à démontrer que l'irruption lors de la campagne présidentielle de 2007 d'un discours aux accents autoritaires a représenté bien davantage qu'une simple expression de calculs électoraux. Sous le couvert de répondre à «une crise morale», formule éculée de l'historiographie du «déclinisme», cet élan a incarné bon nombre des tensions fondamentales qui agitent le corps social face aux heurts de la modernité. Sans

prétendre en proposer une critique exhaustive, notre analyse aura tenté d'en restituer un panorama le plus vaste possible et d'en souligner le caractère essentiel de sa compréhension pour l'avenir de l'expression démocratique.

Première partie

1. Trois candidats, trois stratégies de campagne

La campagne pour l'élection présidentielle française de 2007 peut se découper en deux phases. La première - entre les Universités d'été des principaux partis (fin août – début septembre) et les Fêtes de fin d'année 2006 - lève les derniers doutes sur les prétendants et tourne la page de la « génération Chirac ». Le 16 novembre 2006, Ségolène Royal remporte haut la main (60,65% des voix des militants) les primaires socialistes face à Dominique Strauss-Kahn (20,69%) et Laurent Fabius (18,66%)⁸. Parallèlement, Nicolas Sarkozy tue dans l'œuf les velléités avouées (Michèle Alliot-Marie) ou non (Dominique de Villepin) au sein de la majorité présidentielle. Il annonce officiellement sa candidature le 29 novembre dans une interview accordée à la presse régionale et voit son investiture confirmée dans l'euphorie (98,09% des voix) le 14 janvier 2007, à l'occasion du Congrès de l'UMP. Un moment envisagé par une frange des médias, le retour du retraité Lionel Jospin ne se matérialise pas, faute d'envie et probablement de soutien. Quant à Jacques Chirac, il se présente, dès ses vœux aux Français, comme prêt à passer la main.

A l'heure de la rentrée 2007, le paysage politique français apparaît donc clairement défini. Il met en scène douze candidats reconnus par le Conseil constitutionnel dont seuls quatre semblent réellement capables d'atteindre le second tour. Les représentants des deux grands partis, Nicolas Sarkozy (UMP) et Ségolène Royal (PS), sont favoris. Mais la cote de popularité de François Bayrou fait du président de l'UDF un « troisième homme » crédible tandis que Jean-Marie le Pen (FN) recueille, à trois mois de son cinquième rendez-vous présidentiel, des intentions de vote sensiblement identiques à celle de son coup d'éclat de 2002 (10-12 %)⁹. Dans un climat de doutes à l'égard de la classe politique, la campagne se doit de répondre à un certain nombre d'enjeux structurels qui font de la France un des « parents pauvres » de la mondialisation. Attaché à son modèle social, le pays a manqué de réalisme économique durant les deux dernières décennies (loi sur les trente-cinq heures). Deux ans plus tôt, il a refusé par referendum sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe, affichant à la vue de tous sa peur devant la dynamique d'une globalisation, même européenne. Autant de signes qui font de la France un pays qui peine à se décentraliser et sauter dans le train du progrès à grande échelle. Dossiers de tailles pour des candidats qui se lancent dans la course à l'Élysée riches de la promesse d'un renouveau nécessaire.

1.1 *Éléments méthodologiques*

L'étude qui va suivre se compose d'une analyse de contenu des discours publics de Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou. Le choix de limiter le champ d'étude aux trois favoris de la course à l'Élysée se justifie principalement pour deux raisons. D'une part, il apparaît plus pertinent de concentrer notre démarche sur des candidats capables de réunir autour de leur personne un nombre suffisant de suffrages pour espérer se retrouver au second tour. En effet, les candidats des petits partis, représentants de tendances parfois marginales, au moins minoritaires et cristallisent souvent autour de leur nom un vote contestataire. Leur trop forte polarisation ainsi que leur manque d'expérience dans l'exercice du pouvoir en font des sujets peu pertinents dans le cadre de cette recherche. D'autre part, Jean-Marie le Pen – bien que parfaitement capable de se retrouver au second tour – réunit les caractéristiques d'un candidat du vote contestataire. Il n'échappe donc pas aux réserves émises ci-dessus. Par ailleurs, le goût affirmé du Front National pour les formes d'autorité traditionnelle et un exercice du pouvoir aux modalités autoritaires place la formation d'extrême droite aux confins de l'espace démocratique. Du coup, les valeurs véhiculées par le leader frontiste auraient rendu l'analyse de ses discours par trop caricaturale dans le cadre de notre problématique.

Le choix des discours comme support communicationnel s'imposait presque de fait. Par opposition aux diverses interventions radiophoniques ou télévisées, ces allocutions ne laissent aucune place à la réaction instinctive et leurs formulations réfléchies reflètent au plus proche les aspirations des candidats. Ils se démarquent également des ouvrages publiés par les prétendants, véritables professions de foi politique qui ne possèdent pas le caractère évolutif du corpus de discours. De meeting en meeting, ces allocutions

⁸ Résultats officiels et définitifs annoncé selon la direction du cabinet de François Hollande. Voir <http://.hebdo.parti-socialiste.fr/2006/11/17/238>

⁹ Le 6 janvier 2007, un sondage Ipsos crédite le leader frontiste d'une intention de vote de 12%. www.ipsos.fr/presidentielle-2007/presidentielle2007.htm

publiques répondent en effet aux aléas de l'actualité ou aux mouvements de l'opinion publique pour former en fin de compte un témoignage assez fidèle du processus communicationnel menant à la conquête du pouvoir. Par ailleurs, la politique française réserve encore une place primordiale à l'exercice oratoire. Les salles qui ont accueilli les trois principaux prétendants ont régulièrement connu des affluences record durant la campagne ; consacrant les leader politiques dans un statut de «candidats du discours» par excellence.

Le cadre temporel choisi limite l'étude presque exclusivement aux trois mois de campagne qui séparent la rentrée politique des candidats à la mi-janvier du premier tour de l'élection, au soir du 22 avril 2007¹⁰. A de rares exceptions, notre attention se portera sur des allocutions antérieures lorsque celles-ci éclaircissent d'une lumière inédite la position d'un prétendant sur les questions d'ordre sociétal. Par ailleurs, les deux discours fleuves des finalistes entre les deux tours méritaient d'être ajouté au corpus. En effet, tant Nicolas Sarkozy à Bercy que Ségolène Royal au Stade Charléty livrèrent à cette occasion une forme de « testament de campagne » fort utile à l'heure de la synthèse.

La méthode retenue pour aborder l'ensemble de ces textes n'est pas celle d'une analyse de discours quantitative et rigoureuse qui tend à démontrer le caractère irréfutable d'une hypothèse de départ. Plutôt qu'un travail statistique par occurrences, notre choix s'est porté sur une approche plus qualitative dont le caractère volontairement impressionniste a pour objectif de dégager la vision sociétale de chacun des candidats à partir des balises thématiques et lexicales retenues dans le cadre de la recherche. Quelques données chiffrées ont néanmoins été voulues à titre introductif. Elles possèdent cependant une pertinence très relative en comparaison avec l'analyse de contenu personnalisée qui aura ensuite pour objectif d'esquisser une forme de typologie des visions de l'ordre sociétal des trois candidats.

Afin d'apporter rigueur et cohérence à une analyse de contenu volontairement impressionniste, nous nous sommes efforcés de formuler lors de la recherche des points d'ancrage thématiques chargés de garantir une certaine cohésion dans l'analyse comparée des discours des trois candidats. Ces balises thématiques et lexicales ont été pensées et choisies fidèlement aux principes énoncés par Madeleine Grawitz dans sa méthode décrivant les *Etapes techniques de l'analyse de contenu* (exhaustivité – exclusivité – objectivité – pertinence)¹¹. Chargées de faire le lien entre l'objectif de la recherche et son résultat, ces «catégories» (termes retenus par M. Grawitz) sont les outils destinés à vérifier les hypothèses de départ et fournir les matériaux propres à s'engager sur de nouvelles pistes de réflexions et d'interprétation.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons défini quatre catégories chargées d'orienter l'analyse descriptive. Elles se regroupent autour des lexiques suivants : **autorité, ordre, Mai 68, «crise du politique»**. Mises en relation, ces balises ont pour objectif de révéler un contenu parfois explicite, souvent latent : la place accordée à l'ordre et à l'autorité dans la vision sociétale de chacun des candidats retenus ainsi que l'importance de ces notions dans leur représentation de l'exercice du pouvoir politique.

Autorité Le terme sera abordé dans son sens le plus large. Dans le cadre de la «crise de l'autorité» dénoncée par certains, la notion sera abordée dans son acception coutumière et traditionnelle avec les valeurs qui lui sont associées et les institutions qui la représentent (école, famille, religion). Mais dans le cadre de l'exercice du pouvoir politique, l'autorité (charismatique ou rationnelle légale) sera aussi examinée comme vecteur de pouvoir dans son interaction (opposition ?) avec l'expression démocratique.

Ordre La notion sera analysée lorsqu'elle recoupe les deux sens suivants. D'abord celui de l'«ordre public» indubitablement lié à la thématique sécuritaire et au respect des institutions garantes de celui-ci. Puis surtout celui de l'«ordre établi». Témoin d'une organisation sociétale et d'un rapport de pouvoir existant, son rayonnement se définit plus aisément à l'aide de ses contraires : désordre, mutation, modernité. Il s'inscrit dans une tradition politique conservatrice.

¹⁰ Nicolas Sarkozy fait sa rentrée politique le 14 janvier 2007 à l'occasion du congrès de l'UMP. Ségolène Royal choisit Toulon le 17 janvier tandis que François Bayrou attend le 25 janvier pour retrouver la tribune à Orléans.

¹¹ Madeleine GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 10^{ème} édition, 1996, pp. 550-574.

Mai 68 Les mouvements sociaux et étudiants de 1968 s'imposent comme balise thématique car ils font office d'événement symbolique provoquant un changement de paradigme. Moment charnière et symbolique de l'évolution entre une société autoritaire et patriarcale et l'individualisme égalitaire des sociétés modernes, Mai 68 cristallise les oppositions. A tel point que son interprétation est devenue une véritable «carte de visite» politique tant elle diffère entre les formations de gauche et celles de droite.

La crise du politique Cette catégorie englobe tous les débats sur le fossé éloignant les gouverneurs des gouvernés. A travers des notions de légitimité, capacité, proximité et représentativité, elle vise à étudier la représentation du pouvoir politique des différents candidats. Contrairement aux trois balises précédentes, elle s'attache ainsi à l'exercice du pouvoir politique plus qu'aux décisions politiques.

Il convient de souligner que ces quatre catégories de recherche sont constamment éclairées par l'utilisation de deux autres notions qui auraient pu prétendre à ce qualificatif : **morale** et **valeurs**. De part leur caractère abstrait et englobant, ces deux termes ne répondent pas au critère d'exclusivité énoncé par M. Grawitz. Ils forment cependant des superstructures qui se voient alimentées par les catégories retenues et ont donc été abordés dans le dessein de tisser des liens entre les catégories retenues.

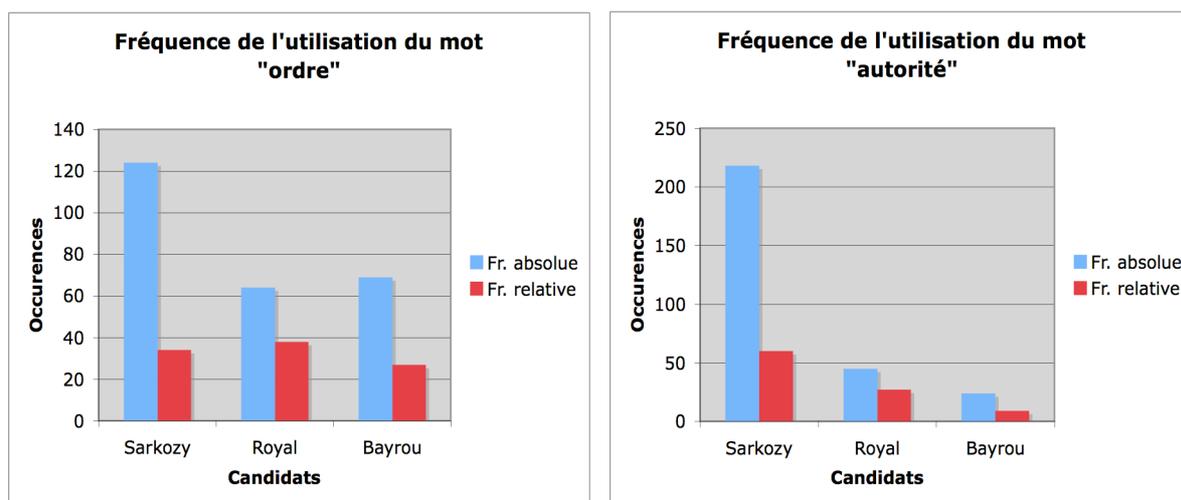
Sur le plan formel, chacun des chapitres consacrés à l'étude du contenu des discours des trois candidats suit une structure semblable et respectueuse des catégories d'analyse détaillées ci-dessus. Après une introduction incluant des notions stratégiques et formelles, le chapitre dévolu à chaque prétendant sera ainsi séparé en deux parties : la première consacrée à l'étude des choix politiques et la seconde à celle de l'exercice du pouvoir politique. Au sein du premier axe sont réunies les catégories **autorité**, **ordre** et **Mai 68** alors que le second se concentre sur celle de la **crise du politique**. Il serait cependant absurde de prétendre à un cloisonnement parfait des balises thématiques et des chapitres qui les traitent. Les notions d'ordre et d'autorité sont ainsi souvent utilisées dans un même contexte, parfois au sein d'une même phrase créant une perméabilité que la proximité des points qui leur sont consacrés visera à restituer. Il nous paraît cependant logique de faire se succéder les catégories dans le sens suivant **autorité - ordre - Mai 68** ; celui-ci proposant une suite cohérente allant de la cause (crise de l'autorité) à la situation actuelle (désordre - rappel à l'ordre) et se refermant sur l'élément fondateur de la mutation (Mai 68).

1.2 Quelques données statistiques

Avant d'entamer une étude qualitative du contenu des discours, quelques statistiques générales permettent de projeter une vision d'ensemble sur le recours par les trois candidats aux notions d'«ordre» et d'«autorité». Les deux graphiques ci-dessous proposent le nombre d'occurrence de ces deux termes dans les discours de Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou. Ils ont été rendus possible grâce au travail du linguiste Jean Véronis qui a consacré durant la campagne un site Internet à l'étude des discours des différents présidentiables¹². Le nombre d'allocutions varie d'un candidat à l'autre. Il convient ainsi de considérer le chiffre de la fréquence absolue des occurrences comme indicatif. Par opposition, la fréquence relative (pour 100'000 mots) apparaît comme livrant un instantané plus pertinent quant à la présence d'un champ lexical de l'ordre chez les trois prétendants.

Sans entrer dans une interprétation qui resterait forcément superficielle, il convient de relever deux réalités indiscutables. Premièrement, François Bayrou apparaît en retrait par rapport à ses deux adversaires dans les deux tableaux. Son utilisation en fréquence relative du terme «autorité» atteint même un chiffre particulièrement faible (9 occurrences en 43 discours).

¹² www.up.univ-mrs.fr/veronis/Discours2007 Il convient de préciser que le cadre temporel retenu pour ces indications statistiques s'étend de l'automne 2006 au soir du second tour, le 5 mai 2007.



Seconde remarque, si les différences sont minimes concernant l'«ordre», elles deviennent conséquentes pour le terme «autorité». Nicolas Sarkozy (60) parle d'«autorité» six fois plus que le président de l'UDF et entre deux et trois fois plus que Ségolène Royal (27). Cette différence entre les deux champs d'études s'explique principalement par une plus grande restriction lexicale autour du terme «autorité». Alors que l'«ordre» peut être par exemple «du jour», «international» ou «républicain», l'«autorité» est utilisée presque exclusivement dans un contexte de rapports de pouvoir. Par ailleurs, il convient de relever que la candidate du parti socialiste arrive légèrement en tête des occurrences du mot «ordre» en fréquence relative. Le choix de son slogan de campagne – «L'ordre juste» – répété à certaines occasions comme un leitmotiv n'est certainement pas indifférent à ce résultat. Enfin, il convient de souligner que le recours à des synonymes est relativement peu fréquent. Il n'est donc pas apparu pertinent de mener une recherche statistique sur la question. Seul François Bayrou fait référence à la «discipline» en quelques occasions ; un choix qui sera commenté dans le chapitre consacré à ses discours.

Il convient finalement de mentionner que la lecture des discours des trois candidats met en lumière des stratégies de campagne différentes. Durant les deux premiers mois de l'exercice, Nicolas Sarkozy opte pour une succession de discours thématiques (Europe à Strasbourg, politique de l'emploi à Lille, etc.). Sauf en de rares occasions, il n'explore ainsi qu'un seul thème par intervention; gardant des discours plus généralistes pour la dernière ligne droite de sa campagne. Ces choix thématiques ont pour effet de présenter des variations de champs lexicaux énormes entre ses différentes prises de parole. Ainsi, le leader de l'UMP peut parler deux heures en ne prononçant le mot «ordre» qu'à trois reprises puis la semaine suivante se lancer dans une diatribe contre l'héritage de Mai 68 qui le voit citer «autorité» près de trente fois en une demi-heure¹³. Par opposition, Ségolène Royal enchaîne les discours de politique générale et son nombre d'occurrences ne varie que faiblement en fonction de ses interventions. Quant à François Bayrou, il se situe une nouvelle fois à mi-chemin entre ses deux adversaires. Le candidat centriste procède ainsi de manière plus ciblée que Ségolène Royal mais autour d'un moins grand nombre de sujets que Nicolas Sarkozy. Ses deux axes de campagne se révèlent être le problème de la dette publique et la réforme de l'éducation. Il apparaît dès lors que lorsqu'il articule son discours autour de l'école, les références à l'ordre et à l'autorité se font plus présentes que lorsqu'il se penche sur les finances de l'Etat.

¹³ Le discours de Perpignan (23. 2. 2007) est à ce titre un exemple. Nicolas Sarkozy se lance dans une définition de l'ordre et de l'autorité par l'énumération qui, en une soirée, donne une ampleur énorme à sa statistique. Voir Annexe no 1.

2. Nicolas Sarkozy : l'ordre en mouvement

La réhabilitation des valeurs d'ordre et d'autorité au sein de la société française tient une place centrale dans le discours Nicolas Sarkozy. Au fil de sa campagne, le président de l'UMP en fait même une posture-symbole de son programme, censée prouver sa volonté de « rupture », dans la forme, avec une certaine langue de bois prompte à éviter les sujets sensibles et, dans le fond, avec un discours libertaire historiquement associé au progrès.

« L'autorité ? Qui ose encore l'aborder ? L'autorité ? C'est devenu un de ces mots qui peuvent vous briser une carrière politique. Un de ces mots qu'on ne prononce pas entre gens bien élevés, entre gens qui ont bonne conscience. Presque un gros mot pour les tenants de la pensée unique »¹⁴.

Le candidat de la majorité gouvernementale se pose ici en candidat libre. A la manière d'un tribun populaire, il affirme haut et fort avoir le courage de s'emparer des sujets qui fâchent ; ceux qui préoccupent le peuple, ici implicitement opposé aux « gens bien élevés ». Pour Nicolas Sarkozy, le constat est limpide : la thématique de l'ordre est au centre des préoccupations des classes populaires. Encore connotées négativement il y a deux décennies, ces valeurs véhiculées par les formes traditionnelles de l'autorité possèdent une dimension rassurante pour des électeurs aux prises avec des inégalités toujours plus marquées et un sentiment d'insécurité persistant. Fort de ce constat, le leader de l'UMP appelle à un renversement des valeurs.

« On a rendu un bien mauvais service à la société en donnant à l'ordre une connotation négative, en faisant de l'ordre une valeur négative, en le délestant, en le caricaturant, en l'abaissant. [...] Le désordre n'est pas dur pour les forts, pour les puissants, pour ceux qui peuvent se protéger eux-mêmes, qui ont les moyens de tirer profit de la situation. Le désordre est dur pour les plus humbles, pour les plus vulnérables, pour ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger. L'ordre est au service des plus faibles. Abaisser l'ordre c'est exposer les plus faibles »¹⁵.

Conscient de renverser une forme de dogme politique qui fait du discours autoritaire l'apanage d'un certain conservatisme, Nicolas Sarkozy va s'efforcer durant la campagne d'enrober sa réhabilitation de l'ordre d'un voile progressiste. Maniant l'oxymore avec une verve certaine, il associe presque systématiquement ordre et mouvement, autorité et progrès ; n'hésitant pas le plus souvent à se justifier d'une éventuelle tendance conservatrice.

« Mes valeurs sont les vôtres, celles de la droite républicaine. Ce sont des valeurs d'équité, d'ordre, de mérite, de travail, de responsabilité. Je les assume. Mais dans les valeurs auxquelles je crois, il y a aussi le mouvement. Je ne suis pas un conservateur. Je ne veux pas d'une France immobile »¹⁶.

Utilisée à des fins essentiellement rhétoriques en début de campagne, la thématique du rappel à l'ordre va progressivement jouer un rôle pivot dans l'argumentaire de Nicolas Sarkozy. Ses diagnostics des maux dont souffre la société française et de ceux qui font vaciller la légitimité du pouvoir politique se rejoignent pour dénoncer une érosion de l'autorité et de l'ordre. Pour le candidat de l'UMP, le pouvoir politique doit œuvrer pour un retour à des valeurs qui ont été mises à mal par les mouvements de Mai 68. De cette réussite dépendra alors la fin d'une « crise politique » qui voit les citoyens perdre confiance en leurs représentants.

2.1 Réhabiliter l'autorité et « liquider l'héritage de mai 68 »¹⁷

Dans le cheminement de la campagne de Nicolas Sarkozy, le thème de l'ordre sociétal prend une dimension nouvelle à la fin du mois de février. A l'occasion de son discours de Perpignan (23.2.2007), le futur chef de l'Etat détaille pour la première fois les ravages de la libéralisation des mœurs sur les rapports sociaux et propose sa définition des valeurs d'ordre et de d'autorité, telles qu'il souhaiterait les voir

¹⁴ Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Nicolas Sarkozy, *Congrès de l'UMP*, 14 janvier 2007.

¹⁷ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris-Bercy*, 29 avril 2007. Voir Annexe no 2.

réhabilitées. Un mois après cette profession de foi, il reprend ce thème à Nice (30.3.2007) sous le prisme du débat identitaire et sécuritaire relancé la semaine précédente à Marseille par Ségolène Royal avec force drapeaux. A quelques jours du second tour, il sert enfin une violente diatribe contre les méfaits de Mai 68 au public de Bercy (29.4.2007); la place réservée à ce thème dans ce qui ressemble à un «testament de campagne» confirmant s'il le faut son importance stratégique et sa dimension idéologique. Ces trois moments politiques permettent d'esquisser un portrait de la vision sociétale du candidat Sarkozy. Mis en relation, ils soulignent également le rôle essentiel joué par cette posture résolument autoritaire dans sa quête du pouvoir.

2.1.1 Discours de Perpignan : « l'autorité, c'est le fondement de l'ordre »¹⁸

Dès les premières minutes de son intervention, Nicolas Sarkozy dévoile le thème de son discours : la réhabilitation de l'autorité. Il en profite pour pointer du doigt un bouc émissaire, symbole des années de reconquête de la gauche française et responsable de tous les maux : Mai 68.

« L'autorité ? Un mot qui vous fait immédiatement soupçonner de préparer rien moins qu'un Etat policier, un mot qui fait de vous un homme prêt à attenter aux libertés publiques. Mai 68 est hélas passé par là. À bas l'autorité ! C'était le programme de Mai 68. [...] À bas l'autorité ! cela voulait dire : l'obéissance de l'enfant à ses parents, c'est fini ! Démodé ! La supériorité du maître sur l'élève, c'est fini ! Ringard ! La soumission à la loi, c'est fini ! Dépassé ! Le pouvoir de la police, c'est fini ! Enfin ! [...] »¹⁹.

Pour Nicolas Sarkozy, la liste des institutions et des valeurs déboulonnées par Mai 68 est interminable. Il convient d'y ajouter en vrac : « la morale, l'amour de la patrie, le respect de l'Etat, l'humilité devant le savoir, la hiérarchie des valeurs » ou encore « le respect, la courtoisie ou la politesse »²⁰. Au-delà de l'aspect caricatural de la diatribe, il est intéressant de souligner la largeur du spectre de la critique. L'autorité apparaît comme une valeur pivot, dont la perte de substance a contaminé tous les secteurs de la société civile et gangrène l'ensemble des rapports sociaux. Le caractère global de cette critique aboutit tout naturellement à une conclusion aux accents moralisateurs.

« Désormais tout se vaut. Le bien comme le mal, la grandeur comme la bassesse, le vrai comme le faux, le beau comme le laid. Tout se vaut : la parole de l'élève vaut celle de l'instituteur. [...] Le délinquant vaut la victime. La loi des bandes vaut celle de la République. Et bien, je suis venu à Perpignan pour vous dire qu'il est temps de dire non à ce formidable mouvement d'inversion des valeurs »²¹.

A en croire le président de l'UMP, Mai 68 a laissé la société française en friche, orpheline de ses normes et de ses valeurs ancestrales. Alors qu'il souhaitait émanciper et libérer, le mouvement n'a fait, selon N. Sarkozy, qu'« aliéner » et « démoraliser ». En rendant les normes et les valeurs partagées obsolètes, il aurait même privé la société de ses outils « pour endiguer le mal qui est dans l'homme, pour canaliser la violence, les instincts, les pulsions, la loi de la force, la loi des bandes, la loi des voyous »²².

Face à ce tableau cataclysmique, le candidat de l'UMP dresse les contours de son projet de réhabilitation d'une autorité qui ne « s'achète pas » mais « se mérite » et se gagne par le respect, l'obéissance consentie plutôt que par la crainte. Cette autorité retrouvée doit être celle d'un « Etat impartial » et d'une « République irréprochable » que Nicolas Sarkozy oppose à cet Etat « endetté » et « qui ne remplit plus ses missions régaliennes ». Elle doit être aussi celle d'une école où « l'autorité du maître est respectée » et « l'enfant apprend à faire la différence entre le bien et le mal » alors qu'aujourd'hui « personne ne fait seulement respecter la politesse » dans des établissements où « les professeurs suppriment toute distance avec les élèves »²³. La réforme se devine globale, de l'Etat à la société, du public au privé. Si l'Etat et l'école sont au premier rang des faillites en matière d'autorité, Nicolas Sarkozy n'oublie pas d'y associer la famille, les patrons et même ces intellectuels qui « ont fait l'apologie de régimes

¹⁸ Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.* Pour consulter l'ensemble de l'argumentaire, voir Annexe 1.

totalitaires». C'est ainsi l'ensemble de la société qui est invité à opérer un renversement des valeurs de manière à sortir la société française de «*la crise morale*» dans laquelle elle se trouve.

«*L'autorité c'est le fondement de l'ordre*», lance le candidat de l'UMP. Ordre et autorité sont agités alors comme deux balises capables d'éclairer une vision sociétale simplificatrice et moralisatrice. Dans le discours de Nicolas Sarkozy, cet ordre aux teintes parfois philosophiques, capable de distinguer le bien du mal, prend dans les deux derniers mois de campagne une dimension capitale. Pour Eric Dupin, ce rappel à l'ordre social doit être interprété comme un antidote politique à une société toujours plus anxiogène pour les classes populaires.

«Aujourd'hui comme avant-hier, la droite s'efforce d'être à l'écoute d'une société anxieuse, et ce sont les peurs que le «parti de l'ordre» tente de mobiliser à son profit. [...] Les instabilités de toute nature génèrent un climat anxiogène dans de larges couches de la population. Menace du chômage, emplois précaires, fragilités familiales, tensions internationales, flottement moral : une kyrielle d'incertitudes contribue à plomber le moral public. La puissante demande d'ordre de la part du corps social n'est pas seulement une réaction à l'insécurité civile, réelle ou ressentie, mais aussi aux désordres qui le menacent »²⁴.

Conscient de la nature rassurante d'un discours ferme en matière d'ordre social, Nicolas Sarkozy confère à cette thématique une place centrale dans son argumentaire. La réhabilitation de l'ordre passe par celle de l'autorité et s'applique ainsi autant aux dealers qu'aux patrons voyous. Et dans une prose aux accents manichéens et populistes, la quête de l'ordre devient un dénominateur commun qui réunit – dans des énumérations incantatoires – chômeurs et délinquants.

« L'ordre c'est quand l'autorité du maître est respectée, c'est quand l'école apprend à l'enfant à faire la différence entre le bien et le mal, à distinguer ce qui est vrai de ce qui est faux, à apprécier ce qui est beau et ce qui est laid. L'ordre, c'est quand la loi est la même pour tous, quand le crime est puni et le mérite récompensé. L'ordre, c'est quand la victime compte plus que le délinquant. C'est quand le travail paye plus que l'inactivité, quand on cesse de s'appauvrir en travaillant et de s'enrichir en spéculant »²⁵.

2.1.2 Discours de Nice : « Je ne veux pas laisser l'ordre à l'extrême droite. »

Plus d'un mois après la profession de foi de Perpignan, Nicolas Sarkozy explore à nouveau le 30 mars la thématique de l'ordre sociétal lors de son passage à Nice. Cette allocution se tient dans un contexte médiatique explosif. Depuis quelques semaines, le thème de l'identité nationale a fait irruption sur le devant de la scène et les positions de Nicolas Sarkozy sur l'immigration (création d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale) ajoutées à l'utilisation «surprise» des symboles nationaux (Marseillaise, drapeau tricolore) par Ségolène Royal lors de sa réunion de Marseille la semaine précédente (23.3.2007) provoquent une polarisation de l'opinion publique autour de la question identitaire. Bien conscient de sa position de force sur ce terrain, l'ancien ministre de l'Intérieur ne se prive pas de revisiter son leitmotiv de l'inversion des valeurs à la lumière de la question identitaire.

« Pour moi le choix est clair : c'est un choix de valeurs. C'est un choix de principes. [...] Pour la première fois depuis trente ans, il ressort du débat électoral que la France n'est pas confrontée à une simple crise de moral, mais à une véritable crise morale. [...] Que l'identité nationale soit devenue à ce point une grossièreté pour tant de gens qui ont une responsabilité dans la société, pour tant de gens qui prétendent appartenir à une élite, pour tant de gens qui se croient autorisés à donner des leçons à tout le monde, voilà ce que j'appelle une crise morale ! »²⁶.

Identifié comme symptôme de cette « crise morale », le complexe identitaire s'ajoute ici aux déficits d'autorité dans la longue liste des valeurs égarées par la société française. Comme il l'avait fait à Perpignan dans son vibrant rappel à l'ordre, Nicolas Sarkozy souhaite un radical renversement des valeurs. Et à

²⁴ Eric, DUPIN, *A Droite toute*, op. cit, p. 118.

²⁵ Nicolas Sarkozy. *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

²⁶ Nicolas Sarkozy, *Discours de Nice*, 30 mars 2007. Il n'est pas inutile de souligner que quelques minutes plus tard, le président de l'UMP prononcera une phrase qui fera couler beaucoup d'encre : « Je suis de ceux qui pensent que la France n'a pas à rougir de son histoire. Elle n'a pas commis de génocide. Elle n'a pas inventé la solution finale. Elle a inventé les droits de l'Homme et elle est le pays du monde qui s'est le plus battu pour la liberté ».

nouveau, le virage proposé ne laisse que peu de place à la nuance. Manichéen jusqu'à l'extrême, le paysage sociétal proposé par le candidat de l'UMP apparaît caricatural.

« Je veux leur dire que le 22 avril et le 6 mai, ils auront à choisir entre ceux qui ne veulent plus entendre parler de Nation et ceux qui veulent qu'on la respecte. Je veux que l'on respecte la Nation. Je veux dire aux Français qu'ils auront à choisir entre ceux qui aiment la France et ceux qui affichent leur détestation de la France »²⁷.

Il est évident que cette rhétorique de l'opposition frontale et sans alternative dont use et abuse Nicolas Sarkozy participe également d'une entreprise visant à attaquer la gauche en général, le Parti socialiste en particulier. Au fil des discours, le futur président esquisse un tableau qui l'intronise en défenseur de la morale, l'autorité, l'ordre ou encore la nation face au laxisme et à l'immobilisme de ceux qu'il nomme les représentants de la « pensée unique ». Et lorsque Ségolène Royal vient « braconner » sur ses terres de l'identité nationale et de l'autoritarisme, il se lance dans une diatribe fustigeant « la faillite morale d'une certaine gauche » en attaquant frontalement le slogan de la candidate socialiste.

« Maintenant au moins, on sait ce que c'est l'ordre juste. L'ordre juste, c'est quand ceux qui ne veulent ni étudier ni travailler ont le droit de piller un magasin pour se procurer des chaussures de sport sans avoir à les payer. [...] L'ordre juste c'est le moralisme qui se retrouve toujours du côté des voyous contre les victimes, contre l'autorité, contre la propriété. [...] L'ordre juste, quand on le juge à l'épreuve des faits, c'est juste le désordre et au bout du désordre, il y a toujours l'injustice »²⁸.

Au-delà des violentes attaques contre la gauche et de la vision sociétale binaire déjà évoquée, le discours de Nicolas Sarkozy frappe par son constant mélange des genres. Comme à Perpignan un mois plus tôt, le mauvais élève côtoie dans une énumération le délinquant qui lui-même partage un adjectif avec le chômeur ; ceux-ci se voyant irrémédiablement opposés à la victime ou au salarié. Imperceptiblement, le discours incite à une construction mentale qui oppose les bons et les méchants et qui – pire encore – associe le chômeur ou l'immigré au délinquant²⁹. Réunis au pilori de la « crise morale », ces différents acteurs sociaux en difficulté se retrouvent confondus dans le discours de Nicolas Sarkozy. Bien que le chômeur en fin de droits ne pose pas les mêmes questions politiques que le délinquant multirécidiviste, les positions du président de l'UMP semblent pourtant inviter – au mieux dans un premier temps – à proposer une réponse identique à ce qui n'est simplement pas comparable. Eric Dupin inscrit cette perception moralisante et englobante dans une longue tradition conservatrice.

« La perception purement morale de la délinquance est inséparable d'une position conservatrice. Le désir de punir est corrélé avec le pessimisme social. Moins on croit aux possibilités de réhabilitation personnelle et de changement social, plus on mise sur la sanction et la mise à l'écart. Le « Parti de l'Ordre » du XIX^e siècle faisait rimer « classes laborieuses » avec « classes dangereuses ». Les discours actuels s'en rapprochent, même si les catégories qui font peur aujourd'hui sont plutôt touchées par le chômage et issues de l'immigration »³⁰.

Avant de quitter son auditoire niçois, Nicolas Sarkozy ajoute encore : « Je ne veux pas laisser l'ordre à l'extrême droite ». En termes comptables, cet appel du pied était peut-être utile dans une région prompte à céder aux sirènes du Front National. D'un point de vue idéologique, la précision n'était par contre pas nécessaire tant son virage vers un autoritarisme sociétal apparaît assumé et revendiqué.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Les linguistes Louis-Jean Calvet et Jean Veronis ont étudié les méthodes d'associations lexicales de Nicolas Sarkozy. « Immigration et sécurité sont les deux gardes du corps lexicaux de Nicolas Sarkozy. Et leur fréquence établit de fait une relation de causalité entre l'immigration et l'insécurité : inutile pour lui d'affirmer que les migrants sont des délinquants, il l'insinue de façon subliminale en assenant à tour de rôle l'un ou l'autre de ces termes ». Louis-Jean CALVET, Jean VERONIS, *Combat pour l'Elysée. Paroles de prétendants*, Paris, Seuil, 2006, p. 79.

³⁰ Eric DUPIN, *A Droite toute*, op. cit., p. 120.

2.1.3 Discours de Bercy : « Rompre avec le cynisme de Mai 68 »

Le 29 avril 2007, Nicolas Sarkozy remplit le Palais omnisport de Paris Bercy pour un meeting des superlatifs. A une semaine du second tour, il insiste naturellement sur ce qui l'oppose le plus frontalement à son adversaire du Parti socialiste, Ségolène Royal. Libéral convaincu, l'ancien protégé d'Edouard Balladur ne s'attarde pourtant pas sur l'exonération fiscale des heures supplémentaires ou sur le contrat de travail unique. N'en déplaise aux milieux économiques, c'est bel et bien sur son terrain de prédilection de l'ordre sociétal que le candidat de l'UMP choisit de refermer sa campagne. Fidèle à ce qui est apparu au fil des réunions comme la pierre angulaire de son programme, Nicolas Sarkozy va se lancer dans un monologue de près d'une heure dénonçant la crise morale dans laquelle se trouve le pays. Livré à ses auditeurs comme le résultat d'une enquête de terrain de plusieurs mois, l'enjeu de l'élection à venir est résumé en ces termes.

« Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes »³¹.

Sur la forme, le recours à un vocable totalitaire est choquant. Nous y reviendrons. Mais dans le fond, faut-il comprendre que le choix de société en jeu lors de cette élection présidentielle se réduirait simplement à la posture à adopter, quarante ans plus tard, face à l'héritage des mouvements de 68 ? En réduisant le scrutin présidentiel à un référendum pour ou contre l'héritage de 68, Nicolas Sarkozy démontre ici tout son sens stratégique. En stigmatisant cet événement à caractère libertaire, il trouve un bouc émissaire capable d'aspirer toutes les dérives qu'il dénonce et dont il peut reprocher la responsabilité historique à ses adversaires de gauche. Dès lors, Mai 68 devient le symbole du modèle sociétal qu'il rejette et cette simplification teintée de démagogie sert la portée de son discours politique.

« Je propose aux Français de rompre réellement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de Mai 68. Je propose aux Français de rompre réellement avec le cynisme de Mai 68. Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, avec l'autorité, avec le travail, avec la nation »³².

Réunis ici comme forces contraires à l'héritage soixante-huitard, on retrouve les trois axes du programme de Nicolas Sarkozy : ordre, travail, identité ; tous trois auréolés de cette dimension morale qui ferait tant défaut au pays. Pour le candidat de l'UMP, Mai 68 a détruit toutes les normes qui régissent ces trois domaines. Ainsi, les crises du travail, de l'autorité ou de l'identité (de la nation) sont de simples conséquences du relativisme intellectuel et moral engendrés par les mouvements de 68. La disparition des normes aurait eu l'effet de plonger les citoyens dans un état de relativisme généralisé synonyme d'immobilisme. Un point de vue que Nicolas Sarkozy avait déjà défendu lors de sa réunion de Perpignan.

« Pour que l'émancipation soit un combat contre l'autorité, encore faut-il qu'il y ait une autorité. S'il faut bien un jour « tuer le père » comme on dit, si l'objectif de toute éducation est qu'un jour l'élève dépasse le maître, cela ne veut pas dire que l'on gagnerait du temps en niant l'autorité. Bien au contraire, C'est la confrontation avec la règle qui pousse au dépassement de soi. C'est la confrontation avec la norme qui est créatrice »³³.

Considéré comme le détonateur et le dénominateur commun de tous les maux de la société française, Mai 68 fait office de bouc émissaire idéal. En concentrant son programme autour de ce seul point de fixation, le président de l'UMP fait la prouesse «marketing» de simplifier son discours tant dans la forme que dans le fond tout en le maintenant efficace. Il s'épargne d'une part une fastidieuse opération didactique dans laquelle – cruelle réalité du politique – chaque problème appelle une réponse spécifique. Et fournit, d'autre part, un «kit sociétal» grâce auquel le seul rejet de l'héritage de Mai 68 provoquerait la fameux renversement des valeurs capable de retisser le lien social.

³¹ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

³² *Ibid.*

³³ Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

«En faisant valoir systématiquement les droits au détriment des devoirs, les héritiers de Mai 68 ont affaibli l'idée de citoyenneté. En dénigrant la loi, l'Etat et la nation, les héritiers de Mai 68 ont favorisé la montée de l'individualisme. Ils ont incité chacun à ne compter que sur lui-même et à ne pas se sentir concerné par les problèmes des autres. Je crois à la liberté individuelle mais je veux compenser l'individualisme par le civisme, par une citoyenneté faite de droits mais aussi de devoirs »³⁴.

En dénonçant l'individualisme et en appelant à renouer le lien social, Nicolas Sarkozy cherche à rassurer. Il étale également ses contradictions. Lui le libéral et atlantiste devient interventionniste et s'empare de la nation à la manière d'un gaulliste de la première heure. Lui le chantre de la rupture et du progrès fait de l'ordre sociétal son premier cheval de bataille, allant jusqu'à *« vouloir retrouver l'esprit de l'école de la III^e République »³⁵*, évocation conservatrice s'il en est. L'affirmation est aussi symbolique que surprenante dans la bouche de quelqu'un qui ne cesse de se justifier : *« Je ne suis pas un conservateur, je ne veux pas d'une France immobile »³⁶.*

2.2 « Remettre de la morale dans le politique »

Au fil des mois de campagne, les notions d'ordre et d'autorité se sont profilées dans le discours de Nicolas Sarkozy comme les deux piliers d'un projet sociétal aux reflets de révolution conservatrice. Balises lexicales et thématiques de son programme politique, ces deux valeurs sont également évoquées lorsque le futur président se penche sur la crise de confiance dont souffre l'exercice du pouvoir politique. Selon lui, la réhabilitation de l'autorité peut tout autant résoudre les problèmes d'éducation ou de chômage que le phénomène qui voit les citoyens se sentir de moins en moins représentés et concernés par leurs élus. Nicolas Sarkozy partage le constat d'une crise du politique qu'il dénonce avec son sens de l'empathie habituel.

« Je suis allé à la rencontre de la France qui souffre, de la France qui n'en peut plus, de la France exaspérée. Je suis allé à la rencontre du peuple, de ce peuple au nom duquel tout le monde prétend parler, auquel personne ne parle vraiment, et pour lequel personne ne veut jamais rien faire, comme si l'objectif était toujours de le tenir à l'écart, à la lisière du pouvoir et de la décision. [...] Tous ces sans grade, tous ces anonymes, tous ces gens ordinaires auxquels on ne fait pas attention, que l'on ne veut pas écouter, que l'on ne veut pas entendre. C'est pour eux que je veux parler »³⁷.

Si le diagnostic est implacable, le candidat de l'UMP propose un remède à la hauteur du mal. A l'image de ses postures sur les grands dossiers politiques, Nicolas Sarkozy fait face à la thématique de l'exercice du pouvoir avec le même argumentaire fait de réhabilitation de l'autorité et d'inversion des valeurs.

« Comment les hommes politiques pourraient-ils avoir une autorité s'ils ne donnent pas l'exemple ? S'ils ne sont pas irréprochables ? [...] Si l'autorité des hommes politiques est contestée, ce n'est pas à cause de la mondialisation, c'est à cause de comportements, d'attitudes, de mensonges, d'approximations que les Français ne supportent plus, qu'ils ne nous pardonneront plus »³⁸.

A écouter Nicolas Sarkozy, les causes de la « crise du politique » ne sont en tout cas pas exogènes. Aux excuses d'une mondialisation incontrôlable, il préfère stigmatiser une classe politique aux pratiques sinon douteuses, au moins inefficaces. En insistant sur le thème de l'autorité du politique et de l'Etat irréprochable, le président de l'UMP bascule à nouveau vers un discours moralisateur. Il dénonce mensonges et approximations de la classe dirigeante, ce qui lui permet d'englober les représentants du pouvoir dans les critiques qu'il émet au sujet de l'ensemble de la société. La crise morale qu'il dénonce à grands cris n'épargne donc pas les hautes sphères de l'Etat. Pire, elle en serait issue. Plutôt que d'amener le citoyen vers le politique, pourquoi ne pas traîner dans la boue des politiciens revenus ainsi à hauteur d'homme ?

³⁴ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

³⁵ Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

³⁸ Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

« La France traverse une crise morale. La politique peut y remédier parce que la politique en est la cause. Cette crise morale est une crise des valeurs, une crise des repères, une crise du sens, une crise de l'identité. Le dénigrement de la nation est au cœur de cette crise »³⁹.

En trois phrases, Nicolas Sarkozy démontre ici la structure de son argumentation. Ce passage essentiel confirme à quel point son discours s'articule autour de références morales omniprésentes qui ont pour fonction de créer un lien organique entre l'ensemble des maux dont souffre la société française. Ainsi, les crises de l'éducation et du travail sont avant tout des crises de l'autorité. Cette crise de l'autorité – vestige du cataclysme de Mai 68 – est une crise morale et identitaire ; elle-même devenue une crise politique. Grâce aux accents moraux de son discours, le candidat de l'UMP réussit le tour de force de la simplification. Grille de lecture globale, son renversement des valeurs embrasse tout le spectre de la société.

« Le 22 avril et le 6 mai, les Français auront à choisir entre deux conceptions de la politique, deux conceptions de la nation, deux conceptions de la République et, au fond, deux conceptions de l'homme et de la civilisation. Cette élection est peut-être la plus décisive des 30 dernières années. Pour la première fois depuis trente ans, c'est la morale et non la gestion qui se retrouve placée au cœur de la politique. Pour la première fois depuis 30 ans, on parle de morale dans une campagne électorale »⁴⁰.

L'exercice du pouvoir politique serait avant tout une fonction d'ordre moral ? Doit-on comprendre dès lors que l'ensemble des réformes non abouties a pour origine un déficit moral de la classe dirigeante ? La gestion d'un dossier ne peut donc jamais être trop complexe ou mal négociée ? Si elle échoue, c'est donc qu'elle a été menée de manière malhonnête ? Les conséquences qu'implique une explication exclusivement morale de la crise politique sont pour le moins tendancieuses. Elles ont en tous les cas l'avantage électoral d'abonder dans le sens de certains réflexes populaires qui se plaisent à dénoncer la malhonnêteté de la classe politique. Nicolas Sarkozy n'en a cure et s'empresse de prôner son inversion des valeurs, une nouvelle fois capable, selon lui, de tous les miracles dont celui de redorer le blason du politique.

« J'ai vu les ravages du discours de l'impuissance publique. La pensée unique qui est la pensée de ceux qui savent tout, de ceux qui se croient non seulement intellectuellement mais aussi moralement au dessus des autres, cette pensée unique avait dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté. Elle avait prophétisé son déclin inéluctable face aux marchés, aux multinationales, aux syndicats, à Internet. [...] Mais la politique revient. Elle revient partout dans le monde »⁴¹.

Nicolas Sarkozy annonce en grande pompe le retour du politique, la revanche du volontarisme sur la passivité du politiquement correct qu'il se plaît à nommer « la pensée unique ». Par un habile jeu de miroir, il devient tout naturellement l'incarnation de ce renouveau. Après avoir condamné la crise morale dont souffrait la France et avoir associé la crise de l'exercice politique à ce délitement des valeurs, sa candidature se profile habilement comme seule capable de provoquer un sursaut salvateur tant dans les choix que dans l'exercice politique. « Nous conjurerons le pire en remettant de la morale dans le politique », prophétise-t-il de la tribune de Bercy. Tant dans le fond que dans la forme, une refonte morale du politique serait en marche.

³⁹ Nicolas Sarkozy, *Discours de Caen*, 9 mars 2007.

⁴⁰ Nicolas Sarkozy, *Discours de Nice*, le 30 mars 2007.

⁴¹ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

3. Ségolène Royal, « réinventer la politique ensemble »

A la lecture du corpus de discours de Ségolène Royal, un paradoxe frappe. La candidate socialiste a lancé sa campagne sous la bannière d'un slogan prônant « l'ordre juste ». Pourtant, des primaires du parti au soir du second tour, sa tentative de mise en application des principes de la démocratie participative est apparue clairement comme la pierre angulaire de son programme. A travers les « débats participatifs » menés dans toutes les régions de France, Ségolène Royal a fait le pari d'une nouvelle légitimité politique basée sur l'écoute et l'intégration des propositions militantes à son programme. Elle ne se prive d'ailleurs pas de souligner l'originalité de cette démarche tant en ouverture et qu'en clôture de chacune de ses allocutions. Dès lors, il convient de s'interroger sur le choix d'un slogan qui fait la part belle à la thématique de l'ordre sociétal alors que les discours de la candidate misent sur un atout d'un tout autre registre. Certes, la thématique de l'ordre reflète une des préoccupations centrales des Français, mais elle ne s'inscrit ni dans l'axe idéologique traditionnel de la gauche ni dans une stratégie électorale historiquement propice à un candidat du PS. Par ailleurs, la dichotomie existante entre le slogan de campagne et le contenu des discours sera effacée entre les deux tours ; Ségolène Royal optant pour un nouveau slogan plus fidèle à son expérience participative : « La France présidente ».

Loin d'être anecdotique, ce choix de slogan peu en équation avec les atouts de sa candidature symbolise à lui seul la stratégie adoptée par Ségolène Royal sur la thématique de l'ordre sociétal. Au fil des discours, il apparaît en effet que la candidate socialiste occupe le terrain de l'ordre et de l'autorité de manière réactive. Sécurité, crise morale, identité, ces thèmes occupent une place importante dans les discours de Ségolène Royal. Ils sont cependant le plus souvent abordés sous forme de réponses aux positions de Nicolas Sarkozy, comme si le candidat de droite dictait le tempo de la campagne et le choix des thèmes destinés à occuper successivement l'espace public.

3.1 Crise morale – crise de la fraternité

Ségolène Royal partage avec Nicolas Sarkozy le goût de la morale. Comme le candidat de l'UMP, elle admet le constat d'une France en pleine « crise morale ». Comme son adversaire, elle concède que cette crise s'exprime tant dans les rapports sociaux que dans l'exercice du pouvoir politique. Cependant, la comparaison s'arrête au stade du diagnostic. Là où Nicolas Sarkozy englobait tous les maux de la société française dans un triptyque crise morale – crise de l'autorité – crise du politique, Ségolène Royal ne parvient pas à réaliser le même tour de force. Dans le discours de la candidate du PS, enjeux politiques et exercice du pouvoir ne se mêlent pas avec autant de facilité.

3.1.1 « Ne pas confondre juste autorité et autoritarisme »

A l'occasion de sa déclaration de candidature, le 29 septembre 2006 à Vitrolles, Ségolène Royal propose pour la première fois un lien de causalité entre un « ordre juste » et une « sécurité durable ».

« C'est parce que nous avons le courage de regarder la réalité en face que je crois, moi, la gauche plus capable que la droite d'assurer la sécurité des biens et des personnes tout en offrant aux jeunes qui dérangent autre chose que la prison pour les recadrer. C'est l'ordre juste et la sécurité durable »⁴².

Étonnement, la candidate socialiste n'associera ces groupes nominaux qu'à deux autres reprises durant la campagne. Elle gardera cependant ce cap dans les mois qui suivent en remplaçant souvent ordre par autorité. Consciente du caractère causal existant entre la prétendue « crise de l'autorité » et la thématique de l'ordre sociétal, Ségolène Royal choisit de remonter à la source et parle souvent de « juste autorité ». En agissant de la sorte, Ségolène Royal s'empare du thème de l'ordre sociétal afin de ne pas laisser le monopole du sujet à son adversaire. Elle en profite pour affirmer les différences qui l'opposent à Nicolas Sarkozy et s'emploie à trouver un chemin entre un discours autoritaire et répressif et une position trop laxiste, souvent reprochée à ses prédécesseurs socialistes. La préférence accordée au terme autorité lui permet ainsi de confirmer son attachement à l'ordre public tout en soulignant que le meilleur moyen de le garantir réside dans une autorité mise sous tutelle de la justice.

⁴² Ségolène Royal, *Déclaration de candidature à Vitrolles*, 29 septembre 2006.

« Les Français ne veulent plus de l'autoritarisme que je ne confonds pas avec la juste autorité. Ils ne veulent pas de l'autoritarisme qui divise et qui bloque, de l'autorité cassante, agressive, méprisante qui fait prendre du retard à la France et qui échoue à entraîner tous les Français. Ils ne veulent pas d'un système clanique. C'est cette juste autorité que j'entends exercer avec les Français. Je la sais conforme à nos valeurs républicaines et au meilleur de l'identité de la France »⁴³.

Occupant le terrain de l'ordre sociétal, Ségolène Royal dénonce l'autoritarisme, implicitement représenté par la politique et le style du candidat de l'UMP, et y oppose une «juste autorité» dont les traits peinent à être esquissés. Car si la dénonciation du caractère discriminant et «clanique» de l'autoritarisme est soulignée avec force, la promotion d'une autorité «conforme» aux valeurs républicaines échappe en effet à toute définition précise. Pour préciser sa pensée, la candidate du PS poursuit sa démonstration sur le thème de l'identité nationale et des valeurs républicaines. Elle y propose un vibrant plaidoyer pour une vision téléologique de la nation.

« La nation, ce n'est pas seulement une histoire partagée et assumée : c'est le désir de faire encore de grande chose ensemble. La France ne demande pas aux citoyens d'où ils viennent mais où ils veulent aller ensemble. La République ne demande à personne de renier ses origines, ses racines, ses attachements, sa culture, ses croyances : elle invite chacun à s'asseoir à sa table, à égalité de droits et de devoirs. La France de demain comme d'hier se nommera diversité. Et son unité se forgera dans un projet partagé. La France est diverse, multiple, colorée, métissée et pourtant très française si elle sait être fidèle à ses valeurs, protectrice de tous les siens et ouverte sur le monde »⁴⁴.

Si la proximité presque causale entre les thématiques de l'autorité et de l'identité nationale peut surprendre, elle trouve une certaine logique au fil des interventions de Ségolène Royal. Face à l'inversion des valeurs et la vision sociétale presque manichéenne du candidat Sarkozy, la candidate socialiste fait le choix de la fraternité. Elle dénonce ainsi presque systématiquement la société du «tous contre tous» qu'elle croit voir se profiler derrière les propositions de son adversaire. Elle montre également du doigt des représentants de l'autorité (Etat – école) qui l'exercent de façon inégalitaire, délitant du même coup tout sentiment de fraternité dans la société française⁴⁵.

Exercée dans un souci d'égalité et garante du lien fraternel, l'«autorité juste» peine à trouver une définition qui ne s'articule pas en opposition à celle de Nicolas Sarkozy, nouvelle preuve de la posture réactive de Ségolène Royal. Lors de son passage à Marseille, la candidate du PS s'arrête cependant sur le rôle de la famille et de cette école républicaine que le candidat de l'UMP voudrait voir revenir aux principes de la III^{ème} République.

« Alors, comme il est bien plus intéressant d'investir dans le fonctionnement de la famille en apportant le soutien au bon moment pour mettre les parents devant leurs responsabilités et que c'est bien plus utile d'investir dans l'école pour faire en sorte que les enfants soient rattrapés à la réussite scolaire au moment où ils trébuchent et pas quand c'est trop tard, parce que je crois que les jeunes ont le droit à une juste autorité, c'est-à-dire à des adultes qui sont cohérents entre eux, qui s'occupent d'eux, qui soient capables de les relever quand ils font des erreurs, c'est comme cela que l'on réduira tout ce qui se passe ensuite. Et moi, je préfère investir dans l'école que dans la prison, je vous le dis. Mon choix, il est clair »⁴⁶.

Difficile de retenir une définition limpide de l'«autorité juste» à la lecture de cette longue phrase qui semble faire la part belle au soutien scolaire et à l'encadrement familial. Là où Nicolas Sarkozy définissait l'autorité à l'aide de valeurs cardinales (bien – mal, beau – laid, etc.), Ségolène Royal peine à simplifier avec la même pertinence. Plus loin, la candidate du PS parle encore de respect puis de transmission et de «solidarité entre les générations», mais le lien suggéré entre soutien scolaire et ordre sociétal est esquissé en pointillé. Dans ce flou artistique, l'image la plus efficace demeure en fin de compte celle qui oppose prison et école, répression et prévention. Du coup, cet «ordre juste» censé garantir une «sécurité durable» pêche par

⁴³ Ségolène Royal, *Discours à la Halle Carpentier de Paris*, 6 février 2007.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ «On le sait, sans l'égalité, la fraternité est un leurre. Et sans la fraternité, la liberté et l'égalité se désaccordent. Et c'est pourquoi notre pacte républicain est aujourd'hui affaibli et parfois même frontalement remis en cause ». Ségolène Royal, *Discours à Toulon*, le 17 janvier 2007.

⁴⁶ Ségolène Royal, *Discours de la Halle Carpentier à Paris*, 6 février 2007.

manque de clarté. Écartelé entre un champ lexical autoritaire et une quête de sens égalitaire, il résiste à une définition précise et peine ainsi à convaincre.

3.1.2 Qu'est-ce que l'«ordre juste» ?

Tenter de définir «l'ordre juste» est un exercice délicat. A la lecture des discours de Ségolène Royal, le slogan se pare de multiples facettes qui lui permettent de se dérober devant une définition uniforme. Plus qu'un concept capable d'être explicité, il apparaît en fin de compte comme une valeur-refuge – mélange de justice sociale et d'ordre sociétal – capable d'englober une immense majorité de thématiques. Preuve de la très grande flexibilité de l'expression, les deux passages qui suivent regroupent à eux seuls la quasi-totalité du spectre des thèmes de la campagne.

« Avec vous, j'ai confiance, et cet ordre juste et ces sécurités durables, nous avons le devoir de gagner pour les construire. Et d'abord parce que cela ne peut plus durer. [...] Tant de salariés qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Tant d'inégalités qui défont la France en tribus étrangères les unes contre les autres. Tant de précarités qui deviennent la norme. Tant de fragilités, du travail au logement, qui déstabilisent les familles et les parcours scolaires des enfants. Tant d'insécurités sociales qui distillent la peur, le repli sur soi, et parfois la haine de l'autre. Et tant d'insécurités et de violences dans les quartiers, parce que la police de proximité a disparu »⁴⁷.

Ici dans le cadre d'un diagnostic sans concession, l'«ordre juste» apparaît comme un remède à la précarité, aux crises du chômage ou du logement, au communautarisme, à l'échec scolaire et enfin à l'insécurité réelle ou ressentie. S'il frappe déjà par sa dimension globale dans un cadre de politique intérieure, l'«ordre juste» de Ségolène Royal est une maxime qui résiste aux frontières nationales. Ainsi lors de la réunion de la Halle Carpentier, l'«ordre juste» prend des accents alter-mondialistes.

« C'est l'exercice d'une juste autorité, je l'ai dit, ce sont des règles équitables qui civilisent le marché, c'est une puissance publique qui assume son rôle, c'est le progrès social et l'investissement dans le capital humain car il est là, de nos jours, l'avantage concurrentiel le plus durable, c'est une voix qui porte dans le monde car nos actes correspondront enfin à nos valeurs, c'est une démocratie revivifiée par la participation des Français, c'est un ordre juste au service d'une France qui se bat et qui se relève. C'est un ordre mondial juste qui intègre, dans ses règles les normes sociales et environnementales et qui réduit l'écart entre les pays riches et les pays pauvres »⁴⁸.

Devant la multiplicité des prérogatives accordées à cette valeur-refuge de l'«ordre juste», la synthèse est périlleuse ; ce d'autant plus que Ségolène Royal ne détaille que très rarement une proposition concrète qui permette d'illustrer et de matérialiser des considérations trop souvent désincarnées. Il faut en réalité attendre les dernières heures de la campagne pour obtenir une esquisse de définition prononcée du haut d'une tribune. La candidate socialiste livre «son secret» à l'occasion du gigantesque rassemblement du Stade Charléty. Nous sommes à moins d'une semaine du second tour.

« Vous êtes là pour une France qui mobilise tous ses talents. Vous êtes là pour la France qui libère les énergies, les richesses et qui les répartit bien, qui donne le goût de l'effort, du travail et de la création. Vous êtes venus pour la France qui affirme au plus profond d'elle-même que la justice sociale et l'excellence écologique sont aussi la condition de l'efficacité économique et que la prospérité économique et la sécurité écologique sont la condition du bien-être social. Les uns ne vont pas sans les autres ; voilà le nouvel ordre juste que je vous propose »⁴⁹.

Si la démonstration est brève et donc forcément superficielle, elle a au moins le mérite de donner pour la première fois en public une dimension globale de l'«ordre juste». Dans une relation d'interdépendance, la justice sociale et «l'excellence écologique» deviennent les moteurs de l'efficacité économique dont la prospérité engendre sécurité écologique et bien-être social. Si les liens sont contestables, la structure a le mérite de clarifier la nébuleuse que représentait l'«ordre juste» pour lui conférer cette représentation de cercle vertueux que Ségolène Royal avait souvent suggéré en évoquant des formules telles que «donnant-donnant» ou «gagnant-gagnant». Par ailleurs, cette représentation cyclique de l'«ordre juste» ici détaillée

⁴⁷ Ségolène Royal, *Discours à Toulon*, 17 janvier 2007.

⁴⁸ Ségolène Royal, *Discours de la Halle Carpentier à Paris*, 6 février 2007.

⁴⁹ Ségolène Royal, *Discours au Stade Charléty*, 1^{er} mai 2007. Voir Annexe no 3.

dans un cadre socio-économique se prête tout aussi bien à l'épreuve d'un cadre sociétal. Ainsi Ségolène Royal reprend une structure semblable pour définir ce qu'elle entend par une «juste autorité». Cette fois, dialogue et participation, respect et autorité représentent les pôles qui interagissent pour provoquer un cercle vertueux.

« Eh bien voilà les modèles de société entre lesquels vous avez à choisir : d'un côté le dialogue et la participation et la juste autorité que je demande et qui sera demandée aux familles d'abord pour que les familles éduquent et encadrent correctement leurs enfants ; à l'école où les enfants devront respecter les enseignants mais où la réussite scolaire leur sera garantie par le soutien scolaire. Aux uns et aux autres de respecter les services publics de la police et de la justice parce qu'en retour, elles se rapprocheront des citoyens dans les quartiers pour construire ensemble le progrès de tous et le respect de chacun. Voilà la juste autorité que nous construirons ensemble »⁵⁰.

Loin de représenter des démonstrations irréfutables et encore moins des propositions détaillées et ancrées dans les réalités quotidiennes de la population, ces deux passages offrent cependant un cadre explicatif simplifié à des slogans de campagne abondamment utilisés mais rarement définis avec pertinence. Il reste à comprendre pourquoi ces éclairages sont arrivés si tardivement.

3.1.3 Le bouc émissaire Mai 68 – une réponse timide et tardive

Nous l'avons déjà démontré, Nicolas Sarkozy a longuement dénoncé les crises morales et politiques dont souffrirait la société française. Pour le candidat de l'UMP, ces deux maux ont pour origine commune une profonde «crise de l'autorité» dont les premiers symptômes remontent au lendemain des événements de Mai 68. Bouc émissaire idéal, les mouvements étudiants et sociaux de la fin des années soixante sont reconnus coupables par Nicolas Sarkozy d'avoir introduit un certain laxisme des mœurs aboutissant au délitement progressif de la morale et à l'individualisation extrême des sociétés occidentales actuelles. Face à cette «inquisition mémorielle» contre un mouvement symbolique pour les gauches européennes, Ségolène Royal choisit dans un premier temps d'ignorer les attaques avant de répondre à son adversaire lors de son dernier meeting au Stade Charléty. Rappelons que Nicolas Sarkozy sert sa première grande diatribe contre l'héritage de Mai 68 le 23 février à Perpignan. Il devra donc attendre plus de deux mois et revenir violemment à la charge lors de sa réunion de Bercy pour provoquer une réaction chez son adversaire. Comment expliquer l'attitude peu combative de la candidate socialiste sur un sujet aussi symbolique ? La réponse à cette question est au cœur de la problématique de l'ordre sociétal.

La première explication au silence relatif de Ségolène Royal face aux attaques du candidat Sarkozy réside dans le constat que la présidente de la région Poitou-Charentes partage – au moins partiellement – le diagnostic du candidat UMP sur ces questions.

« S'il y a une crise morale en France, c'est d'abord là qu'il faut la chercher, dans cet égarement de ceux qui se veulent au-dessus de toute contrainte collective, de toute responsabilité publique et de toute solidarité nationale »⁵¹.

Si la candidate du PS illustre ensuite son propos en optant pour des exemples proches du monde de la finance et dénonçant le «profit rapace», elle rejoint quand même son adversaire dans le constat d'une profonde crise morale dont l'individualisme exacerbé serait la cause. Ainsi, même si on ne trouve aucune trace d'accusation contre l'héritage de 68, Ségolène Royal semble corroborer un constat de délitement des valeurs et du lien communautaire au profit d'un individualisme triomphant.

La seconde explication réside dans la position volontairement ambiguë de Ségolène Royal sur les questions d'ordre sociétal. Comme nous l'avons esquissé en tentant de définir l'«ordre juste», la candidate socialiste prend soin de se situer en équilibre entre un discours permissif et son pendant autoritaire. Elle jongle ainsi souvent avec un champ lexical de l'ordre et de l'autorité qu'elle prend soin d'«adoucir» systématiquement par des adjectifs marquant la fraternité et l'égalité. Des qualités de funambule que Ségolène Royal prouve lors de son discours de Villepinte, en mettant en garde contre une jeunesse «infantilisée» tout en prônant la nécessité de faire respecter certaines «limites».

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Ségolène Royal, *Discours à la Halle Carpentier de Paris*, 6 février 2007.

« Je veux que la France aime sa jeunesse et exerce sur elle une juste autorité pour lui permettre de grandir. Je ne veux pas d'un projet où la jeunesse est infantilisée, considérée comme une charge, soit trop gâtée, soit regardée comme une menace ou un danger, [...] C'est notre devoir, ce que la génération des adultes doit à la génération qui vient, c'est la limite, c'est le respect, c'est la confiance et c'est lui insuffler l'envie de grandir et de transmettre à son tour ses valeurs à la génération qui lui succédera. C'est cela le cœur de la politique, c'est cela le projet pour une nation, c'est cela le pacte présidentiel que nous signerons ensemble »⁵².

Convergence dans le diagnostic et positionnement volontairement hybride expliquent vraisemblablement la timide réponse de Ségolène Royal aux assauts de Nicolas Sarkozy contre l'héritage de Mai 68 durant les mois de mars et avril. Il est donc relativement surprenant de voir la candidate socialiste changer radicalement de tactique et condamner avec vigueur «la machine à remonter le temps» enclenchée par son adversaire à Bercy.

« Alors que disait-il il y a deux jours ? Que tout était la faute de Mai 68. Mais quelle mouche l'a piqué car Mai 68, c'était il y a quarante ans ! Tout semblait pourtant calme autour du palais omnisport de Bercy. Mais à l'écouter, à l'intérieur, ce n'était que voitures fumantes, barricades, charges de police, délitement des valeurs, laxisme des mœurs, crise de l'autorité. La machine à remonter le temps était en marche à Paris-Bercy, on était en juin 1968 »⁵³.

La candidate du PS propose ensuite un inventaire des causes des mouvements sociaux de 68 et dénonce l'état de blocage de la société qui les avait suscités, avant de souligner les victoires du mouvement : reconnaissance des syndicats, augmentation des salaires, élargissement des libertés publiques ou accès à la contraception et à l'IVG.

« Et si lui rêve de connaître à nouveau un Mai 68 pour y remettre de l'ordre, moi je veux au contraire en anticipant, en créant tous ensemble du dialogue, de la démocratie, du débat, des compromis sociaux, des convergences intelligentes, que la France puisse avancer sans perdre son temps, sans être bloquée, sans dresser les Français les uns contre les autres, en un mot sans violence »⁵⁴.

En défendant dans le fond un héritage social et participatif de Mai 68, Ségolène Royal réagit tardivement mais avec une certaine verve aux attaques de Nicolas Sarkozy. Elle poursuit même en dénonçant avec poigne la forme du discours de l'ancien ministre de l'Intérieur.

« Quand j'entends aussi un certain vocabulaire qui aujourd'hui ne recule devant rien, quand nous avons entendu qu'à Bercy, on fait ovationner le mot «Karcher» ! Qu'on a parlé de liquider une partie de l'histoire, celle de mai 68 et qu'il a même été avancé cette phrase : nous allons reformater les Français... Eh bien moi je le dis ici solennellement : les plus hautes valeurs de la France – et je sais que bien des électeurs même à droite les désapprouvent – car les plus hautes valeurs de la France ne sont pas compatibles avec l'usage de tels mots »⁵⁵.

Ces réactions virulentes et symboliques à un moment où l'élection était déjà probablement jouée (seulement cinq jours avant le second tour) suscitent l'interrogation. Leur existence prouve en tous les cas qu'il existait une option de confrontation à l'autoritarisme sociétal de Nicolas Sarkozy mais que celle-ci n'a pas été retenue durant la campagne par l'entourage de Ségolène Royal. La défense de Mai 68 était-elle une profession de foi si risquée ? Vraisemblablement de peur d'être taxée d'un «laxisme» dont elle aime à se préserver, la candidate socialiste a choisi de se distancier en nuance de la réhabilitation de l'autorité voulue par le futur président de la République. Du coup, elle n'a défendu que (trop) tardivement l'héritage de 1968. En évitant la confrontation sur le terrain de l'ordre et de l'autorité puis en empruntant le champ lexical de son adversaire, ses positions sur ces thématiques y ont certainement perdu en vigueur et en clarté.

⁵² Ségolène Royal, *Discours de Villepinte*, 11 février 2007

⁵³ Ségolène Royal, *discours au Stade Charléty*, 1^{er} mai 2007.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

3.2 « Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous ! »⁵⁶

Pour la candidate Ségolène Royal, la crise du politique est probablement plus importante que les éventuelles crises politiques. Au regard de la structure de ses interventions et de son argumentaire, cette crise de méthode revêt en tous les cas un caractère matriciel qui lui confère une place centrale dans les difficultés que rencontre la société française. Pour répondre à cette fracture dans la représentation politique, Ségolène Royal prône avec insistance les vertus de la démocratie participative. Véritable mesure-phare de sa candidature, l'expérience participative prend vite le statut de plus-value programmatique, mise en avant lors de chaque réunion publique. Contrairement à Nicolas Sarkozy qui avait habilement fusionné crises politiques et crise du pouvoir politique autour de l'effritement de la morale et de l'autorité, Ségolène Royal ne bâtit que peu de ponts entre les choix et l'exercice politiques. Chez la candidate socialiste, la crise du pouvoir politique est un problème à part entière qui doit être traité en tant que tel par l'entremise d'une démarche participative qualifiée de «révolution démocratique»⁵⁷.

A l'image de la plupart des autres candidats, Ségolène Royal dénonce le fossé toujours plus grand qui sépare le peuple des élites politiques. Comme Nicolas Sarkozy, la candidate socialiste fait part de «la colère de Français» et du «doute à l'égard de la politique» qui traverse les citoyens du pays.

« Oui, j'ai regardé le désordre démocratique en face et j'ai pris la mesure du fossé qui ne cessait de se creuser entre les Français, les citoyens hommes et femmes et leurs représentants, entre leurs attentes et les résultats de l'action publique. 7 Français sur 10 convaincus que la politique ne se soucie plus de ce qu'ils pensent, de ce qu'ils vivent, de ce qu'ils ressentent. Ça n'est pas une fatalité. Une majorité de Français qui ne se considèrent pas écoutés, pas entendus et, pire, pas reconnus. Une abstention en hausse. Une attente désespérée de quelque chose qui ne vient pas »⁵⁸.

Devant le constat accablant d'une crise de la représentation, Ségolène Royal n'hésite pas à stigmatiser une classe dirigeante si ce n'est corrompue, au moins rompue au mensonge. Au nom de la «crédibilité de l'action politique», la candidate du PS verse dans des considérations populistes et moralisatrices qui rejoignent à s'y méprendre le constat de son adversaire de l'UMP.

« Les Français en ont assez des discours politiques de mensonges tenus au plus haut niveau, de ceux qui sont au pouvoir et qui promettent demain ce qu'ils ne font pas aujourd'hui alors qu'ils en ont la responsabilité. Ça c'est un déni de responsabilité. Quand on a la chance d'être dépositaire du pouvoir du peuple français, alors on passe à l'action et l'on ne promet pas pour des lendemains des choses que l'on n'est pas capable d'accomplir aujourd'hui. C'est ce que j'appelle la morale de l'action, je suis la candidate de la morale de l'action »⁵⁹.

Si le recours à la morale et la condamnation d'une forme de lâcheté politique rappellent le diagnostic et la rhétorique de son adversaire, Ségolène Royal y ajoute une cause supplémentaire que Nicolas Sarkozy refusait de considérer comme une fatalité : la mondialisation. Loin de verser dans un constat catastrophiste, la présidente de la région Poitou-Charentes concède néanmoins «sans naïveté» que la mondialisation « peut être la pire des choses » comme «la meilleure des choses si nous savons mettre en place un certain nombre de nouvelles règles du jeu »⁶⁰. Lors de son ultime discours du stade Charléty, elle dépeint même un processus de globalisation plus inquiétant que rassurant.

« Le monde, nous savons ce qu'il en est : la mondialisation, les échanges, les influences croisées et fertilisantes mais aussi le tohu-bohu, l'iniquité, le malheur, les crimes de masse et les guerres. Je ne veux pas d'une France qui aurait la tentation de s'éloigner de la scène et qui aurait la tentation de laisser faire. Je ne veux pas d'une France qui laisserait le monde éclater en morceaux, en blocs de vie et de pensées hostiles les uns aux autres »⁶¹.

Moins volontariste que celui de Nicolas Sarkozy, le discours de Ségolène Royal esquisse des dérèglements à l'échelle mondiale que le «retour du politique» ne maîtrisera pas en un coup de baguette magique.

⁵⁶ Ségolène Royal, *Discours de Villepinte*, 11 février 2007.

⁵⁷ Ségolène Royal, *Discours à Carmeaux*, 6 avril 2007.

⁵⁸ Ségolène Royal, *Discours à la Halle Carpentier de Paris*, 6 février 2007.

⁵⁹ Ségolène Royal, *Discours à Toulon*, 17 janvier 2007.

⁶⁰ Ségolène Royal, *Discours à Marseille*, 23 mars 2007.

⁶¹ Ségolène Royal, *Discours au Stade Charléty*, 1^{er} mai 2007.

Cependant, les diagnostics des causes de la crise politique présentés par les deux candidats se rejoignent sur de nombreux points ; références à la morale et condamnations populistes des dérives supposées de la classe dirigeante notamment.

Sensiblement proches dans leur énoncé du diagnostic des maux dont souffre la représentation politique, les positions des deux adversaires du second tour s'éloignent radicalement à l'heure des propositions. Appelant de ses vœux une inversion des valeurs, Nicolas Sarkozy souhaite que la classe politique retrouve une autorité qui lui est due. Les pistes proposées pour regagner ce statut sont faites de transparence mais aussi de mérite et de compétence. Mais de façon plus essentielle – presque organique – c'est une réhabilitation de l'autorité à tous les niveaux de la société qui, selon le candidat de l'UMP, redonnera de facto sa crédibilité à la classe politique. Chez Ségolène Royal, le chemin de l'autorité passe par une quête de la légitimité. Celle-ci doit être recherchée et gagnée par la confrontation et le dialogue avec la base citoyenne. Par opposition à son adversaire, la candidate socialiste prône ainsi une autorité conquise par le dialogue et l'écoute plutôt que par le statut, le mérite ou la compétence.

« Donc les Français vont avoir le choix entre ce qui n'a pas marché, la politique comme avant, la société du passé, celle des confrontations, celle du manque d'écoute, et au contraire, ils vont avoir le choix avec les nouvelles règles du jeu que je viens de vous proposer, parce que je crois que c'est le sens d'un pays moderne »⁶².

Ces «nouvelles règles du jeu», Ségolène Royal les a pensées comme l'antidote à la crise de la représentation. En plaçant les citoyens au cœur de sa méthode politique, la candidate socialiste construit la légitimité de son action politique par une refondation démocratique. Ne souhaite-t-elle pas voir «son pacte présidentiel s'incarner à travers chaque Français»⁶³ « Avec la démocratie participative et notre confiance dans l'intelligence des gens, nous avons construit patiemment, modestement, sereinement les fondations de notre maison commune. »⁶⁴, lance Ségolène Royal à la Halle Carpentier. En insistant ici sur la coopération et la participation, elle souligne sa vision d'une refonte de l'exercice politique en complète opposition avec celle de Nicolas Sarkozy. Plus loin, elle pointe du doigt la vision très hiérarchique et autoritaire du pouvoir de son adversaire pour mieux louer sa démarche qui se veut rassembleuse.

« Oui, la politique doit changer car elle a trop souvent déçu. Asséner une parole verticale de plus en plus coupée des réalités vécues, c'est fini. [...] Gouverner à coup de 49-3 comme elle l'a fait pour les retraites et pour le CPE, avant de reculer face à la mobilisation de la jeunesse, c'est fini. Voilà leur bilan. Je veux incarner le changement politique, la révolution démocratique en marche ! Et d'abord, la garantie de l'écoute, de l'attention, de l'autorité juste et de la décision juste »⁶⁵.

Au fil des citations, le caractère central de la démarche participative apparaît avec toujours plus de netteté. Pour Ségolène Royal la clé de la réussite politique se trouve dans la méthode. Là où Nicolas Sarkozy articulait sa vision sociétale autour d'une inversion des valeurs et d'une réhabilitation de l'autorité, la candidate du PS – même si elle s'oblige à utiliser le terme «autorité» – propose un projet de société qui prend sa source dans la démarche participative. Selon cette logique, un changement profond dans la forme du processus démocratique aurait des effets positifs sur l'ensemble des rapports sociaux. Et l'«autorité juste» n'a d'autoritaire que le lien lexical, prônant en réalité une vision sociétale horizontale basée sur la concertation, le partage et le compromis.

« [...] la démocratie participative, c'est écouter le peuple pour agir juste, écouter les Français dans leur diversité pour que l'action publique ne soit pas source de brutalité et de violence. Je ne désignerai aucun ennemi sur le territoire français »⁶⁶.

⁶² Ségolène Royal, *Discours à Marseille*, 23 mars 2007.

⁶³ Ségolène Royal, *Discours à Villepinte*, 11 février 2007.

⁶⁴ Ségolène Royal, *Discours à la Halle Carpentier de Paris*, 6 février 2007.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Ségolène Royal, *Discours au stade Charléty*, 1^{er} mai 2007.

4. François Bayrou – la stratégie de l'évitement

François Bayrou construit sa stratégie de campagne autour d'une posture simple et efficace : se situer au-delà d'une opposition binaire et prétendue stérile et renvoyer systématiquement dos-à-dos le candidat de gauche et celui de droite. Cette attitude se confirme dans sa gestion du thème de l'ordre sociétal. Conscient du rôle central joué par cette thématique chez son adversaire de droite et de sa récupération au moins lexicale par la candidate socialiste, François Bayrou semble prendre soin de garder ses distances avec les questions d'ordre et d'autorité. Cette stratégie de l'évitement est confirmée par les résultats de l'étude statistique puisque dans son utilisation du mot «autorité», le candidat de l'UDF présente un taux d'occurrences sensiblement plus faible que ses adversaires (voir 1.2). Elle est également soulignée par l'absence de référence faite à Mai 68. Alors que l'interprétation de ces mouvements cristallise l'opposition des visions sociétales de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy, François Bayrou prend soin de ne pas entrer dans le jeu de ce qui ressemble à s'y méprendre à un référendum pour ou contre l'héritage de Mai 68. Cette catégorie est, dès lors, apparue inutile dans le cadre de l'analyse de contenu des discours du candidat centriste. Et le chapitre habituellement consacré à cette thématique en a été simplement supprimé.

Nouvelle preuve de son souci de rester en marge des oppositions, le président de l'UDF excelle dans le jeu des synonymes. Il utilise par exemple volontiers le terme «discipline» pour approcher la question de l'autorité, comme le démontre l'extrait suivant.

« Il faut prendre les décisions qui s'imposent, c'est celles-ci : il faut rétablir la discipline scolaire dans les établissements du premier cycle, du second degré. Il faut rétablir la discipline scolaire dans les collèges de notre pays. Si nous ne le faisons pas, c'est non-assistance à personne en danger. C'est de la non-assistance à famille en danger, c'est de la non-assistance à quartier en danger »⁶⁷.

François Bayrou insiste ici sur l'absence de discipline dans certains établissements scolaires et «victimise» les élèves qui les fréquentent. Nous y reviendrons. Mais au-delà du contenu, il convient de souligner le choix du mot discipline dans un contexte où Nicolas Sarkozy appelait de ses vœux une réhabilitation de l'autorité du maître sur l'élève. La discipline scolaire prend ici le sens d'une forme d'obéissance à un ensemble de règles. Elle apparaît donc comme un état de fait ou un but à atteindre par opposition à l'autorité qui représente un rapport de pouvoir vertical sensé aboutir à l'établissement de la discipline. Schématiquement, le premier est au niveau de l'élève alors que le second tombe du haut (maître, proviseur, etc.) pour façonner l'élève. Il n'est pas anodin de relever le choix lexical opéré par François Bayrou. Tout en se positionnant clairement sur le désordre qui règne dans certaines écoles, il prend soin de se distancier de son adversaire de droite et trahit une volonté manifeste de laisser le champ lexical autoritaire à ses adversaires.

Ultime remarque lexicale d'importance, François Bayrou n'a pas le même goût pour la morale que ses deux adversaires. Ainsi, le candidat centriste fait abondamment référence à des «principes» ou des «valeurs» mais ne les inscrit presque jamais dans un contexte moral. Les chiffres sont à ce titre éloquent. Avec simplement six occurrences du mot «morale» en quarante trois discours, le président de l'UDF fait référence au «juste et à l'injuste» 37 fois moins que Nicolas Sarkozy et 9 fois moins que Ségolène Royal (en valeur relative). Le fossé existant entre les références à la morale peut sembler étonnant tant François Bayrou est connu comme un catholique pratiquant ainsi que pour sa filiation politique démocrate-chrétienne. Mais laïc convaincu, le député des Pyrénées-Atlantiques est aussi un républicain obstiné. Ceci peut-être expliquer que, sous sa plume, les termes valeurs ou principe se trouvent plus souvent associés à la République qu'à la morale. Mais il est également envisageable que François Bayrou – à l'image de ses détours lexicaux – décide d'abandonner toute référence à la morale pour prendre ses distances avec l'univers mental de son adversaire de l'UMP, tant il est construit sur des valeurs de cet ordre.

⁶⁷ François Bayrou, *Discours à Dijon*, 20 février 2007.

4.1 L'ordre de l'école plutôt que l'ordre de la rue

Bien que volontairement distant sur le sujet, François Bayrou ne peut éviter systématiquement le terrain de l'ordre sociétal. Au-delà des variations lexicales, le candidat centriste accepte de se pencher sur les questions d'ordre public en de très rares occasions. Par contre, il aborde plus volontiers le thème de l'autorité dès lors qu'il est approché dans le cadre de l'école. Pour François Bayrou, le chantier scolaire représente un dossier prioritaire et l'ancien ministre de l'Éducation ne se prive pas d'articuler l'ensemble de ses interventions autour de ce qui s'impose comme son thème de prédilection (avec la question de la dette publique). Éducateur dans l'âme, François Bayrou élève sa refonte de l'école autour des valeurs républicaines au rang de mesure-symbole de sa candidature. A l'image de «l'inversion des valeurs» de Nicolas Sarkozy ou de «la révolution démocratique» de Ségolène Royal, le plaidoyer du candidat Bayrou pour une école républicaine comme laboratoire de la citoyenneté nous apporte quelques précieux enseignements sur son projet sociétal.

4.1.1 Sauver l'école : une autorité par plébiscite

Avare de références directes à l'autorité (24 occurrences dont 2 seulement employées dans un contexte soulignant sa perte d'influence), François Bayrou n'en esquisse pas moins une vision assez précise lors de ses nombreux développements sur l'état et l'avenir de l'éducation nationale. En tant qu'institution historiquement attachée aux formes d'autorité coutumière et lieu abritant par excellence sa crise actuelle, l'école fournit ici un cadre assez révélateur des positions défendues par le candidat centriste. Lorsqu'il aborde le thème de l'éducation, François Bayrou aime citer les résultats d'une étude sociologique qu'il avait commandée lors de ses fonctions rue de Grenelle. Partant du constat que la règle veut que les enfants issus de familles aisées possèdent un taux de réussite supérieur à ceux qui sont issus de milieux défavorisés, il existe néanmoins de nombreuses exceptions. L'ancien ministre avait alors souhaité connaître les constantes pouvant expliquer ces exceptions. Les conclusions des sociologues ont révélé que les réussites provenaient de familles où l'école était «estimée et défendue» et, par opposition, les échecs survenaient dans des milieux où l'école était «critiquée et méprisée». François Bayrou présente les résultats de cette étude comme la base de sa vision de l'éducation nationale et y déduit la profession de foi suivante.

« Eh bien, ce qui est vrai pour les familles, selon moi, l'est aussi pour les nations. On a tous vécu le temps où les parents considéraient que les maîtres d'école étaient délégués de l'autorité de la famille. On considérerait que, lorsqu'un maître d'école s'adressait aux enfants, c'était lui qui avait raison et que le devoir de la famille était de soutenir le maître d'école. [...] Je suis persuadé qu'il faut, pour que nous soyons un grand pays, que ce grand pays soutienne son Education nationale. Je suis persuadé qu'il faut le faire et, élu Président de la République, je serai celui qui rappellera à la nation qu'il faut constamment soutenir l'école et non pas en faire le bouc émissaire des difficultés que nous rencontrons »⁶⁸.

Ce paragraphe est symbolique du rôle accordé par François Bayrou à l'éducation en général, à l'école en particulier. Pour le président de l'UDF, la société française doit commencer par changer le regard qu'elle porte sur son système scolaire afin d'en accepter les réformes. De bouc émissaire, l'école républicaine doit redevenir un sanctuaire admiré et respecté, véritable laboratoire civique de la société. Une fois encore, l'appel visant à restituer l'aura passée de l'institution rappelle les évocations nostalgiques du candidat Sarkozy. Cependant, François Bayrou semble proposer plus qu'un simple retour à des images d'Épinal, temps lointain où «l'école était déléguée de l'autorité de la famille». Quant Nicolas Sarkozy parle d'une réhabilitation de l'autorité sous sa forme traditionnelle, le candidat centriste semble indiquer le chemin d'une quête plus moderne de l'autorité. En prônant un nouveau regard sur l'éducation et de nouveaux moyens à son service, il appelle de ses vœux un plébiscite autour de l'école qui, de fait, lui conférerait une autorité légitime.

⁶⁸ François Bayrou, *Discours à Nîmes*, 28 mars 2007.

Plus moderne que les envies de retour «à l'école de la III^{ème} République», l'objectif défendu par François Bayrou doit mener tous les enfants à maîtriser lecture et écriture dès leur entrée en sixième. Dans cette condition sine qua non réside, selon lui, le critère de base capable à terme de redorer le blason de l'école républicaine. Prenant l'exemple de certains élèves des quartiers défavorisés, le président de l'UDF dénonce le caractère irrémédiable d'un échec face à cet objectif de base qu'il considère comme matrice de l'égalité des chances. Si l'école ne garantit pas ce premier objectif, elle place des jeunes dans une situation précaire et favorise l'indiscipline.

« Il (l'élève en échec) sera en réalité complètement largué, comme ils disent, sans aucun recours et il y a fort à parier que cet enfant, incapable de suivre en classe, allant de solutions d'expédient en solutions d'expédient, deviendra très vite un caïd de la cour de récréation où il organisera la déstabilisation de l'établissement scolaire à l'intérieur duquel il est lui-même profondément déstabilisé. Je considère que, nous, adultes, nous devons la lecture et l'écriture aux enfants dont nous avons la charge, pour leur offrir la chance élémentaire de réussir dans la vie »⁶⁹.

Il est intéressant de noter à quel point François Bayrou fait dépendre la discipline à l'école et l'ordre qui en dépend de sa mission égalitaire. L'institution trouvera ordre et discipline si elle garantit l'égalité des chances. Elle gagnera en autorité si la société la plébiscite dans son rôle social. La relation de causalité est évidente. Il ne se prive pas de la souligner encore plus explicitement quelques lignes plus loin. *« Selon moi, l'égalité des chances, c'est le calme, la discipline et la sécurité dans les établissements scolaires »⁷⁰.*

Farouchement opposé à la suppression de la carte scolaire, l'ancien ministre de l'Education nationale propose ici un vibrant plaidoyer pour une éducation gardienne de l'égalité des chances. Ne prenant pas position sur des sujets de mœurs ou sur l'individualisme ambiant supposé, cette profession de foi constitue la seule grille d'interprétation de sa représentation de l'autorité. Reposant sur le plébiscite, elle apparaît comme éloignée des accents autoritaires de son adversaire de l'UMP, confirmant la tendance révélée par ses choix lexicaux.

4.1.2 Ordre public : « réimplanter l'Etat là où les choses sont difficiles »⁷¹

François Bayrou reprend la thématique de l'ordre sociétal là où il avait laissé ses réflexions sur l'autorité et la discipline : sur les bancs de l'école. Lors du congrès de l'UDF, il défend ardemment la carte scolaire (attaquée par ses deux adversaires) et ce qu'il décrit comme sa mission première, soit «l'obligation qu'elle s'impose» de garantir une éducation égalitaire des centres-villes jusqu'aux banlieues les plus reculées. Puis il insiste à nouveau sur le lien existant entre la matérialisation de cette «obligation» et la garantie de l'ordre public.

« Il faut réévaluer cette obligation, cette partie de notre pacte républicain national, en donnant à notre système éducatif les moyens concrets de rétablir partout les deux éléments qui font la réalité de l'égalité des chances : le premier devoir, et je le dis sans biaiser, c'est le respect dans l'école, respect des enseignants et respect des élèves entre eux, l'ordre de l'école face à l'ordre de la rue : c'est-à-dire l'ordre assuré par des enseignants et des surveillants, et non par des policiers (j'ai toujours défendu comme un principe la sanctuarisation de l'école) »⁷².

Il est intéressant de souligner une nouvelle fois le caractère matriciel joué par l'école dans le cadre du débat sur l'ordre sociétal. François Bayrou oppose ici clairement «l'ordre de l'école» à «l'ordre de la rue». Dans ce face à face, il est aisé de reconnaître le couple prévention répression que mettait en avant Ségolène Royal. En insistant sur cette opposition, le candidat centriste insiste non seulement sur le caractère quasi sacré de l'enceinte scolaire, lieu éducateur dans lequel les forces de l'ordre n'ont pas leur place. Mais il suggère également la relation chronologique et causale entre les deux expressions de l'ordre. Si la première application de l'ordre échoue (celle de l'école, dépendante de l'exigence égalitaire), la seconde sera davantage sollicitée et rendue plus aléatoire.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Ibid.

⁷² François Bayrou, *Discours au Congrès de l'UDF*, 12 novembre 2006. Le candidat de l'UDF mentionne «l'excellence des parcours» comme second devoir à rétablir dans le système éducatif français.

Dans une prose plus explicite, François Bayrou redéfinit à Nîmes ce lien entre prévention et répression qu'il suggérait lors du Congrès de l'UDF. Soucieux de renvoyer dos-à-dos ses adversaires, il dénonce d'un côté la tradition «axiste» d'un Parti socialiste qui «a refusé de voir la situation réelle du pays depuis des années» et condamne la politique de Nicolas Sarkozy qui au lieu «d'accompagner la construction de la sécurité», apparaît à de nombreux habitants comme uniquement tournée vers la répression. En bon éclaircisseur de la troisième voie, le candidat centriste prône alors la fusion des politiques au profit d'un ordre public sécurisé et apaisé.

« [...] l'autre volet de la répression, c'est la prévention et l'accompagnement qu'on a le droit, le devoir de demander à l'Etat, en France, d'assumer ces deux missions qui sont les siennes. Il faut qu'il fasse, en effet de la sanction quand la sanction est nécessaire et qu'il fasse de la prévention et de l'accompagnement quand on peut encore empêcher d'apparaître les délits ou les forfaits que nous regrettons tous. Il y a besoin des deux aspects. La France a besoin d'une politique d'équilibre »⁷³.

En insistant sur l'efficacité d'un travail de prévention capable «d'empêcher» l'apparition des délits, François Bayrou prouve sa fibre éducatrice. Il la démontre à nouveau un peu plus loin en appelant de ses vœux un «Etat de sécurité» où les fonctionnaires de police pourraient «appeler les jeunes fragiles par leur nom, discuter avec eux. ». Au-delà de ce plaidoyer pour une police de proximité, le président de l'UDF réclame que les services de l'Etat – transports publics, Poste, etc. – soit «réimplantés» dans les banlieues et autres zones reculées. Non sans ironie, il souligne le caractère discriminatoire et néfaste de cette désertion étatique.

« Naturellement, quand vous allez dans le sixième ou le septième arrondissement de Paris, qui ne sont pas les quartiers les plus criminogènes, en tout cas du point de vue de l'ordre public, vous avez tous les signes extérieurs de l'Etat. Vous avez des voitures officielles, des vitres fumées, des uniformes, des drapeaux [...]. L'Etat est omniprésent, parce que tout va bien dans ces quartiers. Puis, dans les banlieues et, d'ailleurs, dans le monde rural profond – parce que c'est le même problème, le même phénomène devant lequel notre société, qui était une société d'égalité, se trouve aujourd'hui – l'Etat a complètement disparu »⁷⁴.

A la lecture des rares incursions de François Bayrou sur le terrain de l'ordre sociétal, deux conclusions s'imposent. La première – déjà longuement soulignée – met en lumière le rôle primordial accordé à l'éducation par le candidat centriste. Lieu de formation et sanctuaire du savoir, l'école républicaine est également le temps de l'apprentissage civique.⁷⁵ Elle doit retrouver ce rôle et, du même coup, l'aura qu'elle possédait par le passé sans que cette reconquête passe forcément par des formes d'autorité traditionnelles.

Seconde remarque, François Bayrou évite le plus souvent de se positionner sur les questions d'ordre et d'autorité. Mais lorsqu'il s'y aventure, le président de l'UDF propose une vision très égalitaire de l'autorité. Loin des structures de pouvoir hiérarchiques évoquées par Nicolas Sarkozy, François Bayrou prouve son attachement à des rapports de pouvoir basés sur le dialogue et l'argumentation. Il est par exemple le seul à réclamer des éducateurs et des psychologues dans les établissements scolaires puis défend avec parfois plus de conviction que Ségolène Royal une police de proximité pourtant instaurée par le gouvernement Jospin. Il implore enfin avec force le retour de l'Etat dans les zones défavorisées pour que ce dernier joue son rôle égalitaire.

Profession de foi ou choix tactique, François Bayrou se montre souvent plus prompt que Ségolène Royal à s'opposer frontalement aux orientations autoritaires du candidat Sarkozy. Le 17 avril à Lyon, le candidat centriste propose cependant la définition d'une société «d'ordre et de sécurité» qui ressemble à s'y méprendre à celle de la candidate socialiste. Cette déclaration prouve d'une part la faible marge de manœuvre du président de l'UDF et, d'autre part, les affinités qu'il partage avec Ségolène Royal sur le

⁷³ François Bayrou, *Discours à Nîmes*, le 28 mars 2007.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Pour François Bayrou, l'école est le noyau du projet républicain : « Nous, nous avons bâti un projet depuis deux siècles qui est, au contraire, un projet dans lequel les hommes ont décidé d'être libres, égaux en chance et égaux en droits. Au cœur de ce projet, il y a une réalité, c'est l'école. » François Bayrou, *Discours de Dijon*, 20 février 2007.

thème de l'ordre et de l'autorité dans une forme de front commun opposé aux positions de Nicolas Sarkozy.

« Si l'on veut une société, et je la veux, d'ordre et de sécurité, alors, il faut que ce soit une société apaisée, une société dans laquelle on puisse se regarder, se parler, se comprendre, s'entendre, vivre et travailler ensemble et pas une société dans laquelle tout est sujet à discussion, à division, à dispute, à querelle et à affrontement »⁷⁶.

4.2 Crise politique : la représentativité séquestrée

S'il existe un constat que partagent tous les candidats, c'est celui d'une France «en crise» et que celle-ci est si profonde qu'elle a largement débordé des différents secteurs de la société (logement, travail, etc.) pour contaminer l'expression et la pratique du pouvoir politique. François Bayrou ne fait pas exception. Il partage avec ses deux principaux adversaires le goût du constat amer tout en y apportant son interprétation personnelle. Avant de détailler en quoi son diagnostic diffère, il convient d'en souligner le caractère particulièrement alarmiste.

« Tout au long de cette campagne, je défends une vision : la France traverse la crise la plus grave de son histoire récente. C'est une crise de confiance. C'est une crise sociale. C'est une crise économique. C'est une crise démocratique et le résultat en est la perte de confiance des citoyens dans l'état, dans leur institution et, plus grave encore, dans leur avenir personnel et collectif. Vous savez ce sondage que j'ai trouvé extrêmement troublant : 75 % des Français pensent que l'avenir de leurs enfants sera pire que le leur, que la vie de leurs enfants sera plus dure que la leur »⁷⁷.

Sociale et économique, la crise dénoncée par François Bayrou est également «de confiance» et «démocratique». Cette association confirme – à l'image de ce qu'avancent Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy – que crises politiques et crise du politique se confondent. Cependant, le candidat centriste ne montre pas du doigt une cause morale (Sarkozy) ou un manque de légitimité démocratique (Royal). Il dénonce plus volontiers une forme de «complot» orchestré par les deux grands partis au pouvoir et relayé par les grands médias, se plaint de la démagogie ambiante et réclame à grands cris un système politique offrant à l'Assemblée nationale une représentativité plus conforme à la réalité politique du pays.

Première cible de François Bayrou, la mainmise sur le pouvoir exercée par les deux partis majoritaires (UMP et PS), représentants de l'opposition historique entre droite et gauche durant les trente dernières années de la cinquième République. Pour le président de l'UDF, les Français sont un «peuple lassé»⁷⁸. Ils seraient lassés d'une élite politique suffisante et «assurée de sa puissance». Stratégie de campagne évidente, la démarche réunit dans la critique les candidats des deux formations favorites. Dans une dénonciation faisant parfois la part belle à la théorie du complot, elle utilise la crise politique marquant le divorce entre gouvernés et gouvernants pour discréditer les «candidats du pouvoir». *«Si je me suis engagé dans cette campagne, c'est pour obtenir le changement que tout le monde fuit et que la France attend. C'est pour que la société de connivence appartienne au passé, et que les principes républicains élémentaires, démocratiques élémentaires, libéraux élémentaires, retrouvent droit de cité dans notre pays. Le PS et l'UMP, c'est la certitude que rien ne changera vraiment. Rien ne changera sur le fond. [...] Je veux que les deux appareils qui ont plongé la France dans la crise et les Français dans le découragement perdent le pouvoir absolu qu'ils exercent depuis 25 ans »⁷⁹.*

Par «société de connivence», François Bayrou dénonce ici les liens existants entre l'Etat et les grands groupes de médias ou industriels. Bien décidé à se positionner sur ce thème en candidats de l'opposition (il a pourtant été ministre de trois gouvernements), le président de l'UDF n'hésite pas à s'attarder notamment sur le cas d'Airbus et à dénoncer «une guerre civile au sein des dirigeants industriels sur fond de guerre de clan au sein du pouvoir»⁸⁰. La méthode est radicale. Si elle peut séduire par son franc-parler, elle n'est pas sans rappeler les attaques de Nicolas Sarkozy contre les mensonges et les approximations de la classe politique. En émettant de sérieux doutes sur l'intégrité de la classe dirigeante, François Bayrou réduit, au

⁷⁶ François Bayrou, *Discours à Lyon*, 17 avril 2007.

⁷⁷ François Bayrou, *Conférence de presse (présentation du livret-programme)*, 3 avril 2007.

⁷⁸ Le candidat ajoute : *« Et il n'y a pas loin d'un peuple lassé à un peuple en colère »*. François Bayrou, *Discours au Zénith*, 21 mars 2007.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*

moins implicitement, la crise du politique à un débat d'ordre éthique. Il rejoint ainsi son adversaire de droite sur le terrain de la démagogie, pratique qu'il s'évertue pourtant à critiquer.

Manœuvre intéressante sur le plan électoral, la «théorie du complot» explorée avec plus ou moins de conviction par le candidat Bayrou laisse perplexe au vu de ses prises de positions sur la démagogie. Farouchement opposé à l'avalanche des promesses de campagne, le président de l'UDF clame volontiers qu'il n'a pas de «baguette magique» et qu'il l'assume». Lors de son passage à Dijon, il réserve même une longue tirade à cette fuite en avant qui pousse à proposer une solution personnalisée à chaque citoyen et dénonce là une dérive électoraliste irresponsable.

« Alors, je vous le dis, je ne veux pas faire de promesses que je ne tiendrai pas. Je prends l'engagement devant les Français que, soignée après soirée, discours après discours, je refuserai les promesses démagogiques, parce qu'un peuple ne s'achète pas, un peuple ne s'achète pas catégorie par catégorie, un peuple ne s'achète pas âge par âge, un peuple ne s'achète pas association par association. Un peuple, comme le peuple français, n'a pas que des problèmes individuels. Un peuple a des problèmes et des défis collectifs à relever »⁸¹.

François Bayrou met ici le doigt sur le phénomène de morcellement de l'espace public et l'individualisation du discours politique qui l'accompagne. La critique est essentielle. Elle met en lumière une dynamique politique toujours plus prompte à proposer des solutions individualisées qui ne trouvent pas nécessairement leur justification dans un projet de société cohérent. Entre alchimiste et bricoleur, l'homme politique devient, selon cette vision, un caméléon capable de s'adapter aux exigences d'une situation existante ou aux exigences d'un groupe social défini.

Par son caractère fondamental, la critique mérite de ne pas rester lettre morte. Malheureusement, François Bayrou ne livre au fil des discours que peu de pistes capables de remédier aux dérives qu'il condamne. La seule proposition véritablement cohérente et porteuse d'une réforme institutionnelle insiste sur le rôle joué par le Parlement et se penche sur la question de la représentativité. François Bayrou y défend ardemment un Parlement plus puissant et affranchi de la tutelle du gouvernement.

« On va rendre au Parlement, à l'Assemblée Nationale et au Sénat les droits et la dignité qui sont ceux de tous les parlements dans toutes les démocraties de tous les pays qui méritent ce nom sur la planète. Par exemple, on va donner au Parlement le droit de voter la loi au lieu d'obéir au gouvernement »⁸².

Il insiste également, entre autres règles destinées à redonner une stature aux assemblées, sur la nécessité d'un Parlement plus conforme à la représentation politique du pays. Président d'un «petit parti», François Bayrou peut être légitimement soupçonné d'œuvrer dans son propre intérêt. Il demeure que la démarche est en adéquation avec la critique. En proposant une représentation parlementaire plus fidèle à la mosaïque des diverses sensibilités politiques, le candidat centriste propose une piste crédible pour limiter la démagogie des grands partis. Seuls représentés à l'Assemblée nationale, ceux-ci sont en effet condamnés à séduire par un discours protéiforme de multiples collectivités qui pourraient trouver un meilleur écho auprès d'une représentation parlementaire plus diversifiée.

« [...], on va donner à la représentation des citoyens le droit élémentaire d'être une représentation juste et on va faire en sorte que tous les courants d'opinion, sans exception, qui atteignent 5 % des voix dans notre pays puissent se voir attribuer une représentation parlementaire digne de ce nom. »

Face à la crise du politique qu'il dénonce avec peut-être encore plus de force que ses adversaires, François Bayrou dénonce la démagogie de ses adversaires et propose une méthode vers le renouveau : une sixième République plaçant en son cœur un Parlement plus représentatif. De ces prises de position subsiste néanmoins une certaine ambiguïté. D'une part, le candidat centriste paraît cohérent dans sa volonté de remédier à la crise par «une nouvelle démarche de pouvoir et de gouvernement», capable selon ses mots de «rassembler au lieu de diviser, éduquer au lieu de flatter, refonder la République dans ses valeurs, en démocratie et pas en démagogie. ». Mais d'autre part, n'hésite-t-il pas à «flirter» avec la démagogie pour alors qu'il en dénonce les

⁸¹ François Bayrou, Discours à Dijon, 20 février 2007.

⁸² François Bayrou, Discours à Lyon, 17 avril 2007.

travers ? Et ne prône-t-il pas une représentation parlementaire plus juste qui aura pour premier effet de voir son parti recevoir une partie des privilèges qu'il dénonce ? Toute l'ambiguïté de son discours réside dans cette double interprétation possible.

5. Alignements, convergences et oppositions : une synthèse

L'analyse de contenu qui précède a eu le souci de restituer une image la moins floue possible de la place accordée aux notions d'ordre et d'autorité dans le projet sociétal de chacun des trois principaux candidats. Elle a tenté de restituer la diversité des priorités, des styles et des valeurs propres à chacun des trois corps de discours. Il apparaît cependant que ces trois instantanés méritent d'être réunis afin d'en dégager les similitudes, les convergences ou les oppositions. Succinctement, le présent chapitre propose une synthèse qui tente d'esquisser une cartographie des interactions politiques sur ces questions. En insistant sur les consensus ou sur les points de rupture, ces quelques lignes espèrent clarifier les positions de chacun de prétendants et les enjeux qui en découlent. Dans ce dessein, les quatre «catégories» retenues lors de l'analyse de contenu seront à nouveau utilisées comme points de repère ; ces balises thématiques oeuvrant à la clarté d'un chapitre visant à introduire les réflexions qui seront abordées dans la seconde partie.

5.1 *Autorité ; la contrainte ou le consensus ?*

Sur le terrain de l'autorité, Nicolas Sarkozy se présente seul contre tous. Pour le chef de file de l'UMP, l'autorité est «règle, discipline et obligation»⁸³ et «elle se mérite». Lors de son discours à Perpignan, il définit l'autorité spécifique de l'instituteur, de l'Etat, des parents ou des intellectuels. Au-delà des définitions personnalisées, il convient d'en extraire la manifestation d'un attachement affiché aux formes traditionnelles et coutumières de l'autorité. Même s'il se défend de prôner «l'obéissance aveugle», Nicolas Sarkozy parle de l'autorité comme «quelque chose» de visible, indubitablement «incarnée par des institutions, des lois et des hommes». En y associant des notions de mérite et de respect, il dessine une représentation très verticale de l'autorité, fidèle à sa forme la plus traditionnelle.

Par opposition, Ségolène Royal et François Bayrou dessinent un rapport de force basé sur la concertation, le dialogue et le consensus. François Bayrou parle de «plébiscite» pour redonner à l'école son aura d'antan et l'autorité qui en découle alors Ségolène Royal insiste, elle, sur une autorité «juste et généreuse»⁸⁴ qui s'oppose à celle «cassante» qui «divise». Les candidats socialiste et centriste se rejoignent ainsi pour opposer à l'autorité traditionnelle de Nicolas Sarkozy, des formes plus horizontales et consensuelles de l'expression de l'autorité.

Cette ligne de démarcation très nette dans la représentation de l'autorité se confirme à travers des exemples évocateurs. Pour Nicolas Sarkozy, les professeurs doivent reprendre leur distance avec les élèves alors que François Bayrou souhaite augmenter le nombre de psychologues et d'éducateurs dans les établissements scolaires ; leurs positions respectives sur la police de proximité confirmant cette opposition entre les couples distance – proximité, verticalité – horizontalité, contrainte – consensus. Avec passablement de netteté, ces deux visions de l'autorité proposent une opposition frontale qui pourrait se résumer comme suit. Pour Nicolas Sarkozy, la réhabilitation des formes d'autorité traditionnelle représente la clé vers le retour à un lien social et identitaire plus fort. Par opposition, Ségolène Royal et François Bayrou cherchent à renouer le lien social à travers un mouvement de dialogue, d'échange et de proximité qui s'éloigne de la définition historique de l'autorité. Le candidat de l'UMP ne parle-t-il pas de «crise de l'autorité» alors que son adversaire de l'UDF évoque «une crise de confiance» ? La différence de perspective est ici plus éloquent que de longues analyses.

5.2 *Ordre moral ou ordre républicain ?*

Dans le cadre d'une synthèse sur l'ordre, il convient de séparer l'«ordre établi» (ou idéal), dans le sens du rapport de pouvoir existant dans une société, et l'«ordre public» dont le maintien est une des tâches

⁸³ Nicolas Sarkozy, *Discours à Perpignan*, 23 février 2007. Toutes les citations qui suivent au point 5.1. proviennent de ce même discours.

⁸⁴ Ségolène Royal, *Discours à Metz*, 11 avril 2004.

régaliennes de l'Etat. Concernant l'ordre public et la thématique sécuritaire qui l'englobe, Nicolas Sarkozy s'oppose à nouveau de manière assez évidente à ses deux contradicteurs. Dans le cadre de ce débat, la confrontation se matérialise autour du couple prévention – répression. Alors que François Bayrou choisit «l'ordre de l'école plutôt que l'ordre de la rue» et que Ségolène Royal clame «préférer investir dans l'école que dans la prison», Nicolas Sarkozy n'hésite pas à tourner en dérision les positions de son adversaire socialiste pour marquer son désaccord complet. En condamnant un «ordre juste» dont le caractère préventif est qualifié de «moralisme qui se retrouve du côté des voyous contre les victimes et contre l'autorité», le candidat de l'UMP souligne grossièrement la ligne de démarcation. Pour lui, «l'autorité est le fondement de l'ordre», alors que chez ses deux adversaires, c'est l'égalité qui est présentée comme la matrice du maintien de l'ordre public. L'opposition ne peut pas être plus frontale.

La question de l'ordre établi est plus complexe. Elle propose un paysage opposant deux pôles représentés par Nicolas Sarkozy et François Bayrou au milieu duquel la position de Ségolène Royal oscille selon si elle évalue la situation ou si elle y propose des réponses. Nicolas Sarkozy détaille une vision de l'ordre établi aux contours très spirituels, voire religieux. Pour lui, l'ordre est avant tout moral et il doit être restauré par une inversion des valeurs capables de redonner des normes à une société qui n'en a plus. La vision sociétale du candidat Sarkozy se construit sur des valeurs cardinales (vrai – faux, bien – mal, juste – injuste, etc.) qu'une refonte morale doit amener à rétablir dans leur vérité. Par opposition, François Bayrou ne fait pas référence à la morale. Pour le candidat centriste, l'ordre est avant tout républicain et ses valeurs sont liberté, égalité, fraternité. Si les deux pôles ne sont pas incompatibles pour Nicolas Sarkozy, il apparaît que sa représentation binaire de la société se déploie parfois aux dépens de son goût prétendu pour l'égalité ou la fraternité.

Au milieu de cette opposition, Ségolène Royal semble s'approcher de Nicolas Sarkozy à l'heure du diagnostic pour être ensuite attirée par les remèdes républicains proposés par François Bayrou. Ainsi, la candidate du PS n'hésite pas à parler d'une «crise morale qui ronge la France», critiquant l'individualisme triomphant dans un style pas si éloigné de celui du candidat de l'UMP. Par contre, elle invite à travers sa définition de l'ordre juste à rechercher des remèdes articulés autour du respect des valeurs républicaines en général, de l'égalité en particulier. Ségolène Royal adopte ainsi une position ambiguë où cohabitent accents moralisateurs et laïcité républicaine, ordre sociétal et justice sociale ; un paradoxe que son ambivalence lexicale avait déjà laissé apparaître.

5.3 Mai 68 ; un héritage symbolique

Le débat sur l'interprétation et l'héritage des événements de Mai 68 se résume à un duel puisque François Bayrou fait le choix de ne pas entrer dans la polémique. Ce duel est en réalité un monologue de deux mois de Nicolas Sarkozy qui reçoit une réponse convaincante mais tardive de Ségolène Royal à cinq jours seulement du second tour. Nicolas Sarkozy rend Mai 68 responsable de tout ce qu'il dénonce sous le titre de «crise morale» et «crise de l'autorité». Pour le candidat de l'UMP, les mouvements sociaux et étudiantins ont «aliéné et démoralisé» la société, l'ont privé de ses normes et valeurs, allant jusqu'à la priver des outils capables «d'endiguer le mal qui est dans l'homme.»⁸⁵ Il convient donc de «liquider une bonne fois pour toutes» cet héritage qui a introduit le ver de l'individualisme dans le fruit de la société française.

Face à des attaques aussi cinglantes, l'opposition ne peut être que radicale. Ségolène Royal oppose à Nicolas Sarkozy les victoires glanées par le mouvement : reconnaissance des syndicats, augmentation des salaires, élargissement des libertés publiques, accès à la contraception et à l'IVG. Elle dénonce également «la machine à remonter le temps» enclenchée par son adversaire et inscrit sa démarche participative dans une tradition de dialogue et de compromis sociaux héritée de Mai 68.

Il est intéressant de souligner que lors de la dernière semaine de campagne, la question de l'héritage de Mai 68 a focalisé les débats pour finir par cristalliser sur son nom les deux visions de société qui s'opposaient lors du second tour. On ne saura jamais les effets sur l'opinion publique d'une réponse plus rapide de Ségolène Royal aux attaques de Nicolas Sarkozy et d'un débat de plus de cinq jours sur le sujet. Il demeure

⁸⁵ Nicolas Sarkozy, *Discours à Perpignan*, 23 février 2007.

que l'ambiguïté affichée par la candidate socialiste sur les questions d'ordre sociétal n'est probablement pas étrangère à cette défense tardive sur un thème d'une portée symbolique pourtant capitale.

5.4 Crise du politique ; un constat - trois formes de légitimité en réponse

La question de l'exercice du pouvoir démocratique et de la crise qu'il traverse est certainement celle qui propose le panel de positions le plus riche et le plus complexe parmi les trois candidats. Il convient en premier lieu de souligner le parfait alignement des trois prétendants sur l'énoncé du diagnostic. L'expression du pouvoir politique est en crise et la gravité de celle-ci est soulignée avec la même vigueur du haut de chaque tribune. Le constat révèle un fossé toujours plus grand entre gouvernés et gouvernants et parle d'un «peuple tenu à l'écart» (Sarkozy), «lassé» (Bayrou) ou «trop souvent déçu» (Royal). Au-delà de ce premier diagnostic, l'alignement général se poursuit sur le terrain de la démagogie et des attaques contre l'intégrité de la classe politique. Sans scrupule, les candidats se flagellent en dénonçant les «mensonges» et les «connivences» d'un milieu politique avide de pouvoir et coupé de la réalité de leurs concitoyens.

Le consensus ne perdure cependant que le temps de l'artifice démagogique. Dès le diagnostic passé, les remèdes exposés pour réconcilier les citoyens avec la politique proposent autant de pistes qu'il existe de candidats. Avant de mettre en lumière ces oppositions, il convient de souligner que Nicolas Sarkozy est le seul à traiter crise du politique et crises politiques avec les mêmes curatifs. Pour le candidat de l'UMP, l'ensemble de la société doit procéder à une refonte morale passant par la réhabilitation de l'autorité traditionnelle. Cette mesure s'applique autant aux différents rapports de pouvoir sociétaux que celui, institutionnel, qui régit l'exercice politique. Par opposition, Ségolène Royal et François Bayrou considèrent séparément enjeux sociétaux et expression du pouvoir politique.

À l'heure de l'énoncé des remèdes, les trois favoris de l'élection présidentielle prétendent redonner aura et légitimité à la classe politique par des cheminements opposés. Pour Nicolas Sarkozy, le politique doit faire le même chemin que la société dans son ensemble. C'est donc une légitimité basée sur l'autorité morale et hiérarchique qui va permettre au politique d'asseoir son pouvoir. Chez Ségolène Royal, la démarche participative est présentée comme une véritable «révolution démocratique». La légitimité du pouvoir politique doit s'appuyer sur une refondation qui place l'écoute, la consultation et le dialogue en première ligne. Cette légitimité passe donc par la participation. Finalement, François Bayrou prône l'avènement d'une sixième République qui donnerait plus de pouvoir au Parlement. Par cette proposition, il réclame une meilleure représentation démocratique. Pour le candidat de l'UDF, la nouvelle légitimité politique à rechercher doit faire un effort de représentativité pour convier sur le banc des assemblées des sensibilités en mal de représentation politique. En somme, il apparaît que cette question de l'exercice du pouvoir politique propose à la fois le plus fort consensus dans le constat de la crise qu'elle vit actuellement et la plus grande variété de pistes pour sortir de cette crise. Cette originalité souligne la pertinence de ce débat.

Au moment de refermer cette synthèse de l'analyse de contenu et, du même coup, la première partie de la présente étude, il convient peut-être de faire une ultime remarque d'importance. Au-delà du positionnement respectif des candidats sur les quatre balises thématiques retenues, Nicolas Sarkozy apparaît comme le seul capable de réunir toutes les catégories d'analyse dans une forme de lien organique indissociable. En usant du triptyque crise morale, crise de l'autorité, crise du politique, le candidat de l'UMP rassemble tous les maux de la société française dans une vision sociétale simplificatrice et y oppose son «kit sociétal» fait d'inversion des valeurs et de réhabilitation de l'autorité. Dans un espace public et médiatique qui se nourrit d'images et de slogans et abhorre les longues explications, cette prouesse marketing n'est peut-être pas étrangère à son succès.

Deuxième partie

1. Le rappel à l'ordre, un discours réactionnaire ?

Particularité de l'élection présidentielle 2007, les principaux candidats ont accordé une place sans précédent à un discours de valeurs, délaissant les querelles de chiffres pour se complaire parfois dans une forme d'abstraction idéologique. Ainsi, ordre moral et réhabilitation de l'autorité ont, durant ce printemps électoral, souvent volé la vedette aux thèmes du pouvoir d'achat, de la crise du logement ou du système de santé⁸⁶. Commune à l'ensemble des candidats, cette propension à l'abstraction peut être envisagée comme un artifice simplificateur destiné à épargner aux électeurs le débat technique déclinant la complexité d'un dossier. Elle est, à notre sens, bien davantage. Articulé autour d'une redéfinition des notions d'ordre et d'autorité, le discours de valeurs qui l'incarne possède une portée idéologique propre. Il présente ainsi – tant dans sa globalité que dans ses variations entre les différents candidats – l'instantané d'une vision sociétale témoignant des zones de tensions politiques d'une époque.

Pour tenter d'appréhender la dimension idéologique de ce que l'on a regroupé sous l'étiquette du «rappel à l'ordre», le présent chapitre va s'employer à proposer des pistes d'interprétation. Doit-on reconnaître dans cette insistance à vouloir occuper le terrain de l'ordre sociétal l'embryon d'un mouvement «néo-réactionnaire» ? Est-elle la transposition dans le discours politique d'une «droitisation des esprits» ?

Afin d'apporter une esquisse de réponse à ces questions, la réflexion qui suit va se construire autour d'un double mouvement. Le premier balayera le spectre politique de droite à gauche pour partir de la personne de Nicolas Sarkozy – moteur de cette dynamique par ses accusations contre l'héritage de Mai 68 – et aboutir aux postures de Ségolène Royal sur ces questions. Parallèlement, un second mouvement, cyclique, entamera son chemin sur le terrain des idées afin de proposer une lecture critique des attaques contre la société «fille de 68». Il en relèvera ensuite la transposition dans les discours et les postures politiques des candidats avant de se refermer à nouveau sur des considérations idéologiques qui questionneront une éventuelle mutation du paysage intellectuel français.

1.1 Une droite décomplexée : vers une autre révolution conservatrice ?

Trois jours seulement après l'élection de Nicolas Sarkozy, le «fidèle» *Figaro* ouvre ses colonnes à l'essayiste Guy Sorman. Ce dernier développe avec un enthousiasme lyrique une interprétation du succès de l'ancien ministre de l'Intérieur déjà esquissée par certains commentateurs. Élu triomphalement, Nicolas Sarkozy va pouvoir, selon Sorman, mettre en œuvre – avec une génération de retard – la révolution libérale conservatrice dont François Mitterrand a privé la France au début des années quatre-vingt.

« Au seuil de ces abîmes, l'Occident tout entier s'est ressaisi : ce sursaut, selon les traditions locales, dans les années 1980, s'est appelé Révolution conservatrice ou Révolution libérale ou néolibérale. L'étatisme qui jusque-là, semblait la solution, fut soudain dénoncé comme étant le problème. De cette révolution dans la pensée dominante, ont surgi de nouvelles politiques : moins d'État, plus de marché, plus d'ordre aussi, la tolérance zéro face aux crimes. Cette pensée nouvelle qui a ses philosophes (Bertrand de Jouvenel, Friedrich Hayek), ses héros politiques (Ronald Reagan, Margaret Thatcher, José Maria Aznar, Helmut Kohl) et spirituels (Jean-Paul II), a gagné toutes les nations d'Occident, de l'Est - l'URSS s'effondre - et du Sud, la Chine et l'Inde se rallient à l'ordre économique libéral. [...] Mais un État, un seul, résiste : la France évidemment »⁸⁷.

Et Guy Sorman de conclure en saluant le futur président Sarkozy qui enfin « remettra la France à l'heure du monde ». Si l'envolée est partisane, elle a le mérite d'affirmer un objectif clair et d'en nommer les modèles, de Margaret Thatcher à Ronald Reagan. Objectif à moitié avoué, Nicolas Sarkozy aurait pour mission de «démanteler» le modèle social français afin d'inscrire enfin le pays dans le «mainstream» du libéralisme triomphant. Mais cette révolution libérale doit-elle pour autant s'accompagner d'un voile conservateur ? Si oui, comment expliquer cette cohabitation ? Afin de répondre à ces deux questions, il

⁸⁶ Et que dire des questions de politiques européenne et étrangère, presque absentes du débat démocratique lors des trois mois durant lesquels la campagne a occupé la majeure partie de l'espace médiatique hexagonal ?

⁸⁷ Guy SORMAN, «Homme malade de l'Occident, la France rattrape son époque », *Le Figaro*, 8 mai 2007.

convient d'entamer notre réflexion là où Nicolas Sarkozy décida de clore sa campagne : au pied du pilori qu'il érigea pour y clouer l'héritage de Mai 68.

1.1.1 Mai 68 : Bouc émissaire des «nouveaux réactionnaires»

Le tour de force a déjà été longuement développé lors de l'analyse de contenu de ses discours : Nicolas Sarkozy explique tous les maux de la société française par une cause unique, «une profonde crise morale» qui puise ses origines dans les mouvements de Mai 68. Promus «péchés originels de la gauche française»⁸⁸ et symbole de ses prochaines «dérives» égalitaristes, ces événements deviennent le bouc émissaire idéal du candidat de l'UMP. L'exercice de simplification qui réduit l'analyse du présent à une causalité unique fonctionne à merveille. Il mérite qu'on s'y attarde. Que reproche Nicolas Sarkozy à l'héritage de Mai 68 ? Pêle-mêle, l'ancien ministre de l'Intérieur dénonce «un relativisme intellectuel et moral» qui a propagé, entre autres, «l'idée que la victime comptait moins que le délinquant», «une montée de l'individualisme dénigrant loi, Etat et nation», la libéralisation des mœurs, le cynisme et la repentance⁸⁹.

L'inventaire de cette décadence sociétale proposé par le candidat Sarkozy a cela de troublant qu'il recoupe une grande partie des «tabous» levés par des auteurs que Daniel Lindenberg regroupe, en 2002 dans son livre *Le rappel à l'ordre*, sous l'étiquette de «nouveaux réactionnaires»⁹⁰. Dans cet essai publié dans la collection *La République des Idées* (Seuil), le conseiller de la revue *Esprit* dénonce les dérives réactionnaires d'une nébuleuse d'intellectuels et écrivains français qui, a priori, ne présentent pas de réels points communs. Autour de personnalités aussi diverses et variées qu'Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, Marcel Gauchet, Philippe Murray ou des écrivains pour le moins controversés comme Michel Houellebecq et Maurice Dantec, Daniel Lindenberg esquisse les contours d'une mouvance protéiforme nourrie de pessimisme culturel et irrésistiblement tentée par la réaction. Contestable au moins sur sa forme qui fait la part belle à un assemblage de citations peu étayées, l'ouvrage provoqua dès sa parution une controverse d'envergure dans le landernau parisien⁹¹. Malgré ces critiques légitimes, l'essai identifie avec un certain talent la tentation partagée par ces différents auteurs pour une «nouvelle forme d'illibéralisme» et «une sorte de repli sur une pensée réactive»⁹². Il invite à jeter un regard sans concession sur cette nouvelle mouvance réactionnaire et éclaire, du même coup, les positions tranchées de Nicolas Sarkozy d'une lumière intéressante.

Prompte à la provocation, cette mouvance qualifiée de néo-réactionnaire se plaît à lever les «tabous» de la «pensée molle» du politiquement correct. Dans ce dessein, elle tente volontiers des procès. Ses cibles privilégiées sont, entre autres, «la culture de masse» qui se substituerait à la vraie culture et pervertirait une école républicaine en perte d'autorité et menacée par le communautarisme, «la libéralisation des mœurs» qui aurait ouvert la voie au féminisme ainsi que l'individualisme et ses prétendues dérives libertaires et égalitaires.

«Les analyses d'Alain Finkielkraut apparaissent sur bien des points parallèles à celles de Ferry et Renaut, tout aussi hostiles à tout ce que peut représenter l'héritage «libertaire» mais aussi égalitaire de Mai 68, à commencer par le «pédagogisme» qui, selon lui, a miné l'école républicaine. On retrouve la même inflexibilité dans la position de l'auteur de la Défaite de la pensée sur la question de l'insécurité, à propos de laquelle il juge vaine, et même indécente, toute recherche des causes sociales de la délinquance »⁹³.

⁸⁸ Alain BERGOUNIOUX, Caroline WERKOFF-LELOUP, *Les Habits neufs de la droite française*, Paris, Plon, 2006, p. 24.

⁸⁹ L'ensemble de ces citations sont tirées du discours de Bercy. Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

⁹⁰ Daniel LINDENBERG, *Le rappel à l'ordre*, *op. cit.*

⁹¹ Le corpus de réactions est aussi riche que virulent. Il convient de citer ici la réponse commune publiée par les philosophes incriminés. Alain FINKIELKRAUT, Marcel GAUCHET, Pierre MANENT, Philippe MURRAY, Pierre-André TAGUIEFF, Shmuel TRIGANO, Paul YONNET, « Manifeste pour une pensée libre », *L'Express*, 28 novembre 2002. Mais également : Joseph MACE-SCARON, Alexis LACROIX, « Une Interview du grand homme défiguré » - Entretien avec Alain FINKIELKRAUT, *Le Figaro*, 14 novembre 2002. Pierre-André TAGUIEFF, « Le nouvel opium des intellectuels », *Le Figaro*, 27 novembre 2002.

⁹² Jean BIRNBAUM, « Il faut refaire le bagage d'idées de la démocratie française », *op. cit.*

⁹³ Daniel LINDENBERG, *Le rappel à l'ordre*, *op. cit.*, pp. 24-25.

Selon la typologie de Daniel Lindenberg, d'autres procès sont à la mode. Les nouveaux réactionnaires convoquent notamment à la barre des accusés la «pensée» unique des «intellectuels de gauche» et ce qu'ils appellent le «droits de l'homme», symbole d'un homme universel qui n'existe pas. Sont aussi visés la société métissée, l'Islam, l'égalité et bien sûr Mai 68, victime d'un acharnement que Lindenberg n'hésite pas à qualifier de «procès en sorcellerie».

Comme autant de symptômes, les différents procès intentés par ces «nouveaux réactionnaires» dessinent un paysage qui manque d'uniformité et révèlent certaines contradictions. Il demeure néanmoins la réalité d'une «sensibilité collective» qui, au même titre que les intellectuels progressistes des années cinquante et les structuralistes de la génération suivante, semble proposer ce que Daniel Lindenberg définit dans son introduction comme «une nouvelle synthèse idéologique de combat». Pour l'écrivain, cette synthèse s'opère autour de la défense de l'Etat, la nation, le peuple et la culture ; respectivement mis à mal par «de marais des droits individuels», «le grand bouillon euro-mondialiste», la société civile et le «jeunisme multiethnique». Inquiet devant le succès de ces thèses, Daniel Lindenberg y voit l'expression d'une attaque contre la démocratie.

« Au fond, ce qui gît au cœur de cette nouvelle sensibilité et cherche confusément sa formulation conceptuelle depuis quelques années, c'est un nouveau jugement de la démocratie. Un procès en appel, pourrait-on dire (tant l'affaire est ancienne et semblait entendue), non pas contre la démocratie en général, mais contre cette version prosaïque, humaine trop humaine, que caractérisent l'acceptation du système des partis, l'attachement à l'Etat de droit, le souci de l'individu et de ses droits et l'acquiescement à l'économie de marché ainsi qu'au pluralisme de l'information »⁹⁴.

Au fil de son essai, Daniel Lindenberg esquisse les contours d'une mouvance teintée d'une nostalgie de l'unicité du peuple et du poids des nations ainsi que celle d'un pouvoir politique fort dont les décisions quasi héroïques auraient la force des fondations. Sans verser dans l'analogie caricaturale, il apparaît que Nicolas Sarkozy – tant à travers sa dialectique du renversement des valeurs que dans sa vision volontariste de l'exercice politique – inscrit un certain nombre de ses positions dans le cadre idéologique défini par Daniel Lindenberg.

1.1.2 Naturalisme social et ordre moral

Habile orateur passé maître dans le contrôle de l'image et de l'information, Nicolas Sarkozy est un caméléon politique dont les fondations idéologiques semblent échapper à une définition limpide. Alain Bergounioux, historien et secrétaire national du Parti socialiste aux Etudes, résume les contradictions du personnage : «libéral bon teint» et «dirigiste», «réformiste» et «réactionnaire», «gaulliste» et «atlantiste»⁹⁵. Cependant le pragmatisme a ses limites et il serait erroné – le chapitre précédent l'a introduit – de réduire Nicolas Sarkozy à un opportuniste de talent dépourvu de cadre idéologique. Travail, mérite, respect, autorité ou volonté forment un socle de valeurs sur lequel le candidat de l'UMP dresse son projet sociétal.

« Tout cela (le socle de valeurs) offre une cohérence dont il faut bien voir le principe : tout est vu à partir de l'individu – ce qui est au cœur du libéralisme – de ses droits et de ses devoirs dont Nicolas Sarkozy entend maintenir l'équilibre. Par là même, cette manière de poser les problèmes permet d'éviter l'analyse sociale proprement dite et les réalités collectives qui font également une société »⁹⁶.

Au-delà des postures d'apparat, Nicolas Sarkozy a tracé son ascension politique autour d'une construction idéologique consciencieuse. Au cœur de celle-ci se tient l'individu. Libéral convaincu, l'ancien disciple d'Edouard Balladur s'oppose frontalement à la conception holiste de la société qui prévaut historiquement à gauche. Il assume volontiers une vision inégalitaire du corps social, envisagé comme une simple addition d'individus. Pour Eric Dupin, ce «naturalisme social» assumé trouve un écho favorable auprès de l'opinion publique. En effet, celle-ci se range volontiers derrière ce discours fataliste et pragmatique, lassée d'une rhétorique égalitaire omniprésente mais perçue comme sans effet.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 14.

⁹⁵ Alain BERGOUNIOUX, Caroline WERKOFF-LELOUP, *Les Habits neufs de la droite française*, op. cit., p.19.

⁹⁶ *Ibid.*, pp. 20-21.

« L'affirmation répétée de l'égalité de tous, l'interdiction officielle des discriminations, le rejet affiché des hiérarchies sont omniprésents. Simultanément, l'inégalité des conditions réelles et le cloisonnement des différents groupes sociaux progressent pourtant d'une manière spectaculaire. L'aspiration égalitaire s'est concrètement affaiblie. Plus l'égalité est formellement célébrée et moins elle est une valeur effectivement respectée »⁹⁷.

La contradiction est frappante. Invoquée comme un principe inaliénable de la République et des démocraties modernes, l'égalité résonne depuis les tribunes comme un principe creux qui ne trouve plus sa matérialisation dans le quotidien des citoyens. Porte-parole d'une droite idéologiquement décomplexée, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à abandonner ce principe d'égalité et lui substituer celui d'«équité». Derrière ce choix lexical transparait la volonté de rompre avec une tradition égalitaire qui, chez Nicolas Sarkozy, signifie égalitarisme, assistanat, nivellement. Par opposition, le concept d'équité permet de légitimer les inégalités si celles-ci trouvent leur origine dans le mérite et le travail. Le futur président aime s'adresser «à la France qui se lève tôt» ; une France appelée à être sensible à cette promesse d'une inégalité au mérite. Il se dessine à travers ce découpage les contours d'une société qui fait le tri entre ceux qui travaillent et méritent leur revenu et ceux qui ne font pas assez (ou rien) et profitent de la générosité des institutions. Déjà alimentée par la compétition économique d'un espace globalisé, la dynamique inégalitaire est ici assumée et même revendiquée par les orientations politiques de Nicolas Sarkozy.

À la manière d'un chef d'entreprise en quête de résultat, le candidat de l'UMP trace les contours d'un modèle darwiniste où chaque individu est placé en compétition avec son voisin. Pourtant prompt à appeler de ses vœux une reconquête du lien social, il morcelle ainsi le corps social au risque d'arriver à ce que Jacques Généreux appelle «la dissociété».

« L'espèce humaine est vouée à la fois à la compétition et à la coopération. L'hypertrophie de la première au détriment de la seconde est source de graves déséquilibres. "La logique de guerre économique dégénère en guerre incivile", laquelle "nous dissocie les uns des autres et détruit le sentiment d'appartenance à une société", explique Généreux. C'est une véritable violence culturelle qui s'exerce aujourd'hui sur le corps social pour le convaincre que l'intérêt de chacun passe par l'oubli d'autrui »⁹⁸.

Conséquence d'un libéralisme assumé, le morcellement du corps social engendre un individualisme vecteur de tension et de désordre. Passé maître dans la théorisation et la gestion de ces manifestations anxieuses, Nicolas Sarkozy propose une vision sociétale dont la cohésion doit se rechercher autour de valeurs morales et religieuses. Dans la construction idéologique du futur chef de l'Etat, la religion acquiert un rôle capital. Malade, le modèle républicain n'est plus capable de garantir l'ordre social. Il revient donc à la morale religieuse de sortir la société française de la crise. Dans son ouvrage *La République, les religions l'espérance*, Nicolas Sarkozy insiste sur la nécessité d'accorder une place plus importante à la spiritualité, et à son incarnation religieuse, dans la République. Il prévient : « On a surestimé l'importance des questions sociologiques, tandis que le fait religieux, les questions spirituelles, ont été très largement sous-estimées »⁹⁹. Pour Jean-Louis Schlegel, ces prises de positions caractérisent la volonté d'aller vers une nouvelle perméabilité entre les valeurs républicaines et religieuses.

« Tous ces propos justifient, sans toucher au principe de laïcité, une sorte de meilleure «intégration» de la religion – la religion ! il ne parle pas de l'Eglise catholique ni de l'Islam... - dans la République, comme une énergie sociale et éthique, une capacité d'apaisement des conflits et surtout une espérance spirituelle et personnelle pour vitaliser la République affaiblie, qui ne peut donner plus que ce qu'elle a ou qu'elle est devenue »¹⁰⁰.

La dialectique morale de Nicolas Sarkozy et la valeur qu'il accorde aux notions d'ordre et d'autorité se voient ici éclairées par cette cohabitation idéologique entre pouvoir temporel et spirituel. La nature du rapport qu'ils entretiennent reste cependant à définir.

⁹⁷ Eric DUPIN, *A droite toute*, op. cit., p. 95.

⁹⁸ Jacques GENEREUX, *La Dissociété*, Paris : Seuil, 2006. Ici cité par Eric DUPIN, *A droite toute*, op. cit., p.116.

⁹⁹ Nicolas SARKOZY, *La République, les religions, l'espérance*, Paris, Le Cerf, 2004.

¹⁰⁰ Jean-Louis SCHLEGEL, « La question religieuse : relier la politique à l'espérance ? », *Esprit*, no. 339, Novembre 2007, p. 159.

1.1.3 Vers un libéralisme populaire et autoritaire

Libéral et religieux, Nicolas Sarkozy fait cohabiter – comme deux indissociables pistons de son moteur programmatique – «naturalisme social» et ordre moral. Piliers de sa construction idéologique, ces deux forces frappent par les effets contraires qu'elles ont sur le corps social. Compétition face à communion, morcellement contre cohésion, le paradoxe interpelle.

« [...] il (Nicolas Sarkozy) me fait malgré tout l'impression, si fréquente aujourd'hui avec les cadres et les classes moyennes supérieures restées croyantes, d'une sorte d'extériorité des convictions religieuses – excentrées en particulier par rapport au libéralisme dynamique et au modernisme agressif (économique, social, culturel) dont ils sont les porteurs. On les voit théoriciens de la «nature humaine éternelle», de l'inné génétique contre l'acquis culturel – histoire de sauver des positions sécuritaires et autres très terre à terre (la prison à vie pour les délinquants sexuels) »¹⁰¹.

Soulignée par Jean-Louis Schlegel, la posture adoptée ici par Nicolas Sarkozy alimente une étrange dichotomie qui mêle modernité effrénée et valeurs immuables, fuite en avant et lien organique avec le passé. Paradoxe assumé et alimenté, la double dynamique de rupture voulue par le candidat Sarkozy se dessine : libérale et conservatrice. Au pouvoir temporel d'insuffler l'élan libéral en plaçant l'individu au cœur du projet politique. Aux forces spirituelles de rassurer le corps social chahuté, de reformuler l'espérance d'un «croire ensemble» à une société morcelée qui perd sa faculté de vivre ensemble.

En prêchant pour la réconciliation du religieux et de la République, Nicolas Sarkozy réunit les deux forces qui cimentent sa vision sociétale. A priori antagonistes, elles se révèlent nécessaires dans la construction du discours de l'ancien ministre de l'Intérieur. La première légitime l'autre, et inversement. Car à mesure que le virage libéral revendique les inégalités et malmène la justice sociale, les nouvelles insécurités provoquées par ces mutations provoquent une forte demande d'ordre de la part d'un corps social fragilisé. Pour Eric Dupin, cette dynamique à première vue paradoxale répond, en réalité, à une logique implacable.

« Enfin, le chef de l'UMP redécouvre l'importance politique de la religion comme garante de l'ordre social. Les «valeurs traditionnelles» sont à l'honneur chez les conservateurs de tous les pays, et plus elles sont bousculées par la modernité, plus elles deviennent populaires. Étonnant paradoxe qui permet à la droite de les réactiver, profitant des réactions provoquées par des évolutions qu'elle favorise par ailleurs »¹⁰².

Si le rappel à l'ordre et les références religieuses sont à inscrire dans une grande tradition historique des partis de droite conservatrice, Nicolas Sarkozy est le premier, en France, à coupler cette orientation avec un goût assumé du libéralisme. Grâce à la qualité de ses discours, il réalise une synthèse inédite qui fait de lui le plus fidèle serviteur d'un libéralisme, symbole de modernité, et le garant d'un ordre moral de tradition conservatrice. A chaque catégorie sociale d'extraire de la synthèse la dynamique qui lui parle davantage.

« Ronald Reagan fut un champion en la matière : "Pendant qu'il offrira de plantureux abattements fiscaux aux riches, il promettra aux catégories populaires le retour à la loi, à l'ordre et au patriotisme". C'est la martingale «libérale-autoritaire» : du libéralisme économique pour les riches et de l'autoritarisme sociétal pour les pauvres. La recette a fait ses preuves outre-Atlantique ; la voici désormais importée en France »¹⁰³.

A l'image des républicains américains partis en quête de voix auprès des «angry white male»¹⁰⁴ lors de la prise du pouvoir de Ronald Reagan en 1980, le rappel à l'ordre brandi par Nicolas Sarkozy possède à la

¹⁰¹ Jean-Louis SCHLEGEL, « La question religieuse : relier la politique à l'espérance », *Esprit*, *op. cit.*, pp.161-162.

¹⁰² Eric DUPIN, *A droite toute*, *op. cit.*, p. 118.

¹⁰³ Ibid., p. 119-120. Eric Dupin cite ici l'ouvrage de Serge HALIMI, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004.

¹⁰⁴ Lire ici les «mâles blanc en colère» représentant des couches populaires blanches intégrées sur lesquelles le parti républicain a bâti sa reconquête de la Maison-Blanche en 1980. Voir Sylvain BESSON, « Comment Nicolas Sarkozy a gagné la bataille des idées », *Le Temps*, 18 mai 2007.

fois une dimension idéologique et une importance électorale de poids. En plaçant le débat sur le terrain de la morale et de l'ordre, l'ancien maire de Neuilly a conquis les classes ouvrières, représentantes de «cette majorité silencieuse», de cette «France qui se lève tôt» et qui votait jadis majoritairement à gauche. Nicolas Sarkozy se profile ainsi comme un libéral populaire, autoritaire et national avec tous les paradoxes que cela implique dans une économie globalisée. Il convient donc de reconnaître, avec Guy Sorman, sa filiation idéologique avec les figures de la révolution libérale conservatrice que sont Ronald Reagan et Margaret Thatcher ; une filiation que Jérôme Sgard résume dans un article essentiel au décryptage du «sarkozysme».

« S'il y a dans ce nouveau discours de la droite une inspiration thatchérienne, elle est ici : dans ce lien «victorien» établi entre d'une part une morale privée de l'effort et du gain, et de l'autre un programme de libéralisation mené par un chef déterminé »¹⁰⁵.

1.2 Que reste-t-il de la gauche libertaire ?

Face à une droite décomplexée et unifiée depuis 2002 autour d'un grand parti et d'un leader charismatique, la gauche française apparaît depuis plusieurs années en quête d'une redéfinition et une unité. Ébranlée par l'échec de Lionel Jospin en 2002 puis disloquée à l'occasion du referendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, elle tenait en ce rendez-vous présidentiel une occasion d'opérer une refonte idéologique. Incapables de se fédérer autour de leurs revendications, les formations d'extrême gauche ont joué un rôle marginal à l'exception toute relative du trotskyste Olivier Besancenot. Au Parti Socialiste, Dominique Strauss-Kahn – héritier de la lignée sociale-démocrate des Michel Rocard et Jacques Delors – pouvait prétendre tenir un rôle de modernisateur. Il s'est vu préférer Ségolène Royal, plus en phase avec l'opinion publique et les revendications des militants socialistes.

Comment dès lors interpréter la fulgurante ascension de Ségolène Royal au sein du PS puis à l'échelle nationale? Pour Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, « sa personnalité, ses idées, ses propositions, son langage et sa posture étaient en décalage et souvent en contradiction avec le projet, voire même avec la culture socialiste »¹⁰⁶. Ségolène Royal aurait ainsi représenté un choix contestataire pour la majorité des militants socialistes. Cette explication visant à réduire son investiture à l'expression d'un choix par défaut semble en bien des points réductrice. Rappel à l'ordre, identité nationale ou discours moralisateur sur les règles de vie en société, la candidate socialiste a clairement intégré dans son programme des thèmes et postures traditionnellement chers à la droite. Même si ces thèmes ne s'inscrivent pas dans un héritage idéologique que revendique le PS, ils représentaient une offre objective qui a plu aux militants. Était-ce là une manœuvre électorale visant à couper l'herbe sous les pieds de Nicolas Sarkozy ? Ou doit-on y reconnaître, comme certains le suggèrent, un nouveau signe d'une droitisation du paysage politique français qui sonne le glas des représentants de la «gauche libertaire» ?

1.2.1 La « nouvelle gauche » et les sirènes nationales et conservatrices

Soudaine, la popularité de Ségolène Royal s'est façonnée de manière atypique, à l'extérieur des tendances majoritaires et des structures du Parti socialiste. Elle peut s'expliquer par de nombreux facteurs plus ou moins pertinents : candidature féminine, démocratie participative, maîtrise de l'image et de l'opinion publique. Il convient d'ajouter à cette liste le fait que la candidate socialiste n'a pas hésité à s'emparer de sujets plébiscités par l'opinion et traditionnellement occupés par les candidats de droite. Eric Dupin insiste sur le phénomène.

« À l'automne 2006, Ségolène Royal s'est payé le luxe d'affirmer que son programme à elle serait « socialiste ». Sa candidature exprime pourtant parfaitement le mouvement de droitisation idéologique qui emporte dorénavant les socialistes français. C'est en pilonnant un certain nombre de tabous de la gauche que Royal a réussi à installer sa popularité puis à s'emparer de l'investiture socialiste »¹⁰⁷.

¹⁰⁵ Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, no. 335, juillet 2007.

¹⁰⁶ Alain BERGOUNIOUX, Gérard GRUNBERG, « Parti socialiste : l'heure des choix », *Esprit*, no. 339, novembre 2007. p. 189.

¹⁰⁷ Eric DUPIN, *A droite toute*, op. cit., pp. 209-210.

Deux exemples permettent d'illustrer le phénomène de «droitisation» que souligne Eric Dupin : la question de l'identité nationale et son rapport à la mondialisation et celle de l'autorité qui comprend l'interprétation de l'individualisme et du rapport à l'autre.

Ségolène Royal a surpris beaucoup de monde en réhabilitant durant la campagne les symboles de l'identité nationale. Au-delà du drapeau ou de la Marseillaise, il est intéressant de souligner que la candidate socialiste s'inscrit ici dans une dynamique de repli national qui a pris de l'ampleur à gauche depuis le référendum sur le traité constitutionnel de 2005. Articulés autour d'une critique de la mondialisation et de son dogme libéral, les représentants de la gauche française proposent une vision pessimiste de la globalisation qui les relègue dans une posture conservatrice. Si la critique est compréhensible parmi les formations de la gauche radicale, elle souligne chez les dirigeants socialistes une incapacité à expliquer la mondialisation, à la rendre moins anxiogène. Préférant éviter l'écueil d'une pédagogie de l'internationalisme, et de l'europhisme en particulier, Ségolène Royal a préféré réhabiliter la nation dans son rôle social¹⁰⁸. Pour Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, la candidate socialiste propose là une « conception nationale de la protection » qui laisse à Nicolas Sarkozy le manteau du progressiste sans pour autant empêcher le candidat de droite de faire vibrer la fibre nationale en d'autres occasions.

« Certes Ségolène Royal a compris la demande de réaffirmation de l'identité nationale et a eu raison d'y répondre. Mais son hymne à la France ne s'accompagnait pas suffisamment des idéaux historiques internationalistes et européens des socialistes pour se distinguer suffisamment d'un Nicolas Sarkozy, ici sur son terrain, et qui, avec la proposition de création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, pouvait toujours proposer beaucoup plus dans cette direction que la candidate socialiste alors que la vocation historique des socialistes était précisément, et demeure, de penser en même temps l'identité nationale et l'ouverture sur le monde »¹⁰⁹.

Sur le plan de la réhabilitation de l'ordre et de l'autorité, Ségolène Royal n'a pas eu, dans un premier temps, à véritablement forcer le trait. Fille de militaire élevée dans un environnement catholique pratiquant, l'ancienne ministre de la Famille n'est pas connue pour ses prises de positions libertaires. Ainsi, personne ne s'étonne d'entendre Edith Cresson justifier au mois de novembre son ralliement à la candidature Royal parce qu'elle représenterait : « la fin de Mai 68, la fin d'une époque sympathique mais avec ses dérives »¹¹⁰.

Prompte à interpréter les grandes tendances qui se dégagent de l'opinion publique, Ségolène Royal a probablement mieux analysé que les autres dirigeants socialistes le besoin d'ordre qui émanait d'une société frappée du sceau d'un individualisme toujours plus insolent. Pour Bergounioux et Grunberg, l'évolution des sociétés modernes provoque une double demande qui fait cohabiter un individualisme assumé, voire revendiqué, et des structures sociales plus autoritaires. Ce double mouvement a contraint les formations politiques à repenser leur vision du rapport à l'autre et leur définition des cadres de vie en société.

« Depuis de nombreuses années nous avons observé que les deux grandes tendances du libéralisme culturel, tolérance et libération des mœurs d'un côté, attitude à l'égard de l'autorité et règles de vie en société de l'autre, avaient divergé. Les Français sont de plus en plus tolérants et permissifs quant au droit de chacun au respect de sa vie privée, de ses croyances, de ces coutumes. L'individualisme de ce point de vue a triomphé, la droite ayant été obligée de s'adapter à cette situation. En revanche, la demande d'autorité et de respect des règles dans le fonctionnement de la société et du rapport à l'autre s'est accrue. L'anti-autoritarisme, très élevé dans les années 1970 et 1980, a faibli »¹¹¹.

A lire ces deux auteurs, la droite aurait donc mieux maîtrisé le virage vers une société de l'immédiateté et de l'individu. En intégrant le respect de la vie privée qu'il incarne et en le contenant à l'aide de normes plus rigides et autoritaires, elle est parvenue à faire de l'individualisme une valeur positive. Par opposition, la

¹⁰⁸ Lors de son annonce de candidature à l'investiture socialiste, Ségolène Royal proclame : « Chez nous, on le sait, le social et le national marchent ensemble, et c'est l'Etat qui est garant de leur alliance. ». Ségolène Royal, *Discours de Vitrolles*, 29 septembre 2006.

¹⁰⁹ Alain BERGOUNIOUX, Gérard GRUNBERG, « Parti socialiste : l'heure des choix », *Esprit*, *op. cit.*, p. 195.

¹¹⁰ Michel WAINDROP, « Mai 68 est-il responsable de tous les maux ? », *La Croix*, 12 décembre 2006.

¹¹¹ Alain BERGOUNIOUX, Gérard GRUNBERG, « Parti socialiste : l'heure des choix », *op. cit.*, p. 192.

gauche se focalise sur la dimension collective et peine à délimiter les champs de la responsabilité individuelle et de la responsabilité collective ; une confusion qui alimente une image antisociale de l'individualisme.

En s'emparant de la thématique de l'ordre, Ségolène Royal ne fait pas seulement le constat des lacunes du Parti socialiste en la matière. Elle s'inspire également de la recette qui a mené le parti travailliste anglais vers le renouveau. Chantre de la troisième voie, Tony Blair et son social libéralisme inspirent Ségolène Royal. L'ancien chef du Labour est un homme pieux. Sa vision de la société fait cohabiter le respect d'un individualisme traditionnellement ancré dans les mentalités anglo-saxonnes et les élans d'un socialisme de valeurs qui prône une discipline morale individuelle et collective. Tony Blair se plaît ainsi à truffier ses discours de référence morale.

« Il « exprime ses aspirations en des termes soit purement mécanistes (« rentabilité », « efficacité », « déréglementation », etc.) soit empruntés à un ordre moral qu'on imagine d'origine judéo-chrétienne (« cela est juste et bon »), mais qu'on a vidé de sa transcendance. » Blair ne fait pas mystère de sa foi religieuse. Ce mélange entre libéralisme économique et moralisme sociétal rappelle étrangement les recettes de la droite américaine »¹¹².

Si le mélange rappelle les recettes de la droite américaine, il ressemble aussi étrangement aux discours de Nicolas Sarkozy. Lorsque l'on sait que Ségolène Royal a souvent défendu le bilan de l'ancien Premier ministre britannique lors de ses premiers mois de campagne, l'alignement général a de quoi troubler les esprits. Comme l'analyse de ses choix lexicaux le soulignait, Ségolène Royal a fait le pari d'occuper le terrain sur des thématiques habituellement chasse gardée des partis de droite. Cette stratégie dite de la triangulation avait porté, en son temps, les reconquêtes de Bill Clinton et de Tony Blair. Elle vise à se positionner sur un sujet électoralement peu porteur pour son camp avant que l'adversaire n'exploite cette faiblesse relative et vous accule dans une posture défensive. En brandissant l'« ordre juste », Ségolène Royal a voulu couper l'herbe sous le pied autoritaire de Nicolas Sarkozy et, du même coup, éviter la mésaventure rencontrée par Lionel Jospin en 2002, pris au piège par la polarisation du débat autour du thème de l'insécurité.

Fortement inspirée par les méthodes des « nouvelles gauches » anglo-saxonnes, Ségolène Royal a fait le choix d'une conquête du pouvoir par sa droite qui aurait pu s'avérer payante. Qu'il soit perçu comme une manoeuvre tactique ou le symptôme d'une « dérive des continents idéologiques » vers la droite, ce choix vient en tous les cas confirmer la tendance qui pousse la gauche à inscrire de plus en plus « son action dans le cadre mental de l'adversaire »¹¹³.

1.2.2 Intellectuels : la fin du couple libertaire – progressiste ?

Durant la campagne, la quasi-totalité du spectre politique français a semblé acquiescer aux vertus d'un discours visant à réhabiliter une responsabilité individuelle d'ordre moral. Phénomène global, cette rhétorique se développe au-delà des clivages politiques et tend à rendre obsolète l'opposition traditionnelle entre les oppositions libertaire – autoritaire et progressiste - réactionnaire. Face à cette tendance qui remet en cause l'individualisme roi et l'élargissement continu des droits de la personne, les frontières idéologiques vacillent. Pour Gilles Lipovetsky, « la société voit désormais les limites de la dynamique libérationniste ». Dans une critique qui associe modernité et permissivité, une majorité de l'opinion publique aspirerait à une restauration de l'autorité traditionnelle et d'une partie des règles et normes qui l'accompagnaient¹¹⁴.

Phénomène contingent à cet élan de nostalgie pour l'ordre ancien, le mouvement libertaire s'essouffle. Il doit laisser la force de proposition et donc de mouvement aux intellectuels et politiques qui remettent en cause le « progrès social ». Ces critiques lancées contre une modernité débridée peuvent-elles, dès lors, être considérées comme « réactionnaires » ? Pour l'historien Pierre-André Taguieff – identifié comme « nouveau

¹¹² Eric DUPIN, *A droite toute*, op. cit., p. 203. L'auteur cite ici Philippe AUCLAIR, *Le Royaume enchanté de Tony Blair*, Paris, Fayard, 2006.

¹¹³ Eric DUPIN, *A droite toute*, op. cit., pp. 213-214.

¹¹⁴ Le philosophe est cité par Marie-Paul VIRARD, « Tous Réacs ? », *Enjeux – Les Echos*, 1^{er} mars 2007.

réactionnaire» dans l'ouvrage de Daniel Lindenberg – toute critique émise à l'encontre du fonctionnement de la démocratie libérale est automatiquement taxée de «pensée réactionnaire».

« S'interroger, d'une façon non apologétique, sur l'héritage de Mai 68, c'est hautement suspect. Penser qu'il importe de lutter contre l'insécurité, c'est sombrer dans l'autoritarisme (toujours «populiste»). Douter des vertus de la «culture de masse», c'est donner dans un élitisme «passéiste». Mettre en doute les bienfaits du «tourisme de masse», ne pas croire qu'il s'agit là d'un progrès considérable propre aux «sociétés ouvertes», c'est mépriser les masses, et douter des «progrès» de la «démocratie». Soumettre à un examen critique ce qu'il est convenu d'appeler l'«antiracisme», c'est insensiblement glisser vers le racisme et la xénophobie »¹¹⁵.

Autre intellectuel accusé de dérives réactionnaires, Alain Finkielkraut résume l'ensemble de ces griefs. Pour le philosophe, la notion de progrès induite dans le fonctionnement de la démocratie libérale serait devenu un indéboulonnable totem dont les défenseurs ne supportent aucune critique.

« Mais le démocrate a laissé place au démocrate. Pour celui-ci, la démocratie n'est pas une scène où s'échange des opinions ; c'est un mouvement irrésistible : incarnant l'histoire en marche, le démocrate s'indigne de rencontrer tant de momies, tant de rebus, tant de vestiges de l'Ancien Régime parmi ses contemporains »¹¹⁶.

Cette mosaïque de critiques semble dénoncer la fuite en avant d'une société de l'excès, du trop plein. On y distingue la remise en question du mythe du progrès perpétuel, porteur d'une vision optimiste et linéaire de l'histoire qui prévaut dans nos sociétés modernes. Aujourd'hui portée par une logique libérale qui a troqué son pendant libertaire pour un garde-fou autoritaire, la notion de progrès se renforce au sein des milieux économiques à mesure qu'il se trouve contesté par le tissu social et le monde culturel. Conséquence de ce fossé qui se creuse dans les représentations, le progressisme de gauche – fait d'avancées matérielles au service de l'émancipation sociale – se transforme en pessimisme culturel. Il cède, du même coup, le monopole de la dynamique progressiste à une droite libérale décomplexée qui impose sa vision du progrès construite autour d'une accumulation perpétuelle du capital¹¹⁷.

Il résulte de cette évolution des cadres théoriques que les étiquettes de «progressistes» et «réactionnaires» ne s'opposent plus avec la même clarté. Historiquement optimiste, la gauche est empruntée face à cette redistribution des cartes idéologiques qui confère l'habit progressiste à une droite libérale aux accents conservateurs et autoritaires. Pour Pierre Rosanvallon, les nouveaux rapports de force intellectuels et politiques qui en résultent s'expliquent par « une panne de l'intelligence critique et des pensées de la modernisation ».

« Alors que le débat a longtemps opposé les visions modérées et révolutionnaires du progrès, l'actuelle décomposition des pensées de l'histoire a débouché sur une propension à la détestation générale de ce qui change, de ce qui bouge, et sur une volonté de retour au passé. La question n'est pas simplement celle du virage à droite de la société. C'est quelque chose de plus profond »¹¹⁸.

Critique d'un progressisme béat et de l'affirmation sans limite du primat de l'individu, «le rappel à l'ordre» tel qu'il a été proclamé par les candidats de l'élection présidentielle se pare certainement d'une robe réactionnaire. Il serait néanmoins erroné de le réduire à l'unique expression d'une réaction. De Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal, la tentation de l'oxymore – «ordre en mouvement», «autorité juste» - fait écho à celui de «Révolution Conservatrice». La tension contenue dans cette association paradoxale traduit plus qu'une simple volonté de retour à l'Age d'or.

Ne suggère-t-elle pas plutôt un changement de paradigme marquant le passage à une vision cyclique de l'histoire ? Motivé par la nécessité de rompre avec un «ordre des choses» qui a laissé la logique libérale s'emparer seule de l'idée de progrès et consacrer l'individu au détriment d'un véritable projet de société,

¹¹⁵ Pierre-André TAGUIEFF, « Le nouvel opium des intellectuels », *Le Figaro*, *op. cit.*.

¹¹⁶ Joseph MACE-SCARON, Alexis LACROIX, « Une Interview du grand homme défiguré », *Le Figaro*, *op. cit.*

¹¹⁷ Pierre-André TAGUIEFF, *Le sens du progrès. Une approche historique et philosophique*. Paris, Flammarion, 2004.

¹¹⁸ Jean BIRNBAUM, « Il faut refaire le bagage d'idées de la démocratie française », *op. cit.*

l'élan conservateur et autoritaire reviendrait alors à reculer pour mieux sauter. L'artifice rhétorique est efficace. Il fait de la réhabilitation de l'ordre et de l'autorité un gage de progrès et – vertigineux retournement théorique – de l'élan libertaire et émancipateur une position réactionnaire.

2. Réhabilitation du politique, du discours à la méthode

Dans ses élans conservateurs et moraux, le discours du rappel à l'ordre dénonce les dérives d'une société individualiste, coupable d'avoir ébranlé l'autorité des communautés traditionnelles : famille, nation, école, église. Alimenté par l'essor des technologies de l'information, le phénomène aurait définitivement consacré la victoire de l'individu sur le collectif. Conséquence logique, cette tendance au morcellement du corps social réduit sensiblement le champ d'action des institutions chargées de penser la communauté. Le pouvoir politique n'est pas épargné par cette mutation. Pour le philosophe et historien Marcel Gauchet, l'état de la démocratie telle qu'elle trouve son expression dans les pays industrialisés serait même préoccupant. Idéologiquement convaincues du caractère inaliénable des droits de l'individu, nos sociétés auraient de plus en plus de mal «à agir sur elles-mêmes selon une perspective d'ensemble». Selon le directeur de la revue *Le Débat*, le phénomène – diamétralement opposé à celui des régimes totalitaires qui sacrifiaient la liberté des personnes dans une quête de la maîtrise collective – n'en demeurerait pas moins dangereux.

« Nous avons vu au XX^e siècle, des aspirations démocratiques dévoyées alimenter l'ambition d'une puissance collective totale, prête à broyer ses membres sans états d'âme, puisque «ce sont les masses qui font l'histoire». Nous nous trouvons désormais devant une entente majoritaire de la démocratie qui sacralise à ce point les droits des individus où elle se fonde qu'elle sape la possibilité de leur conversion en puissance collective »¹¹⁹.

Allégé de sa dimension alarmiste, le constat interpelle par son diagnostic d'un système politique «réconcilié dans ses fondements et avec ses principes», mais qui pêche à traduire ses «conditions d'existence» en «conditions d'exercice». De ce paradoxe résulte l'état des démocraties libérales, incontestablement célébrées idéologiquement mais de plus en plus malmenées par une opinion publique lasse du décalage entre le «dire» et le «faire».

Regroupée sous l'intitulé de «crise du politique» ou «crise de la représentation», cette critique insiste sur le fossé qui se creuse entre gouvernés et gouvernants. Abondamment théorisé en France depuis l'élection présidentielle de 2002 puis après le rejet du traité constitutionnel européen, la crise du politique a été empoignée par la totalité des candidats en campagne. Pour convaincre leurs concitoyens de leur capacité à les extraire de cette crise, ceux-ci ont proposé des remèdes différents capables de remédier aux défis structurels que rencontre le système politique français.

Yves Sintomer, politologue directeur adjoint du Centre Marc Bloch à Berlin, identifie ces défis et les regroupe en six causes principales. 1) Premier écueil, la politique apparaît comme impuissante face à la mondialisation économique. L'Etat providence est fragilisé et les perspectives d'avenir des nouvelles générations sont souvent plus sombres que celles de leurs parents. 2) Conséquence directe, les classes populaires se désintéressent du politique. Confortées par le recul des identités de classe, elles se réfugient dans l'abstention. 3) Dans le cadre des mentalités, «L'émergence d'une société du risque» provoque une culture du doute dont le relativisme remet en cause l'autorité politique et scientifique. 4) Sur le plan idéologique, la France reste profondément attachée aux dogmes républicains qui, pour l'auteur, incarnent aujourd'hui plus souvent l'Ordre que le mouvement. 5) «La crise de l'action publique bureaucratique» dont la lourdeur fait pâle figure face au dynamisme de la gestion privée. 6) Finalement, les «causes internes au système politique» français dont la professionnalisation de ses représentants se traduit, selon Sintomer, par «un véritable autisme social»¹²⁰.

¹¹⁹ Marcel GAUCHET, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002, p. XXVII.

¹²⁰ Yves SINTOMER, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 20-27.

Conscients du «climat de défiance généralisé»¹²¹ qui caractérisait la représentation du pouvoir politique au sein de la population française avant la campagne présidentielle, les principaux candidats ont abondamment abordé les enjeux de l'exercice du pouvoir politique. Le temps d'un trimestre, la campagne a passionné les Français et réinstallé le débat politique dans l'espace public. Porteurs de ce «retour au politique», les deux finalistes du second tour ont symbolisé un changement de génération, et avec lui l'arrivée de nouvelles grammaires politiques. Unis dans cette volonté de réconcilier les citoyens et la politique, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal ont cependant employé des moyens et affiché un style diamétralement opposés. Il convient de préciser et éclairer cette opposition.

2.1 Nicolas Sarkozy : bonapartiste compassionnel

Durant la campagne, Nicolas Sarkozy a annoncé de nombreuses fois depuis la tribune «de retour du politique». Pour le président de l'UMP, la classe politique doit rebâtir sa légitimité par l'action et la démonstration de sa capacité. Associée à une intégrité retrouvée, elle pourrait reconquérir une autorité morale qui s'est érodée au fil du temps. Dès son accession au pouvoir, Nicolas Sarkozy a œuvré dans le sens de ses discours. Volontariste à l'extrême, il s'affiche sur tous les fronts comme pour assurer l'opinion de sa mainmise sur l'ensemble des dossiers. Grâce à une excellente maîtrise de son image, le nouveau président impose sa vision, son interprétation de l'actualité. Il délègue peu et incarne à lui seul l'autorité de l'Etat. Mais dans un jeu de balancier subtil, le nouveau chef de l'Etat sait également, par le ton de son discours et le soin qu'il met à soutenir les victimes, se situer au plus près du «peuple souffrant». Grâce à cette gestion du pouvoir presque bipolaire, Nicolas Sarkozy apparaît tantôt comme le guide omniprésent et parfois autoritaire de la nation, tantôt comme un président à l'écoute du peuple et de l'opinion publique. Il a tout du bonapartiste compassionnel.

2.1.1 Le retour du bonapartisme

État centralisé autour du pouvoir de son chef et reposant sur l'adhésion de la population, le bonapartisme est, avant tout, l'expression d'une réhabilitation de l'autorité dans la démocratie. Tant son programme que sa représentation de l'exercice politique font de Nicolas Sarkozy la parfaite incarnation d'un bonapartisme moderne. En prêchant la rupture dans la continuité et en donnant à l'ordre une connotation progressiste, le candidat de l'UMP a marché, toute proportion gardée, dans les traces du général Bonaparte. Pour Alain Duhamel, Nicolas Sarkozy a perçu – comme Bonaparte après les secousses de l'ère révolutionnaire – le souhait exprimé des Français pour un retour à l'ordre mais non dépourvu d'ambition. Il y répond avec les outils de son temps, en affichant sa volonté d'instaurer «un régime autoritaire et plébiscitaire, garantissant la paix intérieure, faisant miroiter le prestige extérieur»¹²².

Si dans les grandes lignes programmatiques, les synergies existent. Elles sont probablement plus évidentes dans le cadre de l'exercice du pouvoir. Trait marquant dans le discours du candidat Sarkozy, le pouvoir politique est largement représenté par le caractère centralisé de l'Etat, lui-même incarné par la volonté de l'élu. Cette représentation est confirmée par le volontarisme de Nicolas Sarkozy, celui-ci confinant parfois au culte de l'action.

« Sarkozy est peut-être libéral économiquement, il est certainement républicain, mais il est avant tout un politique bonapartiste, pour qui le changement dans la société vient du sommet et suppose l'autorité. Prenons juste deux exemples : l'absence complète dans son programme de toute proposition de décentralisation ; et surtout, un discours tourné vers l'individu, ses responsabilités et ses droits, dans lequel une contribution très maigre est laissée à la société civile, ou attendue d'elle »¹²³.

Les remarques de Jérôme Sgard vont ici dans le sens de celles émises au terme de notre étude de discours. Pour Nicolas Sarkozy, la classe politique ne pourra rebâtir son autorité qu'à travers une structure de pouvoir verticale, partant d'un chef assez charismatique et compétent pour atteindre et influencer le

¹²¹ Emmanuel LEMIEUX, «Enquête - L'Etat de la démocratie et de ses élites en France (1/10)», *Nouvel Economiste*, 5 avril 2005.

¹²² Alain DUHAMEL, «Le retour du bonapartisme», *Libération*, 22 août 2007.

¹²³ Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, *op. cit.*

citoyen sans utiliser des relais non étatiques. Il est intéressant de souligner que cette représentation de l'action politique est parfaitement en phase avec les cadres idéologiques du candidat Sarkozy. Nous l'avons souligné, l'ancien ministre de l'Intérieur construit sa vision politique sur un socle de valeurs au centre desquels trône l'individu. Il n'est donc pas étonnant de le voir négliger ainsi la société civile, entité collective peu définissable qui éloigne le pouvoir de l'individu comme autant d'obstacles entre la morale d'Etat et la responsabilité individuelle, valeur pivot à ses yeux.

Cette représentation verticale du pouvoir qui lie directement et presque organiquement le président aux citoyens sert parfaitement le discours de valeurs de Nicolas Sarkozy. De cette cohérence entre l'exercice du pouvoir et le sens qu'il souhaitait lui donner, Nicolas Sarkozy a vraisemblablement puisé les forces qui ont fait de lui la «bête médiatique» qu'il a été durant la campagne. Éloquent et convaincant, il a marché sur l'Elysée à la façon d'un général des armées d'Italie.

« Chez les bonapartistes, l'autorité personnelle, la primauté médiatique et la scénographie de la rupture contrôlée ont toujours convergé. [...] Nicolas Sarkozy veut instaurer un régime quasi présidentiel : tradition consulaire. Il s'engage ses réformes tambour battant, au pas de charge : tropisme consulaire. Il aime convaincre, il veut ouvrir, il parie sur une nouvelle bourgeoisie d'affaires, sur le mérite et sur l'argent : héritage consulaire. Il se forge sa propre idéologie, hypervolontariste, hyperréaliste : un miroir contemporain dans un cadre résolument empire »¹²⁴.

Cohérent et porté avec un enthousiasme conquérant, ce discours possède également l'énorme avantage de s'inscrire parfaitement dans la tradition centraliste républicaine. En France plus qu'ailleurs, le citoyen se représente l'espace politique dans le cadre de l'Etat central. Dépositaire de la légitimité du débat public, cette scène nationale exige visibilité, ambition et autorité. Par sa débauche d'énergie et son discours volontaire et castrateur («Je veux», «Je ne veux pas»)¹²⁵, Nicolas Sarkozy a su incarner cette exigence d'Etat. Maître de son image en toute circonstance, il met en scène son action politique de manière résolument moderne mais prend toutefois soin de s'inscrire dans l'imaginaire populaire du président père de la nation. Et perpétuer ainsi la tradition des monarques républicains de la V^{ème} République.

Ultime filiation bonapartiste, Nicolas Sarkozy voit dans «le retour du politique» un signal fort dirigé contre une forme de fatalisme ambiant. La démarche se veut donc résolument volontaire et ambitieuse. Elle vise à réhabiliter le pouvoir politique comme acteur principal de la scène mondiale et lutter ainsi contre la vision pessimiste d'une globalisation économique dont les conséquences échapperaient aux appareils politiques nationaux. Pour Jérôme Sgard, l'ambition naturelle contenue dans un exercice du pouvoir incarné par un président charismatique et volontaire rassure une opinion publique sujette au découragement.

« « Déclinisme » et néo-bonapartisme auraient en somme partie liée, là où le discours commun international voit plutôt dans le second la cause du premier. Inversement, l'appel girondin à la société civile et à la décentralisation serait associé dans un tel contexte à l'idée d'une démission ou d'un renoncement »¹²⁶.

2.1.2 Vers une démocratie compassionnelle

La figure du président omniscient voulue par Nicolas Sarkozy place la fonction et l'homme sur un piédestal. Comment expliquer dès lors le plébiscite rencontré par un candidat dont la représentation du pouvoir présidentiel n'œuvre en rien à la réduction du fossé entre gouvernants et gouvernés ? Si ses démonstrations de savoir-faire suscitent une admiration génératrice de distance entre Nicolas Sarkozy et le peuple, le futur président compense cet éloignement par une maîtrise inégalée de l'espace médiatique. A travers sa rapidité de réaction et sa faculté à se situer au plus près des faits divers qui secouent l'opinion, Nicolas Sarkozy rétablit de la proximité avec le citoyen. L'agenda politique devient alors un outil stratégique qui lui permet de rétablir un lien direct – souvent émotionnel ou moral vu la nature des faits

¹²⁴ Alain DUHAMEL, «Le retour du bonapartisme», *Libération*, *op. cit.*

¹²⁵ Voir ici les travaux de l'historien et linguiste Damon Mayaffre, cité par Philippe JEROME, « Ces mots qui révèlent une politique », *L'Humanité*, 18 avril 2007.

¹²⁶ Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, *op. cit.*

divers – entre le pouvoir et les individus. Une démarche qui évite de perdre trop de temps dans les médiations institutionnelles et permet d’accompagner en temps réel la formation de l’opinion publique.

« Temps médiatique et temps politique coïncident presque totalement. La politique se fait au contact de la vie immédiate de la démocratie. De ce point de vue, le style de Nicolas Sarkozy est proche de celui de Tony Blair. Ils ont en commun l’énergie, le changement, la réactivité à l’événement. L’hypervisibilité médiatique expose certes. Mais elle est paradoxalement un gage de longévité dans la mesure où elle domestique « l’activité contre-démocratique ». La défiance ne peut s’exprimer contre celui qui alimente en permanence son principal organe d’expression »¹²⁷.

En s’inscrivant dans le quotidien de la population, Nicolas Sarkozy compense la distance qu’il impose dans son exercice du pouvoir par une « proximité du ressenti ». Le souci qu’il affiche à se positionner systématiquement au côté des victimes illustre parfaitement ce que Myriam Revault d’Allones nomme « le zèle compassionnel ». Pour la philosophe, Nicolas Sarkozy incarnerait une tendance qui se généralise et qui pousse les gouvernants à installer le ressenti collectif au cœur de l’espace public. Comme si leur capacité de compassion était devenue un des fondements de leur légitimité politique.

« C’est à la montée de la plainte issue des nouvelles souffrances sociales que prétend répondre un certain style d’intervention politique qui multiplie les manifestations d’empathie et l’accompagnement au quotidien des émotions individuelles et collectives. Cette « politique de la pitié » est aujourd’hui indissociable de la médiatisation qui installe la réaction – plutôt que l’action – politique dans le temps court voire dans l’instantané, au détriment du temps, nécessairement différé, de la réponse adéquate »¹²⁸.

Derrière ce phénomène de récupération politique de la compassion se dresse la confusion entre le « peuple citoyen » et le « peuple souffrant ». Alors que le premier est source de la légitimité démocratique autant qu’artisan de son processus, le second prend les traits d’un corps social construit autour d’un ressenti collectif – matérialisé par l’opinion publique – mais dépourvu de quelconque fonction dans l’élaboration d’un projet de société. Selon ce modèle, le gouvernant s’invite dans le quotidien du peuple pour en partager les joies (événements sportifs et culturels) ou les peines (catastrophes naturelles, obsèques). Mais il exclut ce dernier de tout processus visant à penser la société. Le ressenti devient alors facteur de proximité et garant d’une représentation qui n’existe que très partiellement dans le cadre de la délibération politique.

« Ses (N. Sarkozy) multiples – et parfois intempestives – déclarations sur la nécessité d’une répression plus sévère sont toujours prononcées sur les lieux, à côté des victimes. Le président ne cherche plus à se placer au-dessus de la mêlée mais il se situe dedans. [...] Se montrer aux côtés des victimes est une manière de récupérer un peu de ce pouvoir de représentation »¹²⁹.

A la lumière des considérations qui précèdent, le style de Nicolas Sarkozy impressionne par la synthèse qu’il réalise entre une tradition bonapartiste de l’incarnation du pouvoir et la modernité de sa gestion de l’opinion et du ressenti collectif. Le futur président de la République réussit ainsi le tour de force d’allier la démonstration de sa capacité tout en alimentant un lien de proximité avec le peuple. Si la performance est de taille, il convient d’en souligner le caractère fictif. En effet, Nicolas Sarkozy a construit sa légitimité en réunissant autour de sa personne ces deux pôles contradictoires mais sans pour autant les faire cohabiter dans un processus démocratique cohérent. Adeptes des vieilles grammaires gouvernementales, il défend la vision d’un pouvoir politique très hiérarchique qui ne laisse presque aucune place à la participation de la société civile dans le processus décisionnel. Par opposition, le lien de proximité qu’il tisse avec le peuple est de l’ordre du ressenti. Ce dernier lui permet d’alimenter la dimension morale de son discours mais en aucun cas de recueillir des informations qui pourraient être ensuite traduites dans ses choix politiques.

¹²⁷ Antoine GARAPON, Denis SALAS, « La victime plutôt que le droit », *Esprit*, no 339, Novembre 2007, pp. 78-79. Les auteurs citent dans cet extrait : Pierre ROSANVALLON, *La contre-démocratie. La politique à l’âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

¹²⁸ Myriam REVAULT D’ALLONES, « Le zèle compassionnel de Nicolas Sarkozy », *Esprit*, no. 339, Novembre 2007, p. 144.

¹²⁹ Antoine GARAPON, Denis SALAS, « La victime plutôt que le droit », *Esprit*, *op. cit.*, p. 75.

2.2 Ségolène Royal : participation et distance

Pendant que Nicolas Sarkozy se voulait l'incarnation d'un « retour du politique », Ségolène Royal a mené campagne en vantant les mérites de sa « révolution démocratique ». Si l'objectif avoué de la réconciliation entre citoyens et politique coïncide, les moyens proposés par les deux candidats en vue de sa matérialisation s'opposent frontalement. A la démonstration de force et l'incarnation du pouvoir choisie par son concurrent, Ségolène Royal décide, elle, de rendre une partie du pouvoir (de proposition) au peuple en développant un réseau de relais participatif. D'abord par l'intermédiaire de son site « Désir d'avenir »¹³⁰ puis, dès son investiture avec l'aide des sections régionales du Parti socialiste, la présidente de région a matérialisé un processus de consultation et de dialogue avec la population qui a contribué à l'élaboration de son programme, énoncé le 11 février 2007 à Villepinte. Emblématique, la démarche offre une image assez précise des réformes de l'exercice politique souhaitées par Ségolène Royal. Horizontal et décentralisé, le pouvoir politique voulu par la candidate du PS doit être l'expression d'une meilleure interaction entre les représentants de la société civile et les institutions. A l'écoute des préoccupations de la population, il doit créer les conditions d'une participation des collectivités à l'élaboration du projet démocratique et permettre ainsi de rapprocher les gouvernés des gouvernants.

En lançant la démocratie participative dans le débat de l'élection présidentielle, Ségolène Royal a fait le pari d'instaurer de la proximité dans le processus d'élaboration du projet politique. En revanche, elle a souvent peiné à « incarner » cette proximité dans ses échanges directs avec la population. Qu'elle suscite admiration ou rejet, la candidate du PS a entretenu une forme de distance presque mystique qui tranchait avec le « parler vrai » du candidat Sarkozy. Entre le bonapartisme compassionnel du candidat de l'UMP et l'élan participatif austère de Ségolène Royal, l'opposition ne pouvait donc pas être plus tranchée.

2.2.1 La démocratie participative : vers une citoyenneté active

Méthode puis proposition symbolique de la campagne de Ségolène Royal, la démocratie participative trouve ses origines dans les mouvements féministes des années septante et se développe depuis une décennie notamment dans le sillage de l'alter-mondialisme. La ville brésilienne de Porto Alegre présente même une structure pyramidale basée sur un modèle de démocratie participative qui influe directement sur le pouvoir exécutif.

« La démocratie participative est plus que la démocratie représentative - puisqu'elle vise à compléter cette dernière en refusant d'abandonner aux élus le monopole de l'initiative et de la discussion - mais moins que la démocratie directe - en ceci que le pouvoir de décision, notamment parlementaire, ne semble pas remis en question »¹³¹.

Empoignée par la candidate socialiste dans le but de réintégrer l'espace politique dans l'espace public, la démocratie participative prône l'idée d'un enracinement du dialogue politique au sein de toutes les strates de la société civile. Plutôt que d'être appelé sporadiquement à se prononcer sur un acte symbolique fort mais coupé des contingences de son quotidien, le citoyen participe à la formation progressive d'une conscience et d'une rationalisation du débat de société. Quelque soit la forme qu'elle emprunte, la démocratie participative s'inscrit dans la tradition de médiateur démocratique que Jürgen Habermas a accordé aux associations dans la formation de l'Espace public.

« J. Keane attribue à ces associations la tâche, voire la fonction de « maintenir et de redéfinir les frontières entre la société civile et l'Etat à travers deux processus interdépendants et simultanés : l'extension de l'égalité sociale et de la liberté, et la restructuration et la démocratisation de l'Etat. ». Il s'agit donc d'associations qui contribuent à la formation d'opinions. Elles n'appartiennent donc pas au système administratif comme les partis politiques fortement étatisés, mais elles visent cependant des effets politiques grâce à une influence publique »¹³².

Spécialiste de J. Habermas et grand partisan de la voie participative, Yves Sintomer voit dans le développement de la démocratie participative un moyen d'éviter le triple écueil qui menace les démocraties

¹³⁰ www.desirsdavenir.org

¹³¹ Guy CARCASSONE, « La démocratie participative à la loupe », *Le Point*, 7 septembre 2006.

¹³² Jürgen HABERMAS, « L'espace public, 30 ans après », *Quaderni*, no 18, 1992, p.185.

libérales. Capable par ses structures d'étendre la portée du débat public et de redonner du même coup un caractère actif à la citoyenneté, la démarche participative peut, selon lui, « rompre avec le monopole des élus sur la définition de l'intérêt général sans tomber dans les travers de la démocratie médiatique ou se perdre dans les méandres d'une «gouvernance» exercée par des groupes d'intérêts non contrôlés »¹³³. Par son caractère didactique et civique, la démocratie participative permet d'inscrire le processus de la délibération politique dans le temps long de la délibération et de la recherche du consensus. Elle apparaît ainsi comme une alternative crédible au règne des sondages et de la politique de l'opinion et du ressenti. Par ailleurs, elle équilibre par son assise sociale le décalage de représentation existant entre une classe politique professionnelle coupée des réalités et une population peu concernée par un exercice du pouvoir opaque et lointain. Enfin, la démocratie participative compense le poids toujours plus important des lobbies en confiant les rennes de la proposition (puis de la délibération) politique à des intervenants retenus de manière aléatoire, sur le modèle des jurys populaires tirés au sort.

Abondamment théorisée, la démocratie participative n'a pas encore trouvé de matérialisation dans ses formes les plus abouties. Une concrétisation de ces principes nécessiterait des transformations radicales dans les rapports de pouvoir existant dans nos sociétés. Les structures mises en place – certes en très peu de temps – par Ségolène Royal prouvent l'écart existant entre la théorie et la pratique.

« Dans le débat français, ce que l'on appelle aujourd'hui «démocratie participative» n'est généralement que de la «démocratie de proximité», dans le double sens d'une démocratie qui se limite au microlocal (ou à un secteur précis des politiques publiques) et qui rapproche gouvernants et gouvernés en organisant entre eux une communication plus intense »¹³⁴.

Par l'intermédiaire des élus socialistes locaux et de leur proximité naturelle avec la population, la candidate du PS a tissé un réseau de relais participatifs qui a fait office d'organe de consultation lors de la phase de pré-campagne. Le procédé est certes embryonnaire en regard des prétentions de la démocratie participative dans son ensemble mais il a eu le mérite de répondre aux dégâts causés par la «crise du politique» en explorant une piste nouvelle vers plus de proximité, de participation et de représentativité.

2.2.2 « Une icône postmoderne »¹³⁵ austère et distante

A travers sa volonté d'imposer la démocratie participative comme une «nouvelle grammaire» politique, Ségolène Royal a manifesté son envie de replacer la délibération politique au cœur de la société. Par l'écoute et le dialogue que la pratique suppose, elle a revendiqué une très forte proximité avec l'électorat. Cependant, la présidente de Poitou-Charentes n'a jamais réussi à incarner affectivement la proximité politique que son programme défendait objectivement. Porteuse de l'idée d'une politique de proximité, elle a pourtant rarement semblé capable de s'emparer d'un ressenti commun qui aurait fait d'elle la présidente de toutes les réunions de quartiers de l'hexagone.

Le phénomène est difficilement saisissable tant il fait appel à des interprétations d'ordre symbolique. Il demeure que la majorité des descriptions de Ségolène Royal publiées par les chroniqueurs et écrivains durant la campagne se rejoignent pour lui conférer une forme d'aura religieuse. Ainsi, pour ne citer que les plus médiatiques des commentateurs, Philippe Sollers parle d'une «apparition rayonnante», pendant que Bernard-Henri Levy hésite entre une «Jeanne d'Arc pour âge cathodique» et l'«Immaculée Conception néosocialiste»¹³⁶. Très présente lors de l'investiture socialiste, cette évocation religieuse survit à l'épreuve d'une campagne, pourtant riche en franchises empoignades et coups bas. Au milieu d'une salve de critiques, Alain Duhamel relève avec une certaine perplexité, dans les colonnes de *Libération*, l'aura presque mystique dont Ségolène Royal jouissait auprès de ses partisans.

¹³³ Yves SINTOMER, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, op. cit., pp. 156-157.

¹³⁴ *Ibid.*, p.164.

¹³⁵ Charles JAIGU, « De la difficulté pour Sarkozy le «moderne» de croiser le fer avec Ségolène la «postmoderne», *Le Figaro*, 10 janvier 2007.

¹³⁶ Bernard-Henry LEVY, «Les deux destins de Ségolène», *Le Point*, 23 novembre 2006. Philippe SOLLERS, «Mignonne, allons voir... - l'essai de la semaine », *Le Nouvel Observateur*, 23 novembre 2006. Ce dernier papier est en réalité une critique du livre de Marc LAMBRON, *Mignonne, allons voir...*, Paris, Grasset, 2006.

« Elle a suscité chez beaucoup d'électeurs de gauche une ferveur quasi religieuse, submergeant des foules admiratives, bien qu'elle soit piètre oratrice. Elle-même, comme magnétisée par cette adulation, y puisait une force et une assurance, dervichant littéralement au-dessus de la mêlée politique. C'est (pour certains) une surprise : elle a fait grande impression »¹³⁷.

De cette mosaïque de descriptions forcément subjectives, il subsiste l'image d'une candidate capable de susciter fascination ou rejet avec la même intensité mais qui, par contre, ne possède pas le don d'empathie de son rival. Pour Charles Jaigu, Ségolène Royal a construit cette représentation désincarnée et mystique autant à travers son mode de communication que par le contenu hybride de son programme. Le journaliste politique du *Figaro* n'hésite pas à la qualifier de première candidate «postmoderne» de par sa propension à glisser entre les oppositions traditionnelles et ainsi «échapper à la rationalité politique classique».

« Ségolène Royal reste encore «un mystère». Une image «lumineuse» - c'est un adjectif qu'elle utilise pour se qualifier elle-même -, et un projet volontairement flou, obstinément ambigu, qui permet à la candidate de prospérer sans s'enfermer dans les contradictions qui traversent le Parti socialiste (...) Pour le moment, cette opacité sur le fond ne gêne en rien : l'opinion lui pardonne »¹³⁸.

Il est particulièrement intéressant de mettre en relation cette image distante – lumineuse mais floue – qui colle aux descriptions de Ségolène Royal avec le projet de démocratie participative qu'elle a défendu. Dans son essence, la démarche participative suppose du représentant politique qu'il délègue une partie de ses pouvoirs et qu'il adopte une position volontairement en retrait. Dans cette configuration, la forme d'autorité désincarnée que dégage la candidate socialiste coïncidait parfaitement avec la «phase d'écoute» mise en place sur l'ensemble du territoire français. Le style était en parfaite adéquation avec la méthode. Une fois la campagne entrée dans sa phase décisive, l'implacable processus de personnification du débat qui prévaut lors du rendez-vous présidentiel a brisé cette équation à succès.

« Sa force est, dans la première partie de sa campagne, d'avoir perçu que la démocratie n'est pas seulement élection, mais aussi expression et prise de parole. Dans sa deuxième partie, elle a tout misé sur la personnalisation, jugeant que les programmes comptaient moins que l'offrande de sa personne à la société française »¹³⁹.

Comme le souligne ici Pierre Rosanvallon, Ségolène Royal n'a jamais été aussi convaincante et populaire que lors de la phase de débats participatifs. Ce constat appelle deux interprétations partisans. Pour ses adversaires, la candidate socialiste a fait illusion tant qu'elle écoutait les propositions citoyennes, peinant ensuite à traduire cette base de données dans un projet politique cohérent. Pour ses alliés, Ségolène Royal a récolté, lors de la phase participative, les fruits de la seule proposition réformiste et audacieuse, visant à étendre la délibération politique à l'ensemble de la société. Elle a ensuite perdu du terrain lorsque la campagne a réinstallé les vieilles grammaires politiques au cœur de l'espace médiatique.

Au-delà de l'opposition partisane, il apparaît clairement que Ségolène Royal était porteuse de la seule réforme de fond de l'exercice du pouvoir politique en France. En répondant à «la crise du politique» par une refonte du mode de délibération politique, la candidate socialiste a suscité un engouement autour de sa méthode. Rattrapée par la symbolique de l'élection présidentielle et le volontarisme de son principal adversaire, elle a essayé dans les dernières semaines de campagne de se débarrasser de son image distancée. Les tentatives d'établir une proximité affective avec la population sont souvent restées infructueuses. Témoin son discours surréaliste au soir du premier tour et ses colères de cire lors du débat de l'entre deux tours.

« En somme, Nicolas Sarkozy a superposé un langage libéral-moral explicite et un langage populiste implicite. Face à lui, Ségolène Royal a commencé la campagne avec un langage qui sortait de la routine socialiste, mais son effort s'est enlisé et elle n'a pas su dégager une aura sémantique aussi efficace que son adversaire. Cela a été patent lors du face-à-face télévisé »¹⁴⁰.

¹³⁷ Alain DUHAMEL, « Les raisons d'un échec », *Libération*, 9 mai 2007.

¹³⁸ Charles JAIGU, « De la difficulté pour Sarkozy le «moderne» de croiser le fer avec Ségolène la «postmoderne», *Le Figaro*, *op. cit.*

¹³⁹ Eric AESCHIMANN, « Depuis les années 60, la social-démocratie n'est plus une idée neuve - Entretien avec Pierre ROSANVALLON », *Libération*, 23 juin 2007.

¹⁴⁰ *Ibid.*

Entre style et méthode, Ségolène Royal a perdu en cohérence au fil de la campagne. Gardienne de la participation et de la proximité politique, elle n'est jamais parvenue à incarner ce projet tant dans son être que par sa communication. Laissant à Nicolas Sarkozy le loisir d'enrober sa démonstration d'autorité et de capacité d'une compassion qui aurait pu être sienne.

2.3 *Entre démocratie participative et démocratie d'opinion*

Comme les deux précédents chapitres l'ont laissé apparaître, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal se présentent comme diamétralement opposés tant dans leur représentation de l'exercice du pouvoir que dans leur style politique. Le temps du rendez-vous présidentiel, ils ont tous deux intégré la réalité d'une crise de la représentation et œuvré à renouer le lien – éphémère ou durable – entre le politique et le citoyen. Au-delà de leurs différences, les deux futurs finalistes ont contribué par leur méthode et leur style à redonner vie à un débat politique souvent jugé austère et susciter un «réveil démocratique» culminant avec une participation record au soir du 6 mai (85,8% et 86% pour les deux tours de l'élection)¹⁴¹.

Cependant, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal ont participé de ce regain d'intérêt pour la chose publique selon des procédés bien différents. Le premier est apparu comme un politicien de tradition bonapartiste. Sa vision du pouvoir politique est hiérarchique et centralisée autour de la volonté de l'élu. Son volontarisme est une démonstration permanente de sa capacité. Il compense cependant cette gestion du pouvoir traditionnelle par un style très moderne. Nicolas Sarkozy aime s'emparer des sujets qui font l'opinion et installe par son «parler vrai» un ressenti collectif qui le fait descendre de son piédestal. Ainsi, le futur chef de l'Etat compense la distance qu'il met avec la société civile dans son exercice du pouvoir par une proximité médiatique de tous les instants.

Par opposition, Ségolène Royal défend un pouvoir politique décentralisé qui repose sur la participation de toutes les strates de la société. Elle privilégie la proximité à la démonstration de capacité et souhaite encourager l'extension de la délibération publique. Elle a pourtant semblé souvent incapable d'incarner cette proximité à travers un rapport affectif avec la population et ses apparitions médiatiques ont renforcé l'image d'une autorité distante et austère, presque hautaine.

A la lumière de ces portraits contrastés, il convient de souligner que les deux candidats ne renouent pas le lien entre politique et citoyens par le même biais. Alors que Ségolène Royal choisit de le tisser par une réforme de la méthode politique, Nicolas Sarkozy opte pour un style de communication qui lui assure une maîtrise de l'opinion. L'esquisse de cette opposition dans la quête du lien représentatif dessine les contours d'une confrontation entre démocratie participative et démocratie d'opinion.

2.3.1 *Opposition, Confusion et Transgression*

Comme nous l'avons longuement démontré, la démocratie participative cherche à rétablir une proximité entre les citoyens et le pouvoir politique à travers une extension de la délibération publique. A son image, la démocratie d'opinion engendre également un lien de proximité entre citoyen et espace politique mais ce lien est individualiste, orienté vers l'intérêt particulier. Mis en scène par les médias, ce souci de proximité émotionnelle entre le citoyen et le représentant politique relègue le bien public au second plan. L'image prime sur le contenu et l'incarnation subjective et fugace par un candidat d'une tendance de l'opinion publique supplante la rationalité du débat associatif.

« Les émissions phares ressemblent donc à la quintessence, à la caricature de la démocratie d'opinion: pas de confrontation candidat contre candidat, projet contre projet, moins encore d'interviews dignes de ce nom, mais au contraire de pseudo-échantillons de Français anxieux de témoigner de leurs problèmes personnels et d'additionner 63 millions de cas particuliers, le contraire absolu d'une élection présidentielle rassemblant les Français autour d'un projet, d'une vision, d'une méthode, d'une personnalité »¹⁴².

¹⁴¹ Chiffres de l'Institut Sofres : http://www.tn-ssofres.com/etudes/dossiers/d_abstention.htm

¹⁴² Alain DUHAMEL, « La démocratie d'opinion triomphe », *Libération*, 11 avril 2007.

Fille de la société de masse et de l'omnipotence médiatique, la démocratie d'opinion ne laisse que peu de place au débat, à l'argumentation ou à la délibération. Là où la démocratie participative se légitimait dans le processus qui devait la mener au compromis, la démocratie d'opinion prend racine dans une finalité, une image de l'opinion publique à un instant donné, pour en reconstruire la posture politique en adéquation.

L'opposition entre démocratie participative et démocratie d'opinion ne peut pas être plus manifeste. Alors que la première fonde sa légitimité sur un processus rationnel d'argumentation et de délibération, la seconde la construit à partir d'une finalité arbitraire (sondage ou micro-trottoir) et émotionnelle. Des deux côtés de cette ligne de démarcation se devinent sans peine les deux concepts de publicité énoncés par Jürgen Habermas dans son histoire de l'Espace public : instance critique contre instance réceptrice d'acclamation et de manipulation¹⁴³.

Malades d'une représentativité toujours plus illusoire, les démocraties libérales cherchent un second souffle. Elles oscillent entre participation et opinion. Deux pôles diamétralement opposés mais qui se réunissent dans les buts à atteindre : gain de proximité entre pouvoir et citoyen et expression d'une opinion publique majoritaire sur un sujet déterminé hors du cadre d'une élection. Une quête commune qui alimente une certaine confusion et masque parfois leur opposition frontale quant aux moyens utilisés pour tendre vers cet objectif partagé.

L'attitude des médias lors de la campagne présidentielle française illustre à merveille cette tension entre participation et opinion ainsi que la confusion qu'elle génère. Afin de réinstaller l'espace politique au cœur de l'espace public, de nombreuses émissions ont invité le citoyen à la table du politique, croyant créer de la proximité et de la participation et ainsi répondre à l'impératif de la représentativité. Longtemps négligé, le téléspectateur ou auditeur est convié à établir l'ordre de ses priorités. Il devient un «citoyen omniscient» qui contribue à la formation de la toute-puissante opinion publique. De la même manière, les majorités exprimées lors de sondages d'opinion prennent des allures de vérités absolues. Elles ne sont pourtant que la somme de décisions individuelles prises hors du cadre de la délibération défini par Habermas.

« Dans la conception propre à l'éthique de la discussion, la décision majoritaire doit maintenir un rapport interne à la pratique argumentative, [...]. Une décision majoritaire ne peut être prise que si son contenu peut valoir comme le résultat motivé rationnellement, bien que faillible, d'une décision provisoirement close sous la pression d'une décision sur la juste solution du problème »¹⁴⁴.

Malgré cette forte opposition procédurale, les démocraties participatives et d'opinion se sont donc parfois confondues dans le prisme de leur objectif commun de proximité et de représentativité. Au fil des événements, cette confusion profita à la seconde, en même temps que la finalité l'emportait sur le processus.

Dans l'effervescence médiatique du dernier trimestre de campagne, le phénomène de personnification du débat, propre à chaque élection présidentielle a fait nettement pencher la balance du côté de la conquête de l'opinion. Par souci de proximité avec l'électorat, les deux principaux candidats ont délaissé leurs appareils respectifs pour rechercher une forme de lien individuel et émotionnel avec la population.

« Au fil des semaines, les principaux protagonistes n'ont cessé de s'affranchir des structures institutionnelles ou partisans pour se poser en personnes libérées des contextes et des contraintes. L'image que suggère ce théâtre sans cadre ni concept est donc celle d'individus aux multiples discours tournés vers une foule d'autres individus aux multiples attentes. Naturellement, cette restriction de l'analyse politique aux messages individuels s'inscrit dans la vague de populisme qui aujourd'hui semble frapper les démocraties d'opinion »¹⁴⁵.

¹⁴³ Jürgen HABERMAS, *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, préface de l'auteur à l'édition de 1990, Paris, Payot, 1992.

¹⁴⁴ Jürgen HABERMAS, « L'espace public, 30 ans après », *Quaderni, op. cit.*, p.182.

¹⁴⁵ François CHERIX, « Elections présidentielles françaises : retour du politique ou triomphe des individus ? », *Le Temps*, 22 mai 2007.

« Populisme », le mot est lâché. Il a pesé sur la campagne et hanté les papiers de la plupart des chroniqueurs politiques de l'Hexagone. Accusateur, il évoque le malaise de la démocratie représentative et incarne la transgression qui a mené à la soudaine réhabilitation du politique dans l'espace public. Comme un antidote miracle, il apaise ce que l'historien Pierre Rosanvallon identifie comme une des tensions fondamentales de la démocratie.

« Elle [La campagne présidentielle] démontre de manière exemplaire que la démocratie est constituée de tensions fondamentales. Deux d'entre elles sont à l'œuvre de façon presque pure dans cette campagne. La première traverse la notion même de représentation et oppose le principe de capacité à celui de proximité. La seconde et celle qui oppose confiance et défiance »¹⁴⁶.

Tension fondamentale de la notion de représentation, l'équilibre du couple proximité-capacité est en difficulté dans les démocraties représentatives d'aujourd'hui. Dès lors, le candidat doit séduire en faisant le grand écart. Il doit incarner l'opinion publique, rassurant du même coup par sa proximité avec l'électorat. Mais il doit ensuite s'approprier cette opinion publique et la magnifier dans un discours démontrant sa capacité et sa gestion de l'image.

2.3.2 Victoire du couple capacité - opinion, une défaite pour la démocratie ?

Ce grand écart fondamental existant entre les notions de capacité et de proximité explique en partie les vives critiques qu'a dû essuyer Ségolène Royal lors de la mise en place de ses « *forums participatifs* ». La démocratie participative s'est vue taxée d'entreprise démagogique et de transgression populiste¹⁴⁷. Et la quête de proximité qu'elle suppose, a suscité très vite de nombreux doutes quant aux capacités de la candidate socialiste¹⁴⁸. Ces attaques essuyées par l'expérience participative témoignent peut-être des manquements de Ségolène Royal dans sa fonction d'ambassadrice. Elles se présentent plus certainement comme les symptômes de la défaite structurelle de la participation face à la toute-puissance de l'opinion. Les chapitres qui précèdent ont démontré que la démocratie participative générait du débat et de la délibération politique autant que la démocratie d'opinion le confisquait. Ils ont également souligné que le gain de proximité inclus dans la démarche participative reposait sur un échange critique et rationnel, sur un effort commun de penser la société. Une essence profondément démocratique qui n'a pas épargné à la démocratie participative d'être soupçonnée de populisme.

La défaite de Ségolène Royal face à Nicolas Sarkozy ne peut se résumer à un échec de la démocratie participative face à la démocratie d'opinion. Les candidats portaient certes chacun une vision de l'exercice du pouvoir politique très marquée. Ils n'en sont cependant en aucun cas l'incarnation et « l'impératif délibératif » pourrait bien se révéler être « un mouvement de fond »¹⁴⁹ qui ne va pas s'arrêter au soir de la défaite de Ségolène Royal.

Il demeure que la campagne présidentielle 2007 a probablement été le théâtre de l'irruption en France d'une démocratie d'opinion telle qu'elle se pratique depuis quelques années dans le monde anglo-saxon. Pour certains observateurs, comme François Chérix, le constat est amer. Il n'esquisserait rien de moins qu'une certaine forme d'abandon du politique.

« Les notions de choix de société, d'intérêt, de programmes, de lois adéquates, de mesures à prendre ou de mécanismes à corriger ne sont pas reçues, parce qu'elles relèvent d'une langue qui n'est plus pratiquée. « Mais à moi, que pouvez-vous m'apporter qui me concerne personnellement ? » semblent dire ces silences qui accueillent souvent l'exposé d'une réflexion structurée qui tente d'appréhender de manière globale la vie de la cité. Dans cette perspective, la participation record du 6 mai

¹⁴⁶ Pierre ROSANVALLON, « L'équilibre entre capacité et proximité a été rompu », *Le Monde – Débats*, Les intellectuels jugent la présidentielle, 22 mars 2007.

¹⁴⁷ Michel WIEVIORKA, « Ségolène met la gauche intellectuelle en peine », *Libération*, 18 janvier 2007.

¹⁴⁸ Jean-Luc Mano souligne provocateur : « A ce petit jeu du « vos idées sont les miennes », la peine de mort n'aurait jamais été abolie, la double peine serait toujours appliquées, (...) et gageons que Munich serait enseigné comme un exemple dans les collèges. On mesure aisément la limite de cette tentation basiste qui conduit au dépérissement de la responsabilité politique ». Jean-Luc MANO, « Participation, piège à... ? », *Le Nouvel Economiste*, 7 septembre 2006.

¹⁴⁹ Yves SINTOMER, « L'émergence d'une nouvelle grammaire de l'action publique et de la politique », *Le Monde – Débats*, Les intellectuels jugent la présidentielles, 22 mars 2007.

illustre peut-être moins le retour du politique que le goût de l'opinion pour des politiciens qui acceptent au contraire d'y renoncer »¹⁵⁰.

La victoire-fleuve de Nicolas Sarkozy est indissociable de cette irruption de la démocratie d'opinion dans le paysage médiatique et politique français. Mieux que quiconque, il a su tirer profit des codes de la démocratie d'opinion pour résoudre la difficile équation posée par le couple capacité – proximité. En combinant ce que Jérôme Sgard résume comme le savant dosage d'un « discours normatif cohérent » et d'un « parler vrai » populiste le candidat Sarkozy a fait la démonstration de sa capacité à poser un diagnostic sans concession sur l'état de la société française. Il a ensuite parfaitement tempéré sa vision élitiste et hiérarchique du pouvoir par une gestion de son image et de l'opinion publique lui assurant une relation de proximité avec la population articulée autour d'un ressenti commun. Conquérant et compassionnel, autoritaire et familier, le candidat de l'UMP a su créer une symbiose entre son style, sa méthode et son programme. La forme de son discours au service du fond, et inversement.

« Au cours de ces années, beaucoup ont insisté pour n'entendre là que des éruptions néo-populistes, destinées à rallier l'électorat d'extrême droite. Il y avait certainement de ça, mais pas uniquement. On a bien sûr répété aussi qu'aucune représentation, aucun diagnostic social n'est neutre de toute valeur, a fortiori lorsqu'il est formulé par un acteur politique. Mais voilà, un des succès de Sarkozy a été justement de lier ces deux éléments de manière très efficace : un « parler vrai » d'autant plus frappant qu'il allait de pair avec un sens inné de la provocation ; et de là, un discours normatif cohérent qui légitime la stratégie de réforme : la valorisation de l'effort individuel, l'ordre et l'autorité, la nation, etc. Enfin venait le programme, décliné au cours de campagne. Telle est la structure d'un discours hégémonique »¹⁵¹.

3. Ordre et autorité : usure démocratique et tentation populiste

Les pages qui précèdent ont tenté de formuler une analyse la plus ouverte possible de la recrudescence du rappel à l'ordre et de la réhabilitation de l'autorité dans le discours des candidats à l'élection présidentielle. Les racines et les enjeux de ce discours ont été en premier lieu recherchés dans les cadres idéologiques ainsi que dans les filiations et stratégies politiques des deux principaux candidats. Ils ont ensuite été confrontés aux représentations de l'exercice du pouvoir et aux styles respectifs des prétendants.

Le moment est venu de réunir puis de mettre en perspective ces différentes conclusions intermédiaires pour en questionner le sens profond. Afin de proposer une interprétation la plus intelligible possible, cet ultime chapitre se découpera en quatre parties. La première détaillera en quoi Nicolas Sarkozy incarne mieux que quiconque l'élan autoritaire qui a habité la campagne. Dès la deuxième partie, cet élan se verra questionner à l'aune de la vague populiste qui « déferle » sur les démocraties européennes depuis le milieu des années 1990. Artifice stylistique très prisé lors de la conquête du pouvoir, le populisme témoigne d'une usure des dogmes de la démocratie représentative. Un phénomène protéiforme qui pose bon nombre de questions.

L'énorme engouement médiatique suscité par le rendez-vous présidentiel n'est-il pas le ressac français de cette vague populiste continentale ? Le style de Nicolas Sarkozy peut-il être associé ou même comparé au télépopulisme d'un Silvio Berlusconi ? A la lumière des nombreuses études publiées sur les formes modernes du populisme européen, les troisième et quatrième parties vont questionner les pulsions autoritaires décelées durant la campagne française et tenter de les inscrire dans un cadre géographique et temporel plus large afin d'en saisir la véritable nature. La rédaction de ces dernières pages doit beaucoup aux travaux menés sur les populismes par Pierre-André Taguieff, Yves Surel, Yves Meny et Guy Hermet. Je me suis astreint à les citer le plus souvent possible mais il demeure que la substance de certains passages hors citation appartient à ces grands spécialistes de la question.

¹⁵⁰ François CHERIX, « Elections présidentielles françaises : retour du politique ou triomphe des individus ? », *Le Temps*, *op. cit.*

¹⁵¹ Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, *op. cit.*

3.1 Nicolas Sarkozy : la synthèse autoritaire

Au regard de l'étude dans sa globalité, il convient de souligner une dichotomie manifeste entre la dimension idéologique du discours et son implication dans l'exercice du pouvoir. En effet, si les balises idéologiques de l'ordre et de l'autorité ont très nettement influencé le diagnostic social et donc les contenus politiques au-delà d'une opposition traditionnelle droite gauche, elles se retrouvent par contre uniquement incarnées dans les contenants politiques de Nicolas Sarkozy.

Dans sa portée idéologique, le goût du rappel à l'ordre est en partie constitué d'un élan réactionnaire face aux difficultés de penser positivement la modernité dans un monde globalisé. Il ne se limite cependant pas à cette simple réaction. La cote soudaine accordée aux valeurs d'ordre et d'autorité témoigne également d'une demande de redéfinition par le politique des cadres de vie en société et du rapport à l'autre. De part et d'autre du spectre politique, s'est développé un discours visant à réhabiliter une responsabilité individuelle d'ordre moral capable de mettre des limites à la «dynamique libérationniste». Souvent incarnée par Nicolas Sarkozy et ses accents révolutionnaires conservateurs, la tendance a également trouvé un large écho auprès de Ségolène Royal. Forme de croche-pied au mythe du progrès et de l'émancipation qui doit l'accompagner, cette tendance autoritaire est bel est bien à considérer comme un phénomène global et en aucun cas partisan.

Par opposition, l'ordre et l'autorité comme cadre de pensée n'ont pas irradié l'ensemble des représentations de l'exercice du pouvoir politique. Nicolas Sarkozy a célébré le retour du politique dans une démonstration de capacité et donc d'autorité. Rapport hiérarchique et concentration du pouvoir, le candidat de droite a souhaité imposer un pouvoir vertical qui fait autorité depuis le président jusqu'au citoyen, sans passer par les relais de la société civile. Par opposition, Ségolène Royal s'est opposée diamétralement à cette démonstration de force. Plutôt que l'autorité, c'est l'écoute, le dialogue et une extension de la délibération politique que la candidate de gauche a voulu mettre en place avec «sa» démocratie participative. Horizontale et décentralisée, la démarche était plus démocratique qu'autoritaire.

3.1.1 L'autorité comme symbiose entre le fond et la forme

Nicolas Sarkozy est donc le seul prétendant à inscrire sa vision politique et celle de l'exercice du pouvoir dans les cadres théoriques de l'ordre et de l'autorité. Cette constatation vient confirmer ce que révélait déjà l'analyse de contenu de son discours. Le candidat de l'UMP impressionnait alors par sa capacité à réunir dans un lien quasi organique les quatre balises lexicales retenues. Il regroupait alors tous les maux de la société française sous les étiquettes conjointes de crise morale, crise politique et crise de l'autorité. Et proposait de remettre le pays dans le sens de la marche par une simple inversion des valeurs réhabilitant l'autorité. Pour Jérôme Sgard, la capacité de Nicolas Sarkozy à englober la société civile et la scène politique dans une démarche commune de réhabilitation des valeurs serait la clé de son succès.

« Observée sur plusieurs années, avec les événements de 2005 en arrière-plan, le trait majeur de la campagne de Sarkozy a été une stratégie d'hégémonie, donc à caractère culturel et idéologique, avant d'être programmatique et électorale. Gramsci est ici la référence, par son analyse d'un affrontement politique qui se mène d'abord sur les représentations et les valeurs, puis sur le pouvoir proprement dit ; soit, aussi, une confrontation qui se joue dans la société civile avant d'aboutir sur la scène politique, ou électorale »¹⁵².

Idéologie, exercice du pouvoir, style, tout ce qui constitue l'univers politique de Nicolas Sarkozy présente une forte cohésion autour du cadre idéologique de l'autorité. Un phénomène qui tend à confirmer que le président de l'UMP a choisi d'articuler sa conquête des esprits autour de cette balise autoritaire et de la très grande perméabilité qu'elle offrait entre les espaces politiques et sociaux, publics et privés. Une rapide typologie du politique « sarkozien » confirme cette synthèse autour de l'autorité.

¹⁵² Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, *op. cit.*. L'auteur cite au début de son article une confession de Nicolas Sarkozy publiée dans le *Figaro* (17 avril 2007) et qui tend à justifier grandement son analyse : « Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là ».

Sur le plan du style, Nicolas Sarkozy sait défendre une réhabilitation de l'autorité par l'exemple. Ainsi certains commentateurs, dont l'historien et linguiste spécialiste de l'entre-deux guerres français Damon Mayaffre, n'ont pas hésité à qualifier son discours de Perpignan de «néopétainiste»¹⁵³. A cette occasion, la violence des formules et du vocabulaire laisse augurer de la force d'un pouvoir reconquis autour d'une autorité de cette nature. Enfin lorsqu'il annonce à Paris Bercy son souhait de «liquider l'héritage de Mai 68», le candidat de l'UMP va plus loin encore en utilisant vertement un langage totalitaire dont la portée ne peut lui échapper.

Pour ce qui est de l'idéologie, Nicolas Sarkozy penche vers un libéralisme conservateur au centre duquel trône l'individu. Un individu souhaité libre de ses choix et pourtant soumis d'une part aux lois du marché et, d'autre part, à un ordre symbolique qui régit la vie en société. Qu'elles soient attribués de la modernité pour les premières ou fondements culturels pour le second, ces forces possèdent un caractère immuable face auxquelles le corps social doit rester impuissant. Pour le philosophe Didier Eribon, la portée idéologique de cette «révolution conservatrice» aurait pour but de démanteler la pensée du social et le droit des collectivités, laissant l'individu seul face à une autorité politique supérieure et lointaine, relais d'un cadre moral de type religieux.

« [...] , tandis que la restauration conservatrice aura consisté à essayer, de faire prévaloir contre les pensées de l'immanence (et donc de la liberté et de l'invention du social), toutes sortes de transcendances qui visent à placer la décision hors de portée des individus (et surtout hors de leur luttes collectives) pour la réserver à quelques personnes qui seraient en vertu de leur «savoir» et de leurs «compétences», les interprètes autorisés de ces règles supérieures et de ces lois nécessaires auxquelles tous devraient se soumettre »¹⁵⁴.

La méthode Nicolas Sarkozy est une quête hégémonique. Sa représentation du pouvoir politique est tellement recentrée autour de la capacité de l'élu qu'il affiche un volontarisme confinant au culte de l'action. Candidat offensif et éloquent, l'ancien président de l'UMP a mené une conquête du pouvoir bonapartiste. Il continue depuis son élection à occuper les lieux et le temps de façon boulimique. Pour le futur président – comme pour Margaret Thatcher en son temps – la société n'existe pas ; seul compte l'individu et l'Etat. Entrepreneur, entraîneur et animateur¹⁵⁵, Nicolas Sarkozy change ainsi de casquette, au gré des situations, dans le dessein d'assurer le lien direct entre le citoyen et le pouvoir. Un pouvoir qu'il incarne et dont sa seule personne fait office d'autorité.

Exercice du pouvoir, idéologie et style, dessinent le portrait en mosaïque du politicien Sarkozy dont l'une des uniques permanences réside dans son incarnation d'une forme d'autorité retrouvée. Une synthèse autoritaire encore renforcée par son adéquation avec les nouveaux codes médiatiques qui remodelent la scène démocratique.

Nous l'avons déjà relevé, la campagne électorale de 2007 a vu la démocratie d'opinion conquérir la scène politique française. Elle y a célébré la victoire de l'image, des postures et du ressenti, laissant sur le bas-côté de l'autoroute médiatique la culture du débat politique rationnel et argumenté. Cette évolution du cadre démocratique substituant souvent l'espace médiatique à l'espace public n'explique certes pas à elle seule la victoire de Nicolas Sarkozy. Il demeure qu'elle a proposé un terreau favorable à l'incarnation par le candidat de l'UMP de ce lien direct entre le politicien et le citoyen. La façon dont Nicolas Sarkozy semble dicter le tempo de l'actualité est un exemple de sa maîtrise des rouages des médias populaires, télévision en tête. Scénariste et acteur principal, il écrit son épopée politique en s'invitant dans le quotidien du peuple à la manière d'un « soap opera » télévisé ; ce qui lui permet de contrôler à la source une opinion publique dont il est le principal pourvoyeur de matériaux.

¹⁵³ Damon MAYAFFRE, « Langue de bois et discours de fer ; que révèle une analyse lexicale des paroles de Sarkozy ? », *L'Humanité*, 26 mai 2007. Véritable ode à l'ordre et à l'autorité, ce discours analysé par l'auteur possède une dimension autoritaire anachronique qui peut justifier l'analogie. Il est reproduit dans son intégralité en Annexe no 1.

¹⁵⁴ Didier ERIBON, *D'une révolution conservatrice*, Paris, Editions Léo Scheer, 2007, p.128.

¹⁵⁵ Typologie empruntée à Olivier MONGIN, Michaël FOESSEL, « Les mises en scène de la réussite. Entreprendre, entraîner, animer. », *Esprit*, no. 339, Novembre 2007.

« C'est tout l'art du storytelling pratiqué aux Etats-Unis depuis Bill Clinton qui se traduit par la priorité accordée au récit plutôt qu'aux idées – à des histoires où se mêlent de plus en plus fréquemment le privé et le public. Lorsque le logo ne suffit plus, il faut raconter des histoires, s'inscrire dans une durée politique que l'on maîtrise. Cette mise en récit relève-t-elle encore de la politique alors qu'elle n'a de cesse de se soustraire à l'indétermination démocratique qui est sa hantise »¹⁵⁶.

3.1.2 L'autorité comme symptôme d'une usure démocratique

Souvent qualifié de politicien opportuniste, Nicolas Sarkozy ne propose pas pour la majorité des observateurs un ensemble idéologique cohérent. Il apparaît cependant à la lecture des considérations précédentes que le nouveau chef de l'Etat français articule l'ensemble de ce qui fait son être politique autour d'une certaine idée de l'autorité. Portée par un cadre médiatique qui la met en valeur, cette synthèse autoritaire suppose une certaine représentation du pouvoir et du rapport à autrui. Elle appelle deux remarques.

Premièrement, il convient d'admettre que le candidat Sarkozy, ses idées et ses postures, ont séduit. La synthèse autoritaire faite d'ordre, de style provocateur et d'incarnation presque providentielle du pouvoir a trouvé un écho favorable dans l'électorat. « Deux ans après le rejet de referendum européen, ils [les Français] préféraient l'expérience à l'expérimentation, l'autorité à l'innovation, la rupture tranquille au changement ambigu, bref le bonapartisme au royalisme »¹⁵⁷. Portées par Nicolas Sarkozy, autorité et détermination devenaient gages de capacité et de légitimité.

Deuxièmement, il apparaît évident que cette synthèse autoritaire incarnée par le candidat Sarkozy a su matérialiser mieux que n'importe quel projet les attentes de la société française. Il convient donc de s'interroger sur la signification à accorder à ce mouvement quasi irrésistible. Au vu des éléments qui constituent cette synthèse autoritaire, il est difficile ne pas en déceler la dimension antidémocratique. Du discours aux accents pétainistes à l'incarnation bonapartiste du pouvoir, Nicolas Sarkozy présente une conception de l'exercice politique qui confisque les espaces de délibérations et concentre la prise de décision autour de sa personne. Sur le plan idéologique, son libéralisme conservateur éloigne également le corps social – soumis aux lois du marché et à un ordre moral immuable – des espaces d'influence, lui confisquant tout son pouvoir de décision.

Cette description de la synthèse autoritaire de Nicolas Sarkozy dessine un paysage politique en porte-à-faux avec l'essence de la démocratie. Basée sur l'argumentation et la persuasion rationnelles, celle-ci suppose de l'espace démocratique qu'il abolisse la différence de valeur et la reconnaissance d'une supériorité témoignant d'une autorité a priori. Autant de conditions qui font que l'idée démocratique se développe en contradiction avec celle de l'autorité.

« Ainsi d'emblée, les valeurs démocratiques (égalité, espace public de discussion, argumentation rationnelle, refus de poser une supériorité a priori) se voient opposées point par point à l'autorité. Ces valeurs seraient prévalentes dans notre société, au moins (ajouterions-nous) au plan formel et des déclarations publiques »¹⁵⁸.

La contradiction structurelle entre démocratie et autorité que rappelle ici George Mendel doit bien évidemment être nuancée tant la construction des sociétés modernes s'est façonnée à travers la tension permanente qui traverse ces deux pôles. Il demeure que le propre de l'autorité consiste à occulter les contradictions, injustices et inégalités. Elle installe un rapport de domination qui se passe d'explication ou de justification tant il est considéré comme normal tant par le dominant (légitimé par une force supérieure) que par le dominé (acceptant la soumission comme naturelle). Selon George Mendel, cette forme traditionnelle d'autorité propose une forme de lien social très efficace.

¹⁵⁶ Olivier MONGIN, Michaël FOESSEL, « Les mises en scène de la réussite. Entreprendre, entraîner, animer », *Esprit*, op. cit, p.35. Les auteurs s'inspirent ici de l'étude de Christian Salmon. Christian SALMON, *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris, La Découverte, 2007.

¹⁵⁷ Alain DUHAMEL, « Le retour du bonapartisme », *Libération*, op cit.

¹⁵⁸ Gérard MENDEL, *Une histoire de l'autorité – Permanences et variations*, Paris, La Découverte, 2002, pp. 90-91.

« La puissance du système est donc considérable pour assurer le lien social. On a vu que l'autorité s'enracine de deux côtés : chez l'individu dans la blessure anthropologique que représente le sentiment abandonnique de l'espèce ; dans la société, où elle occulte contradiction et conflits. Chaque fois qu'on prononce le mot autorité, on tire sur les deux bouts de la ficelle et on réassure le nœud qui fait tenir la société en contenant les individus »¹⁵⁹.

En jouant la carte de l'autorité, Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas voulu ranimer l'espoir d'un lien social que les formes modernes de la démocratie peinent à faire subsister ? Poser cette question constitue déjà une forme de réponse. Sans remettre en cause l'attachement de Nicolas Sarkozy à l'héritage démocratique, sa victoire aisée et une partie de l'appareil idéologique avec lequel elle a été conquise, témoignent d'une avancée notoire du pôle autoritaire. Et d'une usure proportionnelle de son pendant démocratique.

Souvenons-nous de l'intuition de Daniel Lindenberg qui voyait dans la nébuleuse néo-réactionnaire « un nouveau jugement de la démocratie », « un procès en appel » contre sa « version prosaïque, humaine trop humaine ». Face au sentiment d'impuissance politique que génère le triomphe de la mondialisation économique et les multiples foyers de conflits qui parsèment le corps social, la synthèse autoritaire a permis à Nicolas Sarkozy de redonner au citoyen un espoir en la politique. Mais son goût pour les coups d'éclats, témoins d'un exercice du pouvoir héroïque, n'a-t-il pas quelque chose d'anachronique ?

L'exercice du pouvoir viendra confirmer ou infirmer cette crainte. Il demeure que l'élection de Nicolas Sarkozy consacre un discours, un socle de valeurs et une posture articulés de manière cohérente autour d'une forme de synthèse autoritaire. Déjà un an avant le rendez-vous présidentielle, Pascale-Marie Deschamps mettait en garde les lecteurs des *Echos* à propos de la nature peu démocratique de ce glissement vers le pôle autoritaire. Les événements lui ont depuis donné raison et, avec eux, c'est une certaine idée de la démocratie qui a montré des signes d'usure.

« Compte tenu de l'histoire de France, il n'est guère envisageable de transformer du jour au lendemain deux siècles de jacobinisme monarchique en démocratie civile, (...). A tout le moins peut-on demander à ses élites de s'extraire de leur autoreproduction pour, a minima, assumer leur héritage. C'est-à-dire réinsuffler une autorité qui ne se confond pas avec l'autoritarisme mais qui se caractérise par la distance, la responsabilité et l'exemplarité. A ces conditions, alors, pourrait-on voir émerger une démocratie vraiment participative où la vérité est construite dans la confrontation respectueuse des opinions des uns et des autres et non plus imposée d'en haut. A défaut, c'est une autre forme d'autorité qui risque de s'imposer : celle de la victime et ce qu'elle appelle instinctivement de ses vœux, un pouvoir autoritaire »¹⁶⁰.

3.2 Conquérir le pouvoir : vers une normalisation du style populiste

L'étude de contenu des discours de la campagne présidentielle française de 2007 accouche d'un sentiment diffus mais néanmoins profond : celui d'une conquête du pouvoir peu respectueuse des dogmes de la démocratie représentative. Incarné par la figure volontariste et autoritaire du candidat Nicolas Sarkozy, ce sentiment n'a pourtant pas empêché la campagne de susciter un enthousiasme sans précédent parmi la population. Rythme effréné, personification extrême des principaux prétendants et annonce grandiloquente d'un « retour du politique » : Nicolas Sarkozy et ses principaux contradicteurs ont rendu populaire leur quête du pouvoir. Mais n'ont-ils pas allègrement puisé dans le registre populiste pour parvenir à leurs fins ? Souvent qualifié de virus de la démocratie, le populisme est une notion protéiforme qui peine à se laisser définir clairement. Il demeure que la vague dite populiste ou « néo-populiste » qui touche les démocraties représentatives européennes depuis le début des années nonante s'offre comme un objet d'étude capable d'éclairer les postures autoritaires adoptées par les candidats durant la campagne.

A plus d'un titre, les candidats ont puisé lors de la campagne 2007 dans le répertoire populiste. Certes, la conquête du pouvoir telle qu'elle se met en scène lors d'une élection présidentielle requiert un échange direct entre le prétendant et le peuple qui ouvre naturellement la porte à des teintes populistes¹⁶¹. Il

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 99.

¹⁶⁰ Pascale-Marie DESCHAMPS, « l'autorité réinventée », *Enjeux – Les Echos*, 1^{er} mars 2006.

¹⁶¹ Les précédentes campagnes présidentielles ne manquent pas d'exemples de candidats « du système » flirtant avec l'artifice populiste. La campagne menée par Jacques Chirac en 1995 est à ce titre exemplaire. « Le peuple est conscient de ne pas être pris en compte dans les raisonnements des hiérarques censés le diriger. D'où son rejet d'un système complètement déconnecté des réalités [...]. Le peuple est devenu l'oublié d'une démocratie de simulacre et de l'apparence : voilà la cause primordiale du mal français »,

demeure cependant que, dans sa nature profonde, le dernier rendez-vous présidentiel a semblé intégrer pleinement les rouages de la séduction populiste. Quatre tendances fortes illustrent ce déplacement.

3.2.1 La « crise du politique » : terreau universel du populisme

S'il y a bien un constat qui a réuni tous les principaux candidats, c'est celui de la crise de légitimité du pouvoir politique. Quand Nicolas Sarkozy dénonce les « mensonges et approximations »¹⁶² des hommes politiques, Ségolène Royal souligne le « déni de responsabilité »¹⁶³ d'une classe dirigeante que François Bayrou qualifie de « société de connivence »¹⁶⁴. Les termes diffèrent mais le noyau de la critique est identique : la France vit une crise politique, une crise de la représentation dont le peuple, « pour lequel personne ne veut jamais rien faire comme si l'objectif était de le tenir à l'écart, à la lisière du pouvoir et de la décision »¹⁶⁵, est la principale victime. Cette dénonciation unanime d'une crise de la représentation constitue une condition préalable à l'implantation d'une dialectique populiste.

« On supposera enfin que la condition d'émergence d'une mobilisation populiste est une crise de légitimité ou de légitimation, une crise de la légitimité politique affectant l'ensemble du système de représentation »¹⁶⁶.

Condition d'émergence commune à toutes les poussées populistes de l'Europe moderne, la dénonciation d'une crise de la représentation politique confère au candidat en campagne électorale une position stratégique avantageuse. Pourtant candidats du système, par opposition aux formations des extrêmes, les trois principaux prétendants à la présidence s'offrent par cette dénonciation une position hybride qui est typique des nouveaux leaders populistes. Démocrates mais selon une définition rudimentaire et parfois assez personnelle, ceux-ci se situent en lisière d'un système qu'ils dénoncent pour mieux l'infiltrer. Une situation idéale lors d'une campagne électorale qui semble avoir inspiré les prétendants français.

« En facilitant l'acceptation minimale du régime pour les groupes sociaux qui se sentent menacés par les évolutions en cours et se sentent faiblement défendus par les partis ou leaders politiques dominants, la fonction populiste exerce ainsi une forme de légitimation du régime démocratique, en alimentant une critique parfois virulente des titulaires du pouvoir. [...] Elle sert de vecteur de distinction et de légitimation dans le cadre d'une campagne électorale »¹⁶⁷.

3.2.2 L'appel au peuple, mais lequel ?

Relation causale évidente, la dénonciation d'une crise de la représentation politique induit la volonté de recréer le lien entre les élites et les citoyens. Il en découle naturellement un appel au peuple : reconnaissance de sa souveraineté, garantie d'une plus grande écoute et promesse d'une action plus proche de ses intérêts. Cette évocation presque salvatrice et originelle d'un retour au plus près du peuple, fondement du régime démocratique, possède une grande force légitimatrice prisée des leaders populistes.

« Comme l'écrit Margaret Canovan (1981), l'usage du peuple dans les discours politiques est un puissant vecteur de légitimation, dans la mesure où « le charme puissant du peuple pour un politicien – et la source d'exaspération pour un politologue – tient du fait que ce terme parvient à être à la fois vide de toute signification précise et riche de résonance rhétorique »¹⁶⁸.

Conscients de ces vertus rhétoriques, les candidats n'ont pas hésité à évoquer la figure du « peuple » à de nombreuses reprises. Ségolène Royal n'a-t-elle pas axé sa démarche électorale sur le principe presque

Jacques CHIRAC, *La France pour tous*, Paris : Nil Editions, 1994, p. 39. Cité par Yves MENY, Yves SUREL, *Par le peuple, pour le peuple – Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000, p.78.

¹⁶² Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007. Voir p. 24.

¹⁶³ Ségolène Royal, *Discours à Toulon*, 17 janvier 2007. Voir p. 34.

¹⁶⁴ François Bayrou, *Conférence de presse (présentation du livret-programme)*, 3 avril 2007. Voir p. 43.

¹⁶⁵ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007. Voir p. 24.

¹⁶⁶ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », in Jean-Pierre RIOUX, (sous la dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007, p. 25.

¹⁶⁷ Yves SUREL, « Populisme et démocratie », in Pierre-André TAGUIEFF, (sous la dir.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004, p. 105.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.100

simpliste d'« écouter le peuple pour agir juste »¹⁶⁹ ? Pendant ce temps, Nicolas Sarkozy prenait la défense « de la France qui souffre, de la France qui n'en peut plus, de la France exaspérée » ; promettant de parler pour « tous ces sans grades, ces anonymes, ces gens ordinaires auxquels on ne fait pas attention »¹⁷⁰. A travers ces deux courtes citations, nous voyons poindre le double jeu du populisme qui séduit parce qu'il se préoccupe du peuple, mais dans le même temps flatte pour le séduire un peuple qui lui délèguera le pouvoir.

« Populisme, dans le langage ordinaire d'aujourd'hui, fait coexister, dans la tension, l'idée de démophilie et celle de démagogie. Il s'ensuit que le populisme, dans son ambiguïté constitutive, peut être considéré comme une corruption idéologique de la démocratie, si cette dernière, étant fondée sur des principes transmissibles, implique, selon le mot de Proudhon, une démopédie, c'est-à-dire le souci d'instruire et d'éduquer le peuple, plutôt que de le séduire pour le faire agir dans le sens voulu »¹⁷¹.

En suivant Pierre-André Taguieff et la distinction qu'il fait entre la démagogie et la « démopédie », on constate que ce qui sépare un appel au peuple démocrate de son pendant populiste réside dans la définition même du peuple auquel il fait référence. Alors que le démocrate appelle le *populus*, unité politique constituée, le populiste fait référence à chacun ou plus exactement à la *multitudo*, masse inorganisée d'individus qui n'a pas de justification politique¹⁷². Différence fondamentale, le peuple du « démocrate » est toujours le fruit d'une action constituante alors que celui du populiste puise sa légitimité dans une donnée figée, qu'elle soit ethnique, naturelle ou sociale comme c'est le cas des « sans grades » à qui s'adresse Nicolas Sarkozy.

3.2.3 Culte de la personnalité, un pas vers le « télépopulisme »

Troisième tendance lourde qui témoigne du glissement de la campagne présidentielle vers un style aux accents populistes assumés, la campagne a connu un impact médiatique et une personnification des débats sans précédent. Affranchis des structures et médiations institutionnelles : partis, parlementaires ou collectivités locales, les principaux candidats se sont présentés en personnages (au sens littéraire du terme) libres et modernes. Lors du dernier trimestre de la campagne, ils ont célébré l'implantation d'une démocratie d'opinion au sein de laquelle l'image prime sur le contenu, l'émotionnel sur l'argumentaire et le délibératif¹⁷³. Encouragée par les nouvelles technologies et le primat de la télévision, cette personnification du débat public impose de nouveaux rites de la lutte politique qui servent depuis quinze ans les leaders démagogues et populistes.

« Le néo-populisme, en Europe et hors d'Europe, est un télépopulisme. L'espace public tend alors à se situer hors du champ parlementaire. L'hyper-médiatisation de la politique que le néo-populisme implique se marque à la réduction du message communiqué par le leader télégénique à un énoncé de type : « Suivez-moi », ou « Faites-moi confiance », servi avec un large sourire. Politique minimaliste de la séduction, de la manipulation des affects et des imaginaires »¹⁷⁴.

A travers cette victoire de l'émotionnel sur le délibératif se devine à nouveau l'objectif premier de tout mouvement populiste : se débarrasser au maximum des médiations politiques de la démocratie représentative. Et proposer en lieu et place une (anti)politique de la promesse facile et de la satisfaction immédiate. Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, dans un style opposé, ont tout deux incarné cette personnification extrême de la chose publique. Icône mystérieuse et lumineuse pour la première, général charismatique et compassionnel pour le second, ils ont façonné un personnage capable de parler à l'émotionnel d'un électorat en mal de ressenti fort. Pour Alexandre Dorna, professeur de psychologie politique, « le fonctionnement glacé de la société actuelle » provoque une sensibilité accrue au charisme qui explique l'émergence des mouvements populistes modernes au cœur des vieilles démocraties européennes.

¹⁶⁹ Ségolène Royal, *Discours au stade Charléty*, 1^{er} mai 2007. Voir p. 36.

¹⁷⁰ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007. Voir p. 24.

¹⁷¹ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, *op. cit.*, p. 27.

¹⁷² Janine CHÈNE, Olivier IHL, Eric VIAL, Ghislain WATERLOT, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003, p.17.

¹⁷³ Voir chapitre 2.3 : Entre démocratie participative et démocratie d'opinion, p. 80.

¹⁷⁴ TAGUIEFF, Pierre-André, « Le populisme comme style politique », in TAGUIEFF, Pierre-André (sous la dir.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004, p. 18.

« [...] D'où l'accentuation d'un sentiment de morosité et d'accablement collectif, de fatigue morale, de retrait du citoyen, et l'exacerbation d'un trait commun : la rupture des liens sociaux forts, ce qui conduit à un formidable déficit affectif et à une attente angoissée d'un homme providentiel. De quoi s'agit-il en effet ? C'est l'irruption d'un syndrome charismatique de type nouveau »¹⁷⁵.

3.2.4 La victoire de la potestas sur l'auctoritas

Le dernier élément qu'il convient de relever nous ramène aux fondements de la légitimité politique défendue par les mouvements populistes. Joseph Krulic, dans un célèbre article publié par la revue *le Débat*, insiste sur le type d'autorité qu'ils présupposent.

« [...]leur rejet de la médiation juridique et de la distinction culturelle leur donne une conception de la légitimité politique que nous appelons populiste, privilégiant la potestas du peuple souverain en méprisant l'auctoritas des élites politiques ou intellectuelles, [...] »¹⁷⁶.

La *potestas* fonde sa légitimité sur le grade et la fonction. Transférée directement par le peuple souverain qu'il a su séduire, elle confère au leader populiste le pouvoir de décider et de commander. Par opposition, l'*auctoritas* ne dépend pas d'un statut. Elle est influence, ascendant et crédit. Venant du latin « augere » (augmenter), l'*auctoritas* puise pour Hannah Arendt sa légitimité dans la force des origines, dans la tradition, « c'est-à-dire par la transmission, au travers d'une ligne ininterrompue de successeurs, du principe posé dans le commencement »¹⁷⁷.

Dans son *Essai sur la révolution*, Hannah Arendt propose une préhistoire de l'autorité politique fort éclairante dans le cadre d'une analyse du phénomène populiste. La philosophe insiste sur la distinction et l'équilibre qu'entretenait la Rome antique entre un pouvoir aux mains du peuple et une autorité détenue par un conseil des anciens (*potestas in populo auctoritas in senatu*). Une séparation fondamentale qui a inspiré les Pères fondateurs américains au moment de placer l'*auctoritas* dans les mains du pouvoir judiciaire représenté par son organe de référence : la Cour suprême.

« Quoiqu'il en soit, la distinction américaine entre pouvoir et autorité, si elle a quelque chose de romain, n'en possède pas moins sa propre conception de l'autorité, entièrement différente. À Rome, la fonction de l'Autorité était politique et consistait à donner conseil, alors qu'en Amérique cette fonction est légale et consiste à fournir des interprétations. La Cour suprême tire son autorité de la Constitution en tant que document écrit, alors que le Sénat romain, les pères ou pères, de la République romaine tiraient la leur de ce qu'ils représentaient ou mieux réincarnaient les ancêtres dont le seul titre au pouvoir dans le corps politique était précisément de l'avoir fondé, d'être littéralement « les Pères fondateurs » »¹⁷⁸.

Qu'elle puise sa légitimité d'une source historique ou constitutionnelle, qu'elle se traduise par une institution politique ou judiciaire, l'incarnation de l'*auctoritas* est essentielle à l'équilibre démocratique. Impropre au pouvoir, l'autorité d'une telle institution rend les organes du pouvoir inapte à exercer l'autorité. Dans son appel au seul peuple souverain, ses envies de rupture avec le passé, sa négation des médiations politiques mais aussi sociales ou juridiques, le leader populiste consacre le poids d'une *potestas* qui éclipse totalement l'*auctoritas*. Il propose une « apologie implicite de l'immédiateté »¹⁷⁹ qui s'oppose diamétralement à la permanence de l'*auctoritas*.

Traduite dans ses enjeux actuels, cette dualité *potestas-auctoritas* correspond à la tension entre populisme et constitutionnalisme inhérente à tout système démocratique. Pour Yves Mény, les impératifs du monde globalisé ont provoqué un dangereux déséquilibre au profit des « garde-fous de l'appareillage constitutionnaliste » et au détriment des médiations issues du populaire.

¹⁷⁵ Alexandre DORNA, « Le néopopulisme et le charisme », Janine CHÊNE, Olivier IHL, Eric VIAL, Ghislain WATERLOT, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003, p. 93.

¹⁷⁶ Joseph KRULIC, « Les populismes d'Europe de l'Est », *Le Débat*, No. 67, novembre-décembre 1991, p.84.

¹⁷⁷ Hannah ARENDT, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967, p 297.

¹⁷⁸ *Ibid.*, pp. 296-297.

¹⁷⁹ Joseph KRULIC, « Les populismes d'Europe de l'Est », *Le Débat*, *op. cit.*, p.86.

« Banques centrales indépendantes, autorités autonomes de régulation, agences ad hoc, juridictions ou quasi-juridictions spécialisées se multiplient, contribuant à restreindre encore un peu plus la marge de manœuvre du politique, des partis, de l'idéologie, et donc du « populaire » dont ils sont l'émanation directe ou indirecte »¹⁸⁰.

De ce déséquilibre naît la perception d'un idéal démocratique en péril, d'un *démos* dépossédé de sa fonction première, d'une diminution du champ de la volonté politique. La frustration qu'il provoque au sein des populations crée les conditions d'implantation du populisme. L'appel au peuple, l'évocation de sa *potestas* immédiate et efficace trouve alors un écho favorable. Les promesses d'un « retour du politique », âge d'or héroïque et idéalisé, ne sont pas loin comme le suggère ici Nicolas Sarkozy.

« J'ai vu les ravages du discours de l'impuissance publique. [...], cette pensée unique avait dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté. Elle avait prophétisé son déclin inéluctable face aux marchés, aux multinationales, aux syndicats, à Internet. [...] Mais la politique revient. Elle revient partout dans le monde »¹⁸¹.

3.3 Nicolas Sarkozy à l'épreuve de la comparaison européenne

Les contours de la question populiste demeurent flous au point de rendre l'exercice de la définition particulièrement délicat. Victime de son succès, le terme se banalise au point d'être victime d'un « suremploi » parfois polémiste qui brouille sa compréhension et rend son usage conceptuel délicat¹⁸². Afin d'éviter le piège d'une définition à l'emporte-pièce, le chapitre précédent s'est contenté de souligner des repères théoriques nécessaires à toute approche du phénomène populiste. Il a souhaité mettre en évidence des parallélismes entre ces ressorts types du populisme et certains discours ou agissements des candidats en campagne, témoins d'une infiltration de l'espace démocratique par la dialectique populiste.

Le chapitre à venir aura la tâche d'entreprendre un véritable travail de comparaison. En rapprochant la focale au plus près des appareils et des hommes, il tentera de soumettre la conquête du pouvoir menée par Nicolas Sarkozy à l'épreuve de la comparaison avec les différents mouvements populistes modernes. Comme l'a démontré l'ensemble du travail jusqu'ici, Nicolas Sarkozy a marqué la campagne de son empreinte, dictant le rythme et imposant le contenu des débats. Même si ses principaux contradicteurs ont participé au glissement populiste généralisé décrit plus haut, il semblait plus pertinent de choisir le candidat de l'UMP comme objet de comparaison.

Pour mener à bien cette entreprise, le présent chapitre se séparera en deux parties. La première proposera une typologie grossière des mouvements et leaders populistes récemment apparus sur la scène européenne. La seconde partie se chargera ensuite de questionner l'être politique de Nicolas Sarkozy à la lumière des exemples précités, d'en déceler les ressemblances, similitudes et différences.

3.3.1 De l'ethno au télépopulisme : typologie d'un concept caméléon

Le concept de « populisme » peut être appliqué à des réalités très différentes. Si son origine ne fait pas débat - identifiée au mouvement de contestation des *Narodniki* en Russie et à la défense des fermiers par le *People's Party* aux Etats-Unis dans la seconde moitié du XIX^e siècle - le spectre de phénomènes qu'il englobe actuellement a de quoi dérouter. De Chavez à Le Pen, de Berlusconi à Ahmanidejad en passant par les jumeaux Kaczinski, le populisme se décline comme un phénomène globalisé qui se renforce à mesure que la démocratie de type libéral s'impose comme le système politique de référence à l'échelle planétaire.

Face à une telle diversité de manifestations, le chercheur apparaît emprunté devant la difficulté de dégager un modèle ou idéal type capable d'extraire un substrat populiste. Pour s'approcher au mieux d'une définition succincte mais néanmoins satisfaisante de la vague populiste qui touche l'Europe depuis une quinzaine d'années, il convient d'opérer par strates successives. Première donnée essentielle, les récents mouvements populistes en Europe ne sont pas à proprement parler « antidémocratiques ». Bien que

¹⁸⁰ Yves MENY, Yves SUREL, *Par le peuple, pour le peuple – Le populisme et les démocraties*, op. cit., p. 43.

¹⁸¹ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

¹⁸² Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., p. 17.

globalement très critiques envers le système en place, ils n'en nient pas les fondements comme le souligne ici Ivan Krastev.

« Le nouveau populisme ne présente pas de menace pour la démocratie, si l'on entend par là des élections libres ou le gouvernement de la majorité. Contrairement aux partis extrémistes des années 30, les nouveaux populistes n'ont pas l'intention d'interdire les élections et d'instaurer des dictatures. En fait, ils adorent les élections et, hélas, ils les gagnent souvent. Ce à quoi ils s'opposent, c'est la nature représentative des démocraties modernes, la protection des droits des minorités, et les entraves à la souveraineté du peuple, qui caractérise la mondialisation »¹⁸³.

Par opposition à ses prédécesseurs du début du siècle, le nouveau populisme apparaît non plus comme une maladie infantile de la démocratie mais comme un mal sournois en forme d'obésité démocratique. Contrairement aux partis antidémocratiques traditionnels, les formations populistes ne se situent pas en dehors du système. Par une position hybride, ils parviennent à capter le mécontentement au sein d'un système qui dans ses fondements n'est, en Europe, pas le moins du monde remis en cause¹⁸⁴.

Deuxième caractéristique essentielle, le nouveau populisme se présente comme une expression capable de se greffer sur n'importe quel paysage social et n'importe quel contexte politique. Il ne possède aucun présupposé idéologique et doit être considéré comme « un type de mobilisation sociale et politique » dont les ressorts se manifestent dans « l'action et le discours politique » de n'importe quel acteur de la chose publique.

« Le populisme ne s'incarne ni dans un type de régime politique [...], ni dans des contenus idéologiques déterminés (le populisme ne saurait être considéré comme une grande idéologie parmi d'autres). Nous l'aborderons comme un style politique susceptible de mettre en forme divers matériaux symboliques et de se fixer en de multiples lieux idéologiques, prenant la coloration politique du lieu d'accueil »¹⁸⁵.

Les derniers éléments constitutifs de ce que l'on peut considérer comme le noyau commun aux différentes formes modernes du populisme sont ceux que nous avons développés dans le chapitre précédent. La crise de légitimité du pouvoir en place fait office de condition d'émergence. La diffusion du discours populiste s'articule autour d'un appel au peuple dans son ensemble, libéré des élites « incapables » ou « corrompues ». Cet appel au peuple s'accompagne des promesses d'une rupture avec l'ordre établi et d'un rejet des médiations politiques traditionnelles, jugées inutiles voire nuisibles. Enfin, ce processus est porté par la figure d'un leader charismatique qui joue des nouvelles technologies pour faire fructifier son image.

Autour de ce noyau théorique, les expressions du populisme moderne peuvent prendre des chemins bien différents. Afin de proposer une grille de lecture utile à la comparaison qui suivra, il a semblé souhaitable de découper les différents avatars du populisme contemporain en trois familles distinctes sans pour autant être exclusives.

A. L'ethno ou national-populisme

L'histoire du national-populisme au XX^e siècle ne se cantonne pas aux limites du continent européen. Après la Pologne du maréchal Pilsudski et la Bulgarie de Stambolijski dans l'entre-deux-guerres, le phénomène a gagné, entre autres, l'Égypte de Nasser, le Zaïre de Mobutu ou encore les Philippines du couple Marcos¹⁸⁶. Dans sa configuration contemporaine, le national-populisme se traduit globalement hors des frontières européennes par une forme de rejet de l'Occident et de l'idéologie néo-libérale. Selon les régions, il prend la forme d'une lutte contre des « ennemis plus proches » telles que des ethnies ou communautés minoritaires. Sur le sol européen, l'ethno-populisme s'est développé depuis un quart de siècle en réaction aux impacts de la mondialisation. Porté dans un premier temps par des formations

¹⁸³ Ivan KRASTEVEV, « L'heure du populisme », in *Critique & Humanism*, Novembre 2007, reproduit par www.eurozine.com.

¹⁸⁴ Yves SUREL, « Populisme et démocratie », *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, op. cit., pp. 102-103.

¹⁸⁵ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., pp. 21-22.

¹⁸⁶ Guy HERMET, « Populisme et nationalisme », in TAGUIEFF, Pierre-André (sous la dir.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004, p. 122.

d'extrême-droite, il s'est articulé autour d'un rejet de la construction européenne en suivant les traces d'un nationalisme assez classique.

« Ce qui est alors mis en avant, c'est une communauté unie et originelle, fondée sur une histoire commune ou sur des critères ethniques, considérés comme les seuls modes d'identification légitimes. Le peuple est ici mis en danger par « l'extérieur » de la communauté, qui peut aussi bien prendre la forme des minorités au sein de la nation que des pays étrangers »¹⁸⁷.

Suivant ce procédé nationaliste classique, le peuple appelé est ici un *ethnos* « authentique et sain » car porteur d'une mythologie des origines. Afin de le sauvegarder, le national-populisme propose une « xénophobie sélective » qui oscille entre assimilation et exclusion des populations étrangères. Il prône également un frein à l'immigration. A des degrés variables, cette tendance ethnique du populisme s'est incarnée, entre autres, en Autriche avec Jörg Haider, en France avec Jean-Marie le Pen, en Italie à travers la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, au Danemark avec Pia Kjaersgaard et aux Pays-Bas à travers la personnalité complexe de Pim Fortuyn. Complément presque obligatoire à l'évocation d'un *ethnos* sanctuarisé, le national-populisme appelle une rupture purificatrice qui puise sa force dans une réhabilitation des valeurs traditionnelles.

« Le changement prôné s'ordonne aux valeurs dites traditionnelles présentées comme « naturelles » (ordre, autorité, hiérarchie ; travail, famille patrie, « valeurs » religieuse/ morales.) »¹⁸⁸.

Afin d'équilibrer la tendance qui veut que l'*ethnos* se substitue peu à peu au *demos* dans l'imaginaire national-populiste, ses formations complètent souvent leur appel en évoquant le peuple « honnête et modeste » par opposition aux classes dirigeantes corrompues. L'appel au « même » contre « l'autre » s'amplifie alors de celui aux « petits » contre les « grands » qui est commun à toute forme de populisme.

Il demeure que le ressort identitaire constitue le noyau de l'argumentaire national-populisme. D'abord exclusivement employé par des formations d'extrême droite, le succès qu'il a rencontré provoque aujourd'hui un phénomène de diffusion et de banalisation de la thématique que relève Guy Hermet.

« Or, en fait, la ressource offerte par un national-populisme plus ou moins déguisé se trouve récupérée par l'ensemble des responsables politiques qui opposent à la globalisation ou à l'intégration européenne les mythes d'une protection sociale « à la française » ou « à l'allemande », ou telle ou telle formule de retour aux isolats nationaux »¹⁸⁹.

B. Le populisme autoritaire et charismatique

Le populisme de type autoritaire et charismatique est originellement typique des espaces de transition politique. Il fait son nid sur les décombres des régimes autoritaires ou totalitaires de l'Amérique latine des années 1970 ou de l'Europe de l'Est dans la seconde moitié du siècle passé. Joseph Krulic explique avec élégance cette tendance qui pousse irrémédiablement les « nouvelles démocraties » vers le populisme autoritaire.

« Le populisme de l'Europe de l'Est se manifeste donc dans un monde que la tradition n'habite plus et que la loi n'habite pas encore, alors même que l'idéocratie communiste s'en est allée »¹⁹⁰.

Dans ces sociétés sans tradition démocratique récente, le populisme autoritaire perpétue un rapport entre gouvernants et gouvernés basé sur la force. Il s'articule autour d'un mode de domination charismatique qui s'inscrit dans la lignée du culte des grands hommes tel qu'il était cultivé par les régimes autoritaires. Conséquence institutionnelle logique, ces mouvements populistes imposent une transition autoritaire qui confère à la fonction présidentielle une importance disproportionnée en regard des autres pouvoirs.

¹⁸⁷ Yves SUREL, « Populisme et démocratie », *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, op. cit., pp. 99-100.

¹⁸⁸ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., pp. 48-49.

¹⁸⁹ Guy HERMET, « Populisme et nationalisme », *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, op. cit., pp. 122.

¹⁹⁰ Joseph KRULIC, « Les populismes d'Europe de l'Est », *Le Débat*, op. cit., p.91.

« Dans les Etats post-soviétiques, le populisme est inhérent à la transition autoritaire : il en représente à la fois un mode de légitimation et une ressource politique. [...] Il rejoint le « populisme régime », qui correspond à « un régime autoritaire ou semi-plébiscitaire dans lequel un chef charismatique s'adresse directement aux « masses », tirant sa légitimité de ce qu'il incarne le peuple, la volonté ou l'âme profonde du peuple »¹⁹¹.

L'émergence de ce type de mouvements populistes autoritaires dans certains pays de l'ancien bloc communiste s'explique par un phénomène que Pierre-André Taguieff appelle le « désenchantement démocratique ». Dans ces espaces politiques à (re)construire se manifeste un fort décalage entre la mise en place des formes institutionnelles de la démocratie et sa réelle efficacité en matière de réformes socio-économiques ou de participation politique. De ce fossé entre les espoirs portés par un changement de régime et de minces résultats naît la déception. Un sentiment qui ouvre la porte aux partisans du retour aux anciennes méthodes.

« L'argument est récurrent : sous la bannière de la démocratie, des forces non démocratiques dominent et gouvernent ; la démocratie n'est qu'une mise en scène : les « plus démunis » (le peuple) ont le (seul) droit de voter pour les candidats des privilégiés (l'élite), seuls détenteurs du pouvoir réel ; les élections sont vues comme des « pièges à cons ». Dès lors, la vie politique apparaît comme un « théâtre d'ombres », simulacre de l'impossible démocratie masquant le pouvoir réel d'une oligarchie »¹⁹².

Ce populisme autoritaire post-soviétique est incarné notamment par le président biélorusse Alexandre Loukachenko et trouve une expression plus complexe non sans être aboutie en la personne de Vladimir Poutine, ex-Président mais toujours leader de la Russie (avec le titre de Premier ministre). Historiquement, le populisme autoritaire présente également des similitudes avec le style affiché par des leaders sud-américains des années 1980-90 tels que : Fernando Collor de Mello (Brésil), Carlos Menem (Argentine), Alberto Fujimori (Pérou). Dans un paysage social marqué par un profond désespoir, ces leaders charismatiques ont imposé une forme de « démocratie délégative » où domine « l'exercice personnel du pouvoir, les élections de type plébiscitaires et le clientélisme électoral »¹⁹³. Dans un contexte post-autoritaire, la confiance que place le peuple en la délégation de son pouvoir peut parfois devenir aveugle. Forts de cette confiance, les leaders populistes autoritaires et charismatiques de ces pays s'autorisent des volte-face plus qu'improbables. Porteurs d'une légitimité presque irrationnelle puisée au cœur d'une passion populaire et validée par des élections démocratiques, ces « animaux politiques » réduisent le contenu de leur programme à sa plus simple expression ; celui-ci s'effaçant derrière un charisme autoritaire et envoûtant.

« Cette conduite palindromique a été illustrée avec éclat par Fujimori et Menem. Mais si les programmes des élus ont autant changé, c'est qu'ils tendaient déjà au minimum, exprimé par la devise de Menem durant sa campagne électorale : « Suivez-moi » (Sigame). Pour ces démagogues respectant le décor démocratique, il ne s'agit pas, pour gagner les élections, de convaincre le peuple de la justesse des objectifs fixés par un programme explicite, il s'agit seulement de gagner sa confiance »¹⁹⁴.

C. Le télépopulisme, dérive ou néo-politique ?

Le terme de « télépopulisme », déjà présent sous la plume de Pierre-André Taguieff en 1997¹⁹⁵, semble avoir été taillé à la mesure du personnage de Silvio Berlusconi. Même s'il tend à se généraliser depuis, le télépopulisme trouve toujours dans la conquête du pouvoir de l'homme d'affaire italien un cadre idéal à toute tentative de définition. Dès son entrée en politique et la création de son parti « Forza Italia » en 1994, Silvio Berlusconi se tourne vers le peuple à l'image de n'importe quel représentant d'un populisme classique. Mais plus que quiconque auparavant, il va utiliser les médias (il est propriétaire du plus grand groupe de télévisions privées) et la logique entrepreneuriale (il est à la tête du plus grand groupe de

¹⁹¹ Alexandra GOUJON, « Un cas de populisme post-soviétique » : la Biélorussie, in TAGUIEFF, Pierre-André (sous la dir.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004, p. 73.

¹⁹² Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, *op. cit.*, pp. 52-53.

¹⁹³ Francisco C. WEFFORT, « Les démocraties nouvelles : analyse d'un phénomène », *Revue internationale de sciences sociales*, vol. XLV (2), No. 136, mai 1993, p. 298.

¹⁹⁴ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, *op. cit.*, pp. 52-53.

¹⁹⁵ TAGUIEFF, Pierre-André, *Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes*, in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No. 56, octobre-décembre 1997.

publicité du pays) pour parvenir à éliminer les médiations politiques qui le séparent du peuple. Pour l'homme politique Silvio Berlusconi, le peuple a deux acceptions : celle d'électorat et celle d'opinion publique. La première doit mathématiquement le porter au pouvoir tandis que la deuxième doit être décortiquée à grands frais de sondages puis orientée dans le but de pouvoir l'incarner.

« Il applique à la politique tous les instruments du marketing : enquête de marché pour sélectionner les choix des citoyens et choisir les mots et slogans à travers lesquels il s'adressera à eux ; sondages non seulement pour enregistrer chaque jour les mouvements de l'opinion publique, mais également pour les conditionner. Les données des sondages sont mises en avant lorsqu'il a besoin de légitimer les inflexions de sa politique. C'est-à-dire qu'il s'en sert pour recueillir les tendances de la société et les incarner »¹⁹⁶.

Chez le leader de *Forza Italia*, les deux autres grandes tendances populistes - nationale et autoritaire - sont présentes mais sans jouer de rôle dominant. Cette constatation pousse Yves Surel à parler dans le cas de Berlusconi de « populisme résiduel ». Articulé autour d'une gestion très moderne de la communication politique, le télépopulisme de Silvio Berlusconi conserve pour autant des attributs fondamentaux du style populiste comme le charisme et le rejet des médiations et une faculté sans commune mesure à privilégier l'immédiateté, le rêve et le ressenti face au temps long et austère de l'argumentation. Le rôle joué par la télévision dans ce que Pierre Musso appelle « une machine à « fictionner » la société » est essentiel. Il peut justifier à lui seul le terme de « télépopulisme ».

« Il vend un rêve (ses détracteurs disent qu'il vend du vent...) dont il est le producteur et l'un des messagers, lui avec ses proches. Il n'exerce donc pas une séduction directe par simple identification à sa personne, mais il sait produire des clones, des médiateurs à son image, des copies fidèles. [...] Berlusconi sait construire une fable pour séduire des consommateurs, puis se présenter comme le médiateur de ce rêve, entouré de stars reflétant son image, et enfin, le réaliser dans un produit ou un service »¹⁹⁷.

Stars de son équipe de football (Milan AC), présentateurs-vedettes de ses chaînes de télévision ou élus de *Forza Italia*, tous deviennent les hérauts de la réussite « façon Berlusconi ». Pour Pierre Musso, c'est bien cette « praxis managériale de l'imaginaire » qui, répondant à la crise profonde de la représentation politique traditionnelle, a porté l'homme d'affaires vers les succès électoraux.

Doit-on voir dans le style politique de Silvio Berlusconi un avatar moderne du populisme charismatique classique et ainsi valider le terme de « télépopulisme » ou de « néo-populisme » ? Certains chercheurs le pensent ou du moins le suggèrent (Taguieff, Diamanti) alors que d'autres trouvent le concept de populisme trop réducteur pour définir un virage médiatique qui tend à réorienter l'ensemble des codes du jeu politique. Jean-Gustave Padioleau avance par exemple la notion de « popularisme ».

« Mettre en scène l'agir suffit au popularisme. Impressionner, frapper, décider deviennent des preuves manifestes de l'efficacité. La production d'effets substantiels s'efface devant l'impératif de séduction [...]. Le popularisme manipule, à bon marché, les ressorts du consumérisme de satisfaction d'opinions. Il ne connaît que le tempo de l'urgence, de la vitesse et de l'immédiat. Il renvoie à plus tard les tests de l'action efficace ou, avec adresse, tente de les faire oublier. Il se soumet aux diktats d'un seul objectif : gagner le pouvoir et le conserver »¹⁹⁸.

Télépopulisme, néo-populisme, néo-politique, les concepts s'affrontent pour décrire une même réalité. Celle d'un espace politique démocratique qui se plie aux codes d'une société de l'image et de consommation jusqu'à devenir un « audiovisuel continué par d'autres moyens »¹⁹⁹.

¹⁹⁶ Ivo DIAMANTI, « Anti-politique, télévision et séparatisme : le populisme à l'italienne », in TAGUIEFF, Pierre-André (sous la dir.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004, p. 55.

¹⁹⁷ Pierre MUSSO, « Le phénomène Berlusconi : ni populisme, ni vidéocratie mais néo-politique », *Hermès*, No. 42, 2005, pp. 174-175.

¹⁹⁸ Jean-Gustave PADIOLEAU, « Les 400 coups du « popularisme », *Libération – Rebonds*, 15 octobre 2003.

¹⁹⁹ Pierre MUSSO, « Le phénomène Berlusconi : ni populisme, ni vidéocratie mais néo-politique », *Hermès*, *op. cit.*, p. 176.

3.3.2 Nicolas Sarkozy : la mosaïque populiste

Après avoir esquissé une typologie des grandes tendances du populisme moderne, il convient de soumettre la figure politique du candidat Nicolas Sarkozy à l'épreuve de la comparaison. Première évidence, rien ne nous permet d'affirmer que le candidat de la majorité présidentielle appartient à l'un des trois groupes de populismes présentés. Nicolas Sarkozy n'épouse en effet parfaitement aucun de ces trois types de populisme. Cette affirmation appelle néanmoins un certain nombre de nuances et de commentaires. Ils s'articulent autour de deux axes. Le premier a fait de Nicolas Sarkozy l'acteur principal d'une campagne électorale qui dans la globalité de son déroulement a emprunté des ressorts stylistiques et rhétoriques propres aux mouvements populistes (voir chapitre 4.1).

Le second a vu Nicolas Sarkozy à titre individuel s'inspirer, intégrer voire cloner des postures ou pratiques populistes lors de sa conquête du pouvoir. Ces emprunts donnent à l'être politique de Nicolas Sarkozy des teintes populistes. Mais le fait que ceux-ci proviennent de chacune des différentes formes de populisme et ne deviennent jamais des éléments dominants de son programme lui permet d'échapper à une identité populiste trop marquée.

Afin d'en souligner la largeur du spectre, il n'est pas inutile de passer en revue succinctement la mosaïque des emprunts populistes réalisés par le candidat Sarkozy.

La crise de la représentation politique Condition d'émergence de toute forme de mouvements populistes, la tendance est commune à tous les candidats et a déjà été relevée plus haut. Soulignons simplement que Nicolas Sarkozy est de loin un des plus virulents (avec François Bayrou qui y associe la théorie du complot). Au-delà de sa dénonciation des « mensonges » et des « approximations » de la classe politique, Nicolas Sarkozy pointe le pouvoir public comme la source de la crise morale. « *La France traverse une crise morale. La politique peut y remédier parce que la politique en est la cause* »²⁰⁰, insiste-t-il. Lorsque l'on connaît le rôle pivot joué par l'argument de « la crise morale » dans son programme de campagne, on comprend mieux l'importance de cette condamnation de la classe politique au pouvoir.

Promesse d'une rupture Même si le slogan a connu, en cours de campagne, un lifting sensé l'adoucir, Nicolas Sarkozy a toujours prôné « la rupture ». Dans sa typologie des populismes, Pierre-André Taguieff offre une place de choix à « l'appel à la rupture salvatrice et purificatrice ». Un appel « au changement » qui peut prendre des formes différentes mais qui doit « en finir avec le désordre établi » et « rompre radicalement avec le système »²⁰¹. Chez Nicolas Sarkozy, la rupture annoncée est d'ordre moral. Elle a pour but une inversion des valeurs qui confère, selon lui, à l'élection un caractère historiquement décisif. Ainsi, le rendez-vous électoral deviendrait rien de moins qu'un choix entre deux conceptions « de la politique », « de la nation », « de la République » et même « de l'homme et de la civilisation ». « *Pour la première fois depuis trente ans, c'est la morale et non la gestion qui se trouve placée au cœur de la politique* »²⁰².

La rhétorique du blâme et de l'éloge Le style populiste fait la part belle à « la rhétorique du blâme et de l'éloge »²⁰³. En rendant blanche ou noire ce qui le plus souvent est (et fait appel à) de la matière grise, ce discours manichéen renforce l'impression d'un leadership proche du peuple et de son sens commun, exalté ici en vérité intrinsèque. Nicolas Sarkozy a puisé sans la moindre parcimonie dans ce discours fait d'oppositions faciles; dénonçant une école incapable d'apprendre « à faire la différence entre le bien et le mal, à distinguer ce qui est vrai de ce qui est faux, à apprécier ce qui est beau et ce qui est laid ». Le candidat de l'UMP ira même jusqu'à proposer une définition sociétale de l'ordre aux confins de la caricature de cette rhétorique du blâme et de l'éloge. « *L'ordre, c'est quand la loi est la même pour tous, quand le crime est puni et le mérite récompensé. L'ordre, c'est quand la victime compte plus que le délinquant. C'est quand le travail paye plus que l'inactivité, quand on cesse de s'appauvrir en travaillant et de s'enrichir en spéculant* »²⁰⁴.

²⁰⁰ Nicolas Sarkozy, *Discours de Caen*, 9 mars 2007.

²⁰¹ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., p. 48.

²⁰² Nicolas Sarkozy, *Discours de Nice*, le 30 mars 2007.

²⁰³ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., p. 24.

²⁰⁴ Nicolas Sarkozy. *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

Un charisme bonapartiste et compassionnel

Candidat volontariste à l'extrême, Nicolas Sarkozy a fait preuve d'un tropisme bonapartiste articulé autour de « l'autorité personnelle, la primauté médiatique et la scénographie de la rupture contrôlée »²⁰⁵. Sa représentation de l'autorité idéale est verticale et descend directement de lui jusqu'à l'individu, témoin le peu d'intérêt qu'il porte à la décentralisation et aux manifestations de la société civile²⁰⁶. On retrouve ici le rejet des médiations et la boulimie que connaît la fonction présidentielle dans les régimes populistes autoritaires et charismatiques. Néanmoins, Nicolas Sarkozy compense cette tendance autoritaire par une proximité compassionnelle qu'il entretient grâce à sa gestion médiatique. En occupant en permanence l'espace médiatique – le plus souvent au côté des victimes – Nicolas Sarkozy parvient à « fictionner la société » et son action politique, ce qui l'inscrit en permanence dans le temps court de l'émotion et du ressenti. Autre rouage du populisme, cette fois emprunté à sa version moderne et médiatique : le télépopulisme.

Le peuple contre les élites

Déjà soulignée dans les diatribes tenues contre les représentants du pouvoir politique, cette tendance lourde du populisme exalte le peuple « simple » et « sain » par opposition aux élites de toutes sortes. Nicolas Sarkozy s'en est pris volontiers « aux adeptes de la pensée unique », qu'on imagine être l'expression d'une certaine intelligentsia de gauche même si le candidat n'a pas jugé nécessaire de le préciser. « La pensée unique » devient alors, dans la rhétorique du candidat Sarkozy, une expression synonyme de l'exact contraire du « bon sens populaire ». En fustigeant cette « pensée unique et le politiquement correct » qui ont, pêle-mêle, fait de l'autorité « un gros mot »²⁰⁷, qui font qu'on n'a plus « le droit de dire qu'un voyou est un voyou »²⁰⁸ et enfin qui ont « dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté »²⁰⁹, Nicolas Sarkozy s'approprie la parole du peuple à la manière d'un tribun populiste.

Le travailleur contre le « spéculateur et le rentier »²¹⁰

Autre articulation classique de la dialectique populiste, la condamnation des inégalités économiques à travers l'opposition entre une économie immatérielle diabolisée et une économie réelle – ouvriers, artisans et commerçants – sanctifiée. Le travailleur est alors « considéré comme seul producteur « authentique », dont l'activité contraste avec les mouvements artificiels de la spéculation »²¹¹. Malgré des convictions politiques d'obédience libérale, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à emprunter cet argumentaire habituellement ancré dans le populisme de gauche. Il condamne ainsi avec véhémence « le scandale des parachutes en or et l'injustice des stocks options réservés à quelques uns »²¹² ; fustigeant « un capitalisme financier livré à lui-même » et comparant le spéculateur à « un prédateur » pour un « capitalisme familial » qu'il entend défendre envers et contre tous²¹³. On retrouve ici l'opposition constitutive du « populisme des anciens » décrite par Guy Hermet entre « le mérite bafoué du travail et la dépravation de la richesse oisive et exploiteuse »²¹⁴. N'est-ce pas cette opposition que Nicolas Sarkozy réveille en parlant au nom de « la France qui se lève tôt » ?

La défense du « nous » contre « l'autre »

Dernier emprunt et non des moindres, celui d'inspiration nationale-populiste. Nous l'avons longuement défini, le national-populisme se définit sur la base d'un *ethnos* qui serait mis à mal par des éléments extérieurs – immigration étrangère ou communautarisme infranational – qui deviennent la cible de toutes les attaques. Sans jamais basculer dans cette dialectique nationaliste, Nicolas Sarkozy s'est emparé à bras le corps du thème de la nation, s'attirant la sympathie, et les voix, d'une partie de l'électorat du Front national. Le candidat de l'UMP ne peut guère être plus clair sur son patriotisme lorsqu'il affirme : « Je veux dire aux Français qu'ils auront à choisir entre

²⁰⁵ Alain DUHAMEL, « Le retour du bonapartisme », *Libération*, *op. cit.*

²⁰⁶ Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, *op. cit.*

²⁰⁷ Nicolas Sarkozy, *Discours de Perpignan*, 23 février 2007.

²⁰⁸ Nicolas Sarkozy, *Discours de Lorient*, 3 avril 2007.

²⁰⁹ Nicolas Sarkozy, *Discours de Paris Bercy*, 29 avril 2007.

²¹⁰ Nicolas Sarkozy, *Discours de Metz*, le 17 avril 2007.

²¹¹ Yves SUREL, « Populisme et démocratie », *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, *op. cit.*, p. 99.

²¹² Nicolas Sarkozy, *Discours de Metz*, le 17 avril 2007.

²¹³ Les trois citations sont tirées d'un même paragraphe : Nicolas Sarkozy, *Discours de Clermont-Ferrand*, le 27 avril 2007.

²¹⁴ Guy HERMET, « Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique », in Janine CHÈNE, Olivier IHL, Eric VIAL, Ghislain WATERLOT, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003, p. 35.

ceux qui aiment la France et ceux qui affichent leur détestation de la France »²¹⁵. Ou encore : « Que l'identité nationale soit devenue à ce point une grossièreté (...), voilà ce que j'appelle une crise morale ! »²¹⁶. Sans jamais sombrer dans un nationalisme xénophobe, Nicolas Sarkozy lie « la crise morale » qu'il dénonce à celle du sentiment national. Une argumentation qui s'approche des sirènes du national-populisme sans jamais y céder et témoigne, du même coup, de la parfaite maîtrise de la rhétorique populiste du candidat Sarkozy.

La revue des emprunts et des tentations populistes du candidat Sarkozy impose la conclusion suivante. Nicolas Sarkozy n'appartient pas à part entière à l'une des « castes populistes » identifiées par les analystes politiques et les historiens spécialistes de ces mouvements. En revanche, sa récupération de façon modérée de la quasi-totalité des thèmes, postures et styles recensés chez ces formations ou leaders populistes prouve qu'il a intégré la capacité de conviction de cette méthode dans l'exercice spécifique de la conquête du pouvoir. Ainsi, Nicolas Sarkozy peut être considéré comme le prototype du politicien démocrate moderne, étonnante construction faite de fondations idéologiques solides et classiques²¹⁷ mais dont l'architecture visible n'hésite pas à se doter des plus fins ornements du populisme. Néo-démocrate ou néo-populiste ? Le choix de la terminologie adéquate semble secondaire tant il paraît évident que la porosité nouvelle affichée entre la sphère du débat démocratique traditionnel et celle de la séduction populiste rend aujourd'hui obsolète leur distinction et le jugement de valeurs qui l'accompagnait.

3.4 Populisme et gouvernance, couple de la démocratie vide

La figure politique de Nicolas Sarkozy éclairée à travers l'analyse de ses points de convergences avec les grands traits des manifestations populistes contemporaines place l'observateur devant un sentiment ambigu. Une certaine gêne s'installe même devant un politicien qui n'épouse aucun des différents types de profils populistes recensés par la recherche scientifique mais dont le style est fortement contaminé par les expressions ou postures classiques des mouvements populistes. Il découle de ces conclusions, l'impression diffuse que des nouvelles règles du jeu politique autoriseraient une plus grande porosité entre les principes du débat démocratique traditionnel et les artifices de la séduction populiste. Guy Hermet confirme cette tendance en suggérant le récent gain en respectabilité du ressort populiste. Le politologue n'hésite pas à séparer le « vrai leader populiste », - toujours considéré comme excessif, choquant et dangereux pour la fraction des politiciens respectables - des « faux » ou « apprentis » populistes qui tenteraient « de leur subtiliser certaines de leurs recettes en les émoissant, sans confesser leur origines et en les rendant un peu plus présentables »²¹⁸. Cette dernière section sera consacrée à questionner cette nouvelle perméabilité entre les pôles du populisme et de la « Haute Démocratie ». Il tentera d'en interroger les conséquences possibles sur l'avenir des démocraties représentatives.

3.4.1 La démocratie vide : vers un oubli de la représentation

Nous l'avons longuement détaillé au fil de cet ultime chapitre, les ressources et le style populistes ont définitivement été apprivoisés par l'espace démocratique traditionnel, principalement lors des campagnes électorales, théâtre de la conquête du pouvoir. Recyclé depuis Tony Blair ou Gerhard Schröder par des

²¹⁵ Nicolas Sarkozy, *Discours de Nice*, 30 mars 2007.

²¹⁶ Nicolas Sarkozy, *Discours de Nice*, 30 mars 2007. Il n'est pas inutile de souligner que quelques minutes plus tard, le président de l'UMP prononcera une phrase qui fera couler beaucoup d'encre : « *Je suis de ceux qui pensent que la France n'a pas à rougir de son histoire. Elle n'a pas commis de génocide. Elle n'a pas inventé la solution finale. Elle a inventé les droits de l'Homme et elle est le pays du monde qui s'est le plus battu pour la liberté* ».

²¹⁷ Chez Nicolas Sarkozy, il s'agit d'un libéralisme conservateur qui n'est pas sans rappeler celui de Margaret Thatcher. A ce titre, Pierre-André Taguieff propose une description de la politique de la dame de fer qui pourrait s'appliquer parfaitement à celle de Nicolas Sarkozy. « (...) *on rencontre l'appel au peuple contre les élites ; l'exploitation des passions nationalistes ; la réhabilitation des lois du marché et la volonté d'en finir avec l'Etat providence ; la désignation claire des figures de l'ennemi et l'éloge des valeurs traditionnelles. Le « peuple » auquel le discours thatcherien s'adresse n'est nullement celui des exclus et des laissés-pour-compte, mais celui qui « respecte la réussite honnête par le travail », bref la fraction des classes populaires qui rêve de devenir propriétaire, ainsi que la frange inférieure des classes moyennes portée par le désir d'ascension sociale* ». Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., p. 48.

²¹⁸ Guy HERMET, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 172.

leaders « du système »²¹⁹, l'argumentaire populiste fait aujourd'hui partie intégrante du débat démocratique. Cette nouvelle réalité engendre deux conséquences majeures sur l'expression démocratique.

Premièrement, l'usage stratégique des ressorts populistes provoque la banalisation de ce que Pierre-André Taguieff nomme les « démocraties faibles ». Pour éviter de perdre un électorat potentiel, le néo-populiste – ou néo-démocrate, c'est selon – évite d'adopter des positions tranchées. Flexible et à l'écoute du peuple, ce leader au programme minimaliste se positionne comme un « sauveur soft ». Grâce à sa maîtrise médiatique, il entretient l'illusion d'une proximité avec le peuple sensée garantir un pouvoir démocratique. Alors qu'en réalité, cette construction masque les véritables zones de pouvoir et les centres de la décision politique.

« Ce qui n'est pas contestable, en deça des systèmes d'interprétation, c'est que les démocraties délégatives sont des démocraties faibles, voire ultra-faibles, à l'exécutif hyper personnalisé mais aux décisions surdéterminées et dont les dirigeants suprêmes ont été élus pour leurs qualités médiatiques d'autoprésentation. Il faut donc tenir compte de la réalité du télépopulisme, indissociable de l'émergence des démocraties faibles ou vides, et d'un nouveau type de sauveur, semi-charismatique et télévisuellement fabriqué »²²⁰.

Deuxièmement, la démocratie faible a pour effet de briser la tradition représentative qui structure l'équilibre démocratique. En confisquant la visibilité et parfois le poids des médiations politiques, « le populisme de salon » déclenche au sein du peuple un processus d'oubli de la représentation. Le phénomène est nouveau car, historiquement, le populisme s'attaquait à la démocratie représentative pour y substituer une démocratie plus directe.

« Reprenant d'une certaine façon l'argument rousseauiste selon lequel la représentation suppose nécessairement la trahison, le populisme encourage dès lors un régime faisant une part moindre aux logiques médiatrices. Le référendum constitue ainsi une proposition de réforme institutionnelle caractéristique, commune à la plupart des mouvements contemporains »²²¹.

Si les néo-démocrates au style populiste brandissent aussi l'argument d'un lien plus direct à l'aide du référendum, ils préfèrent généralement l'outil médiatique à celui institutionnel pour créer de la proximité avec ceux qu'ils sont sensés représenter. Ainsi la figure du peuple est au cœur de leur dialectique lors de la conquête du pouvoir. Durant leur mandat, elle est épisodiquement appelée à témoigner lors d'un événement à forte charge émotionnelle ou lorsque le pouvoir politique recherche un soutien symbolique. Mais dans l'exercice effectif du pouvoir politique, le peuple se voit confisquer ses prérogatives par un pouvoir exécutif hypertrophié qui enjambe les médiations politiques traditionnelles ou les minimise par une invisibilité médiatique. Une situation qui provoque un oubli de la fonction représentative parmi les peuples des « vieilles démocraties européennes » devenues aujourd'hui des « démocraties faibles ».

3.4.2 La gouvernance, virus de la souveraineté populaire

Les observations précédentes dessinent un paysage au sein duquel le peuple se voit réduit à la fonction de déléguer le pouvoir à un représentant dont la seule présence garantirait la bonne gestion des affaires publiques. Une fois son pouvoir transmis, le peuple est tenu à l'écart de la manœuvre publique et voit le rideau se refermer sur la scène des prises de décisions politiques. Cette situation qui consacre une fois nommé un exécutif hypertrophié et opaque pose la question d'une redéfinition du sens de la souveraineté populaire au sein des « démocraties faibles ». Pour Guy Hermet, le concept est « affecté par le doute ».

²¹⁹ Umberto Eco choisit de faire remonter l'origine des percées populistes au sein du débat démocratique au duel pour la Maison-Blanche entre Nixon et Kennedy. « (...) lorsque Kennedy a vaincu Nixon non pas en vertu d'une indéniable supériorité politique, mais grâce à un physique avantageux qui tranchait sur un adversaire incapable de se raser correctement ! », Marie-Laure GERMON, « Nous payons aujourd'hui l'effondrement de l'Empire soviétique », Interview d'Umberto Eco, *Le Figaro*, 25 septembre 2006.

²²⁰ Pierre-André TAGUIEFF, « Le populisme et la science politique », *Les Populismes*, op. cit., p. 57.

²²¹ Yves SUREL, « Populisme et démocratie », *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, op. cit., p. 106.

« Ne prendrait-elle pas figure d'illusion ? À quoi servirait-elle donc, si la volonté majoritaire dégagée des urnes débouche sur des prescriptions qui ne peuvent s'appliquer que dans la mesure où elles coïncident avec des orientations induites par des contraintes transnationales ou des réglementations supranationales indifférentes aux désirs des peuples ? »²²².

Derrière les doutes émis par Guy Hermet pointe la question de la globalisation et de l'importance prises en simultanée par les organisations politiques internationales et supranationales. Face aux défis d'une réalité culturelle, parfois sociale mais surtout économique qui dépassent largement les frontières nationales, l'État démocratique a perdu de sa marge de manœuvre. Le crédit que la population accordait à sa capacité de répondre aux besoins s'est en conséquence affaibli, créant les conditions d'une audience particulièrement sensible aux sirènes populistes.

Pour Yves Surel et Yves Mény, l'origine de cette fièvre populiste remonte au virage libéral amorcé dans les pays anglo-saxons durant les années 1980 (et que Nicolas Sarkozy souhaiterait enfin faire prendre à la France de 2007). Un virage qui « n'est pas sans conséquence sur le contenu de la démocratie ». En cédant devant la « toute puissante » main invisible du marché, les anciens garants de l'interventionnisme ont abandonné une parcelle de légitimité démocratique.

« L'idéologie dominante est bien celle du libéralisme qui a réussi – momentanément ? – à émanciper dans une large mesure le marché de la tutelle démocratique. Les garde-fous qui subsistent – lorsqu'ils survivent – relèvent de l'appareillage constitutionnaliste et presque jamais du populaire. L'argument invoqué est aussi simple que brutal : l'économie est une affaire trop importante pour être abandonnée à la politique (c'est-à-dire aux partis et à leurs électeurs) »²²³.

Si le libéralisme économique possède dans son mode de diffusion une tendance naturelle à occulter le populaire, c'est que les réformes qu'il suppose ne reçoivent généralement pas l'assentiment du plus grand nombre. Dans son dernier ouvrage *L'hiver de la démocratie*, Guy Hermet souligne cette opposition structurelle. Il va même jusqu'à inscrire l'origine de la banalisation du populisme européen dans l'épuisement de l'État providence face aux impératifs du marché.

« Cette nécessité de réformer l'État providence, voire de le supprimer en partie, est devenue telle que beaucoup de leaders des partis classiques se sont rendus compte qu'ils ne pouvaient accomplir cette tâche explosive sans détourner l'attention des bénéficiaires de la démocratie sociale enlisée en usant des techniques inspirées de celles des populistes « hors système » »²²⁴.

Comme le suggère ici Guy Hermet, l'artifice populiste est à considérer avant tout comme un symptôme et non pas comme les causes de la maladie, image largement usitée par l'historiographie de la question. Le symptôme d'un déséquilibre entre les impératifs politiques et la légitimité de son pouvoir, entre les piliers constitutionnel et populaire. Devant les échéances électorales et la réduction de sa marge de manœuvre, le leader néo-démocratique se réfugie, d'une part, derrière l'artifice populiste pour convaincre le peuple. Et, d'autre part, il participe du mouvement qui voit de nombreuses politiques publiques passer aux mains d'organismes indépendants sous le nouveau « régime de la gouvernance ».

Menée à plusieurs niveaux, tant régionaux que supranationaux, la gouvernance se veut experte et indépendante. Libérée des aléas de l'échéancier électoral, elle réunit les compétences des secteurs public et privé et fonde sa légitimité sur les résultats obtenus (*output legitimacy*). À l'image de l'Union européenne qui en est le laboratoire principal, ce nouveau mode de régulation de l'économie se développe en explorant des pistes intéressantes dans la conduite des affaires publiques. Il demeure cependant que la gouvernance manque dans ses formes actuelles d'un attribut crucial : une légitimité populaire. Souvent souligné à l'échelle européenne, le déficit démocratique de l'Union trouve sa source dans la faible légitimité de son *demos*. En s'exportant toujours plus vers les espaces nationaux ou régionaux le « régime de la gouvernance » ne va-t-il pas amplifier encore le sentiment populaire d'être tenu à l'écart des espaces de décision politique, et ainsi ouvrir plus grande la voie au leader populiste et son appel au peuple réhabilité ?

²²² Guy HERMET, Populisme et nationalisme, *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, op. cit., p. 38.

²²³ Yves MENY, Yves SUREL, *Par le peuple, pour le peuple – Le populisme et les démocraties*, op. cit., p. 43.

²²⁴ Guy HERMET, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, op. cit., pp. 176-177.

3.4.3 Du cercle vicieux au changement de régime

Au même titre que le style populiste s'est définitivement imposé au cœur du débat démocratique, le régime de la gouvernance semble devenir un mode de gestion des affaires publiques de plus en plus institutionnalisé. Preuve en est le nouveau vocable de « gouvernance démocratique » qui ne parvient pourtant pas à camoufler le paradoxe contenu dans l'expression.

« La gouvernance vise-t-elle réellement à enrichir ou à rajeunir la démocratie ? Ou bien lui rend-elle uniquement un hommage de pure forme ? Ou bien est-elle purement et simplement le contraire de la démocratie, son antithèse, camouflée sous les oripeaux étrangers à sa véritable nature ? [...], la gouvernance démocratique ne serait-elle pas une sorte d'oxymore, une expression associant deux notions incompatibles, rendant impossibles le phénomène qu'elle prétend désigner ? »²²⁵.

L'embaras exprimé ici par Guy Hermet face à une association maladroite n'est pas sans rappeler l'ambiguïté contenue dans le populisme « soft » devenu la norme du débat néo-démocratique. Il apparaît ainsi pertinent de considérer les deux phénomènes – populisme et gouvernance – comme les deux faces d'une évolution des régimes démocratiques modernes. Double symptôme d'un effritement du pilier populaire de nos démocraties, populisme et gouvernance semblent même se nourrir au point de renforcer un cercle vicieux.

En effet, par son caractère souvent opaque et son absence de légitimité populaire, la gouvernance contribue à l'impression d'un pouvoir dont les décisions sont déconnectées des volontés populaires. Elle renforce ainsi fatalement le fossé entre gouvernés et gouvernants, source de la crise de la légitimité politique qui est à l'origine des vagues populistes. Privés d'une représentation politique visible et crédible durant les mandats des responsables politiques, les citoyens placent alors, par un phénomène de compensation, beaucoup d'espoir dans les rendez-vous électoraux. Cette attente crée « le syndrome charismatique » décrit par Alexandre Dorna. Elle nourrit une audience réceptive aux sirènes populistes qui se banalisent et donnent aux campagnes électorales des allures de grandes messes politiques. Comme ce fut le cas en France, le candidat qui sort vainqueur d'une campagne ayant suscité un tel engouement est porteur de lourdes attentes. Le pouvoir qui lui a été délégué possède une grande force symbolique ce qui lui permet d'asseoir un exécutif hypertrophié dont le souci d'efficacité et de rapidité tend à museler les médiations traditionnelles en ayant notamment recours à la gouvernance. Le cercle vicieux se referme alors sur un régime démocratique dépecé de son organe populaire et qui subit, lors de chaque rendez-vous électoral, une greffe populiste capable de recréer l'illusion d'une démocratie en bonne santé.

S'il ne souligne pas la présence d'un cercle vicieux entretenu par le couple populisme-gouvernance, Guy Hermet insiste néanmoins sur la nature complémentaire des deux concepts. Il insiste même sur le nouveau « partage des tâches » que suppose cette association.

« [...] : d'une part une pratique populiste et plébiscitaire au niveau de la compétition électorale assortie d'un recours à la « démocratie participative » dans les affaires locales abandonnées en partie aux représentants autoproclamés de la « société civile » ; d'autre part des méthodes relevant de la gouvernance, réservées au petit nombre, s'agissant des orientations économiques, sociales ou politiques d'envergure nationale, régionale ou globale négociées entre des acteurs cooptés protégés des humeurs trop volatiles des électeurs »²²⁶.

Dans le cadre traditionnel des Etats démocratiques occidentaux, l'association entre les artifices du populisme et les recours au régime de la gouvernance semble avoir un effet néfaste sur le fonctionnement des démocraties représentatives. Il serait cependant simpliste et erroné de considérer la gouvernance comme un mode de gestion des politiques publiques dangereux ou inapproprié. Riche de multiples acceptions, la gouvernance peut être mondiale lorsqu'elle tend à élaborer des règles au niveau supra-étatique²²⁷. Elle peut également prendre la forme du « *New Public Management* » lorsqu'elle cherche à

²²⁵ *Ibid.*, p. 192.

²²⁶ *Ibid.*, p. 200.

²²⁷ « Nous définissons ici la gouvernance mondiale comme l'ensemble des processus par lesquels des règles collectives sont élaborées, décidées, légitimées, mises en œuvre et contrôlées », in Zaki LAÏDI, Pascal LAMY, « La gouvernance, ou comment donner sens à la

améliorer le fonctionnement des affaires publiques à l'échelle infra étatique²²⁸. Mais il demeure que tournée vers l'extérieur ou vers l'intérieur, la gouvernance remet en cause le mode de gestion traditionnel des affaires publiques.

Dans le « livre vert » présenté en 2000 à l'occasion d'une réunion du Parlement européen²²⁹, la gouvernance prend les traits d'une réforme fondamentale du secteur public et du rôle joué par l'Etat. Grâce à un changement de paradigme qui fait basculer l'axe de la décision politique du vertical à l'horizontal, les nombreux intervenants, acteurs publics ou privés, interagissent selon des exigences circonstanciées afin d'aboutir à la meilleure décision pour le bien public. Pour Guy Hermet, cette entreprise visant à « désenchanter la politique » constitue l'amorce d'un véritable changement de régime.

« Selon cette vision en effet, la gouvernance se présente comme un « mode de conduite » des affaires publiques dans lequel l'Etat perd sa puissance symbolique et la sacralité qui en dérivait. Les affaires publiques n'y constituent plus au mieux que des affaires collectives, tandis que plus rien ne requiert le maintien du pouvoir politique surplombant les autres pouvoirs. La notion de gouvernance correspond à l'instauration d'un système de commande qui ne serait plus vraiment un régime politique, ou à celle d'une méthode d'optimisation du traitement des besoins collectifs remplaçant celle associée au régime représentatif de la démocratie telle qu'elle s'est développée depuis un siècle et demi »²³⁰.

Pour qu'elle devienne la première expression d'un changement de régime politique, la gouvernance doit cependant s'accompagner d'une réflexion profonde à la mesure du bouleversement qu'elle provoque sur la nature de l'autorité politique. Quelles sont les nouvelles sources possibles de légitimité populaire au sein d'un système dont les cadres géographiques et sociaux sont en perpétuelle redéfinition ? Où placer une *auctoritas* gardienne des origines tout en garantissant les conditions de création d'un projet qui dépasse les cadres rigides de l'Etat ? Enfin, comment déléguer une *potestas* qui ne se traduira plus par un pouvoir vertical délimité dans le temps et dans l'espace mais par une mission ponctuelle impliquant des compétences précises et des alliances sans cesse renouvelées ?

L'ensemble de ces questions sont les enjeux d'un renouveau politique que la vague populiste qui déferle sur l'Europe depuis presque deux décennies rend des plus urgents. Si ces questions essentielles ne sont pas prises à bras le corps par les responsables politiques, le cercle vicieux provoqué par le couple gouvernance-populisme continuera de tuer à petit feu les fondements de la démocratie représentative. Une prise de conscience qui apparaît aujourd'hui bien peu probable tant les incantations populistes de la campagne présidentielle française et la promesse grandiloquente de Nicolas Sarkozy d'un « retour du politique » semblaient résolument tournées vers un passé idéalisé plutôt que dictées par l'envie d'un avenir à inventer.

mondialisation », in Pierre JAQUET, Jean PISANI-FERRY, Laurence TUBIANA, *Gouvernance mondiale*, Conseil d'analyse économique, Rapport de synthèse, 2002, pp. 193-210.

²²⁸ « *Clearly New Public Management and entrepreneurial government share a concern with competition, markets, customers and outcomes. This transformation of public sector involves « less government (or less rowing) but « more governance » (or more steering).* », in Robert A.W. RHODES, « The New Governance : Governing without Government », *Political Studies*, XLIV, 1996, p. 655.

²²⁹ *The Future of Parliamentary Democracy : Transition and Challenge in European Governance* (Green paper prepared for the Conference of the Speakers of EU Parliaments, Rome, sept. 22-24 2000), Rome, Uppsala, 2000.

²³⁰ Guy HERMET, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, *op cit.*, pp. 201-202.

Conclusion

La campagne pour l'élection présidentielle 2007 a été le théâtre d'un fracassant retour en grâce du politique au sein l'espace public français. Elle a mis en scène des candidats d'une nouvelle génération, porteurs d'un style et d'une dramaturgie politiques résolument modernes, mais qui, dans leur costume progressiste, ont souvent déclamé avec passion un texte aux parfums de nostalgie. Nourri de rappel à l'ordre et de «réhabilitation de l'autorité», ce discours aux accents autoritaires a célébré le triomphe presque anachronique de l'abstraction et des valeurs sur les querelles de chiffres et autres réalités politiques. Par une entreprise de décryptage puis de reconstitution, notre étude a souhaité proposer une analyse de cet élan autoritaire afin d'en révéler les origines et d'en esquisser les lignes de forces.

Au fil de notre recherche, un constat s'est imposé comme un préalable essentiel à sa compréhension. Le discours de l'ordre et de l'autorité a largement contribué à déplacer le débat de cette campagne du terrain «programmatique et électoral» vers un espace «culturel et idéologique». ²³¹ Ce glissement lexical traduit ainsi un mouvement allant de l'énoncé du concret vers celui des représentations. Il témoigne également de la profondeur d'un discours qui résonne comme un écho aux doutes et aux peurs d'un corps social dont la modernité a brouillé les codes de son rapport à autrui, et ceux de son rapport au pouvoir. Il est ainsi apparu évident que cet élan autoritaire s'enracinait à la fois dans un terreau sociétal et dans un autre politique. Le discours qui a porté cet élan devait donc naturellement être étudié à travers son impact tant sur les contenus que sur le contenant politiques. Et une synthèse crédible ne pouvait être ensuite proposée qu'en confrontant les deux pans de l'analyse pour restituer au mouvement toute sa dimension.

L'étude de contenu des discours des trois candidats retenus a révélé un certain nombre de tendances claires. Elles peuvent se résumer en trois points. Premièrement, il apparaît que les trois candidats se positionnent sur les questions d'ordre sociétal. Même si François Bayrou demeure tant quantitativement que qualitativement en retrait dans ses évocations, la récupération du discours autoritaire par l'ensemble des candidats majeurs de cette campagne prouve le rôle central qu'il a joué dans la conquête des esprits, et donc du pouvoir. Deuxièmement, il convient de relever une nette ligne de démarcation au sein de cette diffusion. Si l'élan autoritaire présente un impact, certes nuancé, dans les projets de société et les choix politiques de tous les candidats, il ne conserve une réelle influence que dans la représentation de l'exercice du pouvoir de Nicolas Sarkozy. Ce constat amène l'ultime remarque qui fait du président de l'UMP le seul candidat à donner à «la réhabilitation de l'autorité» les contours d'une forme de méta construction capable d'influer à la fois sur les contenus et sur le contenant politique.

Ces premiers enseignements récoltés au plus près des discours de campagne ont ensuite été confrontés aux cadres théoriques existants dans une quête du sens. Quelle signification devons-nous accorder à l'irruption relativement soudaine et massive dans l'espace politique français de ce discours autoritaire aux élans de réaction ?

Dans son acceptation globale, le rappel à l'ordre est apparu avant tout comme l'expression d'un frein à la «dynamique libérationniste» ²³² des sociétés modernes. Chez tous les candidats, il a pris les traits d'une critique de l'élargissement continu des droits individuels et des dérives individualistes qu'il encouragerait. Parallèlement, ce discours aux accents autoritaires a incarné l'aspiration d'un retour à des règles de vie en société mieux définies, sensées garantir un cadre social plus stable. A l'image de celui que les sociétés traditionnelles avaient érigé en principe inaliénable. Dès lors, il n'est pas surprenant d'avoir vu Mai 68 – pourfendeur symbolique du modèle des sociétés traditionnelles – être traîné à la barre des accusés par les procureurs de l'ordre et de l'autorité. Selon ceux-ci, Nicolas Sarkozy en tête, la dynamique émancipatrice et libertaire induite dans les mouvements de 68 constituerait la cause unique de l'individualisme des sociétés actuelles. Elle serait ainsi seule responsable du «relativisme», du «cynisme» et de «la crise morale» qui

²³¹ Jérôme SGARD, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, *op. cit.*.

²³² Le philosophe Gilles Lipovetsky est ici cité par Marie-Paul Virard. Marie-Paul VIRARD, « Tous Réacs ? », *Enjeux – Les Echos*, *op. cit.*.

habiteraient la société française. Une interprétation lacunaire que récuse naturellement Henri Weber, député européen socialiste et acteur emblématique du Mai 68 parisien.

« Le mouvement de Mai 1968 n'était pas cynique, mais idéaliste et romantique. Il récusait l'idéal de la société de consommation en plein essor. Il rejetait l'existence terne dont cet idéal était porteur : «métro-boulot-dodo». Au sommet de sa hiérarchie des valeurs, il plaçait l'accomplissement de soi, dans le faire non dans l'avoir. Imputer à ce mouvement «le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, les dérives du capitalisme financier» comme le fait Nicolas Sarkozy, voilà bien le comble du cynisme ! »²³³.

Comme le souligne ici Henri Weber, les mouvements de Mai 68 ont contesté les dogmes de la société traditionnelle, mais aussi ceux d'une société de consommation en plein essor, vantant la libéralisation des corps et de l'esprit plutôt que celle du marché. Si cet élan émancipateur et libertaire n'a pas véritablement freiné l'ascension du libéralisme, il a contribué ensuite à faire du progrès l'expression d'une double quête, celle d'un enrichissement au service du bien-être social.

A travers le discours du rappel à l'ordre et de la réhabilitation de l'autorité, c'est bien le sens du binôme libéral – libertaire qui est remis en cause. Alliance de circonstance nouée au crépuscule des Trente Glorieuses, le couple libéral – libertaire est aujourd'hui disloqué par l'hypertrophie d'un libéralisme économique globalisé. Par son dogme de la concurrence, le libéralisme économique malmène la coopération à mesure qu'il encourage la compétition entre les individus. Il exerce ainsi sur ces derniers «une violence culturelle» qui morcelle le corps social et génère un individualisme porteur de conflits. Dès lors, l'élan émancipateur de la pensée libertaire est jugé néfaste au développement du libéralisme. Et les deux forces, jadis parallèles, s'opposent de façon irrémédiable.

Lors de la campagne présidentielle, le discours de l'ordre a ainsi pris les traits d'un élan conservateur qui s'est déployé comme un soutien au libéralisme économique. Garants du lien social que la loi du marché malmène, ordre moral et réhabilitation des formes d'autorité traditionnelle ont représenté – dans une relation de dépendance – les meilleurs alliés de la promesse d'un virage libéral. Les premiers ayant pour tâche de garantir les conditions d'acceptation sans heurt du second. Matérialisée par les positions de Nicolas Sarkozy, cette nouvelle alliance libérale autoritaire a débouché sur une redistribution des cartes idéologiques. Elle a réussi le tour de force de donner à ses positions conservatrices une connotation progressiste et coller au dos de l'héritage libertaire une étiquette réactionnaire. Une inversion théorique qui s'inscrit parfaitement dans la tradition idéologique des «Révolutionnaires Conservateurs». Le renversement est servi par un habile artifice rhétorique et il convient d'en souligner le succès auprès de l'opinion publique. Ségolène Royal n'aurait-elle pas, en effet, défendu Mai 68 et la tradition libertaire avec plus de vigueur si elle avait été convaincue de trouver un soutien populaire sur ce thème ?

Sur le plan des représentations de l'exercice du pouvoir politique, le discours de l'ordre et de l'autorité n'a pas été adopté par l'ensemble des candidats. Si son cadre idéologique a largement influencé la vision du pouvoir de Nicolas Sarkozy, il s'est vu opposé une force diamétralement opposée à travers l'expérience participative défendue par Ségolène Royal. Cette opposition frontale a présenté l'intérêt de proposer deux méthodes bien distinctes visant toutes les deux le même objectif : lutter contre la crise de la représentation qui voit le fossé entre gouvernants et gouvernés sans cesse se creuser. Nicolas Sarkozy s'est présenté comme le défenseur d'une représentation du pouvoir de type bonapartiste, centralisée autour de sa personne et de son autorité, hiérarchique et déconnectée des relais de la société civile. Il a défendu ainsi la vision d'un pouvoir fort, presque emblématique, mais dont l'exercice se déroule loin du citoyen.

Par opposition, Ségolène Royal a souhaité, par la démocratie participative, étendre la délibération politique et ainsi réinstaller la question publique au plus proche du peuple. Malgré l'essence résolument plus démocratique de cette vision, les propositions de la candidate socialiste n'ont pas trouvé grâce auprès des électeurs bien que ceux-ci semblaient justement réclamer un gain de proximité et de visibilité avec le pouvoir politique.

²³³ Henri WEBER, « Le Mai 68 imaginaire de Nicolas Sarkozy », *Le Figaro*, 4 mai 2007.

L'analyse de ce constat à première vue paradoxal en rapport aux attentes des citoyens peut s'expliquer par l'interaction de trois facteurs. Premièrement, les revendications des citoyens de se voir offrir plus de proximité avec l'espace de délibération politique ne doivent pas faire oublier que la notion de proximité est couplée dans les démocraties représentatives avec celle de capacité²³⁴. Plus encore à l'occasion d'une élection présidentielle, la démonstration par un candidat de sa capacité revêt une importance au moins aussi importante que la marque de sa proximité avec l'électorat. Porté par un volontarisme ostentatoire et son discours aux tonalités autoritaires, Nicolas Sarkozy a remporté la bataille de la capacité.

Deuxièmement, il convient de souligner que Nicolas Sarkozy a su compenser l'absence de proximité contenue dans sa représentation du pouvoir par une proximité de ressenti qu'il a entretenu grâce à la maîtrise de son image. Son occupation de l'espace médiatique et «de zèle compassionnel» qu'il affiche auprès des victimes lors de faits-divers marquants lui permettent d'une part d'inscrire son récit politique dans le quotidien des gens et, d'autre part, de le mettre en scène «à hauteur de citoyen». Par cette gestion médiatique de tous les instants, Nicolas Sarkozy donne à son pouvoir des accents de communion émotionnelle qui lui assure un gain de proximité. Opération qui représente toutefois un leurre pour le peuple puisque les espaces de délibération, et donc de vraie proximité politique, lui sont confisqués.

Enfin dernier élément d'explication, Nicolas Sarkozy a trouvé un environnement favorable dans les cadres qui ont régi cette élection présidentielle. Avec l'irruption dans l'espace public hexagonal d'une démocratie d'opinion décomplexée, images et apparences ont souvent primé sur l'argumentation rationnelle. Profondément modernes, les deux finalistes ont été portés par cette tendance. Mais le candidat de l'UMP a mieux su exploiter la mutation d'un exercice politique qui tend à l'individualisation de l'argumentaire politique. Une solution pour chacun, mais de l'ordre et de l'autorité pour tous, les multiples visages de Nicolas Sarkozy ont été portés par la démocratie d'opinion quand l'exigence participative est apparue complexe et désincarnée²³⁵.

A l'heure de la synthèse, Nicolas Sarkozy apparaît comme l'incarnation de la tentation autoritaire qui a animé la campagne. Dans un lien quasi organique, le candidat de l'UMP est parvenu à inscrire sa vision politique et celle de son exercice du pouvoir dans un cadre idéologique largement influencé par les notions d'ordre et d'autorité. Idéologie, style et exercice du pouvoir, toutes les composantes de l'«être politique» de Nicolas Sarkozy présentent un glissement autoritaire. Phénomène intéressant, celles-ci semblent même se légitimer mutuellement créant un cercle argumentatif vertueux pour le candidat. Plus le libéralisme prôné se développe, plus il suscite un individualisme qui désintègre les solidarités sociales et déplace les strates de décisions des espaces politiques nationaux à ceux, mondialisés, de l'économie. La tendance favorise le conflit social et provoque un sentiment d'abandon politique chez les citoyens ; autant de conditions qui renforcent la demande d'ordre et sert un volontarisme politique aux contours héroïques. Nicolas Sarkozy a ainsi paré son progressisme libéral d'un garde-fou autoritaire capable, selon lui, de ressouder le corps social. Programme qu'il a porté dans un enthousiasme bonapartiste afin d'incarner le renouveau d'un pouvoir politique en perdition. Aussi habile que brillante, la démonstration n'occulte pas les contradictions structurelles de ce virage libéral autoritaire.

« On touche ici une contradiction majeure inhérente aux discours de campagne de Nicolas Sarkozy. Il célèbre le mérite dans une société d'insolents privilèges. Il vante le travail dans un monde qui avantage outrageusement le capital. Il redécouvre la nation à l'ère de la dictature de la compétitivité internationale. Et il fait la morale alors que tant de dirigeants – lui le premier – pratiquent un cynisme à ciel ouvert. Étonnantes manipulations symboliques qui pourraient bien ne pas être éternellement efficaces »²³⁶.

²³⁴ Pierre ROSANVALLON, « L'équilibre entre capacité et proximité a été rompu », *Le Monde – Débats*, *op. cit.*

²³⁵ Eric Dupin suggère à ce titre que la démocratie d'opinion est structurellement favorable à la droite. « *La dévitalisation des espaces nationaux et l'affaiblissement des identités collectives produisent de la dépolitisation. Une tendance elle aussi favorable à la droite. Celle-ci peut plus aisément que la gauche se passer d'un espace public et vivant de délibération. Le repli sur la vie privée et la transformation du citoyen en consommateur passif de politiques publiques participent à sa droitisation. Le nouveau militantisme s'attache moins à changer la société qu'à défendre des intérêts sectoriels menacés par tel ou tel projet d'aménagement. L'Europe connaît à son tour, après les Etats-Unis, le phénomène «nimby»: Not in my backyard («Pas dans mon jardin»). Corrélativement, la vie politique se mue progressivement en un spectacle superficiel aux scénarios préfabriqués et aux héros «pipolisés».* Eric DUPIN, *A droite toute*, *op. cit.*, pp. 223-224.

²³⁶ *Ibid.*, p. 217.

A travers son incarnation bonapartiste d'un pouvoir mis au service d'un libéralisme aux accents conservateurs et moraux, Nicolas Sarkozy a proposé un projet politique qui, dans son ensemble, éloigne les citoyens des espaces propres à penser la chose publique. Porté par un discours du «rappel à l'ordre» et de la «réhabilitation de l'autorité», le candidat de l'UMP a incarné une forme de synthèse autoritaire en porte-à-faux avec l'essence de la démocratie.

Une tendance largement confirmée par les conclusions du dernier chapitre qui ont démontré que l'élan autoritaire incarné par Nicolas Sarkozy s'est abondamment nourri des artifices du populisme. Crise de la représentation, dénonciation des élites corrompues et promesses d'une rupture purificatrice, le candidat de l'UMP a largement puisé dans l'argumentaire populiste classique. En plaçant l'identité nationale sur le devant de la scène ou en opposant le bon sens du petit peuple honnête et travailleur à l'aveuglement d'élites dépassées, il a même habilement construit un discours d'emprunts populistes très efficaces car jamais excessifs. Figure résolument moderne et charismatique du politicien néo-démocrate ayant intégré les rouages de la rhétorique populiste, Nicolas Sarkozy a conquis l'espace du débat culturel et idéologique grâce à ces piliers de l'ordre et de l'autorité. Un style et des thématiques qui ont épousé les attentes d'un large spectre de la population française ; manifestation inquiétante du peu d'attachement de la population aux fondements de la démocratie représentative.

Expression d'un malaise, la tentation autoritaire et réactionnaire mise en scène dans les discours des candidats à l'élection présidentielle 2007 annonce l'ombre d'une impasse. Elle traduit les difficultés toujours plus importantes pour les démocraties libérales de penser l'épanouissement des individus au sein d'un collectif. Et déroule le tapis rouge aux sirènes populistes, leurre charismatique qui offre un refuge à des individus qui ont perdu confiance en leur rôle de citoyen. Pour quitter l'impasse dans laquelle s'enfoncent les «démocraties vides», Guy Hermet invite à demi-mot l'ouverture d'une voie vers un nouveau régime basé sur une conception radicalement nouvelle de l'autorité. Égalitaire, horizontal, supra-étatique, cet ailleurs existe peut-être déjà sous une forme rudimentaire nommée gouvernance. Il ne devra cependant pas oublier d'associer la volonté populaire à son développement sans quoi les questions de l'autorité et du rapport à autrui risquent fort de demeurer conflictuelles.

Pour Michel Onfray, le chemin de la réconciliation entre individu et société passe par la réhabilitation du couple libéral – libertaire. Il fait de *L'Homme révolté* d'Albert Camus le héraut d'un «individualisme altruiste», seul capable de réunir le solitaire et le solidaire.

«[...] il oppose la Commune à la bureaucratie, la révolte gorgée de pulsion de vie à la révolution indexée sur la pulsion de mort, le cœur des hommes au sang des ennemis, la pensée solaire grecque à la pensée nocturne allemande, le socialisme de Proudhon à celui de Marx, la justice à l'ordre, la société concrète à la société absolutiste, la liberté réfléchie à l'autorité rationnelle, et surtout, «l'individualisme altruiste» à la colonisation des masses »²³⁷.

Expression riche de promesses, «l'individualisme altruiste» ouvre la voie vers une société apaisée. Si le chemin pour y parvenir demeure à ce jour inconnu, il devra obligatoirement passer par une «autorité du futur»²³⁸ qui appelle conviction et reconnaissance plus qu'elle n'exige l'obéissance. Une autorité qui se tourne vers l'avenir au lieu de se gargariser du passé.

²³⁷ Michel ONFRAY, *La pensée de midi. Archéologie d'une gauche libertaire*, Paris, Galilée, 2007, p. 23.

²³⁸ Myriam REVAULT D'ALLONES, *Le pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité*, Paris, Seuil, 2006.

Bibliographie

Ouvrages

- ARENDDT, Hannah, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967.
- AUCLAIR, Philippe, *Le Royaume enchanté de Tony Blair*, Paris, Fayard, 2006.
- BAYROU, François, *Au nom du Tiers-État*, Paris, Hachette Littératures, 2006.
- BAYROU, François, *Projet d'Espoir*, Paris, Plon, 2007.
- BERGOUNIOUX, Alain, WERKOFF-LELOUP, Caroline, *Les Habits neufs de la droite française*, Paris, Plon, 2006.
- BEVORT, Antoine, *Pour une démocratie participative*, Paris, Presse universitaire de Science Politique, 2002.
- CHÊNE, Janine, IHL, Olivier, VIAL, Eric, WATERLOT, Ghislain, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003.
- CHIRAC, Jacques, *La France pour tous*, Paris, NiL Editions, 1994.
- DUPIN, Eric, *À droite toute*, Paris, Fayard, 2006.
- DUPIN, Eric, *L'hystérie identitaire*, Paris, Le Cherche midi, 2004.
- ERIBON, Didier, *D'une révolution conservatrice*, Paris, Editions Léo Scheer, 2007.
- GAUCHET, Marcel, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.
- GENEREUX, Jacques, *La Dissociété*, Paris, Seuil, 2006.
- GRUNBERG, Gérard, BERGOUNIOUX, Alain, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005.
- GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna, SNIDERMAN, Paul, *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2002.
- HERMET, Guy, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007.
- HABERMAS, Jürgen, *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, préface de l'auteur à l'édition de 1990, Paris, Payot, 1992.
- HALIMI, Serge, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004.
- LAMBRON, Marc, *Mignonne, allons voir...*, Paris, Grasset, 2006.
- LE GOFF, Jean Pierre, *Mai 68 l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 2002.
- LINDENBERG, Daniel, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil – La république des idées, 2002.

- MENDEL, Gérard, *Pourquoi la démocratie est en panne : construire la démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2003.
- MENDEL, Gérard, *Une histoire de l'autorité : permanences et variations*, Paris, La Découverte, 2003.
- MENY, Yves, SUREL, Yves, *Par le peuple, pour le peuple – Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.
- MONGIN, Olivier, *La peur du vide : essai sur les passions démocratiques*, Paris, Seuil, 1991.
- ONFRAY, Michel, *La pensée de midi. Archéologie d'une gauche libertaire*, Paris, Galilée, 2007.
- REVAULT D'ALLONES, Myriam, *Le pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité*, Paris, Seuil, 2006.
- REYNIE, Dominique, *Le triomphe de la démocratie d'opinion – l'espace public français du XVI^e au XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1998.
- RIOUX, Jean-Pierre (sous la dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007.
- ROSANVALLON, Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.
- ROSANVALLON, Pierre, *La démocratie inachevée – Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.
- ROYAL, Ségolène, *Désirs d'avenir*, Paris, Flammarion, 2006.
- ROYAL, Ségolène, *Maintenant*, (livre d'entretiens avec Marie-Françoise Colombani), Paris, Flammarion, 2007.
- SALMON, Christian, *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris, La Découverte, 2007.
- SARKOZY, Nicolas, *Ensemble*, Paris, Editions XO, 2007.
- SARKOZY, Nicolas, *La République, les religions, l'espérance*, Paris, Le Cerf, 2004.
- SARKOZY, Nicolas, *Libre*, Paris : Robert Laffont, 2001.
- SINTOMER, Yves, GRET, Marion, *Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte, 2^{ème} éd., 2005.
- SINTOMER, Yves, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, Paris, La Découverte, 2002.
- SINTOMER, Yves, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007.
- The Future of Parliamentary Democracy : Transition and Challenge in European Governance* (Green paper prepared for the Conference of the Speakers of EU Parliaments, Rome, sept. 22-24 2000), Rome, Uppsala, 2000.
- TAGUIEFF, Pierre-André (sous la dir.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004.
- TAGUIEFF, Pierre-André, *Le sens du progrès. Une approche historique et philosophique*. Paris, Flammarion, 2004.

Articles

AESCHIMANN, Eric, « Depuis les années 60, la social-démocratie n'est plus une idée neuve - Entretien avec Pierre ROSANVALLON », *Libération*, 23 juin 2007.

BAYART, Jean-François, « Je ne me rallierai pas au national-libéralisme français », *Le Temps*, 30 avril 2007.

BERGOUNIOUX, Alain, GRUNBERG, Gérard, « Parti socialiste : l'heure des choix », *Esprit*, no 339, novembre 2007.

BESSON, Sylvain, « Comment Nicolas Sarkozy a gagné la bataille des idées », *Le Temps*, 18 mai 2007.

BESSON, Sylvain, « La plume de Sarkozy qui inquiète l'Europe », *Le Temps*, 21 septembre 2007.

BIRNBAUM, Jean, « Il faut refaire le bagage d'idées de la démocratie française » - Entretien avec Pierre ROSANVALLON, *Le Monde*, 21 novembre 2002.

CARCASSONE, Guy, « La démocratie participative à la loupe », *Le Point*, 7 septembre 2006.

CHERIX, François, « Elections présidentielles françaises : retour du politique ou triomphe des individus ? », *Le Temps*, 22 mai 2007.

DESCHAMPS, Pascale-Marie, « l'autorité réinventée », *Enjeux – Les Echos*, 1^{er} mars 2006.

DESCHAMPS, Pascale-Marie, « Les intellos dans le bouillon réactionnaire », *Enjeux – Les Echos*, 1^{er} mars 2007.

DUHAMEL, Alain, « La démocratie d'opinion triomphe », *Libération*, 11 avril 2007.

DUHAMEL, Alain, « La tentation populiste », *Le Point*, 3 mai 2007.

DUHAMEL, Alain, « Les raisons d'un échec », *Libération*, 9 mai 2007.

DUHAMEL, Alain, « Le retour du bonapartisme », *Libération*, 22 août 2007.

FINKIELKRAUT, Alain, GAUCHET, Marcel, MANENT, Pierre, MURRAY, Philippe, TAGUIEFF, Pierre-André, TRIGANO, Shmuel, YONNET, Paul, « Manifeste pour une pensée libre », *L'Express*, 28 novembre 2002.

GARAPON, Antoine, SALAS, Denis, « La victime plutôt que le droit », *Esprit*, no 339, Novembre 2007.

GERMON, Marie-Laure, « Nous payons aujourd'hui l'effondrement de l'Empire soviétique », Interview d'Umberto Eco, *Le Figaro*, 25 septembre 2006.

HABERMAS, Jürgen, « L'espace public, 30 ans après », in *Quaderni*, no 18, 1992.

JAIGU, Charles, « De la difficulté pour Sarkozy le « moderne » de croiser le fer avec Ségolène la « postmoderne », *Le Figaro*, 10 janvier 2007.

JEROME, Phillipe, « Ces mots qui révèlent une politique », *l'Humanité*, 18 avril 2007.

KRASTEV, Ivan, « L'heure du populisme », in *Critique & Humanism*, Novembre 2007.

- KRULIC, Joseph, « Les populismes d'Europe de l'Est », *Le Débat*, No 67, novembre-décembre 1991.
- LAÏDI, Zaki, LAMY, Pascal, « La gouvernance, ou comment donner sens à la mondialisation », in JAQUET, Pierre, PISANI-FERRY, Jean et TUBIANA Laurence, *Gouvernance mondiale*, Conseil d'analyse économique, Rapport de synthèse, 2002, pp. 193-210.
- LEMIEUX, Emmanuel, « Enquête - L'Etat de la démocratie et de ses élites en France (1/10) », *Nouvel Economiste*, 5 avril 2005.
- LEVY, Bernard-Henry, « Les deux destins de Ségolène », *Le Point*, 23 novembre 2006.
- LEVY, Elizabeth, « La revanche du réel » - Entretien avec Marcel GAUCHET, *Le Point*, 24 mai 2007.
- MACE-SCARON, Joseph, LACROIX, Alexis, « Une Interview du grand homme défiguré » - Entretien avec Alain FINKIELKRAUT, *Le Figaro*, 14 novembre 2002.
- MANO, Jean-Luc, « Participation, piège à... ? », *Le Nouvel Economiste* par Jean-Luc Mano, 7 septembre 2006.
- MASCHINO, Maurice T., « Intellectuels médiatiques, Les nouveaux réactionnaires », *Le Monde diplomatique*, Octobre 2002.
- MAYAFFRE, Damon, « Langue de bois et discours de fer ; que révèle une analyse lexicale des paroles de Sarkozy ? », *l'Humanité*, 26 mai 2007.
- MEUS, Carl, « Sophie Bouchet-Petersen : la boîte à idée de Ségolène », *Le Point*, 30 novembre 2006.
- MONGIN, Olivier, FOESSEL, Michaël, « Les mises en scène de la réussite. Entreprendre, entraîner, animer. », *Esprits*, no 339, Novembre 2007.
- MOUSSAOUI, Rosa, « L'hypothèse de l'émancipation reste l'hypothèse communiste » -Entretien avec Alain BADIOU, *l'Humanité*, 6 novembre 2007.
- MUSSO, Pierre, « Le phénomène Berlusconi : ni populisme, ni vidéocratie mais néo-politique », *Hermès*, No 42, 2005.
- PADIOLEAU, Jean-Gustave, « Les 400 coups du « popularisme », *Libération – Rebonds*, 15 octobre 2003.
- REVAULT D'ALLONES, Myriam, « Le zèle compassionnel de Nicolas Sarkozy », *Esprit*, no 339, Novembre 2007.
- RHODES, Robert A.W., « The New Governance : Governing without Government », *Political Studies*, XLIV, 1996, pp. 652-667.
- ROSANVALLON, Pierre, « L'équilibre entre capacité et proximité a été rompu », *Le Monde – Débats*, Les intellectuels jugent la présidentielle, 22 mars 2007.
- SCHLEGEL, Jean-Louis, « La question religieuse : relier la politique à l'espérance ? », *Esprit*, no 339, Novembre 2007.
- SGARD, Jérôme, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, no 335, juillet 2007.
- SINTOMER, Yves, « L'émergence d'une nouvelle grammaire de l'action publique et de la politique », *Le Monde – Débats*, Les intellectuels jugent la présidentielle, 22 mars 2007.

SOLLERS, Philippe, «Mignonne, allons voir... - l'essai de la semaine », *Le Nouvel Observateur*, 23 novembre 2006.

TAGUIEFF, Pierre-André, « Le nouvel opium des intellectuels », *Le Figaro*, 27 novembre 2002.

TAGUIEFF, Pierre-André, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 56, octobre-décembre 1997.

VIRARD, Marie-Paul, « Tous Réacs ? », *Enjeux – Les Echos*, 1^{er} mars 2007.

WAINTROP Michel, « Mai 68 est-il responsable de tous les maux ? », *la Croix*, 12 décembre 2006.

WEBER, Henri, « Le Mai 68 imaginaire de Nicolas Sarkozy », *Le Figaro*, 4 mai 2007.

WEFFORT, Fransisco C., « Les démocraties nouvelles : analyse d'un phénomène », *Revue internationale de sciences sociales*, vol. XLV (2), No 136, mai 1993.

WEHRLY, Richard, « Par rapport à Mai 68, Nicolas Sarkozy se comporte en pur stalinien » - Entretien avec Daniel COHN-BENDIT, *Le Temps*, 1^{er} mai 2007.

WIEVIORKA, Michel, « Ségolène met la gauche intellectuelle en peine », *Libération*, 18 janvier 2007.

Sites internet

<http://sites.univ-provence.fr/veronis/Discours2007/>

www.bayrou.fr/

www.desirsdavenir.org/

www.eurozine.com

www.interieur.gouv.fr/

www.ipsos.fr

www.parti-socialiste.fr/

www.sarkozy.fr

www.u-m-p.org/site/index.php

Annexes

Nicolas Sarkozy, Discours à Perpignan (23/02/07) 

Mes chers amis,

Une campagne présidentielle c'est une épreuve. Et il faut y être préparé. C'est une épreuve de sincérité. Une épreuve de vérité. On ne peut dissimuler ce que l'on est. On ne peut mentir sur ce que l'on pense. Une campagne présidentielle c'est dur. Dur pour sa famille. Dur pour soi-même. Parce qu'il faut aller chercher au fond de soi la sérénité, le calme, la tranquillité qui permettent de faire face à tous les emballements. Une campagne présidentielle c'est une exigence. Une exigence intellectuelle. Une exigence morale. Il n'y a pas de place pour l'approximation, la demi-mesure, le défaut d'engagement. Une campagne présidentielle c'est une tension qui ne se relâche jamais car la victoire n'est acquise qu'à la dernière seconde de la dernière minute de la dernière heure de la compétition. Une campagne présidentielle c'est une forme d'oubli de soi. C'est se mettre à l'écoute des autres, à leur service. Car il y a beaucoup à apprendre de ce que disent les Français chaque jour. Mais quand je vous vois si nombreux, quand je sens votre attente, les espoirs que vous mettez en moi, je sais que tout cela n'est pas vain. C'est vous qui me donnez la force, le courage, l'énergie d'aller encore au-delà de moi-même.

Au milieu des attaques que subissent toujours ceux qui ne veulent pas transiger avec leurs principes, ceux qui ne veulent rien céder sur le terrain de la morale et des convictions, ceux qui ne veulent pas se laisser aller à la facilité et à la démagogie, au milieu de toutes les difficultés, de tous les pièges, de toutes les épreuves, ma force inépuisable c'est votre présence, mon bonheur profond c'est d'être au milieu de vous, ma joie sincère c'est de me sentir en harmonie avec l'émotion de votre foule immense. Merci d'être là. Merci de votre soutien. Merci de votre amitié. Merci de votre enthousiasme. Merci de votre confiance. Je ne les décevrai pas. Je ne les trahirai pas. Tout simplement parce que je n'en ai pas le droit.

Oui je suis heureux d'être avec vous ce soir, dans ce Sud que j'aime tant, si près de l'Espagne à laquelle tant de choses vous lient et qui est pour ma famille presque une seconde patrie, à Perpignan, vieille ville catalane et française dont Salvador Dali mit jadis la gare au « centre cosmique du monde ». Ici on est fier d'être catalan et fier d'être français.

Ici depuis deux cents ans on s'est toujours battu derrière le drapeau tricolore en gardant dans son cœur le drapeau jaune des Catalans sur lequel le premier comte de Catalogne traça avec le sang de sa blessure les quatre bandes rouges. Ici la frontière n'a pas la même signification qu'ailleurs, parce qu'elle a plus sauvé de vies qu'on n'a tué de gens pour la défendre. Ici la frontière, ce fut pour un demi-million de Républicains espagnols l'espoir de trouver un refuge pour échapper au franquisme. Ici la frontière, ce fut pour des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants traqués par la Gestapo la possibilité de se soustraire à un destin tragique. Qu'il me soit permis de rendre hommage à ces innombrables héros anonymes qui, en les cachant et en les guidant à travers les Pyrénées, leur ont sauvé la vie en risquant la leur.

Je veux le dire ce soir, s'il y a eu des Français qui ont trahi la France, qui ont trahi ses valeurs, qui ont dénoncé, qui ont persécuté d'autres Français, il y a eu aussi, et pas seulement dans les maquis, pas seulement dans la France combattante, mais aussi dans la population des villes, des villages, des campagnes, des hommes et des femmes qui ont eu un comportement admirable de dignité et de courage. Car il fallait du courage pour cacher dans sa famille, parmi ses propres enfants, l'enfant juif que les nazis voulaient exterminer. Car il fallait du courage pour faire passer la frontière à des réfugiés et à des résistants quand les patrouilles allemandes tiraient à vue. Oui, je veux le dire ce soir, je suis fier de la France qui a toujours été une terre de liberté, où les grands crimes, que rien n'excuse, ont été bien moins nombreux que les moments de gloire, où la grandeur a toujours fini par triompher de la bassesse, où la générosité a toujours été plus forte que l'égoïsme, où la solidarité a toujours eu le dernier mot sur le chacun pour soi.

Je n'accepte pas cette obsession de la repentance qui nourrit la détestation de la France et la détestation de soi. Je ne veux plus de ce dénigrement systématique de l'histoire de France, de ce révisionnisme historique

qui n'a d'autre but que la destruction de notre pays en tant que nation. Nous pouvons être fiers de la France. Elle a parfois commis des fautes mais elle n'a jamais renoncé, elle n'a jamais cédé au totalitarisme et elle a fait plus que toute autre nation pour la liberté et la dignité de tous les hommes. Nous pouvons être fiers de la France comme vous pouvez être fiers de la Catalogne, cette terre où les hommes habitent depuis si longtemps, où à la Saint Georges ils échangent un livre contre une rose rouge parce que c'est une terre de liberté d'esprit et de fraternité. C'est une terre où on a le sens de ce qui est grand et de ce qui est beau. C'est une terre où l'on respecte le savoir et le travail. C'est une terre où l'on a le respect de la famille et le respect des autres. C'est une terre où l'on a le sens du devoir, où l'on fait ce que l'on a à faire sans se plaindre, mais où l'on est rebelle à l'arbitraire et où l'on préfère le désordre à l'injustice. C'est une terre où les hommes savent dire « non » quand on veut les obliger à dire « oui ». C'est une terre de libre-arbitre et de pensée libre.

Ici au pied des Pyrénées, où l'on aime si passionnément la liberté, où l'on n'a jamais accepté l'obéissance aveugle, où l'on a toujours aimé intensément la République et détesté toutes les dictatures, ici les hommes savent bien qu'il n'y a pas de société possible sans autorité. Ici les hommes savent que sans l'autorité ils ne peuvent pas vivre ensemble. Ici les hommes savent que le principe d'autorité est le principe même de la civilisation. Ici, plus qu'ailleurs peut-être, beaucoup d'hommes se désespèrent de voir partout l'autorité dénigrée, de voir l'autorité non plus simplement contestée mais niée, niée par ceux-là même qui devraient la faire respecter, par ceux-là même qui devraient la défendre.

L'autorité ? Qui ose encore en parler ?

L'autorité ? C'est devenu un de ces mots qui peuvent vous briser une carrière politique. Un de ces mots qu'on ne prononce pas entre gens bien élevés, entre gens qui ont bonne conscience. Presque un gros mot pour les tenants de la pensée unique ! L'autorité ? Un mot qui vous fait immédiatement soupçonner de préparer rien moins qu'un Etat policier, un mot qui fait de vous un homme prêt à attenter aux libertés publiques. Mai 68 est hélas passé par là. A bas l'autorité ! C'était cela le programme de mai 68. A bas l'autorité ! Le moment était venu de vivre sans contrainte et de jouir sans entrave. A bas l'autorité ! C'était, prétendaient-ils, la condition de la libération de l'homme aliéné par le travail, par la vie en société, par l'économie, par son éducation et même par sa famille. A bas l'autorité ! Cela voulait dire : L'obéissance de l'enfant à ses parents, c'est fini ! Démodé ! La supériorité du maître sur l'élève, c'est fini ! Ringard !

La soumission à la loi, c'est fini ! Dépassé ! Le pouvoir de police, c'est fini ! Enfin ! Le respect de l'Etat et de ceux qui le représentent, c'est fini ! L'amour de la patrie, la fidélité à la France, à son drapeau, la gratitude vis-à-vis de ceux qui se sont battus pour elle, c'est fini ! La morale, c'est fini ! L'humilité devant le savoir, devant les grandes œuvres de l'esprit humain, c'est fini ! La hiérarchie des valeurs, c'est fini ! La politesse, la courtoisie, le respect pour la personne âgée, pour la femme ! C'est fini !

A bas l'autorité ! Cela voulait dire : Désormais tout se vaut. Le bien comme le mal, la grandeur comme la bassesse, le vrai comme le faux, le beau comme le laid. Tout se vaut : La parole de l'élève vaut celle de l'instituteur. Une émission de variétés vaut une pièce de Racine. L'intérêt particulier vaut l'intérêt général. Le délinquant vaut la victime. La loi des bandes vaut celle de la République. Le non travail vaut autant que le travail.

Et bien je suis venu à Perpignan pour vous dire qu'il est temps de dire non à ce formidable mouvement d'inversion des valeurs. D'ailleurs, on voit où cela nous a menés. Quand tout se vaut, plus rien ne vaut rien. Quand il n'y a plus d'interdit, quand il n'y a plus de tabou, quand il n'y a plus de hiérarchie des valeurs, quand il n'y a plus de limite, quand il n'y a plus rien de sacré, alors il n'y a plus de liberté.

Parce que trop de liberté pour tous tue la liberté de chacun. Parce que personne n'est libre quand personne ne sait plus ce qu'il peut raisonnablement attendre des autres. Parce que lorsque tout est permis, plus rien ne l'est. Parce que lorsqu'il n'y a plus de règle, plus de loi commune, plus de norme, plus de valeur partagée, il n'y a plus rien pour endiguer le mal qui est dans l'homme, pour canaliser la violence, les instincts, les pulsions, la loi de la force, la loi des bandes, la loi des voyous.

En niant toutes les formes d'autorité on autorise toutes les aventures. En récusant toutes les manifestations de l'autorité on excuse tous les débordements. On a promu la violence et parfois même la barbarie dans la société. On a introduit une sorte de violence primitive dans les rapports sociaux. On croyait émanciper, on a aliéné. On croyait libérer, on a démoralisé.

Au cœur de la crise morale que nous traversons il y a la dévalorisation du travail mais il y a aussi en parallèle la dévalorisation de l'autorité. Le mot autorité ne me fait pas peur, le mot morale non plus.

L'autorité ce n'est pas l'autoritarisme.

L'autorité ce n'est pas l'obéissance aveugle. C'est l'obéissance consentie.

L'autorité ce n'est pas la crainte. C'est le respect.

L'autorité ce n'est pas quelque chose qui vient de dehors, c'est quelque chose qui vient de soi.

L'autorité ce n'est pas quelque chose de caché, c'est quelque chose de visible.

L'autorité ce n'est pas quelque chose d'anonyme, c'est quelque chose qui est incarné par des institutions, par des lois, par des hommes.

L'autorité ce n'est pas quelque chose qui s'achète, c'est quelque chose qui se gagne.

L'autorité ce n'est pas la force, c'est la légitimité. C'est la démocratie.

L'autorité ce n'est pas quelque chose qui s'impose, c'est quelque chose qui se mérite.

L'autorité elle doit d'abord venir de ceux qui doivent l'exercer au sommet de la République.

Comment les hommes politiques pourraient-ils avoir une autorité s'ils ne donnent pas l'exemple ? S'ils ne sont pas irréprochables ? S'ils ne tiennent pas leurs promesses ? S'ils violent la loi qu'ils votent ? S'ils ne sont pas capables de s'imposer à eux-mêmes les sacrifices qu'ils prétendent imposer aux autres ? S'ils ne croient pas eux-mêmes à la politique, à sa capacité à changer les choses, à améliorer le sort des gens, à vaincre le chômage de masse, à faire reculer la délinquance ?

Si l'autorité des hommes politiques est si contestée, ce n'est pas à cause de la mondialisation, c'est à cause de comportements, d'attitudes, de mensonges, d'approximations que les Français ne supportent plus, qu'ils ne nous pardonneront plus. C'est à cause de la distance hélas de plus en plus grande qu'il y a entre les paroles et les actes. J'ai conscience de cette situation. J'essaie d'en tirer toutes les conséquences car j'ai compris, au fond de moi, que l'autorité ça se mérite. Qu'une parole donnée se doit d'être une parole tenue. C'est une question d'honnêteté et je veux être honnête envers les Français.

Comment la République pourrait-elle avoir une autorité si elle ne garantit pas l'égalité des chances ? Si l'on n'a pas les mêmes droits, les mêmes devoirs, les mêmes possibilités de faire valoir ses talents selon la couleur de sa peau ou le quartier dans lequel on habite ? Comment la République pourrait-elle avoir une autorité si la loi n'est pas la même pour tous ?

L'autorité ça se mérite.

Comment l'Etat pourrait-il avoir encore une autorité s'il ne se donne plus les moyens de se faire respecter, s'il est appauvri, endetté, s'il est étouffé par sa bureaucratie, s'il est aux mains d'une technocratie arrogante, s'il se mêle de tout sans être capable de rien résoudre ? Comment l'Etat pourrait-il avoir encore une autorité s'il ne remplit plus ses missions régaliennes : l'ordre public, la protection des personnes et des

biens, la répression de la délinquance, la justice, la lutte contre le terrorisme, la maîtrise de l'immigration ? Comment l'Etat pourrait-il avoir encore une autorité s'il n'est pas respecté ?

Comment l'Etat pourrait-il être respecté s'il ne respecte pas ses engagements, s'il ne fait pas respecter ses fonctionnaires, quand un fonctionnaire est insulté, frappé, bousculé alors qu'il sert l'intérêt général. La sanction doit être implacable car en bafouant cet homme ou cette femme, c'est la société toute entière qui est piétinée. Comment l'Etat pourrait-il être respecté s'il n'est capable de tirer aucune conclusion d'une affaire comme celle d'Outreau, ni de prendre aucune sanction quand la faute est aussi lourde et aussi avérée ? Le seul fait d'être un magistrat ne vous exonère pas de votre responsabilité, il la renforce !

L'autorité ça se mérite.

Comment l'école aurait-elle une autorité si elle n'est plus capable d'apprendre à lire, à écrire, à compter aux enfants ? Comment l'instituteur, le professeur pourraient-ils encore avoir une autorité si personne ne fait seulement respecter la politesse dans les écoles ? Si l'école cesse d'être un lieu de transmission du savoir pour devenir un simple lieu de « découverte » où l'enfant n'apprend que ce qu'il a envie d'apprendre ? Si l'instituteur, le professeur supprime toute distance avec les élèves ? Si l'élève ne se lève pas quand le professeur entre dans la classe ? Si personne n'oblige l'élève à enlever sa casquette en classe, ou à éteindre son portable ? Si personne ne lui apprend à admirer les chefs-d'œuvre ?

L'autorité ça se mérite.

Comment certains intellectuels pourraient-ils avoir encore une autorité après toutes les erreurs commises, après que certains d'entre eux aient fait l'apologie de régimes totalitaires ? Après avoir fermé les yeux sur tant de crimes contre l'humanité ? Après avoir tant fait pour saper les fondements de la société et de ce qu'ils appelaient avec mépris la morale bourgeoise ?

L'autorité ça se mérite.

Comment les patrons pourraient-ils avoir une autorité s'ils n'acceptent pas de mettre les patrons voyous à l'index ? S'ils n'acceptent pas de remettre en cause certaines pratiques choquantes et déraisonnables ? Les salaires exorbitants, les parachutes en or abusifs, les retraites chapeaux ? Comment les patrons pourraient-ils avoir une autorité s'ils gagnent autant quand ils échouent que quand ils réussissent, s'ils s'octroient toutes les stock options sans jamais en donner à leurs salariés qui ont pourtant contribué au succès de leur entreprise, s'ils licencient pour doper les cours de Bourse, s'ils pratiquent le chantage aux délocalisations, s'ils n'augmentent pas les salaires alors qu'ils dégagent des profits ?

Comment le cadre pourrait-il exercer une autorité s'il ne sait plus très bien quel est son rôle, s'il ne sait plus très bien s'il fait partie de ceux qui dirigent ou de ceux qui exécutent ? Comment le cadre qui avait un rôle parfaitement défini dans l'organisation hiérarchique et la division du travail de jadis pourrait-il encore exercer une autorité s'il s'angoisse de ne plus savoir très bien où il est ni quelles sont exactement ses responsabilités dans les organisations modernes où tout est en réseaux ?

L'autorité c'est le respect.

Comment le principe d'autorité pourrait-il encore avoir un sens dans une société où celui qui ne se lève pas le matin pour aller travailler gagne autant que celui qui se lève tôt et qui travaille dur ? Je ne veux pas d'une société où le revenu de l'assistance équivaut à celui du travail. C'est une injustice à l'endroit du travailleur et un bien mauvais service à rendre à l'assisté qui perd ainsi l'estime de soi. Comment le principe d'autorité pourrait-il encore avoir un sens dans une société où le fraudeur s'en tire toujours tandis que le travailleur peine à boucler ses fins de mois ? Comment pourrait-il encore avoir un sens dans une société où la fraude à l'argent public est de 20 à 40 milliards d'euros par an ?

La question essentielle pour notre société est celle des travailleurs pauvres malgré leur travail, de la classe moyenne qui se sent déclassée, de tant de famille qui ne croit plus à la promotion sociale. Comment le

principe d'autorité pourrait-il encore avoir un sens dans une société où le multirécidiviste sait qu'il ne risque pas davantage que le délinquant d'occasion, où le chef de bande a plus d'autorité que le policier ou le juge, où certains responsables préfèrent négocier avec les caïds, qu'on a bien tort d'appeler les grands frères, pour avoir la paix ?

Comment les parents et les enseignants pourraient-ils exercer une autorité sur les enfants si la société accepte que ces derniers gagnent mieux leur vie que leur père ou leur professeur en faisant le guet pour les trafiquants de drogue de quartiers ? Comment la jeunesse comprendrait-elle ce que signifie l'autorité si on ne le lui apprend jamais ? Si elle ne rencontre jamais la règle, la discipline, l'obligation ? Si on lui laisse croire qu'elle peut faire tout ce qu'elle a envie de faire ? Si on lui passe tout ? Si l'on excuse toutes ses fautes ? Si l'on n'a jamais le courage de lui dire la vérité, de lui parler de ses devoirs alors que l'on a à la bouche que les droits ?

Ce n'est pas parce que l'enfant construit sa liberté en apprenant à dire non qu'il faut lui dire toujours oui. Pour que l'émancipation soit un combat contre l'autorité, encore faut-il qu'il y ait une autorité. S'il faut bien un jour, comme on dit, « tuer le père », si l'objectif de toute éducation est qu'un jour l'élève dépasse le maître, cela ne veut pas dire que l'on gagnerait du temps en niant l'autorité. Bien au contraire. C'est la confrontation avec la règle qui pousse au dépassement de soi. C'est la confrontation avec la norme qui est créatrice.

Les plus grandes œuvres d'art, les plus grandes œuvres de l'esprit sont nées d'une transgression. La jeunesse s'accomplit en transgressant. Mais pour transgresser faut-il encore qu'il y ait une règle, des lois, des valeurs. Que faire s'il n'y a plus rien à transgresser ? C'est peut-être l'une des grandes causes du malaise existentiel de notre jeunesse. On a rendu un bien mauvais service à la société en donnant à l'ordre une connotation négative, en faisant de l'ordre une valeur négative, en le détestant, en le caricaturant, en l'abaissant.

L'ordre sans le mouvement, c'est le conservatisme et je ne suis pas un conservateur. Mais le désordre c'est l'injustice et je ne veux pas de l'injustice. Le désordre n'est pas dur pour les forts, pour les puissants, pour ceux qui peuvent se protéger eux-mêmes, qui ont les moyens de tirer profit de la situation. Le désordre est dur pour les plus humbles, pour les plus vulnérables, pour ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger. L'ordre est au service des plus faibles. Abaisser l'ordre c'est exposer les plus faibles.

L'immigration clandestine, le travail au noir, la fraude, la défaillance de l'école, la délinquance, le chômage, la concurrence déloyale, ce sont des désordres dont les victimes sont d'abord dans les quartiers défavorisés, dans les familles de milieux modestes, chez ceux qui sont les moins qualifiés, chez ceux qui prennent les transports en commun pour aller travailler. L'ouvrier, c'est le premier que l'on agresse, c'est le premier dont on brûle la voiture, c'est le premier qui se retrouve au chômage quand la concurrence chinoise attaque le marché européen à coups de dumping monétaire, social et écologique et quand le travail au noir lui prend son emploi.

L'ordre, c'est le principe selon lequel tout ne se vaut pas. L'ordre, c'est l'échelle des valeurs qui est reconnue, les devoirs qui sont inséparables des droits. C'est l'honnêteté. C'est le civisme. C'est la confiance. C'est l'Etat de droit. C'est quand chacun sait où il est, ce qu'il a à faire, ce qu'il peut raisonnablement attendre des autres.

L'ordre, c'est quand l'autorité du maître est respectée, c'est quand l'école apprend à l'enfant à faire la différence entre le bien et le mal, à distinguer ce qui est vrai de ce qui est faux, à apprécier ce qui est beau et ce qui est grand. L'ordre, c'est quand la loi est la même pour tous, quand le crime est puni et le mérite récompensé.

L'ordre, c'est quand la victime compte plus que le délinquant. C'est quand le travail paye plus que l'inactivité, quand on cesse de s'appauvrir en travaillant et de s'enrichir en spéculant.

L'ordre, c'est quand le capitalisme est régulé, quand la concurrence est loyale, c'est quand l'entrepreneur est davantage valorisé que le prédateur, c'est quand les gains sont équitablement répartis entre le capital et le travail, c'est quand le dialogue prévaut sur la violence, c'est quand personne n'est obligé de descendre dans la rue pour faire valoir son point de vue, c'est quand les usagers ne sont pas pris en otages par les grévistes, c'est quand chacun peut circuler sans craindre de se faire agresser.

Le mouvement, c'est l'audace, c'est l'innovation, c'est le progrès, c'est l'appel de la justice. C'est la conviction que l'intelligence et le travail des hommes peut améliorer le sort des générations futures. C'est l'optimisme des Lumières. C'est la liberté de l'esprit. C'est la raison critique dressée contre la folie des hommes. C'est la foi dans la science et dans l'éducation. C'est la société qui s'arrache au conservatisme en permettant à chacun de développer ses talents.

L'autorité c'est le fondement de l'ordre. L'autorité c'est ce qui permet au mouvement de ne pas sombrer dans l'agitation. L'autorité c'est ce qui garantit la liberté de tous et la responsabilité de chacun.

Je veux affirmer que c'est d'abord au sein de la famille qu'il faut réhabiliter le principe d'autorité. Le rôle des parents dans l'éducation des enfants est irremplaçable. La famille n'est pas qu'un lieu où l'on obtient des droits et perçoit des allocations. C'est aussi un lieu où l'on exerce des devoirs et au premier rang de ceux-ci d'élever ses enfants.

C'est l'autorité de la République qu'il faut rétablir. Je veux une République irréprochable qui inscrive ses principes dans la réalité et pas simplement sur ses monuments, une République qui ait vraiment pour objectifs la liberté, l'égalité et la fraternité, une République qui donne plus à ceux qui ont moins, une République dont personne ne se sente exclu, dans laquelle chaque citoyen puisse se reconnaître, dans laquelle tous les enfants sentent qu'ils ont quelque chose en commun, qu'ils ont des rêves à partager, un avenir à construire ensemble.

Vous le savez mieux que quiconque – vous l'avez vécu il n'y a pas si longtemps – quand la République s'effrite, c'est le communautarisme c'est l'enfermement dans les origines, ce sont les règlements de compte entre les communautés et c'est la violence qui s'installent. Cela je ne l'accepterai jamais. C'est l'autorité de l'Etat qu'il faut réaffirmer. Je veux un Etat impartial où les nominations principales soient ratifiées par le Parlement, où les compétences l'emportent sur les amitiés, sur les connivences, sur les relations. Je ne veux être l'homme d'aucun clan, d'aucun groupe, d'aucun parti parce qu'un président de la République ne peut être que l'homme de la France.

Je veux un Etat où les fonctionnaires soient moins nombreux mais mieux considérés, mieux payés, avec de meilleures perspectives de carrière, où celui qui se donne du mal est récompensé, où la dignité et la protection des agents publics soient garanties parce qu'à travers eux c'est l'autorité de l'Etat qui est atteinte. Je veux un Etat qui consacre plus de moyens à ses missions régaliennes qui ont été trop négligées.

Je veux un Etat qui domine les corporatismes et les féodalités qui sont dans les bureaucraties, dans les partis, dans les syndicats, dans l'économie. La loi de la majorité ne peut être entravée par une addition de minorités bruyantes, virulentes, intolérantes. Respecter les minorités est une obligation démocratique. Mais à l'inverse ces dernières ne doivent pas culpabiliser la majorité par le seul fait qu'elle le soit.

Je veux un Etat qui fasse respecter la loi par tout le monde et qui ne laisse aucun acte de délinquance impuni, aussi minime soit-il. Je veux une justice indépendante qui ait les moyens nécessaires à son fonctionnement, mais je veux que les juges soient responsables de leurs actes quand ils commettent des fautes comme n'importe quel citoyen, et je veux que les Français participent à la décision de justice en correctionnelle comme c'est déjà le cas en assises. A ceux qui s'en étonneraient je veux rappeler que la justice est rendue au nom du peuple...et pas contre lui !

C'est l'autorité de la loi qu'il faut réhabiliter. La sanction doit avoir une vertu d'exemplarité et un caractère dissuasif. Le caïd qui après chaque délit revient impuni dans sa cité pour y être accueilli en héros est une insulte à la République et une injure à son propre avenir. Car cette impunité va le conduire à recommencer

et à servir d'exemple aux autres. Si on continue comme cela, la société se défera petit à petit jusqu'au jour où l'autodéfense s'installera et où l'Etat ne pourra plus agir. Alors la violence sera partout. Je ne veux pas qu'on en arrive là. Si l'on veut éviter ce drame, il faut qu'il y ait des peines planchers dissuasives pour les récidivistes qui auraient alors la certitude d'être puni à la hauteur de ce qu'ils méritent. Il faut une politique pénale nationale qui s'applique de la même manière sur tout le territoire. Il faut que les mineurs récidivistes de 16 ans soient sanctionnés comme des majeurs.

C'est cela l'autorité de la République. C'est cela l'ordre républicain, c'est cela l'équité, c'est cela la responsabilité. Le problème n'est pas technique, il est intellectuel et il est moral. Il ne sera pas résolu si dès l'enfance la sanction de la faute n'accompagne pas la récompense du mérite. La délinquance des mineurs est devenue un problème grave et préoccupant pour l'avenir. Il nous faut adapter la justice des mineurs dont les principes et l'organisation ne sont plus adaptés à notre époque.

Il nous faut nous donner les moyens de remettre dans le droit chemin les adolescents qui s'en écartent en leur apprenant l'interdit, en leur faisant prendre conscience qu'il y a des choses qui sont permises et d'autres qui ne le sont pas. Il faut mettre un terme à l'impunité des mineurs pour éviter qu'ils ne soient instrumentalisés par des majeurs sans scrupules. C'est l'autorité des parents qu'il faut réhabiliter. Le rôle des parents dans l'éducation des enfants est irremplaçable. Je souhaite que nous changions notre façon de concevoir l'éducation. Je souhaite une véritable révolution des mentalités par laquelle les parents soient reconnus comme des éducateurs à part entière.

Les parents sont les premiers éducateurs de l'enfant. La famille joue un rôle décisif dans le développement intellectuel, moral et affectif de l'enfant. S'il faut bien sûr protéger l'enfant contre certains comportements inacceptables, il ne faut pas chercher par principe à dresser l'enfant contre la famille. Il faut en finir avec cet autre aspect de l'idéologie de 68 qui tient l'influence de la famille pour forcément néfaste. Il faut en finir avec la mise en accusation systématique de la famille. C'est dans la responsabilisation de la famille et non dans son affaiblissement que se trouve la clé de beaucoup des problèmes que connaît notre société. Si pour les familles qui ne s'occupent pas de leurs enfants mineurs, qui les laissent traîner dans la rue, qui les laissent commettre des délits, qui ne respectent pas l'obligation de les scolariser, je souhaite que des sanctions soient prises, que la responsabilité des parents puisse être mise en cause, que les allocations familiales soient mises sous tutelle, je m'engage aussi si je suis élu à aider les familles de bonne foi qui en ont besoin à élever leurs enfants.

Je souhaite que dans ce rôle ils soient soutenus, aidés, accompagnés, que cette charge soit prise en compte dans le calcul de l'impôt, de la CSG, des retraites. Je souhaite qu'une allocation familiale soit versée dès le premier enfant parce que le premier enfant représente une charge très lourde pour les jeunes couples qui sont au début de leur carrière professionnelle, qui souvent enchaînent les petits boulots et sont confrontés à la précarité.

Tant de choses se jouent dès la petite enfance que c'est à ce moment-là qu'il faut le plus soutenir les parents. Les parents trop jeunes ou trop pauvres. La jeune mère qu'on garde le moins longtemps possible à la maternité, qui ne peut compter sur aucun conseil, sur aucune aide, qui est parfois isolée, loin de sa famille, seule pour faire face parce que le père est absent, qui va être vite confrontée à la difficulté de travailler tout en s'occupant de son enfant. Aider les parents, aider l'enfant, pas seulement par des allocations mais aussi par l'assistance morale, par l'assistance éducative, par le conseil, par la mise en œuvre de tous les moyens pour concilier la vie professionnelle et la vie familiale, voilà ce qu'il faut faire. L'enfant est innocent, l'enfant n'est pas responsable. La pauvreté, la misère il les subit. Il n'y est pour rien. Il faut aider l'enfant, lui donner sa chance, détecter le plus tôt possible ses difficultés, ne pas le laisser s'abîmer, ne pas le laisser s'enfermer, se replier sur lui-même. Ne pas le laisser seul face à sa souffrance.

C'est l'autorité des instituteurs, des professeurs qu'il faut réhabiliter.

Je souhaite que les instituteurs, les professeurs ne soient plus seulement des enseignants mais aussi des éducateurs. C'est ce que souhaitait déjà Jules Ferry il y a 130 ans. Il souhaitait aussi que l'école ne fût pas un cloître. Il avait raison. Mettre l'école à l'abri des conflits qui déchirent la société est nécessaire. Mais

refermer l'école, le collège, le lycée sur eux-mêmes, instaurer une rupture radicale entre la vie de l'enfant à l'école et en dehors de l'école n'est pas tenable. Dehors ou dedans, l'enfant est une seule et même personne. Le savoir scolaire et les autres savoirs se mélangent sans cesse, comme tous les aspects de l'existence forment la trame d'une même vie. L'école doit apprendre la vie, toute la vie.

L'école ne peut se décharger de toute responsabilité quand la classe est finie. C'est la raison pour laquelle je souhaite qu'elle prenne en charge les "orphelins" de 16h dont les parents travaillent, qu'elle organise des études surveillées où les enfants au lieu d'être livrés à eux-mêmes soient encadrés pour faire leurs devoirs. Je souhaite que les enseignants volontaires pour diriger ces études, comme ceux qui seront volontaires pour faire du soutien scolaire, reçoivent un surcroît de rémunération.

Je souhaite que les bons élèves issus de familles modestes et qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions puissent être accueillis dans des internats d'excellence. Je souhaite que la politique éducative dépasse le cadre de l'école pour concerner la société tout entière. Ce sont tous les éducateurs qui doivent se sentir concernés par ce qui arrive à l'enfant où qu'il se trouve, pas seulement les parents, pas seulement les enseignants, pas seulement les assistantes sociales, mais aussi les juges, les policiers, les élus, les médecins. La médecine scolaire en particulier a un rôle décisif à jouer. Elle doit être réhabilitée et revalorisée.

Je veux dire à tous les éducateurs que rien ne peut se faire s'ils ne travaillent pas ensemble, s'ils ne se parlent pas, s'ils se méfient les uns des autres, s'ils n'œuvrent pas au rétablissement d'une autorité commune. Tous doivent être conscients que dresser l'enfant contre la société, ne lui enseigner que la haine de l'autorité, c'est trahir l'enfant, trahir sa confiance, son innocence. L'infantiliser au lieu de l'aider à devenir adulte, ne pas lui apprendre les codes et les règles de la vie en société c'est le trahir. L'excuser toujours, lui donner tous les droits, ne jamais forcer sa nature, ne jamais chercher à discipliner ses instincts, ses pulsions, c'est le trahir. Lui laisser croire que la liberté c'est « vivre sans contrainte », c'est le trahir. On trahit l'enfant quand on lui fait croire qu'il peut tout avoir sans effort, que même l'effort d'apprendre est inutile, que la vie n'est qu'un jeu.

Je souhaite une école qui place au cœur de ses valeurs l'autorité, le travail, l'effort, le mérite. Je voudrais que tous les enfants, quand ils seront devenus adultes, aient un jour envie d'écrire à leur instituteur : « Merci de m'avoir rendu curieux de ce qui est beau ». Nos enfants le pourront-ils encore si nous négligeons l'école ? Si nous les laissons sans valeur et sans repère ? Si nous renonçons à la culture commune qui permet aux hommes de se parler et de se comprendre ? Si nous ne leur enseignons plus la morale, le civisme, la grandeur de la raison ? Si l'enfant qui fait quelque chose de mal n'est pas sanctionné ? Si le maître ne fait pas respecter son autorité tout en respectant dans chaque enfant les possibilités infinies de l'adulte en devenir ?

Nous ne referons pas l'école de la IIIe République à l'heure d'Internet, de la télévision et du portable. Mais nous pouvons, nous devons en retrouver l'esprit, car cette école au fond était plus moderne que la nôtre s'agissant des principes d'éducation. Certains d'entre vous connaissent sans doute la magnifique lettre de Jules Ferry aux instituteurs sur l'enseignement de la morale, écrite en un temps où les circulaires bureaucratiques qui étouffaient notre vie administrative n'existaient pas encore :

« Monsieur l'instituteur, Vous êtes l'auxiliaire du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre. Il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons ; il faut surtout que leur caractère s'en ressente : c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger de ce qu'a valu votre enseignement.

Vous avez flétri l'égoïsme et fait l'éloge du dévouement : ont-ils, le moment d'après, abandonné un camarade en péril pour ne songer qu'à eux-mêmes ? Votre leçon est à recommencer. Et que ces rechutes ne vous découragent pas ! Ce n'est pas l'œuvre d'un jour de former une âme libre. »

Cette école était une promesse de liberté, de dignité et de promotion sociale. C'était une école de l'excellence qui valorisait l'autorité morale et intellectuelle, qui récompensait le travail, qui donnait à

chacun le moyen d'aller aussi haut que ses talents le lui permettaient, quelle que fût son origine sociale. Il ne faut jamais magnifier le passé, et l'idéal de la promotion par l'école a mis bien longtemps à pénétrer dans toutes les couches de la population. Longtemps, trop longtemps le paysan a voulu que son fils devienne paysan, le mineur que son fils soit mineur, l'artisan que son fils soit artisan. Mais il était bien rare de rencontrer jadis des enfants sortis de l'école vers le début du XXe siècle à l'âge de 12 ans qui ne savaient pas lire, écrire ou compter correctement, ni exprimer de façon compréhensible leurs pensées et leurs sentiments, et qui ne possédaient pas quelques rudiments d'histoire et de géographie. Pourquoi ce qu'alors l'école de la République réussissait à faire, la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans aujourd'hui n'y parvient-elle plus ? Est-ce plus compliqué d'instruire les enfants du début du XXIe siècle que ce ne l'était d'instruire les petits paysans ou les fils des prolétaires de la fin du XIXe siècle, enfermés dans des mondes clos sans ouverture sur le monde ?

Ce ne sont pourtant pas les moyens qui nous manquent. Ce qui nous manque c'est autre chose. C'est une politique de civilisation comparable à celle qui dans les premières décennies de la IIIe République présida à la construction de l'école de Jules Ferry et qui donna aux instituteurs d'alors le sentiment qu'ils incarnaient le progrès. Plus que des moyens et de l'organisation, l'origine de nos difficultés vient de ce que nos politiques éducatives ont cessé de faire référence à une idée de l'homme héritée de l'humanisme des Lumières et qui était le fondement des valeurs de la République.

C'est la valeur morale de la règle qu'il faut rétablir pour comprendre l'utilité de "l'obligation". C'est la raison pour laquelle j'ai proposé de créer un service civique obligatoire par lequel chaque jeune Français donnera à la société et donc aux autres 6 mois de son temps pour une activité d'intérêt général.

L'obligation c'est une pédagogie du devoir et une exigence morale, c'est permettre à la jeunesse de donner le meilleur d'elle-même, c'est imposer à toute la société de faire une place à sa jeunesse. Mais dans sa mise en œuvre cette obligation ne doit pas être un obstacle de plus pour les études ou pour l'entrée dans la vie active. Elle doit être adaptée aux situations, aux parcours, aux aspirations de chacun. Elle doit offrir à chacun un enrichissement, une expérience, un moyen de se réaliser, une occasion de s'engager pour une cause qui lui tient à cœur.

C'est aussi l'autorité morale des chefs d'entreprise qu'il faut rétablir. Le capitalisme financier ne survivra pas si sa légitimité morale s'effondre. Je veux moraliser le capitalisme financier. Si je suis élu je proposerai à mes partenaires de faire de la moralisation du capitalisme financier une des priorités de la zone euro. Si je suis élu je rééquilibrerai le capitalisme français en faveur du capitalisme entrepreneurial et du capitalisme familial. Si je suis élu je ferai tout pour que la production passe avant la spéculation et la rente, pour que l'entrepreneur passe avant le spéculateur et le rentier.

Réhabiliter le principe d'autorité c'est aussi lutter contre une immigration clandestine qui fait la fortune des marchands de sommeil et des passeurs sans scrupule qui n'hésitent pas à mettre en danger la vie des pauvres malheureux dont ils exploitent la détresse. Je souhaite que celui qui a été reconduit dans son pays parce qu'il était clandestin en France ne puisse pas obtenir un titre de séjour dans notre pays pendant les 5 ans qui suivent. Je souhaite que les étrangers en situation irrégulière soient exclus du droit au logement opposable.

C'est parce que je crois en la France, en ses valeurs, c'est parce que je veux qu'elle reste ouverte, accueillante, généreuse, que je veux que l'immigration soit maîtrisée, que notre pays fixe chaque année le nombre des étrangers qu'il peut accueillir dans des conditions qui permettent de respecter la dignité des personnes.

Je souhaite que l'immigré en situation régulière ne puisse faire venir sa famille que dans la mesure où les revenus de son travail à l'exclusion des ses revenus d'allocation lui permettent de la faire vivre et de la loger décemment. Je souhaite qu'on ne puisse pas s'installer durablement en France sans se donner la peine d'écrire et de parler le Français. Je souhaite qu'on ne puisse pas vivre en France sans respecter sa culture et ses valeurs. Ceux qui veulent soumettre leur femme, ceux qui veulent pratiquer la polygamie, l'excision ou le mariage forcé, ceux qui veulent imposer à leurs sœurs la loi des grands frères, ceux qui ne

veulent pas que leur femme s'habille comme elle le souhaite ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française.

C'est parce que je crois en la France et en ses valeurs que je souhaite qu'une charte adossée à la Constitution définisse les principes de l'entrée et du séjour des étrangers dans notre pays. A celui qui veut devenir Français, je dis qu'il doit prendre en partage l'histoire de France, qu'il doit accepter que le pays dans lequel il vient soit un vieux pays qui a commencé d'exister bien avant lui. Il doit comprendre que ce pays est un pays de liberté qui demande simplement qu'on le respecte et qu'on l'aime. Pour demeurer en France on doit aimer la France et au minimum la respecter. Ce qui est en jeu c'est la participation à la définition d'une destinée commune.

C'est dans une perspective Méditerranéenne qu'il nous faut concevoir l'immigration choisie, c'est-à-dire décidée ensemble, organisée ensemble, maîtrisée ensemble. Car la Méditerranée c'est notre avenir, c'est votre avenir et pas seulement votre passé. Quand l'Europe vers le XVe siècle a commencé à tourner le dos à la Méditerranée, cette extrémité du Roussillon, au pied des Pyrénées, est devenue pour longtemps une région enclavée. L'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne a commencé le désenclavement et vous a fait tourner vos regards vers Barcelone. Un contrat de plan Etat-région transfrontalier liant le Languedoc-Roussillon avec la Catalogne espagnole élargirait encore la perspective et permettrait à nos deux pays de tirer le meilleur parti de l'effacement des frontières. Mais la plus belle perspective pour la France comme pour l'Espagne, pour la Catalogne comme pour le Languedoc-Roussillon, est dans le grand large.

Si je suis élu je proposerai à tous les pays de la Méditerranée de jeter les bases d'une Union Méditerranéenne comme jadis la France a proposé aux peuples européens de construire l'Europe. En ressuscitant le rêve méditerranéen nous ressusciterons le rêve européen. Il ne s'agit pas que d'une perspective économique et politique. Il s'agit d'une perspective de civilisation. Il s'agit d'imposer le dialogue des civilisations là où le choc des civilisations menace toute la paix du monde. Il s'agit d'unir la Méditerranée pour en faire un creuset de développement et le plus haut lieu de la fraternité humaine, afin qu'elle devienne le pivot d'une grande alliance entre l'Afrique et l'Europe.

Voilà mon projet pour la Méditerranée. Voilà mon projet pour l'Europe. Voilà mon projet pour la France. Pour ce soir je n'ai que deux autres choses à vous dire, dont je sais qu'elles vous touchent au plus profond de vous-mêmes : Vive la République ! Vive la France !

Mes chers amis,

En prenant la parole devant vous cet après-midi, à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, je ne peux pas m'empêcher de penser à ce grand rassemblement du 14 janvier à la Porte de Versailles par lequel j'ai commencé ma campagne. Je me souviens de l'émotion qui m'a submergé lorsque j'ai pris la parole. Je me souviens de ce sentiment qui était si fort que je ne trouvais aucun mot assez grand pour le dire.

Cette émotion, à ceux qui étaient là, j'avais demandé simplement de la recevoir comme un témoignage de ma sincérité, de la vérité, de mon amitié. Ce jour-là, ce ne fut pas une réunion publique comme j'en avais vécu beaucoup tout au long de ma vie politique, ce ne fut pas l'un de ces moments ordinaires de la vie politique où l'on vient puiser un supplément de force, de détermination, d'ardeur pour se persuader que la victoire est à portée de main.

Ce ne fut pas l'un de ces moments d'excitation collective où la foule exaltée donne à l'orateur le sentiment d'une toute-puissance qui n'est qu'une ivresse passagère, une illusion sans lendemain, mais qui peut être si dangereuse quand on s'y laisse prendre. Ce jour-là, nulle excitation dans la foule mais une attente qui se lisait sur les visages. Ce jour-là, nulle exaltation de la part de la foule. Ce qui me frappa ce furent l'écoute et l'attention, ce fut la communion, ce fut la gravité presque religieuse, ce fut l'espérance, ce fut non les applaudissements mais cette sorte de prière silencieuse que cent mille personnes m'adressèrent. Ce qui sortit de cette réunion ce ne fut pas pour la campagne à venir qu'un supplément de force, de détermination et d'ardeur. Ce fut un supplément d'âme.

Ce jour-là, j'ai su que cette campagne ne serait pas comme les autres. J'ai su ce jour-là que désormais je porterais sur mes épaules la plus lourde des responsabilités, celle de ne pas décevoir ceux qui comptaient sur moi, de ne pas désespérer ceux qui espéraient en moi. J'ai su qu'à partir de ce moment-là le principal de mes devoirs était de ne jamais donner à ceux qui me faisaient confiance le sentiment que je les trahissais, eux qui avaient été tant de fois trahis, tant de fois trompés, tant de fois déçus.

A cet instant si grave, si solennel, si émouvant, si unique dans une vie d'homme où tant de gens plaçaient en moi tant d'espoir, j'ai su qu'au moment même où mes amis me choisissaient je cessais de leur appartenir et que désormais je devais me tourner vers tous les Français, vers ceux qui n'avaient jamais été mes amis, qui n'avaient jamais appartenu à ma famille politique, qui parfois m'avaient combattu. Parce que le Président de la République est l'homme de la nation et non celui d'un parti. Et tous ceux qui étaient là le comprenaient. Parce que le Président de la République parle pour tous les Français et pas seulement pour ses amis. Et tous ceux qui étaient là l'acceptaient.

J'avais rassemblé ma famille politique. Il me fallait maintenant rassembler les Français. Il me fallait m'ouvrir aux autres, à leurs idées, à leurs convictions, à leurs croyances qui n'étaient pas forcément les miennes. Il me fallait aller à leur rencontre, les comprendre et donc partager leurs joies, leurs peines, leurs angoisses, leurs attentes parce qu'il est impossible de comprendre quelqu'un quand on n'est pas capable de ressentir ce qu'il éprouve au plus profond de lui. Il me fallait me donner tout entier, aimer sans réserve, abolir toutes les barrières et toutes les distances, et par conséquent accepter de devenir plus vulnérable, prendre le risque de souffrir.

Et c'est ce que j'ai fait. Près de quatre mois sont passés depuis ce jour que je n'oublierai jamais. Près de quatre mois durant lesquels j'ai tout donné. Près de quatre mois durant lesquels je me suis adressé aux Français avec toute ma sincérité, toute ma vérité. Près de quatre mois qui furent pour moi une épreuve de vérité : je ne sors pas de cette campagne comme j'y suis entré.

Le 14 janvier je vous ai dit : « J'ai changé ». Près de quatre mois sont passés, pendant lesquels j'ai parlé avec mes convictions mais aussi avec mon cœur. Près de quatre mois à aller à la rencontre des Français

sans mentir, sans tricher, obligé d'aller chercher au fond de moi tout ce que j'avais à donner. Près de quatre mois pendant lesquels j'ai beaucoup appris sur les autres et sur moi-même.

Non, ce ne fut pas une campagne comme les autres. Partout, dans toutes les réunions publiques, dans toutes les rencontres, ce fut comme le 14 janvier, le même besoin d'espérance qui s'exprimait dans le silence et le recueillement, le même sentiment qui se lisait sur les visages émus que cette fois-ci c'était important, que le rendez-vous ne pouvait pas être manqué comme il l'avait été trop souvent par le passé. Nulle part je n'ai rencontré le déchaînement des passions partisans, mais partout j'ai senti cette gravité qui précède toujours les moments décisifs, les moments où l'on devra faire un choix que l'on ne peut plus différer et dont on sait au fond de soi qu'il sera lourd de conséquences.

Non ce ne fut pas une campagne comme les autres. Ce fut une campagne aux prises avec une crise morale, avec une crise d'identité comme la France n'en a peut-être jamais connu de telle dans son histoire, sauf peut-être au temps de Jeanne d'Arc et du traité de Troyes, quand la conscience nationale était encore si fragile.

On attendait une campagne où la politique aurait à affronter le scepticisme qu'elle avait elle-même fait naître en trahissant si souvent ses engagements, en croyant si peu en elle-même. On croyait qu'elle aurait à surmonter le doute qu'elle avait suscité par ses reniements, par ses renoncements. Et c'est un doute beaucoup plus profond qui s'est exprimé, un doute qui est en chacun d'entre nous, un doute qui est en chaque Français, un doute sur ce que nous sommes, sur ce qui nous unit, sur ce que nous pouvons construire ensemble, sur la manière dont nous pouvons vivre ensemble. Un doute qui nous fait ressentir l'avenir non plus comme une promesse mais comme une menace. Un doute qui est un doute existentiel. Un doute sur la France elle-même, sur ce qu'elle incarne, sur ce qu'elle peut accomplir, un doute sur notre destinée commune.

Un doute immense qui fait naître la peur. Un doute immense que tout alimente, aussi bien la mondialisation que l'Europe ou la décentralisation, aussi bien la crise du travail que celle de la culture, aussi bien les délocalisations que la défaillance de l'école, aussi bien le chômage et la précarité que l'immigration non maîtrisée, aussi bien l'insécurité que la peur de l'exclusion. Un doute immense qui se nourrit de tout ce qui contribue à la détestation de soi, qui se nourrit de la repentance, qui se nourrit de la détestation des valeurs de la République, de la détestation de la laïcité, de la montée du communautarisme.

Non, cette campagne ne fut pas une campagne comme les autres. Cette campagne fut peut-être la plus exigeante moralement de toutes les campagnes. Cette campagne exigeait plus d'authenticité, plus de sincérité, plus de vérité que toutes les autres campagnes parce que le problème qui était posé était plus profond, plus grave, plus lourd de conséquences. Tout au long de cette campagne je suis allé à la rencontre des Français avec mon histoire, avec ce que j'ai appris de la vie, avec mes souvenirs, avec mes émotions.

J'y suis allé avec en moi toute la volonté de changer les choses. J'y suis allé avec mes rêves de jeunesse qui ne m'ont jamais quitté. J'y suis allé avec ma longue expérience politique qui m'a tout appris. J'y suis allé avec tout ce que l'exercice du pouvoir m'a fait découvrir, avec toute la douleur à laquelle il m'a été donné d'être confronté. J'y suis allé avec en moi le souvenir de cette famille à la Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. C'était le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient au pied de l'immeuble, il a pris une balle perdue. C'était le jour où j'ai parlé du Karcher. Je ne regrette rien. Je suis allé à la rencontre des Français avec dans ma mémoire la douleur des parents de cette jeune fille brûlée vive dans un bus auquel des voyous avaient mis le feu pour s'amuser. J'y suis allé avec dans la tête la voix de ce petit garçon que je tenais par la main devant le cercueil de son père gendarme et qui me tirait par la manche en me disant : « Sors mon papa de la boîte ! »

J'y suis allé avec devant les yeux l'image de la jeune Ghofrane battue à mort et atrocement torturée parce qu'elle refusait de donner son numéro de carte bleue à ses bourreaux. Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi cette conviction, enracinée dans toutes les douleurs auxquelles j'avais été confronté, que cela ne pouvait plus durer, que cette violence ne pouvait plus continuer. J'y suis allé avec la conviction qu'il fallait bien faire quelque chose pour que tout cela s'arrête et que c'était un problème de société et pas

seulement un problème de police. J'y suis allé avec la conviction que nous avons déjà trop cédé, trop cédé aux bandes, aux trafiquants, aux voyous, que nous avons trop laissé faire et qu'à force tout cela allait finir par devenir irrattrapable, qu'il fallait reprendre les choses en main avant qu'il ne soit trop tard et que bientôt il serait trop tard.

Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi le souvenir de ces familles immigrés de ces pères, de ces mères, de ces enfants brûlés vifs dans l'incendie de cet hôtel sordide où on les avait entassés parce qu'on n'avait pas les moyens de les loger plus convenablement. J'y suis allé avec en moi la certitude que la France ne pouvait plus accueillir dignement toute la misère du monde qui pourrait être tentée de se réfugier chez elle. J'y suis allé en rejetant de toutes mes forces la bonne conscience qui ne veut jamais voir les conséquences de ce qu'elle prône surtout quand elles sont tragiques.

Je suis allé à la rencontre des Français en ayant en moi le souvenir des ouvriers d'Alstom tétanisés par la peur de voir leur entreprise disparaître. Je suis allé à la rencontre des Français en pensant à tous ces ouvriers que j'avais rencontrés, vivant dans la hantise des délocalisations et dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader sous la pression de la concurrence déloyale et des dumpings. Je suis allé à la rencontre des Français, révolté par le fait que de plus en plus de travailleurs ne puissent pas faire vivre dignement leur famille avec leur salaire. J'y suis allé, révolté par le fait que les revenus de l'assistance puissent être plus élevés que ceux du travail et que l'on puisse s'appauvrir en se remettant à travailler.

J'y suis allé hanté par le désespoir qui s'empare d'une jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents, dont les diplômes ne valent rien sur le marché du travail, qui est obligée de vivre chez ses parents parce qu'il n'y a pas d'emploi pour elle, dont les rêves se brisent sur le chômage des jeunes et sur l'impossibilité d'acquiescer une indépendance financière. J'y suis allé inquiet de cette rancœur qui s'accumule dans une jeunesse qui se sent victime de discrimination, qui éprouve le sentiment que la couleur de sa peau ou le quartier où elle habite comptent plus que ses qualifications et ses compétences. J'y suis allé inquiet de la colère qui grandit contre une République qui ne tient pas ses promesses d'égalité et de fraternité vis-à-vis de ceux qui ont cru à la récompense du mérite et de l'effort.

J'y suis allé avec en moi l'indignation que j'ai éprouvée au moment de la canicule devant le drame de toutes ces personnes âgées si enfermées dans leur solitude que personne ne s'était rendu compte qu'elles étaient mortes. J'y suis allé avec en moi l'indignation devant le sort que l'on fait aux retraités les plus modestes, aux veuves de paysans et d'artisans qui ont travaillé toute leur vie et qui n'ont pas les moyens de vivre alors que dans le même temps on n'a pas le courage de réformer les régimes spéciaux pour rétablir un peu d'égalité et de justice. J'y suis allé avec chevillée au corps la conviction que nos lâchetés, nos défaillances, nos reniements étaient la cause de trop de douleurs, de trop de souffrance pour qu'ils soient plus longtemps supportables, pour que tout continue parce qu'on préfère regarder ailleurs, se donner bonne conscience à peu de frais, et surtout ne rien faire jamais, ne rien bousculer, ne rien déranger pour que cela change, pour que cela ne continue pas.

Je suis allé à la rencontre non de ceux qui ne veulent plus de la nation parce qu'ils ne veulent rien partager, parce qu'ils accaparent tous les bénéfices, parce qu'ils ont le sentiment qu'ils ne doivent rien à leur pays, mais de ceux qui se sentent solidaires d'un destin collectif dont ils veulent aussi leur part parce qu'il est à leurs yeux ce qu'ils peuvent avoir de plus précieux, parce qu'ils ont le sentiment de n'être forts que lorsque la France est forte, parce qu'ils sentent au fond d'eux-mêmes que seule la grandeur de la France peut leur donner le sentiment qu'ils sont grands, leur faire éprouver la fierté de ce qu'ils sont. Je suis allé à la rencontre non de la France qui casse mais de la France qui veut construire, qui veut travailler, qui veut s'en sortir et qui n'y arrive pas.

Je suis allé à la rencontre de la France qui paye toujours pour tous les autres, qui paye toujours les conséquences de fautes qui ont été commises par d'autres, qui paye pour les fautes des politiques, des technocrates, des patrons, des syndicalistes, qui paye pour les fraudeurs, pour les voyous, pour ceux qui profitent du système, qui demandent toujours et qui ne veulent jamais rien donner. Je suis allé à la rencontre de la France qui souffre, de la France qui n'en peut plus, de la France exaspérée. Je suis allé à la rencontre du peuple, de ce peuple au nom duquel tout le monde prétend parler, auquel personne ne parle

vraiment, et pour lequel personne ne veut jamais rien faire, comme si l'objectif était toujours de le tenir à l'écart, à la lisière du pouvoir, de la décision.

Ce peuple c'est vous, c'est nous tous, ce peuple, je l'ai rencontré dans les villes, dans les villages, dans les campagnes. Je l'ai rencontré dans les ateliers, dans les bureaux, dans les écoles. Mais aussi dans les hôpitaux, dans les centres de rééducation, dans les maisons de retraite, partout où il y a des gens qui vivent, qui vivent par leur travail, qui vivent par leur souffrance, qui vivent par leurs rêves, par leurs ambitions. Tous ces sans grade, tous ces anonymes, tous ces gens ordinaires auxquels on ne fait pas attention, que l'on ne veut pas écouter, que l'on ne veut pas entendre.

C'est pour eux que je veux parler. Je veux être leur porte-parole. Je veux être celui qui leur redonnera la parole et qui leur redonnera le pouvoir. Je veux être leur candidat. Je veux être le candidat du peuple et non celui des médias, celui des appareils, celui de tel ou tel intérêt particulier. Je veux être le candidat du peuple parce que pendant des mois j'ai vu ce que le peuple vivait, ce qu'il ressentait, ce qu'il souffrait.

J'ai vu les ravages du discours sur l'impuissance publique. J'ai compris ce qu'il pouvait y avoir de désespérant pour ceux qui n'ont pas d'autre recours, d'autre espoir que dans la politique d'entendre les responsables politiques leur dire : « Je n'y peux rien ! » J'ai mesuré l'attente vis-à-vis de la politique de la part de ceux qui se sentent prisonniers d'une multitude de contraintes dont ils n'arrivent pas à desserrer le carcan. J'ai pris conscience du besoin que la politique représentait pour redonner une espérance à ceux qui l'ont perdue, pour qu'ils aient le sentiment de pouvoir redevenir les acteurs de leur propre histoire. J'ai pris conscience de la nécessité pour la politique de redevenir l'expression d'une volonté aux yeux de ceux qui ne se sentent plus eux-mêmes la force de vouloir.

La pensée unique qui est la pensée de ceux qui savent tout, de ceux qui se croient non seulement intellectuellement mais aussi moralement au-dessus des autres, cette pensée unique avait dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté. Elle avait condamné la politique. Elle avait prophétisé son déclin inéluctable face aux marchés, aux multinationales, aux syndicats, à Internet. Il était entendu que dans le monde tel qu'il est, avec ses informations qui se diffusent instantanément, ses capitaux qui se déplacent de plus en plus vite, ses frontières qui sont largement ouvertes, dans ce monde-là il était entendu que la politique ne jouerait plus qu'un rôle anecdotique, et qu'elle ne pourrait plus exprimer une volonté parce que le pouvoir serait bientôt partagé, dilué, parce qu'il serait en réseau, parce que les frontières resteraient totalement ouvertes, parce que les hommes, les capitaux et les marchandises circuleraient sans obéir à personne.

Mais la politique revient. Elle revient partout dans le monde. La chute du Mur de Berlin avait semblé annoncer la fin de l'Histoire et la dilution de la politique dans le marché. 18 ans plus tard tout le monde sait que l'Histoire n'est pas finie, qu'elle est toujours tragique et que la politique ne peut pas disparaître parce que les hommes d'aujourd'hui ressentent un besoin de politique, une envie de politique comme on n'en avait rarement vu depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Le besoin de politique a pour corollaire le besoin de nation.

La nation aussi était condamnée. La voilà de retour, pour répondre au besoin d'identité face à la mondialisation vécue comme une entreprise d'uniformisation et de marchandisation du monde où il n'y aurait pas de place pour la culture et pour les valeurs de l'esprit. L'inquiétude est peut-être excessive mais elle est bien réelle et elle exprime un besoin d'identité très fort. Mais la nation ce n'est pas que l'identité. C'est aussi la capacité à être ensemble pour se protéger et pour agir. C'est le sentiment que l'on n'est pas tout seul pour affronter un avenir angoissant et un monde menaçant. C'est le sentiment qu'ensemble on est plus fort et que l'on pourra faire ce que tout seul on ne pouvait pas faire.

Ensemble, c'est le mot le plus important à mes yeux de cette campagne. C'est le mot qui appelle plus de volonté politique et plus de nation. J'ai voulu remettre la volonté politique et la France au cœur du débat politique. Au cours de cette campagne, à travers tous les discours et tous les sujets, je n'ai finalement parlé que d'elles, et les Français que j'ai rencontrés ne m'ont aussi parlé que d'elles. La volonté politique et la nation c'est toujours pour le meilleur et pour le pire. Le peuple qui se mobilise, qui devient une force

collective, c'est une puissance redoutable qui peut aussi bien agir pour le meilleur que pour le pire. Faisons en sorte que ce soit pour le meilleur. Nous conjurerons le pire en respectant les Français, en tenant nos engagements, en respectant la parole donnée.

Nous conjurerons le pire en remettant de la morale dans la politique. Oui, de la morale. Le mot « morale » ne me fait pas peur. La morale, après mai 68, on ne pouvait plus en parler. C'était un mot qui avait disparu du vocabulaire politique. Pour la première fois depuis des décennies, la morale a été au cœur d'une campagne présidentielle. Mai 68 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral. Les héritiers de mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait aucune différence entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid.

Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de note pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, qu'il ne fallait pas de classement. Ils avaient cherché à faire croire que la victime comptait moins que le délinquant. Ils avaient cherché à faire croire qu'il ne pouvait exister aucune hiérarchie de valeurs. Ils avaient proclamé que tout était permis, que l'autorité c'était fini, que la politesse c'était fini, que le respect c'était fini, qu'il n'y avait plus rien de grand, plus rien de sacré, plus rien d'admirable, plus de règle, plus de norme, plus d'interdit.

Souvenez-vous du slogan de mai 68 sur les murs de la Sorbonne : « Vivre sans contrainte et jouir sans entrave. » Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé l'école de Jules Ferry qui était une école de l'excellence, une école du mérite, une école du respect, une école du civisme, une école qui voulait aider les enfants à devenir des adultes et non à rester de grands enfants, une école qui voulait instruire et non infantiliser, parce qu'elle avait été construite par de grands républicains qui avaient la conviction que l'ignorant n'est pas libre. Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé une école qui transmettait une culture commune et une morale partagée grâce auxquelles tous les Français pouvaient se parler, se comprendre, vivre ensemble.

Voyez comment l'héritage de mai 68 a introduit le cynisme dans la société et dans la politique. Voyez comment le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portées par les valeurs de mai 68. Voyez comment la contestation de tous les repères éthiques, de toutes les valeurs morales a contribué à affaiblir la morale du capitalisme, comment elle a préparé le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique des parachutes en or, des retraites chapeaux et des patrons voyous, comment elle a préparé le triomphe du prédateur sur l'entrepreneur, du spéculateur sur le travailleur.

Voyez comment les héritiers de mai 68 ont abaissé le niveau moral de la politique. Voyez tous ces politiciens qui se réclament de l'héritage de mai 68, qui donnent aux autres des leçons qu'ils ne s'appliquent jamais à eux-mêmes, qui veulent imposer aux autres des comportements, des règles, des sacrifices qu'ils ne s'imposent jamais à eux-mêmes. Voyez-les, écoutez-les proclamer : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ! » Voyez-la, écoutez-la cette gauche héritière de mai 68 qui est dans la politique, dans les médias, dans l'administration, dans l'économie, cette gauche qui a pris goût au pouvoir, aux privilèges, cette gauche qui n'aime pas la nation parce qu'elle ne veut plus rien partager, cette gauche qui n'aime pas la République parce qu'elle n'aime pas l'égalité, cette gauche qui prétend défendre les services publics mais qui ne prend jamais les transports en commun, cette gauche qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants, cette gauche qui adore la banlieue mais qui se garde bien d'y aller habiter, cette gauche qui trouve toujours des excuses aux voyous à condition qu'ils restent dans des quartiers où elle ne va jamais, cette gauche qui fait des grands discours sur l'intérêt général mais qui s'enferme dans le clientélisme et dans le corporatisme, cette gauche qui signe des pétitions quand on expulse des squatters mais qui n'accepterait pas que l'on s'installe chez elle, cette gauche qui passe son temps à faire la morale aux autres sans être capable de se l'appliquer à elle-même, cette gauche qui entre Jules Ferry et mai 68 a choisi mai 68, cette gauche condamne la France à un immobilisme dont les travailleurs, dont les plus modestes, les plus pauvres, ceux qui souffrent déjà seraient les principales victimes.

Voyez-la, écoutez-la cette gauche qui depuis mai 68 a renoncé au mérite et à l'effort. Voyez-la, écoutez-la cette gauche qui depuis mai 68 a cessé de parler aux travailleurs, de se sentir concernée par le sort des travailleurs, d'aimer les travailleurs parce qu'elle rejette la valeur travail, parce que la valeur travail ne fait plus partie de ses valeurs, parce que son idéologie à elle ce n'est pas l'idéologie de Jaurès, ce n'est pas l'idéologie de Blum qui respectaient le travail, qui aimaient les travailleurs, son idéologie à elle c'est l'idéologie du partage du travail, des 35 heures, de l'assistanat.

La crise du travail est d'abord une crise morale dans laquelle l'héritage de mai 68 porte une lourde responsabilité. Je veux réhabiliter le travail. Je veux redonner au travailleur la première place dans la société. Regardez comment l'héritage de mai 68 affaiblit l'autorité de l'Etat ! Regardez comment les héritiers de ceux qui en mai 68 criaient : « CRS = SS » prennent systématiquement le parti des voyous, des casseurs et des fraudeurs contre la police. Regardez comment ils ont réagi après les incidents de la gare du Nord. Au lieu de condamner les casseurs et d'apporter leur soutien aux forces de l'ordre qui font un travail difficile, ils n'ont rien trouvé de mieux à dire que cette phrase qui mérite de rester dans les annales de la République. Je cite : « Il est inquiétant de constater qu'un fossé se creuse entre la police et la jeunesse ».

Comme si les casseurs de la gare du Nord représentaient toute la jeunesse française. Comme si c'était la police qui était en tort et pas les casseurs. Comme si les voyous avaient tout cassé et avaient pillé les magasins pour exprimer une révolte contre une injustice. Comme si la jeunesse excusait tout. Comme si la société était toujours coupable et le délinquant toujours innocent. Ecoutez-les, les héritiers de mai 68 qui cultivent la repentance, qui font l'apologie du communautarisme, qui dénigrent l'identité nationale, qui attisent la haine de la famille, de la société, de l'Etat, de la nation, de la République.

Dans cette élection il s'agit de savoir si l'héritage de mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes.

Je veux tourner la page de mai 68. Mais il ne faut pas faire semblant. Il ne faut pas se contenter de mettre des drapeaux aux fenêtres le 14 juillet et de chanter la Marseillaise à la place de l'Internationale dans les réunions du Parti Socialiste. Il ne faut pas dire que l'on veut l'ordre et prendre systématiquement parti contre la police. Il ne faut pas crier à l'Etat policier et à la provocation à chaque fois que la police cherche à faire respecter la loi.

Il ne faut pas dire que l'on est pour la valeur travail et généraliser les 35 heures, continuer à surtaxer le travail ou encourager l'assistanat. Il ne faut pas dire que l'on veut faire obstacle aux délocalisations et refuser toute expérimentation de la TVA sociale, qui permet de faire financer la protection sociale par les importations. Il ne faut pas se contenter d'afficher de grands principes en se gardant bien de les inscrire dans la réalité.

Je propose aux Français de rompre réellement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de mai 68. Je propose aux Français de rompre réellement avec le cynisme de mai 68. Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, avec l'autorité, avec le travail, avec la nation. Je leur propose de reconstruire un Etat qui fasse réellement son métier et qui par conséquent domine les féodalités, les corporatismes et les intérêts particuliers.

Je leur propose de refaire une République une et indivisible contre tous les communautarismes et tous les séparatismes. Je leur propose de rebâtir une nation qui soit de nouveau fière d'elle-même.

En faisant valoir systématiquement les droits au détriment des devoirs, les héritiers de mai 68 ont affaibli l'idée de citoyenneté. En dénigrant la loi, l'Etat et la nation, les héritiers de mai 68 ont favorisé la montée de l'individualisme. Ils ont incité chacun à ne compter que sur lui-même et à ne pas se sentir concerné par les problèmes des autres.

Je crois à la liberté individuelle mais je veux compenser l'individualisme par le civisme, par une citoyenneté faite de droits mais aussi de devoirs. Je veux des droits nouveaux, des droits réels et non des droits virtuels. Je veux le droit opposable à l'hébergement et au logement, le droit opposable à la garde d'enfants,

le droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés, le droit opposable à la prise en charge de la dépendance pour les personnes âgées. Je veux le droit à une allocation formation pour les jeunes de plus de 18 ans. Je veux le droit à la formation tout au long de la vie. Je veux le droit à la caution publique pour ceux qui n'ont pas de parents qui peuvent se porter garants, pour ceux qui n'ont pas de relations, pour les malades auxquels on ne veut pas prêter parce qu'on considère qu'ils représentent un risque trop élevé. Je veux le droit à un contrat de transition professionnelle pour celui qui est au chômage.

Mais je veux que ces droits soient équilibrés par des devoirs.

L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la société on osera rappeler chacun à ses devoirs. L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la politique française on osera proclamer que dans la République les devoirs sont la contrepartie des droits. Ce jour-là sera enfin accomplie la grande réforme intellectuelle et morale dont la France a une nouvelle fois besoin. Alors nous pourrons reconstruire sur des bases renouvelées la République fraternelle qui est le rêve toujours inachevé, toujours inaccompli de la France depuis le premier jour où elle a pris conscience de son existence en tant que nation.

Car la France n'est pas une race, car la France n'est pas une ethnie, car la France n'est pas qu'un territoire, car la France est un idéal inlassablement poursuivi par un grand peuple qui croit depuis son premier jour à la force des idées, à leur capacité à transformer le monde et à faire le bonheur de l'humanité.

Je veux le dire aux Français : le plein emploi, la croissance, l'augmentation du pouvoir d'achat, la revalorisation du travail, la moralisation du capitalisme, c'est nécessaire et c'est possible. Mais ce ne sont que des moyens qui doivent être mis au service d'une certaine idée de l'homme, d'un idéal de société où chacun puisse trouver sa place, où la dignité de chacun soit reconnue et respectée.

J'ai rencontré dans les hôpitaux des malades qui ajoutaient aux souffrances de la maladie la douleur de se sentir exclus, mis à l'écart de la société. Je me souviens d'une infirmière dans un hôpital qui pleurait en me racontant comment la désorganisation due aux 35 heures l'empêchait de s'occuper autant qu'il aurait été nécessaire de malades pour lesquels elle était le dernier lien avec la vie. Je me souviens de ce jeune rugbyman dans ce centre de rééducation qui tentait avec toutes les forces qui lui restaient de rassembler les morceaux d'une vie brisée par un accident qui l'avait rendu tétraplégique. Je me souviens d'une visite à la prison pour femmes de Rennes et de la rencontre avec une mère d'une petite fille de 7 ans qui était sa seule raison de vivre.

J'ai vu la misère des prisons françaises si souvent indignes de la patrie des droits de l'homme. J'ai vu les femmes martyrisées dans les centres d'accueil où elles tentent de se reconstruire. J'ai vu dans les maisons de retraite la tristesse qui était dans le regard des vieillards frappés par la dépendance et qui n'avaient plus l'impression de vivre amis de survivre parce qu'ils étaient abandonnés de tous, parce qu'ils n'avaient besoin que d'un peu d'amour et de respect que plus personne ne leur donnait.

De tous ces malheureux que la vie a brisés, que la vie a usés, je veux être le porte-parole. Je veux être celui qui leur rendra une place dans la République, qui leur rendra leur dignité, qui leur redonnera un peu de cette considération et de cet espoir sans lesquels il n'y a plus d'humanité.

Je veux être celui par lequel la France renouera avec ses valeurs universelles. Ses valeurs universelles avec lesquelles elle ne devrait jamais transiger, qui doivent être le fondement de toutes ses politiques, au dedans comme au dehors. Je veux être le Président de la liberté de conscience contre tous els intégrismes. Je veux être le Président de la liberté d'expression contre toutes les intolérances. Je veux que dans la patrie des droits de l'homme on puisse librement critiquer, librement caricaturer, sans être menacé de mort, sans être exposé à la violence. Je veux qu'à tous ceux qui veulent vivre en France nous ayons le courage de dire que cette idée de la liberté n'est pas négociable.

Mais je veux qu'il soit bien entendu que pour notre République, la laïcité c'est le respect de toutes les croyances et non le mépris de toutes les religions. Je veux être le Président d'une France qui défend la liberté chez elle mais aussi dans le monde. Parce que c'est la vocation de la France. Je veux être le

Président de la France des droits de l'homme. Je ne crois pas à la « realpolitik » qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats. Je n'accepte pas ce qui se passe en Tchétchénie, ou au Darfour. Le silence est complice. Je ne veux être le complice d'aucune dictature à travers le monde. Je veux avoir le courage de faire ce que la gauche au pouvoir n'a pas eu le courage de faire.

Chaque fois qu'une femme ou qu'un enfant est martyrisé dans le monde, je veux que la France se porter à ses côtés. La France, si les Français me choisissent comme Président, sera aux côtés des infirmières bulgares condamnées à mort en Libye. Elle sera aux côtés de la femme qui risque la lapidation parce qu'elle est soupçonnée d'adultère. Elle sera aux côtés de la persécutée qu'on oblige à porter la burka, aux côtés de la malheureuse qu'on oblige à prendre un mari qu'on lui a choisi, aux côtés de celle à laquelle son frère interdit de se mettre en jupe. A chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir française.

Je voudrais remercier tous les Français qui dimanche dernier m'ont témoigné leur confiance pour conduire le changement dont la France a besoin. Cette confiance je ne la trahirai pas. Si je suis élu je tiendrai mes engagements. C'est l'idée que je me fais de la morale en politique. Si j'ai voulu tout dire avant l'élection, c'est pour pouvoir tout faire après. C'est pour que les Français n'aient pas le sentiment, au lendemain des élections, qu'une fois de plus on les a trompés et que la politique qui est mise en œuvre n'est pas celle pour laquelle ils ont voté. A ceux qui m'ont fait confiance le 22 avril et à tous ceux qui me feront confiance le 6 mai, je veux dire que je mettrai un point d'honneur à ce qu'ils ne se sentent ni trompés, ni déçus.

Mais je voudrais m'adresser tout particulièrement aujourd'hui à ceux qui n'ont pas encore fait leur choix, à ceux qui ont voté au premier tour pour un autre candidat et qui hésitent encore sur leur vote du second tour. Je voudrais leur dire que je comprends leur déception et que je sais combien ce nouveau choix peut être difficile pour eux. Mais ce choix sera celui qui engagera l'avenir du pays. Je veux leur dire : vous allez avoir à vous demander lequel des deux candidats correspond le mieux avec ses qualités et ses défauts, à l'idée que vous vous faites de la fonction présidentielle. Vous allez avoir à vous demander lequel des deux projets est le plus à même de permettre que la France reprenne confiance dans l'avenir. Vous allez avoir à vous demander dans quelle mesure les valeurs qui sont celles des candidats sont compatibles avec celles auxquelles vous croyez. Puis il vous faudra choisir, faire cet effort sur vous-mêmes qui consiste à choisir entre deux candidats que vous n'avez pas désignés. Vous le ferez parce que c'est votre devoir de citoyens, parce qu'à la fin il faut que la France soit gouvernée, parce que c'est la responsabilité de chacun de faire vivre la démocratie.

Ce choix vous le ferez en votre âme et conscience. Ce choix, quel qu'il soit, je le respecterai.

Je ne vous dirai pas : « C'est moi ou le chaos ! » Quel démocrate serais-je si j'exprimais autant de mépris pour les convictions de tous ceux qui ne pensent pas comme moi ? Mais à tous ceux d'entre vous qui croient aux valeurs de tolérance, de liberté, d'humanisme, je veux dire que ce sont les valeurs sur lesquelles j'ai bâti mon projet, que ce sont les valeurs qui fondent mon engagement politique et ma candidature à l'élection présidentielle. Je veux m'adresser aux électeurs du Centre, dont les valeurs sont si proches de miennes. Je veux leur dire que leur sensibilité a toute sa place dans la majorité présidentielle que je veux construire et autour de laquelle je veux rassembler les Français. Je veux leur dire que j'ai besoin d'eux, de ce qu'ils représentent, de ce à quoi ils croient.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. A tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables. Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir.

Mais nous devons réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités.

Je m'engage, si je suis élu, à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. A tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables.

Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir. Mais nous devons réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités. Je m'engage, si je suis élu, à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse.

Mes chers amis, nous voici arrivés au terme de cette campagne. J'ai voulu la conduire conformément à l'idée que je me faisais de la fonction présidentielle. Des responsabilités qu'elle implique. Des devoirs qu'elle impose. De la dignité qu'elle exige. Je n'ai pas été épargné par les attaques personnelles. On a mis en cause ma probité. Mon intégrité. Mon honneur. Ma sincérité. Mon caractère. On a insinué que j'étais dangereux pour les libertés. On m'a soupçonné de vouloir mettre en place un Etat policier. On m'a accusé d'avoir exercé des pressions. On n'a jamais produit la moindre preuve ni le moindre indice, ni quoi que ce soit qui puisse étayer les accusations portées contre moi. Je n'ai pas répondu aux attaques. Sauf pour dire, quand ces attaques sont devenues insupportables, que ceux qui les portaient n'avaient pas fait la preuve de tellement de vertus qu'ils puissent se permettre un tel mépris à mon égard. Je ne les ai pas rejoints dans la boue où ils auraient voulu m'entraîner. Ils n'ont pas changé. Ce sont les mêmes que ceux qui en 1958 défilaient contre le Général de Gaulle en hurlant que le fascisme ne passerait pas. En 1965, comme aujourd'hui, ils avaient fait au second tour une « coalition des républicains » contre celui qui n'avait jamais mis la République en danger et qui au contraire l'avait sauvée deux fois.

Je suis allé à Colombey, dans le silence et le calme, loin de ces agitations médiocres. Sur le livre d'or du Mémorial de la Croix de Lorraine j'ai écrit : « Je suis venu ici pour la première fois il y a 30 ans. Rien n'a changé : ni la grande croix de Lorraine, ni l'austère grandeur du paysage ; ni le silence et le recueillement ; ni le sentiment éprouvé devant l'humble tombe du Général de Gaulle, dans le petit cimetière, qu'une grande vie c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi ; ni la conviction qui m'est venue ici pour la première fois et ne m'a plus quitté que la France ne pourra pas disparaître tant que nous serons décidés à la maintenir comme un idéal pour les hommes et prêts à nous battre pour qu'elle vive. »

Et maintenant je n'ai plus que deux choses à vous dire, qui viennent du fond du cœur :

Vive la République !

Vive la France !

Vive la République !

Je vous salue ! Je vous salue peuple de France ! Je vous salue peuple de France ! Peuple libre ! Peuple fier ! Peuple insoumis et qui veut la victoire !

Votre présence exceptionnelle, enthousiasme, conquérante mais aussi tolérante et fraternelle me va droit au cœur. Merci pour ce bonheur. J'ai pris beaucoup de coups pendant cette campagne mais j'ai reçu aussi tellement... tellement... tellement de bonheur partagé comme ce soir ! Que ce soir, tout le reste est oublié et je suis avec vous dans cette dernière ligne droite pour dimanche prochain faire gagner la France car je veux demain tout simplement, mais c'est déjà considérable... car nous voulons ensemble pour demain simplement mais c'est considérable beaucoup de bonheur pour notre pays, un pays apaisé, un pays réconcilié avec lui-même pour vous, avec vous et surtout pour celles et ceux qui en ont le moins, ceux-là, je leur dis qu'ils ne se découragent pas, nous les prendrons aussi par la main.

Je vais vous dire maintenant quelques mots en confidence : d'abord j'ai tenu grâce à vous car comment se fait-il qu'une petite fille de Lorraine née à Dakar d'un père militaire, qui a grandi dans un village des Vosges, quatrième d'une famille de huit enfants, qui a eu le bonheur de suivre une réussite scolaire, comment se fait-il que je me trouve là ce soir devant vous ? Qu'est-ce qui a permis notre rencontre ? Parfois je me suis interrogée au fur et à mesure de ces étapes, parfois j'ai trébuché mais avec vous je me suis relevée. Oui, à chaque fois, c'est votre ferveur démocratique qui m'a redonné la force d'accomplir avec vous ce que nous avons à construire demain pour le bien de la France.

Ce que je vais vous avouer n'est pas si facile, je suis solide, je le savais mais le courage du combat politique, je l'ai construit avec vous pendant ces dix-huit mois de campagne électorale. Mon courage, c'est vous ! Mon courage, c'est pour vous tout simplement parce que mon projet, c'est vous ! On me dit parfois : mais pourquoi tout cela ? Et à l'instant même où je vous parle, où se noue cette rencontre exceptionnelle, extraordinaire, en me tournant vers vous je vois... je comprends, je sens que tout cela, c'est tout simplement parce que nous nous aimons beaucoup.

Et ceux et celles qui ne ressentent pas encore ce sentiment, en vous voyant, j'en suis sûre, seront de plus en plus nombreux à avoir envie de le partager, ce merveilleux sentiment et je voudrais leur dire : dans la France que je veux, il y a de la place pour tous et pour toutes. Et personne n'en sera exclu. Notre réunion est ce soir un formidable signe d'espoir ; c'est – nous le sentons – un événement à la hauteur d'une victoire espérée. Mais je ne veux pas de la victoire d'une partie de la France contre l'autre. Ce que je veux, c'est la victoire de la France présidente ! Et merci... merci, en votre nom, aux artistes, merci aux artistes... nous sommes tous ici à vous entendre, de tous les styles, de toutes les générations ; vos musiques exaltent nos espoirs, calment nos peines et bercent nos vies et construisent nos plus beaux souvenirs. Merci de votre engagement. Merci de faire chanter la terre, merci de nous donner l'ardeur pour la rendre meilleure car l'art et la culture sont le langage supérieur de l'humanité. La France présidente sera une France artistique et culturelle et l'immense élan de ce soir en est la preuve !

Dimanche prochain, vous aurez le choix entre deux modèles de société et ce formidable rassemblement de ce soir est l'image du modèle que je vous propose pour la France ; le pays du partage, de l'émotion, de la beauté, toutes générations confondues. Voilà le rassemblement. Voilà le vrai remède à l'inquiétude, à la menace, aux divisions et aux conflits. Il est là le chemin de la paix et de la fraternité ! Oui je veux pour notre pays réconcilier la paix et la fraternité et si vous êtes là ce soir, c'est aussi pour une France neuve qui se relève. Vous êtes venus là ce soir pour une France rassemblée et fière de l'être. Vous êtes là ce soir pour remettre les citoyens au cœur de l'action politique et pour faire souffler un vent de démocratie et de liberté.

Vous êtes là pour une France qui mobilise tous ses talents. Vous êtes là pour la France qui libère les énergies, qui crée des richesses et qui les répartit bien, qui donne le goût de l'effort, du travail et de la création. Vous êtes venus pour la France qui affirme au plus profond d'elle-même que la justice sociale et l'excellence écologique sont aussi la condition de l'efficacité économique et que la prospérité économique

et la sécurité écologique sont la condition du bien-être social. Les uns ne vont pas sans les autres ; voilà le nouvel ordre juste que je vous propose !

Ce soir, vous êtes venus pour faire gagner la France présidente. C'est un message qui est reçu aux quatre coins de la France et dans tous les territoires et départements d'outre-mer et par tous les Français de l'étranger ; et ma pensée va aussi en ce moment à notre compatriote détenu en Afghanistan ainsi qu'à Ingrid BETANCOURT. On aimerait tellement les avoir parmi nous ! Mais ce temps viendra.

Chacune et chacun d'entre vous est le porteur mystérieux des encouragements et des espoirs de chacune et de chacun, des millions de Françaises et de Français qui se rassemblent pour dire qu'ils veulent élever la France au plus haut rang de cette histoire et je vous invite dimanche à écrire cette nouvelle page de l'histoire de France ! Ce n'est pas une mince affaire car qui s'occupe de la France, s'occupe aussi du monde, car la France aux yeux du monde, c'est plus que la France. La France n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle l'est pour tous. La France, ce sont des valeurs exigeantes et belles proclamées par la Révolution française et des valeurs universelles qui sont une parcelle de la lumière du monde. La France, c'est la liberté, c'est l'égalité et c'est la fraternité ! Et c'est cela qui nous rassemble et qui nous mobilise aujourd'hui ! Et c'est ce chemin que nous allons prendre ensemble. Le monde, nous savons ce qu'il en est : la mondialisation, les échanges, les influences croisées et fertilisantes mais aussi le tohu-bohu, l'inéquité, le malheur, les crimes de masse et les guerres. Je ne veux pas d'une France qui aurait la tentation de s'éloigner de la scène et qui aurait la tentation de laisser faire. Je ne veux pas d'une France qui laisserait le monde éclater en morceaux, en blocs de vie et de pensées hostiles les unes aux autres.

Non je ne veux pas d'une France qui se résignerait à disparaître de l'histoire et je veux vous le dire, vous êtes ici les ambassadeurs d'une aspiration qui monte du pays tout entier. Vos lettres de créance sont celles d'un peuple qui veut se redresser, d'un peuple qui affirme que notre pays mérite d'autres formes de gouvernement et d'autres choix politiques ! La France ne se laissera pas abusée par des choix qui même parés des plumes de la rupture ou des ravages de la nouveauté, sont marqués du sceau de l'échec et de l'amnésie des bilans. Certes, maquiller un bilan n'est pas tâche facile et pour cela, sans vergogne, certains réécrivent l'histoire, captent celle des autres, en font un gadget médiatique pour brouiller les pistes et créer de la confusion dans les esprits.

Alors chers amis, vous tous qui êtes là, je vais vous dire : nous ne sommes pas rassemblés ce soir un 1er mai par hasard. Cette date du 1er mai a un sens historique. Elle a un sens pour tous les travailleurs et pour toutes les travailleuses du monde entier. Elle est la fête de la solidarité et de la demande de dignité du monde ouvrier. Les plus jeunes ici présents ne le savent peut-être pas. Alors je vais le leur rappeler.

Il y a plus d'un siècle, aux Etats-Unis, à Chicago, des ouvriers en grève furent sauvagement réprimés ; certains furent tués par balles et d'autres plus tard jugés et pendus ; c'était le 1er mai 1886. Cinq ans plus tard, six jeunes gens furent tués par balles dans une ville minière du Nord de la France lors d'une manifestation cruellement réprimée à Fourmies. Ils avaient entre 16 et 20, c'était le 1er mai 1891. Depuis ce jour, ces jours... ces deux jours et à l'initiative de la deuxième Internationale socialiste, les travailleurs, les salariés du monde entier, toutes appartenances politiques ou confessionnelles confondues, quand le droit le leur permet, ne travaillent pas ; ils manifestent ou ils se reposent ; ils font la fête en famille comme ce soir ici à Charléty. Et ils se souviennent et ils n'oublient jamais l'histoire du 1er mai.

Voilà l'une des raisons pour lesquelles nous sommes là ce soir sans esprit de revanche mais tout simplement parce que nous savons ce que nous devons pour nos libertés à ceux qui nous ont précédé et qui ont donné leur vie pour qu'aujourd'hui les travailleurs soient libres, puissent manifester et puissent revendiquer le respect qui leur est dû.

Car c'est évident, l'histoire n'est pas une bande dessinée où tout se vaudrait, où tous les mots seraient permis et où on peut dire n'importe quoi. Je ne ferai pas, moi, de discrimination entre ceux qui se lèvent tôt et les autres parce que je sais combien il y en a qui se lèvent plus tard parce qu'ils travaillent tard et même la nuit comme ces infirmières que j'ai vues récemment. Et puis il y en a qui font semblant de se lever comme ce père de famille que j'ai rencontré dans les débats participatifs, qui est au RMI mais pour

que son fils n'ait pas honte, il fait semblant le matin de se lever et de prendre les transports en commun pour faire croire qu'il a un travail. Et moi je veux une France qui donne du travail à tous et à chacun. C'est cela la défense de la valeur travail ! Car l'histoire a des permanences qu'il faut rappeler et ces jeunes gens du Nord dont j'évoquais la mémoire tout à l'heure, se battaient pour la journée de huit heures et pour la semaine de quarante heures. Il a fallu 1919 pour que ces droits élémentaires soient reconnus. Déjà à l'époque, il y avait des gens à la vie facile sans doute, qui disaient que ces travailleurs miniers étaient des paresseux qui voulaient se lever tard. Les mêmes à la vie facile sans doute qui en 1936, affirmaient que les congés payés allaient ruiner la France. Alors ce galimatias conservateur sans fondements économiques, a été démenti par l'histoire et c'est pour cela qu'aujourd'hui je veux une France active, une France réconciliée avec elle-même et qui n'en rabatte jamais sur la conquête des droits sociaux car je ne veux plus que l'on oppose l'effort humain et le travail des salariés au goût du risque des entrepreneurs. Nous réconcilierons la réussite des entreprises et le progrès humain. Il y a de la place pour ces deux mots dans nos têtes. Notre cerveau est ainsi fait qu'il y a au moins deux lobes et je dis simplement que le but ultime du profit, ce doit être le progrès humain, sinon le gain des uns se paie toujours par une forme de servitude des autres et cela ne fait pas grandir la France. Oui, je ferai un pacte avec les entreprises et nous allons réconcilier la France avec les entreprises qui innovent, qui créent de la richesse et des emplois, qui se battent tous les jours pour que la croissance soit au rendez-vous.

Oui ! Je salue ici les risques pris par ces milliers de petites et moyennes entreprises et les dangers qui les guettent. Ce sont elles qui créent le plus grand nombre d'emplois avec l'artisanat. Je sais quels risques personnels prennent ceux qui les créent, qui les font vivre parfois au prix de leur santé et que ces chefs d'entreprise sachent que je veux qu'ils soient de plus en plus nombreux à entreprendre, que je serai à leurs côtés dans leur bataille contre la concurrence internationale, que je soutiendrai l'embauche et la formation professionnelle de leurs salariés pour qu'elles améliorent leur compétitivité tout en versant des salaires décents et qui rémunèrent justement le travail. Et c'est pourquoi je veux construire ces compromis sociaux. Et c'est pourquoi je veux que la France soit à l'avant-garde de la lutte contre le chômage des jeunes, que plus aucun jeune reste sans emploi plus de six mois. Oui, je les créerai ces 500.000 emplois pour projeter les jeunes dans la vie professionnelle et pour les sortir de l'inactivité et de l'abandon. Je sais que le succès économique dans le monde moderne, exige l'agilité des entreprises. Eh bien nous mettrons en place une sécurité sociale professionnelle qui sécurisera les entreprises comme les salariés. Voilà l'efficacité économique de demain ! Voilà la France que nous allons construire car c'est l'invention de toutes les nouvelles sécurités et de la lutte contre toutes les formes de précarité qui rendront notre pays performant. Et la première des sécurités doit être celle du parcours de toute la vie professionnelle. Je ne vois plus voir ces femmes en pleurs devant les grilles de leurs entreprises fermées. Je ne veux plus voir le regard désespéré d'ouvriers licenciés sans protection comme l'autre jour ; c'est un sort indigne d'un grand pays développé et ceux qui philosophent sur la valeur travail, ont-ils vu ces citoyens-là ?! Moi je cesserai d'opposer les chômeurs aux salariés. Il est inacceptable d'accabler les personnes privées d'emploi. Nous avons l'ardente obligation de leur donner du travail. Il est scandaleux de les stigmatiser et d'en faire les mendiants opportunistes de la ressource publique. Bien sûr quelques effets d'aubaine peuvent se produire ici ou là mais ces quelques effets d'aubaine auxquels nous mettrons fin bien sûr par une Agence Nationale Pour l'Emploi réorganisée et performante qui portera remède, car nous, nous n'avons jamais défendu l'assistanat.

Mais je tiens quand même à dire que ces quelques effets d'aubaine n'ont rien à voir avec la masse financière des fraudes fiscales des plus riches dans notre pays ! Et cela, comme par hasard, on n'en parle jamais ! Il faut redonner du sens à l'effort et à la dignité au travail, mais du vrai. La valeur travail n'est pas un artifice de discours. La valeur travail, c'est d'abord payer le travail à sa valeur. C'est augmenter les bas salaires qui restent obstinément immobiles et nous sommes le seul pays dans ce cas où des millions de salariés hommes et femmes, surtout les femmes d'ailleurs, commencent leur carrière professionnelle au SMIC et terminent quarante ans après toujours au SMIC et cela, je ne le veux plus. Et notre chantier prioritaire sera celui de la formation professionnelle car la valeur travail, c'est de donner à tout être humain la possibilité de progresser, la possibilité d'avoir une perspective de carrière, la possibilité de se dire que ce travail va être plus intéressant. Bref, c'est la récompense de l'effort dans la formation professionnelle et dans la motivation au travail et c'est cette justice-là que nous construirons ensemble. C'est par le dialogue social que nous débloquerons le pouvoir d'achat. Notre économie n'a pas besoin de brutalité ni de choc. Elle n'a pas besoin, notre économie – au contraire, c'est dangereux – elle n'a pas besoin de déclarer la

guerre à la fonction publique ; elle a besoin de confiance. De confiance de tous les métiers et de tous ceux qui travaillent et qui cherchent un travail sur tous les territoires et la confiance n'obéit pas au coup de menton sur des champs de bataille imaginaires ! La confiance, c'est simple, c'est le soutien immédiat au pouvoir d'achat. Et je récusé toute fatalité, toute loi non écrite au nom de laquelle la réussite d'une entreprise devrait se traduire par la précarité des salariés. J'affirme ici le contraire et d'ailleurs les plus brillants de la nouvelle génération d'économistes affirment cela. Les chefs d'entreprise que j'ai rencontrés, le savent et me le disent et attendent désespérément de nouvelles règles du jeu. Ces nouvelles règles du jeu, je leur donnerai. Nous les remotiverons. La valeur travail ne peut pas non plus se satisfaire de ce système de stock-options sans limite, de bonus ou de retraites chapeaux que la droite a organisés et feint de découvrir dans les derniers jours de la campagne électorale. Qui peut vraiment justifier que 38 dirigeants d'entreprise tous amis du pouvoir, aient touché au total 107 millions d'euros de primes de départ en 2006 ?! Le pire, voyez-vous, c'est qu'à peine en place, ils savent déjà combien ils vont toucher quand ils vont partir même s'ils ont échoué. Et cela, c'est le contraire de la valeur travail !

Oui, la croissance va repartir et notre économie sera débloquée car nous allons en finir avec le travail privé de finalité et d'espoir. Oui, la France présidente sera la France du plein emploi. C'est notre combat et nous le gagnerons ! Car nos ressources humaines sont immenses et l'éducation sera mon grand chantier ; l'éducation et la formation au cœur de tout et en avant de tout. C'est cela la garantie que je vous donne. Nous redonnerons à l'université et à la recherche le rôle de bataillon d'élite de la France dans la mondialisation et je remercie le soutien du mouvement SAUVONS LA RECHERCHE parce qu'ils ont compris que c'était la France de demain. J'ai confiance car j'ai une grande ambition pour la France. La mondialisation qui est là nous lance un défi. Ce défi peut être relevé et nous avons les moyens de l'emporter. Actifs au sein de l'Europe, nous pouvons réorienter l'avenir du monde et sur le plan du commerce notamment. Mais il n'est pas acceptable que notre économie soit mise en péril par le jeu de la surexploitation des ouvriers dans les autres parties du monde. C'est pourquoi en ce jour de 1er mai, je soutiens aussi les immenses manifestations qui ont lieu par exemple dans des pays où les droits syndicaux et les salaires décents ne sont pas octroyés. C'est pourquoi je salue l'Union naissante ou renaissante du syndicalisme mondial parce que c'est en élevant l'ensemble des niveaux de vie et des salaires vers le haut que nous lutterons contre les délocalisations vers les pays à bas salaires. Et en attendant, il faudra que l'Europe se protège et se protège beaucoup plus efficacement qu'elle ne le fait contre toutes ces formes de délocalisations et de destructions d'emplois, j'en fais ici le serment !

Nous sommes confrontés à un autre risque et celui-là bien plus immédiat : c'est la brutalité dans la conduite des affaires publiques, on le sait, qui peut mettre en danger la paix sociale, la paix civile en dressant les Français les uns contre les autres. Ce danger, il est contenu dans le programme du candidat de la droite et moi je me suis engagée à réformer sans brutalité et sans heurter... j'y mettrai ainsi que mon gouvernement le temps et les moyens qu'il faudra mais la méthode, on la connaît, c'est la démocratie participative, c'est écouter le peuple pour agir juste, écouter les Français dans leur diversité pour que l'action publique ne soit pas source de brutalité et de violence. Je ne désignerai aucun ennemi sur le territoire français.

Et même ceux qui aujourd'hui n'ont pas mon opinion politique, demain ils seront associés aux réformes car il n'y a pas de réforme possible sans dialogue et sans concorde. Et j'ai entendu tout cela. Je rassemblerai toutes ces énergies d'où qu'elles viennent car c'est comme cela que nous nous relèverons. Oui, j'ai entendu les candidats de la gauche antilibérale. Oui, la vie vaut mieux que les profits ! Oui, j'ai entendu l'idéal des alter mondialistes ; oui, un autre monde est possible. Oui, j'ai entendu le message des électeurs du centre et de tous les républicains de progrès et je leur dis : rien ne se fera sans le goût de la démocratie, d'une Europe qui fonctionne et surtout d'un Etat impartial.

Alors il s'agit bien d'un choix de valeurs, d'un choix de société ; nous avons entendu il y a deux jours je crois, à Bercy, le discours de l'autre candidat. Il a ses opinions mais la politique, c'est d'avoir un débat de valeurs et d'opinions sans se poser en victime perpétuelle. Jamais les personnes n'ont été attaquées par moi, jamais. Mais jamais je ne renoncerai parce qu'il s'agit de l'avenir de la France, au débat d'idées, au débat de valeurs et donc au beau combat politique que la France est en train de vivre.

Alors que disait-il y a deux jours ? Que tout était la faute de mai 68. Mais quelle mouche l'a piqué car mai 68, c'était il y a quarante ans ! Tout semblait pourtant calme autour du Palais omnisport de Bercy. Mais à l'écouter, à l'intérieur, ce n'était que voitures fumantes, barricades, charges de police, délitement des valeurs, laxisme des mœurs, crise de l'autorité. La machine à remonter le temps avait été mise en marche à Paris-Bercy, on était en juin 1968. Mais moi je ne souhaite pas que la France parvienne à cet état de blocage pour préciser susciter comme en mai 68 des révoltes, des revendications, des grèves qui ont tout bloqué tout simplement parce que le pouvoir en place refusait d'écouter et refusait de redistribuer les richesses des Trente glorieuses que les salariés avaient construites. Et si lui rêve de connaître à nouveau un mai 68 pour y remettre de l'ordre, moi je veux au contraire en anticipant, en créant tous ensemble du dialogue, de la démocratie, du débat, des compromis sociaux, des convergences intelligentes, la France puisse avancer sans perdre son temps, sans être bloquée, sans dresser les Français les uns contre les autres, en un mot sans violence. Et voilà ce modèle que je vous propose : une France sans violence qui prend à bras le corps toutes ces énergies pour aller de l'avant dans la paix civile ! Car il y en a eu des dégâts dans les entreprises pour que finalement comme cela n'était que justice, les salaires furent augmentés, les syndicats dans l'entreprise furent reconnus, la gestion des universités fut modernisée, les libertés publiques furent élargies et les femmes eurent accès la contraception et à l'IVG ! Voilà ce que le pouvoir en place aurait dû donner et d'une certaine façon, c'est aujourd'hui, je le sens, je l'ai senti pendant ces dix-huit mois, ces longs mois de campagne électorale, d'une certaine façon, je le sens, il y a dans la France d'aujourd'hui une même forme de colère qui gronde, des frustrations, des incompréhensions, des millions de personnes qui ont le sentiment de ne compter pour rien et il est temps, il est plus que temps et notamment dans les quartiers délaissés où rien n'a été résolu, il est temps... il est plus que temps de réformer rapidement, sans brutaliser, avec intelligence, dans le dialogue ; et ce modèle-là, je suis la seule à vous le proposer. Je veux une France qui se réforme, je veux la paix civile dans mon pays car je sais que c'est possible.

Et quarante ans après, quand j'entends le candidat de la droite en appeler à la majorité silencieuse, habileté qu'ont dû lui souffler les conseillers ex-soixante-huitards sans doute qui l'entourent : il veut sans doute redéfiler sur les Champs-Élysées mais le Palais Omnisport de Bercy, ce n'est pas la remontée des Champs-Élysées. DOC GYNECO, ce n'est pas André MALRAUX ! François MAURIAC, ce n'est pas Bernard TAPIE ! Et monsieur SARKOZY, ce n'est pas le Général de GAULLE !

Alors il faut garder son calme, son sang-froid et réformer la France avant qu'elle ne se soulève. La société d'alors voulait le dialogue et la participation, on lui a répondu par la force ; et que le candidat de la droite relise donc le Général de GAULLE ! Ce sont ses propres analyses et elles se situent – reconnaissons-le – à une autre altitude. Il a dit cela après avoir compris ce qui s'était passé. Il a dit cela... la société voulait le dialogue et la participation et on a voulu lui répondre par la force.

Eh bien le voilà les modèles de société entre lesquels vous avez à choisir : d'un côté le dialogue et la participation et la juste autorité que je demande et qui sera demandée aux familles d'abord pour que les familles éduquent et encadrent correctement leurs enfants ; à l'école où les enfants devront respecter les enseignants mais où la réussite scolaire leur sera garantie par le soutien scolaire. Aux uns et aux autres de respecter les services publics de la police et de la justice parce qu'en retour, elles se rapprocheront des citoyens dans les quartiers pour construire ensemble le progrès de tous et le respect de chacun. Voilà la juste autorité que nous construirons ensemble.

Et vous le savez, je ne suis pas réputée pour mon laxisme mais en même temps je sais que l'ordre le plus durable et aussi celui le plus juste dans une société où les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous et pas une société où quelques-uns ont tous les droits et où tous les autres n'auraient que les devoirs.

Soyons attentifs à ce qu'ont déclaré récemment les grands leaders syndicaux comme Bernard THIBAUT, secrétaire général de la CGT qui disait qu'il n'était pas question pour lui de négocier avec un pistolet sur la tempe. Écoutons monsieur CHEREQUE, dirigeant d'un autre grand syndicat français, la CFDT, qui vient de mettre solennellement en garde l'UMP contre toute tentative de passage en force de loi sociale. Tendons l'oreille du côté des quartiers où le feu continue de couver sous la cendre et où rien n'a été entrepris.

Où, nous sommes aujourd'hui dans une société bloquée du refus du dialogue, de la participation méprisée, tous les ingrédients sont là et nous ne voulons pas cela pour la France. Nous savons à quoi va conduire le passage en force et la brutalité. A cela j'oppose une République rénovée, une République rassemblée, une République positive, une République du respect, une République qui donne à chacun un véritable désir d'avenir !

Voilà la responsabilité demain de la présidente de la République ; voilà la seule façon de redresser la France et de protéger la paix civile. Quand j'entends aussi un certain vocabulaire qui aujourd'hui ne recule devant rien, quand nous avons entendu qu'à Bercy, on a fait ovationner le mot "Karcher" ! Qu'on a parlé de liquider une partie de l'histoire, celle de mai 68 et qu'il a même avancé cette phrase : nous allons reformater les Français... Eh bien moi je le dis ici solennellement : les plus hautes valeurs de la France - et je sais que bien des électeurs même à droite les désapprouvent – car les plus hautes valeurs de la France ne sont pas compatibles avec l'usage de tels mots. C'est pourquoi j'appelle tous les Français à le comprendre, à y réfléchir en conscience et en silence et à en tirer toutes les conséquences et à se rassembler sur d'autres valeurs. Prenons acte que la fameuse rupture annoncée, c'est purement et simplement une fracture républicaine et cela n'est pas une fatalité, cela va se décider dimanche prochain car qui veut de ces violences qui en résulteraient ? Qui a intérêt sauf pour esquiver les questions concrètes en menant des politiques d'exclusion ou d'intimidation ?

Moi je ne reproche pas à Lilian THURAM de dire ce qu'il ressent car il n'y a que les victimes de discriminations pour décrire ce qu'ils ressentent et en tant que femme aussi, je sais que pendant des générations et encore aujourd'hui avec les écarts salariaux avec les précarités, avec les violences conjugales, avec tout cela, les femmes subissent ces discriminations et la France présidente leur rendra justice. Je pense en particulier à ces millions de femmes seules. Je voudrais m'adresser à elles pour leur dire que je vais bien m'occuper d'elles dans la France de demain, quelle que soit leur génération, ces femmes seules qui élèvent courageusement leurs enfants et qui sont confrontés à la difficulté des adolescents, ces femmes seules, abandonnées par leur mari et qui font face aux difficultés de la vie, ces femmes veuves qui n'ont que de toutes petites pensions de réversion – et je les revaloriserai – ces femmes âgées, seules, qui se demandent si elles vont pouvoir encore accéder à la santé avec les projets de déremboursement de soins qui ne sont pas les miens. Ces femmes qui n'ont pas forcément travaillé ou qui se sont interrompues et qui du coup ont de toutes petites retraites et ces femmes qui ont simplement choisi d'élever leurs enfants, je leur dis qu'elles ont fait là le plus beau métier du monde et je veux qu'elles aient un avenir garanti !

Nous l'aimons la France. Nous voulons la rendre forte et belle.

Voilà pourquoi nous voulons la réformer. Voilà pourquoi dès septembre, j'organiserai un référendum sur la réforme des institutions et pourquoi les citoyens seront appelés à construire une 6e République. Le Parlement sera grandi. J'irai rendre des comptes devant lui et devant le peuple français. La France présidente sera citoyenne. Des jurys citoyens seront créés. Le cumul de mandats sera interdit. L'Etat impartial sera institué et protégé. Alors j'appelle à rejoindre ce grand mouvement, à le grandir, à le rendre victorieux, toutes celles et ceux d'où qu'ils viennent, qui veulent voir triompher cette nouvelle démocratie.

Chers amis, il nous reste trois jours. Trois jours pour convaincre. Trois jours pour mériter cette victoire. Trois jours pour faire gagner la France neuve. Trois jours pour convaincre les hésitants et les indécis. Trois jours au cours desquels mon équipe de campagne c'est vous ! Démultipliez-vous dans les rues et dans les campagnes ! Nous donnons ce soir avec les artistes magnifiques qui nous accompagnent, une magnifique image de notre pays. Si vous saviez comme je suis fière que vous soyez avec moi ce soir pour donner au monde entier l'image de la France et au monde entier l'image de tous ceux qui nous ont été aidés pour notre liberté au cours de notre histoire. Oui, il y a une sorte de miracle français : soyons-en à la hauteur. Ne décevons pas le monde. Il nous regarde. Ayez cette audace. Ayez cette audace, je le sais, ce n'est pas forcément facile à imaginer de porter une femme à la tête de la France présidente ! Mais ayez cette audace parce que aussi le monde nous regarde et se demande si la France aura cette audace de choisir l'avenir ou de se replier sur le candidat et sur l'équipe sortante. Le choix, il est là. Il est clair. C'est le choix de l'audace mais aussi de la réconciliation. C'est le choix de l'harmonie, c'est le choix de la paix, c'est le choix de la réussite, c'est le choix de la justice, c'est le choix de l'énergie, c'est le choix d'une France plus juste et donc

une France plus forte ! La voulez-vous, cette France qui se relève ? La voulez-vous, cette France souriante ? La voulez-vous cette France optimiste ? La voulez-vous cette France qui tend la main ? La voulez-vous, la liberté ? La voulez-vous l'égalité ? La voulez-vous, la fraternité ? La voulez-vous, la victoire ? Alors en avant, rassemblons-nous, prenons-nous la main, aimons-nous les uns les autres ! Construisons ensemble. Vive la République, vive la France !